







Le numéro un soviétique à Londres

## M<sup>me</sup> Thatcher et M. Gorbatchev font assaut de compliments

LONDRES  
de notre correspondant

Le couple Gorbatchev-Thatcher est plus solide que jamais. Tel est le principal enseignement d'une visite qui a donné lieu à un duo impressionnant. Le premier ministre britannique et ce dernier lui a renvoyé l'ascenseur avec une fougue de jeune homme. Rien n'a véritablement bougé sur les grands dossiers, en particulier celui de la modernisation des armes nucléaires à courte portée de l'OTAN qui inquiète tant les Soviétiques, mais M. Gorbatchev peut se flatter d'avoir décroché dans son dialogue difficile avec la nouvelle administration américaine, sinon une alliée, du moins une avocate de poids en la personne de la « Dame de fer ».

M<sup>me</sup> Thatcher est persuadée qu'il faut aider M. Gorbatchev parce que celui-ci est ce que l'Union soviétique a produit de mieux depuis la révolution de 1917. Elle dit son admiration avec une simplicité qui coïncide avec la volonté de transparence du président soviétique. « Les changements intervenus en URSS constituent une révolution tranquille », affirme-t-elle. Le mérite en revient à l'« audace » et à l'« imagination » de M. Gorbatchev.

Le premier ministre britannique ne précise pas dans quels domaines elle entend manifester son soutien aux réformes en cours. Il faut sans doute comprendre que l'aval politique et moral qu'elle a donné à son illustre visiteur se suffit à lui-même. M<sup>me</sup> Thatcher est certes prête à inciter les firmes britanniques à participer aux projets d'économie « mixte » du Kremlin, mais, en bonne libérale, elle laisse le soin aux industriels eux-mêmes de choisir leur meilleur intérêt.

Elle est surtout fière d'avoir été la première, en décembre 1984, à avoir décelé l'effort du réformateur chez celui qui n'était alors que le numéro deux du régime derrière l'éphémère Constantin Tchernomir. Elle l'avait alors longuement et chaleureusement reçu à sa résidence de campagne de Chequers. Elle a rappelé cette rencontre initiale lors du dîner qu'elle a offert jeudi à son hôte au 10 Downing Street. M. Gorbatchev se souvient lui aussi très bien de ce premier contact « si prometteur ». Et d'ajouter : « Nous gardons en mémoire le fait que le gouvernement britannique a été un des premiers à l'Ouest à discerner l'approche de grands changements en Union soviétique ».

### « Romantisme »

M. Gorbatchev et M<sup>me</sup> Thatcher s'admirent mutuellement. Ils prennent plaisir à confronter leurs idées et leurs positions, et le degré de confiance qu'ils ont atteint leur permet d'établir, de façon amicale, leurs « divergences ». Le président soviétique croit qu'il est possible de se débarrasser, d'ici à l'an 2000, de toutes les armes nucléaires. Il en est sincèrement convaincu, et il le répète en tout cas à chaque occasion avec un robuste enthousiasme. M<sup>me</sup> Thatcher, qui a déjà entendu sa chanson, l'écoute en souriant, sans le suivre dans cette voie.

Lors du dîner de jeudi, chacun a réaffirmé cette différence doctrinale fondamentale. « Je suis un adversaire endurci de l'arme nucléaire et je propose leur élimination », M<sup>me</sup> Thatcher estime qu'il y a une bonne dose de romantisme dans son attitude. Mais ce n'est pas le cas, une position réfléchie simplement la dure réalité de la guerre nucléaire, de notre temps, a déclaré M. Gorbatchev. La « Dame de fer » est attendrie par ce « romantisme », mais elle n'est pas convaincue : « S'il y a une chose que nous ne ferons jamais, dit-elle, et vous non plus d'ailleurs, c'est de prendre nos désirs pour des réalités lorsqu'il s'agit de déterminer la base de notre action politique. (...) Nos deux pays savent, à la suite d'une expérience amère, que les armes classiques n'empêchent pas la guerre en Europe, tandis que les armes nucléaires y sont parvenues depuis plus de quarante ans. Rien ne peut remplacer la dissuasion nucléaire ».

Il s'agit d'une divergence de taille. M. Gorbatchev n'arrive pas à ébranler le scepticisme sans faille de M<sup>me</sup> Thatcher. Il n'a pas davantage réussi à la convaincre d'infléchir sa position très ferme en faveur de la modernisation des missiles nucléaires à courte portée de l'OTAN. Il n'a pas voulu en dire plus en public, mais tous les témoignages concordent : les Soviétiques sont à la fois inquiets et déçus. Ils attendaient une réponse plus positive de l'Alliance en général, et des Britanniques en particulier.

M. Guennadi Guerasimov a été très sec à ce propos. Le porte-parole soviétique a affirmé que le mot de

« modernisation » constituait une tromperie et qu'il s'agissait en réalité de « la création d'un nouveau système d'armes ». Il a tourné en dérision l'attitude des Britanniques qui n'ont pas compris, selon lui, que le temps de la course aux armements était passé.

### Les Sukhoï-24 à la Libye

M. Guerasimov a d'autre part confirmé, de façon un peu tortueuse, que les Soviétiques avaient bien livré à la Libye plusieurs Sukhoï-24, des chasseurs bombardiers à géométrie variable et à longue portée. Il l'a fait au détour d'un commentaire plutôt acide sur l'origine et le « timing » de cette information qu'il possédait pour sa part, dit-il, depuis dix mois. Renseignements pris, les Sukhoï-24 ont été livrés en vertu d'un accord soviéto-libyen vieux de trois ans qui était apparemment connu de certains spécialistes. M. Guerasimov a suggéré que les Israéliens et les Américains s'étaient entendus pour « sortir » cette nouvelle au moment où M. Gorbatchev mettrait le pied pour la troisième fois au Royaume-Uni. Les Sukhoï-24 sont en effet capables, à partir de la Libye, d'atteindre le territoire britannique.

Le porte-parole soviétique a cherché cependant à minimiser tout ce qui pouvait nuire à l'image quelque peu idyllique des rapports soviéto-britanniques que cette visite tend à promouvoir. Il s'est déclaré en panne d'adjectifs pour décrire l'atmosphère des entretiens de jeudi matin et du déjeuner de travail qui a suivi. M. Guerasimov n'exagérât nullement. Les Britanniques ont confirmé la cordialité et le spontanéité des échanges non seulement entre M<sup>me</sup> Thatcher et M. Gorbatchev, mais aussi entre Sir Geoffrey Howe et M. Chevardnadze qui se voyaient, faut-il le préciser, pour la quinzième fois.

M. Guerasimov a voulu faire passer le message suivant : le dialogue politique entre Londres et Moscou est désormais d'excellente qualité. La direction soviétique a « beaucoup de respect pour la Grande-Bretagne » et reconnaît volontiers « son rôle dans les affaires mondiales ». Les Soviétiques n'en sont que plus désireux d'obtenir de M<sup>me</sup> Thatcher qu'elle interdicte en leur faveur auprès de la nouvelle administration américaine afin que celle-ci accélère un peu son processus de prise de décision en matière de politique étrangère.

Le propos est délibérément insolent à l'égard du président Bush et des divers responsables de la diplomatie américaine. Les officiels soviétiques présents jeudi à Londres ne cachent pas leur préoccupation devant ce qu'ils considèrent comme une apathie américaine sur les grands dossiers du désarmement nucléaire et conventionnel. Ils demandent à M<sup>me</sup> Thatcher d'intervenir. Cette dernière est trop fine pour répondre en public à une telle offre, mais elle est certainement ravie de l'hommage qui est ainsi rendu à ses capacités et à son influence au sein du monde occidental.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### Signature d'un protocole commercial

A l'occasion de la visite de M. Mikhail Gorbatchev à Londres, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique ont signé, le jeudi 6 avril, un protocole commercial visant à encourager la création de sociétés mixtes dans l'industrie chimique, le bois et la construction. En outre, plusieurs accords ont été signés le même jour entre des entreprises des deux pays, dont un portant sur la création par le groupe britannique Maxwell Communications et l'Institut d'information scientifique et technique de l'Académie des sciences de l'URSS d'une société de services scientifiques en langue anglaise.

● Vente de bombardiers soviétiques à la Libye : inquiétude israélienne. Le ministre israélien des affaires étrangères a exprimé, jeudi 6 avril, la « profonde inquiétude » d'Israël à la suite de l'annonce de la vente de chasseurs bombardiers soviétiques Sukhoï-24 à la Libye. Un porte-parole du ministère s'est déclaré « surpris » que l'Union soviétique livre du « matériel militaire offensif » au régime du colonel Kadhafi, qui ne cache pas son intention d'attaquer Israël, au moment où elle affirme chercher à désamorcer les situations de confrontation dans le monde, notamment au Moyen-Orient. — (AFP.)

La visite du premier ministre israélien aux Etats-Unis

## Mission accomplie pour M. Shamir à Washington

WASHINGTON  
de notre correspondant

M. Itzhak Shamir peut s'estimer satisfait de son séjour à Washington et de ses entretiens avec les responsables de la nouvelle administration américaine. Il n'a encouru aucun reproche public, subi aucune pression manifeste de la part de ses hôtes ; mieux, il a réussi à apparaître comme un homme porteur d'une idée « nouvelle » et à la faire accepter par les dirigeants américains comme la « base » de progrès futurs.

Le premier ministre israélien n'a pourtant fait aucune concession. Il a réitéré ses refus absolus et définitifs de toute négociation avec l'O.L.P. et exclu avec la même détermination toute perspective de création d'un Etat palestinien. Sa proposition essentielle — l'élection de représentants des populations palestiniennes de « Samarie, de la Judée et de Gaza », c'est-à-dire des territoires occupés — est assortie de conditions qui rendent très hypothétique et lointaine la tenue d'un tel scrutin : un terme devra d'abord être mis à l'intifada (les élections devront être « libres de la violence, de la terreur et de l'intimidation de l'O.L.P. »).

Le but du scrutin est étroitement défini : désigner des représentants qui n'auront aucune autorité autre que celle de négocier avec les Israéliens. « une période d'administration autonome », qui, elle-même, ouvrirait la voie, si « le test » positif, à un « règlement permanent ».

« Toutes les options proposées seront examinées pendant ces négociations ».

(pour un règlement permanent), a ajouté M. Shamir, et le président Bush a relevé cette phrase avec la plus grande satisfaction, en la sortant de son contexte. Mais M. Shamir a déjà fait savoir publiquement, depuis son arrivée aux Etats-Unis, qu'un statut d'autonomie interne était « le maximum » qu'Israël était disposé à concéder aux Palestiniens.

Un seul élément de ce plan présente en fait une certaine souplesse, laisse une marge de manœuvre : « La détermination des modalités de ces élections et de la participation », qui, selon M. Shamir, « devra être discutée ».

### « Pas de garantie aux Arabes »

Mais, dans une intervention devant l'American Enterprise Institute de Washington, M. Shamir a singulièrement restreint le champ des possibilités. Comme on lui demandait si ces élections pourraient être organisées sous la supervision des Nations unies, il a répondu : « Nous ne pensons pas qu'une supervision internationale soit nécessaire, car Israël a une longue tradition de démocratie. » C'est cependant sur ce chapitre que le ton de M. Shamir a été le moins catégorique.

Le premier ministre israélien a aussi été interrogé sur l'attitude qu'il adopterait au cas où seraient élus des personnalités favorables à l'O.L.P. Il a semblé exclure cette hypothèse, expliquant que tous les candidats devraient s'engager à

l'avance à respecter le schéma défini par Israël (négociations en vue d'un accord intérimaire), qui est à l'opposé des objectifs de l'organisation palestinienne.

Enfin, quand on lui a demandé quelles mesures Israël comptait prendre pour faire baisser la tension et inciter les Palestiniens à cesser avec une certaine confiance ces élections, M. Shamir a répondu sans s'embarrasser de fioritures : « Nous n'avons pas à donner de garantie aux Arabes, nous n'avons pas à prendre de mesures pour établir la confiance ».

Il est douteux que le plan Shamir — qui continue à traiter l'O.L.P. en pestiférée — ait comblé les attentes des responsables américains qui, eux, ont engagé un prudent dialogue avec la centrale palestinienne (selon un sondage ABC/Washington Post, 80 % des Américains estiment que la paix est impossible au Proche-Orient sans dialogue direct entre Israël et l'O.L.P.).

Mais tout indique que les Américains ont estimé opportun de féliciter M. Shamir pour ses efforts, même très modestes, dans l'espoir qu'il irait un plus loin.

M. Bush a lui-même paru donner sa bénédiction à l'idée centrale du « plan » Shamir : « Des élections dans les territoires peuvent être conçues de manière à contribuer au processus politique de dialogue et de négociation », a déclaré le président américain.

Les Etats-Unis enjoignent donc Israël et les Palestiniens à « parvenir à une formule mutuellement acceptable pour des élections ». Quels sont ces Palestiniens qui, si l'on com-

prend bien, devraient négocier la « formule » des élections ? Washington ne le dit pas, mais propose apparemment ses services pour jouer les intermédiaires. « Nous allons discuter ces questions avec Israël et les autres parties [non spécifiées] au cours des semaines et des mois à venir », a indiqué le haut responsable de l'administration, qui a explicité les propos du président.

Si M. Bush a choisi d'insister publiquement sur le côté encourageant, selon lui, des propos de M. Shamir, il n'a pas pour autant gommé toutes les divergences. Ainsi, le président américain a répété que les Etats-Unis « ne soutenaient pas » la création « d'un Etat palestinien indépendant », mais, a-t-il ajouté dans un même souffle, ils ne sont pas non plus en faveur « de la souveraineté israélienne sur la Cisjordanie et Gaza ni leur occupation permanente ».

Au printemps 1987, M. Shamir s'était arrangé pour enterrer le plan Shultz tout en évitant de dire ouvertement non à l'ancien secrétaire d'Etat. Qui se souvient de la sévère mise en garde de M. Reagan, adressée à « ceux qui refuseraient » le plan américain et devraient en répondre « devant leur propre peuple » ? L'administration a changé, et M. Shamir, conforté entre-temps par une victoire électorale, est revenu à Washington, où, cette fois, on l'avait fermement pressé d'apporter « des idées nouvelles ». Il l'a fait — ou du moins MM. Bush et Baker ont fait semblant de le croire. Mission accomplie.

JAN KRAUZE.

Dans la presse israélienne

### Un sursis

JERUSALEM  
de notre correspondant

Dans un entretien à la radio israélienne, après sa rencontre avec le président Bush, le premier ministre a déclaré : « Je ne suis pas sûr que la coopération israélo-américaine aille se poursuivre ». Effectivement, si l'objectif primordial de M. Shamir était de désamorcer une crise dans les relations avec Washington et de préserver la traditionnelle amitié entre les deux pays, il a sans doute largement réussi.

« L'affrontement a été évité », titrent la plupart des quotidiens israéliens. M. Shamir peut aussi se targuer d'avoir évité une épreuve de force à l'intérieur de son gouvernement d'union nationale. « Les propositions que j'ai soumises à la Maison Blanche ont été approuvées par les travaillistes », a-t-il dit dans cette même interview à la radio israélienne. Il est vrai qu'il s'agit essentiellement d'une idée préconçue, prédisant, par le ministre travailliste de la défense, M. Itzhak Rabin : des élections en Cisjordanie et à Gaza pour que les Palestiniens de ces territoires désignent leurs représentants à des négociations sur un régime transitoire d'autonomie.

A cet égard, il n'y a pas eu de sursis.

Depuis des semaines, le premier ministre s'était évertué à entourer d'un certain mystère les « propositions nouvelles » qu'il emportait à Washington. Le seul élément inédit est sans doute que M. Shamir n'approuve plus cette idée d'élections « du bout des lèvres », mais qu'il en a fait le véritable levier d'une relance du processus diplomatique au Proche-Orient.

La plupart des commentateurs estiment cependant que M. Shamir a certes échappé à une « douche froide » à Washington, mais qu'il ne bénéficie, peut-être, que d'un sursis. Le bilan de la rencontre Shamir doit en effet être nuancé. Pour le quotidien *Haaretz*, ce bilan comporte trois éléments : les « carences », avec en particulier la petite phrase du président Bush contre la création d'un Etat palestinien indépendant ; la « piffo », avec le rappel par le chef de la Maison Blanche qu'il s'opposait à la poursuite de l'occupation israélienne en Cisjordanie et à Gaza ; et enfin le « sursis ». Le sentiment qui prévaut à Jérusalem est que, dans les semaines à venir, le gouvernement israélien sera sommé de donner corps à cette idée d'élections en Cisjordanie et à Gaza. — (Interim)

### A TRAVERS LE MONDE

#### Brésil

#### Mise en place du plan « nature »

Brasília. — A la suite de l'offensive des écologistes du monde entier qui protestent contre la dévastation de l'Amazonie, le président brésilien José Sarney a annoncé, jeudi 6 avril, la mise en place officielle du programme brésilien de préservation de l'environnement baptisé « Notre nature ». Ce plan prévoit notamment la suppression des aides à l'exploitation par le défrichement, la fin de l'exportation de grumes, la réglementation de l'exploitation de l'or, la fin de l'utilisation de mercure dans les piscicultures aquarielles, la création de l'Institut brésilien de l'environnement, la mise en place d'actions de reboisement ainsi qu'un programme de cartographie avec l'aide de la FAO. Le président Sarney avait annoncé la mise en œuvre de ce plan le 12 octobre dernier. — (AFP.)

#### Etats-Unis

#### Reconduction des sanctions économiques contre Panama

Washington. — Le président américain, George Bush, a annoncé, jeudi 6 avril, qu'il reconduisait pour un an les sanctions économiques à l'encon-

tre de Panama. Le gouvernement américain, qui tente d'obtenir le départ du général Noriega, inculpé de trafic de drogue aux Etats-Unis, avait coupé en juillet 1987, son aide économique et militaire au Panama, puis, le 8 avril 1988, interdit aux entreprises et particuliers américains présents dans ce pays d'effectuer tout paiement au gouvernement panaméen. — (AFP, Reuters.)

#### Salvador

#### Nouvelle proposition de la guérilla

San Salvador. — Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui poursuit ses offensives contre plusieurs villages salvadoriens, a dans le même temps, proposé jeudi 6 avril qu'une nouvelle élection présidentielle soit organisée. Ce scrutin — devrait avoir lieu « six mois après le début d'un cessez-le-feu ». En attendant une réponse à cette proposition, le FMLN « continuera à intensifier ses actions en concentrant ses attaques contre des objectifs économiques », a déclaré un responsable du Front, M. Salvador Sanabria.

Ce même jeudi, le médecin personnel du président José Napoleón Duarte, M. José Luis Saca, a indiqué que la santé du chef d'Etat, atteint d'un cancer du foie depuis près d'un an, s'était améliorée et que son état était « assez grave ». — (AFP.)

## De la difficulté d'être journaliste palestinien

Les autorités israéliennes ont libéré près de cinq cents détenus palestiniens, dans une initiative qui coïncide avec la visite aux Etats-Unis du président du conseil, M. Itzhak Shamir. Ces libérations ont été décidées en réponse aux pressions exercées par les Etats-Unis pour amener Israël à assouplir la répression du soulèvement en cours depuis seize mois dans les territoires occupés. (Reuters.)

JERUSALEM  
de notre correspondant

Et le journaliste palestinien dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza n'a jamais été facile, et tout particulièrement depuis le soulèvement : interdictions diverses, censure et condamnations à la détention administrative ne sont pas rares. Parfois, cela va jusqu'à la campagne d'intimidation, comme ce fut le cas la semaine passée à l'encontre d'un journaliste de Gaza, Taher Shriteh, correspondant local du quotidien israélien *Jerusalem Post*, de l'agence de presse Reuters, de la chaîne de télévision américaine CBS et collaborateur occasionnel de quelques journaux européens.

C'est une carte de visite qui témoigne d'un certain sens des responsabilités.

Comme le territoire de Gaza est fréquemment soumis au couvre-feu, Taher Shriteh est souvent sollicité, et il faut croire que les autorités militaires en ont récemment pris ombrage. Un jour, une quinzaine de soldats font irruption au domicile de M. Shriteh, sans raison ni explication et sans le moindre mandat, puis s'en vont après que l'un d'eux, raconte le journaliste, lui ait braqué sur la ventre le canon de son arme. Le lendemain, nouvelle descente de soldats en pleine nuit pour lui demander de déplacer sa voiture stationnée devant la porte de son domicile. Une autre fois, on lui refuse les autorisations nécessaires pour se rendre en vacances en Egypte. Ou encore : on le somme de se présenter au gouvernorat, où, là non plus, on ne lui donne jamais aucune explication sur cette requête — simple mesure vexatoire. Au début du soulèvement, un haut responsable de l'administration militaire de Gaza avait menacé de « briser les os » de M. Shriteh.

Taher Shriteh est d'ailleurs accrédité auprès des autorités. A chaque raid à son domicile, une seule question était posée : « Pourquoi travaillez-vous avec la presse étrangère ? » Il se trouve que c'est son métier.

ALAIN FRACHON.

Jean-Pierre VERNANT

L'individu, la mort, l'amour

Soi-même et l'autre en Grèce antique

Bibliothèque des Histoires

GALLIMARD

## Proche-Orient

## LIBAN : le conflit entre chrétiens et Syriens

## La population s'organise dans l'attente de la prochaine bataille

BEYROUTH  
de notre envoyée spéciale

Il est des signes qui ne trompent pas. Alors que la vie reprenait timidement à Beyrouth, jeudi 6 avril, dans les rues d'Achrafieh, les habitants renforçaient leur défense, accumulant sacs de sable et parpaings dont les prix ont connu une hausse vertigineuse, devant leurs magasins ou les entrées d'immeubles. Outre pour assurer leur ravitaillement, les Libanais ont surtout mis ce répit à profit pour s'organiser dans l'attente de la prochaine bataille.

Personne ne croit vraiment à ce cessez-le-feu et, les premiers obus qui sont tombés jeudi sur le port de Beyrouth, sur le quartier d'Achrafieh, puis sur le littoral du Metn et de Kesrouan, ont quasi instantanément vidé de nouveau la ville et les routes du pays chrétien. L'armée et la milice chrétienne des Forces libanaises de nouveau unies par le danger en ont aussi profité pour renforcer leurs défenses.

(Publicité)

ARABIE SAOUDITE :  
L'ARCHÉOLOGIE  
LIVRE SES  
TRÉSORS

Plusieurs dizaines de sites mis au jour racontent l'histoire antique de la péninsule et fournissent un matériel de premier ordre. Un reportage en couleurs. Dans le numéro d'avril d'Arabie.

en kiosques et en librairies  
78, rue Joffroy, 75017 Paris  
Tél. : 46-22-34-14

Ignorant officiellement, sur le plan politique, le cessez-le-feu annoncé mercredi par le président du comité arabe sur le Liban et ministre koweïtien des affaires étrangères, le cheikh Sabah El Ahmed El Sabah, le général Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien, a, de son côté, adressé un appel solennel à travers les médias à « notre peuple et notre armée en zones occupées ». S'adressant ainsi au camp musulman pour la première fois depuis le déclenchement de la guerre de libération contre l'occupation syrienne, le 14 mars, le général Aoun rompt un silence que beaucoup lui reprochaient. Ce message à « nos frères libanais, nos partenaires en citoyenneté, en droit, en devoir et dans le destin », le général l'a voulu, à la fois, appel à « un dialogue libre entre Libanais sans qu'aucune partie ne se fasse fort d'un appui étranger contre l'autre » et à l'établissement de principes sérieux de réformes, et appel à la résistance contre les « occupations ».

Appel à l'armée  
« de l'Ouest »

« Nous devons tous être égaux devant notre lutte de libération. Plus importante sera la contribution au prix de la libération et de la récupération du pays, plus effective sera l'égalité dans les décisions, le pouvoir et les droits à tous les niveaux », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Nous avons subi la même humiliation pendant quarante ans et nous devons être aujourd'hui à égalité pour participer aux responsabilités, à la libération et à la restauration de la dignité ».

S'adressant, enfin, tout particulièrement aux soldats et aux officiers

servant hors du pays chrétien, le général Aoun, commandant en chef de l'armée depuis 1984, leur a rappelé : « Nous sommes deux peuples unis par un même serment, un même droit et une même dignité. Nous devons nous tenir dans la même tranchée parce que c'est à nous, en premier, qu'incombe la responsabilité de préserver l'unité du territoire, du peuple et de l'honneur national ».

Cet appel à la résistance de l'armée, dirigée par le général Sami Khabib, nommé à la demande de Damas par le gouvernement à majorité musulmane de M. Selim Hoss, retient d'autant plus l'attention que l'on ne fait plus mystère, dans l'entourage du général Aoun, que l'on compte sur l'armée de l'Ouest pour opérer quelques actions de « résistance ».

Certes, nous disait lui-même le général Aoun, « les soldats sous occupation ne peuvent résister qu'individuellement ». Mais il est vrai que le général chrétien, qui a su organiser et surtout redonner depuis 1984 un corps et une dignité à une armée trop longtemps méprisée, bénéficie à l'Ouest, dans les rangs de celle-ci, d'un préjugé très favorable. La sixième brigade à majorité chiite, basée à Beyrouth-Ouest, par exemple, a jamais participé aux combats. De plus, les brigades à majorité chrétienne du général Aoun bénéficient, de la part de leurs « frères d'armes » de l'autre côté des lignes de front, d'un grand nombre de renseignements... Cet esprit de corps inquiète d'ailleurs les alliés de Damas.

F. C.

## Damas et ses alliés libanais critiquent vivement Paris

BEYROUTH  
de notre envoyée spéciale

Déclaration quasi quotidienne de M. Mitterrand. Déclaration quotidienne de M. Roland Dumas, envoi à Beyrouth de M. Jean-François Deniau : la brusque montée en première ligne du gouvernement français à propos du Liban a suscité, jeudi 6 avril, à Damas et chez les alliés libanais de la Syrie à Beyrouth, des réactions pour le moins négatives.

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charah qui, il y a un peu plus de deux semaines, lors de son voyage officiel à Paris, avait évoqué une convergence de vues entre la France et la Syrie sur le Liban, a changé de ton jeudi. Dans une déclaration à la presse, le chef de la diplomatie syrienne a en effet affirmé que « certaines déclarations irresponsables à Paris n'aident pas à faire sortir le Liban de sa crise. Elles ne sont pas équitables et sont motivées par des positions partiales », a ajouté M. El Charah.

Répondant implicitement à M. Mitterrand, qui avait parlé de la « solidarité instinctive de la France avec le Liban qu'elle n'a jamais abandonné », et affirmé que « la France est l'amie de tous les Libanais, mais aujourd'hui, ce sont les Libanais chrétiens qui sont menacés dans leur vie et leur sécurité », M. El Charah a poursuivi : « Cette campagne française hostile ne repose sur aucun fondement réaliste et elle est motivée par des prises de position émotives et dépassées. Le bombardement par le général Aoun

des régions nationales et musulmanes, notamment Beyrouth-Ouest, a-t-il ajouté, qui fait des dizaines de morts et de blessés, n'a pas ému les auteurs de cette campagne qui n'ont exprimé des sentiments qu'envers une seule partie ».

La relance du dialogue franco-syrien, amorcée par le voyage de M. El Charah à Paris et l'invitation faite au président Assad, aura donc été de courte durée.

Dans le camp musulman à Beyrouth, les critiques se sont faites aussi acerbes. M. Selim Hoss, chef du gouvernement à majorité musulmane, a déclaré pour sa part qu'il « attendait de la France qu'elle soit l'amie de l'ensemble du peuple libanais et non d'une seule de ses dix-sept communautés ». C'est-à-dire des chrétiens maronites. M. Hoss a d'autre part réaffirmé son refus de la convocation du Conseil de sécurité évoquée par M. Dumas sur la question libanaise en déclarant que « l'internationalisation de la crise libanaise la soumettrait au gré de l'entente entre les grandes puissances dont nous ne maîtrisons ni la volonté ni les priorités ». M. Hoss a encore ajouté : « Qui garantirait l'application d'une éventuelle résolution du Conseil de sécurité alors que la résolution 425 (stipulant le retrait d'Israël du Liban-Sud) est restée lettre morte depuis onze ans ? ».

Le Parti socialiste progressiste, à majorité druze, de M. Jounblat a, pour sa part, souligné que « le président Mitterrand se montre objectif ». La France, a-t-il de son porte-parole, se considère comme protectrice et responsable d'une seule communauté », dans une claire allusion aux maronites.

C'est dans cette atmosphère de crise franco-syro-libanaise que l'émissaire du gouvernement français, M. Jean-François Deniau, a achevé sa mission au Liban. M. Deniau, qui s'est entretenu jeudi matin une nouvelle fois avec le général Aoun, s'est montré discret sur les chances réelles de sa mission. Interrogé sur l'attitude du général Aoun, face à l'appel au cessez-le-feu, l'émissaire français a cependant déclaré : « Le général Aoun n'a pas à refuser ou à accepter ce nouvel appel au cessez-le-feu puisque sa position est claire : il ne fait que riposter ».

Alors que le bruit de la canonnade était nettement perceptible de la résidence de l'ambassadeur de France, M. Deniau, se départissant quelque peu de sa réserve, a ajouté : « Le camp pro-syrien a commencé à tirer les premiers obus et le général Aoun a, jusque-là, refusé de riposter ». Sans illusion d'ailleurs sur la durée de ce cessez-le-feu, M. Deniau a affirmé : « La déclaration de Damas n'a réglé aucun problème de fond, mais la France a contribué à offrir un répit aux Libanais, même s'il n'est que de courte durée ».

Qu'elle le veuille ou non, la France, en filèche aujourd'hui sur l'affaire libanaise, va avoir du mal à se démarquer de l'accusation proférée par Damas et ses alliés de partialité en faveur des seuls chrétiens. Ceux-ci d'ailleurs ne s'y sont pas trompés et déjà, jeudi soir, les habitants du petit village de Kabaleh, sur le front de la montagne chrétienne, réclamaient des drapeaux tricolores et des posters du président Mitterrand. La position française est louée dans tout le pays chrétien qui reprend espoir, et toutes les télévisions et radios de Beyrouth-Est ont donné un très large écho aux différentes déclarations de Paris.

Comment toutefois la France, qui ne bénéficie plus du paravent que représentait en quelque sorte le comité de la Ligue arabe qui a nettement pris partie pour les alliés de Damas, va pouvoir répondre à l'attente qu'elle a fait naître ? Il est sans doute encore trop tôt pour le dire.

L'essentiel de l'initiative française semble se ramener à la saisie du Conseil de sécurité appelé surtout, dans l'esprit de Paris, à remplacer plus ou moins la Ligue arabe. En internationalisant au maximum la crise libanaise — un défi direct à Damas — Paris a pris des risques. Certes, la France aurait laissé entendre au général Aoun qu'elle ne pourrait guère aller au-delà. Mais, pour ce dernier, c'est déjà un appui appréciable d'autant que M. Mitterrand a émis le vœu que l'action diplomatique et humanitaire de Paris aura valeur d'entraînement. Mais la bataille engagée ne sera pas facile et il serait dangereux d'avoir fait naître à grand bruit des espoirs pour les éteindre à la moindre accroche.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## M. Dumas : la mission de M. Deniau a « atteint son but »

Rentré jeudi 6 avril du Liban, M. Jean-François Deniau, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a aussitôt été reçu par M. Roland Dumas, à qui il a rendu compte de sa mission. A l'issue de cette rencontre, un communiqué du Quai d'Orsay a indiqué que le ministre avait « estimé que cette mission avait atteint son but ».

M. Dumas, qui a « salué le courage » de M. Deniau, lui a demandé de « conserver un étroit contact avec toutes les parties en cause dans le conflit (libanais), dans le cadre de la mission qui lui a été confiée et qu'il se poursuit ».

On indiquait toutefois vendredi matin, de source française sûre, que la mission de M. Deniau au Liban consistait à faire se rencontrer le général Aoun et son homologue musulman, M. Selim Hoss. Si le premier en était d'accord, précise-t-on de même source, M. Hoss « n'était pas en mesure de le faire ». En outre, toujours selon cette source, l'Espagne — qui préside actuellement la CEE — la France et la Grèce (la « troïka » européenne) ont décidé jeudi soir de dépêcher des hauts fonctionnaires à Damas pour y demander au gouvernement syrien un cessez-le-feu immédiat. Madrid a été chargé de contacter Damas à cette fin.

D'autre part, les deux navires d'assistance médicale et humanitaire dont le ministre des affaires étrangères a annoncé, mercredi, le départ pour le Liban (le Monde du 7 avril) devraient appareiller vendredi. Le navire-hôpital la France, qui monillera au large du port de Jounieh (en secteur chrétien), « pour y soigner les blessés de toutes les régions du Liban », dispose de quatre-vingt-dix lits, d'une salle d'opération, d'un équipement médico-chirurgical, de cinq tonnes de médicaments et de dix tonnes d'aliments destinés à la population civile. Le deuxième bâtiment envoyé au Liban portera du matériel médical, de l'aide alimentaire ainsi

que du pétrole destiné au ravitaillement d'une centrale électrique.

De l'étranger, deux appels au cessez-le-feu ont été adressés jeudi aux parties en conflit au Liban, l'un par l'Union soviétique et l'autre par la RFA. Dans son appel, Moscou, qui exprime sa « profonde préoccupation », demande à « tous les Libanais de rechercher conjointement un règlement de la crise prenant en compte les intérêts de toutes les communautés ».

A Paris, les sénateurs RPR ont demandé à M. François Mitterrand de « bien vouloir expliciter plus clairement la position de la France » vis-à-vis du Liban et affirmé que Paris devait « s'engager encore plus avant pour dénoncer, avec fermeté, l'asservissement d'un Etat souverain et le génocide d'un peuple ami de la France ». Les sénateurs condamnent « l'action coupable menée par la Syrie » et demandent « le retrait immédiat de toutes les forces étrangères au Liban ».

Parallèlement, trois organisations humanitaires, Médecins sans frontières, Médecins du monde et Aide médicale internationale, ont décidé de s'associer pour organiser un envoi de médicaments et de matériel médical au Liban. Dans un communiqué commun, les trois organisations précisent que cette aide est destinée à « l'ensemble des victimes » du conflit et sera « acheminée vers Beyrouth-Est (chrétien), Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane) et le sud du Liban ». « Un avion est en cours d'affrètement pour un départ lundi à destination de Chypre, où le matériel sera transféré sur deux bateaux qui l'emporteront vers les ports de Jounieh et de Tyr », indique le communiqué.

De leur côté, d'autres associations, comme le Secours populaire français ou la Guilde européenne du raid, lancent des appels à « la solidarité » avec les populations libanaises.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

VENTE sur enchères au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 h 30  
**UN PAVILLON DE 6 PIÈCES à GAGNY (93220)**  
38, rue du 11-Novembre  
M. à P. : 665 500 F  
S'adresser à M. Michel MAAREK, avocat, 35, av. d'Étigny, PARIS (16<sup>e</sup>) - Tél. : 45-53-45-13.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 h 30  
**UN LOGEMENT de 2 P. PRINC.**  
au 1<sup>er</sup> étage, env. A. bte A, porte d'entrée  
CAVE au sous-sol - A PARIS (20<sup>e</sup>)  
14, RUE DE MENILMONTANT  
Mise à prix : 90 000 F  
S'adresser à SCP ERSTEIN-LANGEVIN et BAPT, avocats à PARIS (15<sup>e</sup>)  
201, rue de la Convention - Tél. : 46-22-49-41.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice d'ÉVRY, rue des Mazillères le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 heures  
**UN IMMEUBLE à BALLAINVILLIERS (Essonne), 9, rue des Ecoles**  
à usage de locaux industriels, comprenant 4 bureaux, sanitaires, salles de stockage, terrain à usage de parking  
Mise à prix : 100 000 F  
Consignation indélébile pour enchérir. Pour tous renseignements, s'adresser à SCP ABON, FLOUET, TRUXILLO, avocats à ÉVRY - Tél. : 60-79-33-45

SERVICE DES DOMAINES  
Adjudication le JEUDI 27 AVRIL 1989, à 14 heures, à BOBIGNY, Préfecture  
**EPINAY, 31, avenue Gallieni**  
**MAISON DE MAÎTRE**  
à deux pas de la rue d'Épinay, sur 445 m<sup>2</sup> de terrain clos de murs, élevée sur sous-sol aménagé.  
Boulevard de la République : vaste salon, salle à manger 40 m<sup>2</sup>, bibliothèque, cuisine, w.c.  
2<sup>e</sup> étage : 12 chambres dont une avec salle d'eau, w.c.  
TOUT CONFORT - Garage  
MISE À PRIX : 1 200 000 F  
Cautionnement pour enchérir : 5 % de la mise à prix, par chèque certifié à l'ordre du Trésor public.  
RENSEIGNEMENTS : tél. 40-36-00-12, poste 216 ou 217.  
DETAIL DE CETTE VENTE : BULLETIN DES DOMAINES, abonnement 130 F par an. Entrée SCP, 17, rue de la Sorbonne, 75436 PARIS CEDEX 09, ou tél. 42-66-93-46, poste 204.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 27 AVRIL 1989, à 14 heures  
EN UN SEUL LOT  
**UN APPARTEMENT DE 5 PIÈCES**  
au 2<sup>e</sup> étage  
**UN APPARTEMENT d'une pièce au rez-de-ch.**  
et une cave (occupée par les sautes) dans un immeuble sis à  
**PUTEAUX (Hauts-de-Seine)**  
8 à 14, rue des Pavillons  
MISE À PRIX : 700 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> ALBA FRECHET, avocats au barreau des Hauts-de-Seine  
2, bd Saint-Denis, 92400 COURBOVOIE - Tél. : 47-88-26-92  
Visite le vendredi 21 avril 1989, de 14 heures à 15 heures

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 h 30  
En 3 lots  
**à MONTLUÇON (Allier)**  
**UNE BOUTIQUE avec réserves au sous-sol**  
49-51, rue du Faubourg-Saint-Pierre  
LIBRE - Mise à prix : 200 000 F  
**UN IMMEUBLE à usage commercial et industriel**  
1, rue Saint-Jean, LOUË - Mise à prix : 100 000 F  
Quartier NERDRE, Terrasses de Saint-Jean  
TROIS MAISONS inachevées - LIBRES  
Mise à prix : 200 000 F chacune  
S'adresser à M<sup>rs</sup> Yves TOURAILLÉ, avocats à PARIS (9<sup>e</sup>), 48, rue de Clichy - 48-74-45-85  
M<sup>rs</sup> BELLISSANT, mandataire à PARIS, 144, rue de Rivoli

Vente sur saisie, Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 heures  
**APPARTEMENT à PARIS (17<sup>e</sup>)**  
avec BOIS et cave, porte cochère - 15 m<sup>2</sup>, 19, rue de la DUCHE  
avenue B, 2<sup>e</sup> étage, porte cochère - 5 pièces principales avec balcon  
M. à P. : 250 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> R. BOISSEL, avocat - Tél. : 43-29-48-58, 9, bd Saint-Germain, à PARIS (5<sup>e</sup>).

Vente au Palais de Justice de MEAUX, le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 10 heures  
**MAISON D'HABITATION à NANTOUILLET (Seine-et-Marne), 8, place de Châteaux**  
Dépendances, cour et jardin, le tout d'une contenance de 371 m<sup>2</sup>  
MISE À PRIX : 341 000 F, outre les charges  
S'adresser pour les renseignements à : SCP TOURAILLÉ DUREUX PERRET  
société d'avocats à MEAUX - Tél. : 64-13-27-25

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 heures  
**LOCAL COMMERCIAL à PARIS (10<sup>e</sup>)**  
83, rue du Faubourg-Saint-Denis  
Mise à prix : 300 000 F  
S'adresser pour renseignements à la SCP ELIAH-STIERRE, avocats, 18, rue Duphot, 75001 PARIS  
Tél. : 42-60-39-13 - Visites sur place le lundi 17 avril 1989, de 14 h 30 à 15 h 30.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à NANTERRE le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 heures  
**UN LOGEMENT de 2 P.P. à CLICHY-LA GARENNE (92), 6, rue Georges-Boissier, au rez-de-chaussée (47 m<sup>2</sup> env.) - CAVE**  
M. à P. : 145 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> DENNEY-HALPHEN, avocats, 12, rue de Paris, à BOULOGNE (92) - 46-05-34-84; M<sup>rs</sup> BOUDRIOT et VIDAL DE VERMOREL, avocats à PARIS (8<sup>e</sup>), 55, bd Malesherbes, tél. : 45-22-04-36; et avocats près TOI NANTERRE, sur place pour visiter, le 18 avril 1989, de 9 h 30 à 10 h 30.

Cabinet de M<sup>rs</sup> Jean-Claude BRENIER, avocat au barreau d'ÉVRY le MARDI 25 AVRIL 1989, à 14 heures  
**APPARTEMENT à CHILLY-MAZARIN (91)**  
au 1<sup>er</sup> étage du bte D : entrée, 2 pièces, cuisine, salle de bain, w.c., rangement, dégagement  
CAVE - PARKING EN SOUS-SOL  
MISE À PRIX : 50 000 F  
VISITE : jeudi 13 avril 1989, de 9 heures à 10 heures  
Pour tous renseignements, s'adresser : au greffe du Tribunal de grande instance d'Évry, où le cahier des charges est déposé; auprès de tous avocats du barreau d'Évry.

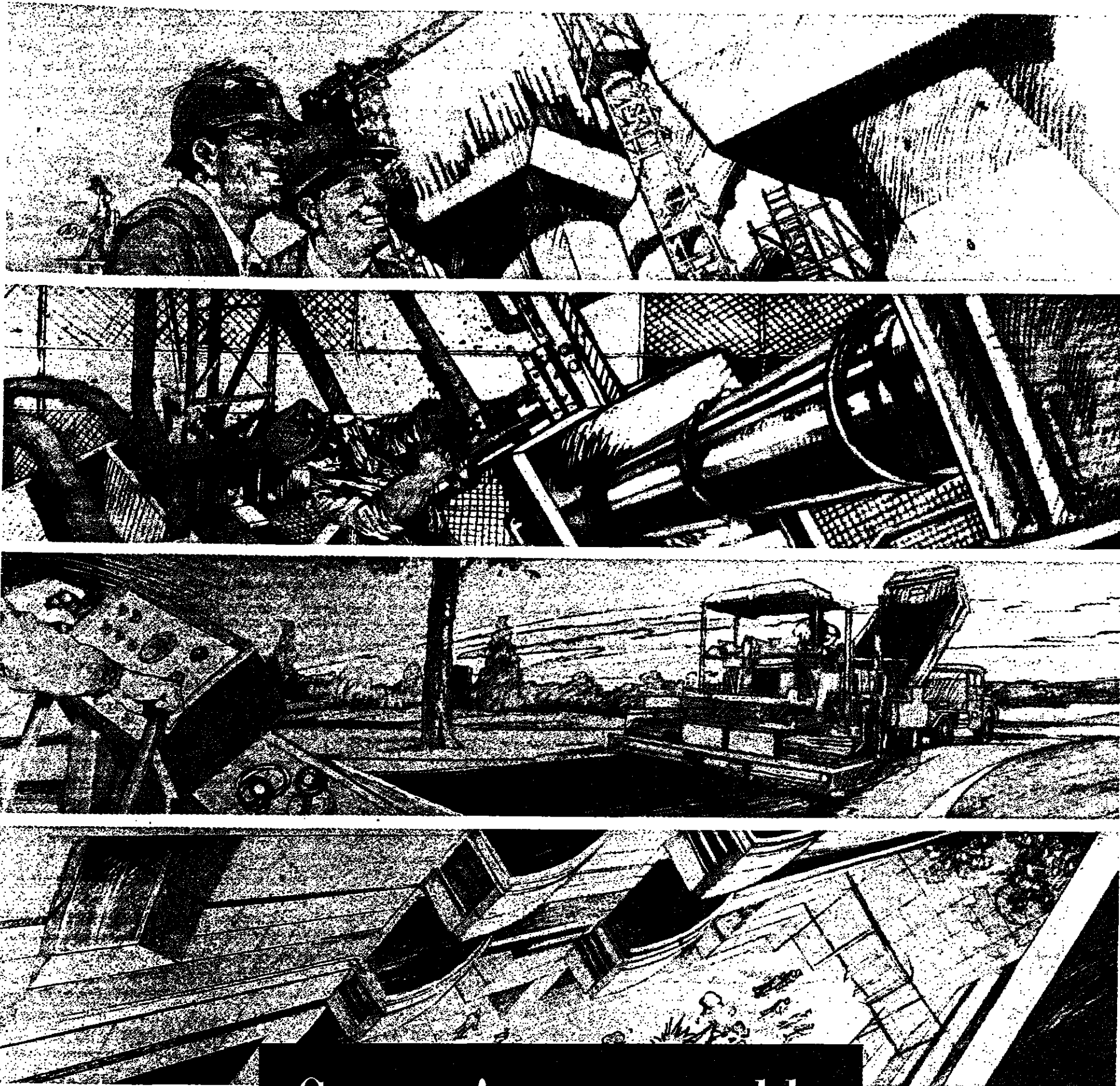
Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 h 30  
**UNE PROPRIÉTÉ DE 13 hectares**  
comportant bâtiments à usage de colonie de vacances  
**à SAINT-VICTOR-DE-MONTVIANEIX (Puy-de-Dôme)**  
LIBRE - Mise à prix : 300 000 F  
M<sup>rs</sup> Yves TOURAILLÉ, avocats à PARIS (9<sup>e</sup>), 48, rue de Clichy - 48-74-45-85  
M<sup>rs</sup> ALBA FRECHET, avocats à PARIS (14<sup>e</sup>), 144, rue de Rivoli  
Visites : M<sup>rs</sup> M. SERRIER pour r.a. 73-94-32-16

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 h 30  
**GRAND LOCAL AMÉNAGÉ**  
salle de bain, w.c. et 5 pièces  
**PARIS (9<sup>e</sup>)**  
16, rue de La Tour-d'Auvergne  
MISE À PRIX : 250 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> Gilbert FAVIE, avocats à PARIS (9<sup>e</sup>)  
30-32, rue de Fleury, tél. : 45-44-75-10  
Sur les lieux où une visite sera organisée.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de VERSAILLES (Yvelines) le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 9 h 30  
En un seul lot  
**PROPRIÉTÉ à usage d'HABITATION**  
**LA CELLE-SAINT-CLOUD (Yvelines)**  
31, avenue de CROCOURT  
Immeuble dont l'affectation semble avoir été modifiée selon PV de description de M<sup>rs</sup> HERRIN, mandataire, qui précise que les locaux ont été partiellement aménagés en commerces, locaux commerciaux étant fermés, cadastrés section AL n<sup>os</sup> 153 et 152 pour 7 a 7 c  
Mise à prix : 650 000 F  
Cabinet de M<sup>rs</sup> Xavier SALONÉ, avocat, 19, rue Sainte-Sophie, 78000 VERSAILLES  
Tél. : 39-30-01-29

Jeudi 20/4/89





## Construisons ensemble le monde de demain

Le Groupe SGE est l'un des tout premiers de l'ordre de la construction. Avec une activité de plus de 33 milliards de francs, il est présent à l'échelle mondiale en France et à l'international, sur mille et travaux publics, travaux d'entretien, grands travaux, travaux routiers, automobile... Le Groupe SGE rassemble plus de 250 filiales parmi lesquelles SOOBA, Compagnon Bernard, Freyssinet International, Sabio, Entreprises Saurin-Duval, INEE, Warner, Loti, G + H Morange en RFA, Cachery-Bourain Chausse et Viabilité. Le Groupe SGE construit, dirige et équipe les services des collectivités locales. Il est le partenaire privilégié des grands projets d'infrastructure en France et dans 50 pays. Il est présent de la maîtrise d'œuvre, de la construction, ingénierie financière et financière, conception technique, construction, montage, travaux industriels et second œuvre de génie civil, isolation et climatisation, gestion de services urbains. Au total plus de 63 000 personnes qui partagent une même passion pour le service client, la qualité et le respect des délais. Sans cesse, le Groupe SGE innove un matériau de techniques en empruntant produits, procédés et services nouveaux. Ses hommes, dont le savoir-faire a été acquis dans les références majeures du XX<sup>e</sup> siècle, sont engagés dans la compétition européenne et internationale. Des professionnels qui ont à cœur de réaliser tous vos projets, petits et grands, et qui sont prêts à relever tous les défis pour construire avec vous le monde de demain.



**LA FORCE D'ENTREPRENDRE**

## Afrique

# L'islam en fièvre (V)

## Maghreb : de la clandestinité au légalisme

En Tunisie, le « pays ami » vanté en France par son office du tourisme pour sa tolérance et sa douceur de vivre, il s'est trouvé quelques imams pour approuver, dans leur préche du vendredi, l'appel au meurtre iranien contre Salman Rushdie. Mais, dans l'ensemble, la mouvance islamique a eu une attitude analogue à celle du président Ben Ali, qui, tout en dénonçant « l'acharnement gratuit à l'égard de l'islam », juge « inacceptable » le comportement des ayatollahs.

Deux dirigeants du Parti de la renouveau, l'ancien Mouvement de la tendance islamique (MTI), ont condamné l'auteur des *Versets sataniques*, l'un, M. Abdelfatah Mourou, en termes mesurés, l'autre, M. Rachid Ghannouchi, de façon véhémement, mais aucun n'a demandé la mort pour l'« apostat ». Cette attitude de leur formation, la plus connue au Maghreb, reflète la tendance majoritaire des islamistes nord-africains : tenir un discours acceptable par le pouvoir en place, rassurer la partie de la population qui est sensible à la parole religieuse mais qui redoute le radicalisme.

Avant de changer de nom pour obtenir sa légalisation — parce que la Constitution interdit notamment aux partis de se référer à une religion — le Mouvement de la tendance islamique avait déjà indiqué la couleur : l'« islamisme », mouvement d'inspiration religieuse, comporte un projet global de transformation de la société, voire la conquête du pouvoir, mais ne se reconnaît pas nécessairement dans le fondamentalisme prônant un retour à l'écriture considérée comme seul fondement de l'action,

et encore moins dans l'intégrisme, dont l'interprétation des textes sacrés est la plus littérale, la plus réactionnaire.

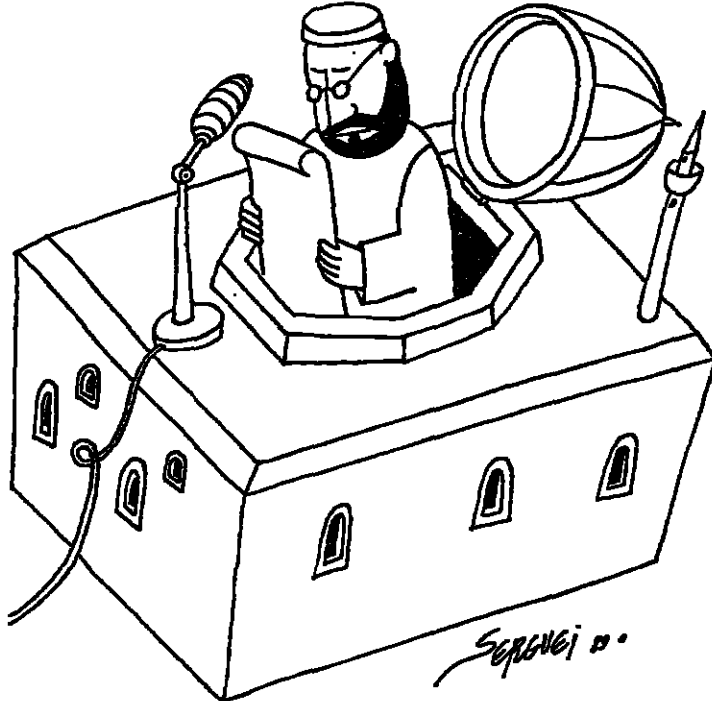
Dans son passé de militant clandestin, M. Ghannouchi a sans doute été le représentant des Frères musulmans en Tunisie, mais continuer à lui coller cette étiquette est aussi abusif que l'attitude des autorités algériennes, qui désignent naguère les islamistes par les deux lettres « FM », ce qui évoquait d'ailleurs l'arme de guerre que la confrérie néo en Egypte. Des militants du MTI ont peut-être trépané dans un complot militaire qui visait à renverser l'ex-président Bourguiba par la force, mais M. Ghannouchi assure ne pas se reconnaître dans ces hommes-là.

Au demeurant, pourquoi recourir à la violence et au terrorisme comme l'ont fait quelques activistes de la constellation intégriste ? Les islamistes sont indirectement à l'origine de la chute du « Combattant suprême » : le général Ben Ali d'est en effet décidé à destituer le chef de l'Etat dès lors que l'entêtement de celui-ci à vouloir faire pendre les chefs du MTI constituait une insupportable menace de guerre civile, tant était visible leur emprise, sur une partie de la population, par les seuls moyens pacifiques.

Aujourd'hui, M. Ghannouchi pense que M. Ben Ali peut « communiquer avec le réveil islamique, le rationaliser et l'intégrer à toutes les forces nationales ». Il ne demande pas explicitement la révision du code du statut personnel, le plus favorable à la femme au Maghreb, adopté sous M. Bourguiba mais garanti par la nouvelle Constitution. Même l'encouragement officiel au contrôle des naissances paraît toléré par la majorité des islamistes tunisiens.

Le rejet de l'obscurantisme est déjà en filigrane dans cet article de M. Ghannouchi publié en 1974 par la revue *Al Maarifa* : « La généralisation de l'enseignement dans le monde islamique a permis à la nouvelle génération de savoir que la force de l'Occident réside dans ses techniques, et que ces dernières sont à la portée de tous les hommes ».

Tout en voulant ramener à l'avant-garde de la modernité, « l'Occident qui



n'est plus cette force géante dominant le monde sans qu'on sache pourquoi », l'« Emir » du MTI sait au besoin reconnaître ses mérites et dialoguer avec lui. Voici quelques mois, il rendit visite au Monde pour résumer le journal d'avoir souligné la faiblesse des charges avancées contre lui et ses amis lors des grands procès organisés par Bourguiba.

Le Parti de la renouveau n'a pas participé en tant que tel aux élec-

tions du 2 avril. Mais ses candidats présentés sur des listes « indépendantes » ont remporté un grand succès (le Monde du 5 avril). Longtemps clandestin, le MTI avait survécu à la répression grâce au cloisonnement de ses cellules militantes. Une fois légalisé, il pourra faire la preuve de son audience, en même temps qu'il aura pris le risque de dévoiler tous ses hommes et tous ses moyens.

### Effervescence algérienne

L'évolution vers la stratégie légaliste se dessine aussi en Algérie à la faveur de l'ouverture politique imposée par les événements d'octobre 1988. Jusqu'à cette date, les islamistes s'étaient manifestés par plusieurs grands rassemblements malgré les interdictions et par l'action violente de quelques désemparés. Employant la manière forte pour empêcher leurs commandos, les autorités avaient eu la sagesse de ne pas se montrer trop sévères lors des procès.

En fait, on mesurait l'influence des islamistes au succès de certains prédicateurs et à leur travail d'action sociale — santé, éducation, secours matériels — à l'ombre des minarets. Apparus maintenant au grand jour, ils montrent des visages divers et pas toujours sympathiques.

Ainsi même que la loi sur les partis n'était pas encore adoptée par l'Assemblée nationale, des milliers de personnes ont assisté le vendredi 11 mars, à la mosquée Ibn-Badja de Kouba, dans la banlieue d'Alger, à

la formation du Front islamique du salut, dirigé notamment par Ali Belhadj, un prédicateur turbulent de Bab-el-Oued, et Abbassi Madani, un professeur de sociologie que bien des Algérois considéraient comme un intégriste au plein sens du terme.

Publiée en France par des proches de M. Ben Bella, la *Tribune d'octobre* vient de donner la parole à M. Madani. « C'est l'islam qui nous a libérés de Rome, déclare-t-il, c'est aujourd'hui notre seule boussole pour nous libérer des menées intellectuelles occidentales. [...] Nous ne sommes pas contre le travail de la femme tant que son honneur et sa religion restent saufs. La question n'est pas tant le travail féminin en soi que la situation de la femme au travail. Pourquoi ne pas lui réserver des moyens de transport à part ? [...] La voile est le protecteur de la femme lorsqu'elle se déplace. Il protège sa beauté parce que les attributs féminins sont réservés à son époux. » Au nom de ces principes, les étudiants ont lancé une campagne contre la mixité dans les universités, allant jusqu'à interdire aux filles l'accès du restaurant universitaire d'Annaba.

Une Association algérienne pour l'émancipation de la femme, créée à la faveur de la grande effervescence algérienne, dénonce les comportements qui « entravent la moitié du potentiel humain » du pays. Une « coordination » s'élève contre « les menées des intégristes, qui s'opposent à une société moderne, plénierement les premiers fruits de la révolution de novembre ». Les barbes, qui ont constitué récemment un

Rassemblement pour la culture et la démocratie (le Monde du 15 février), savent que cet événement a été présenté dans certaines mosquées comme une occasion d'orgies et de libations alcooliques.

Le grief majeur contre les barbes est leur volonté de faire réviser un code de la famille pourtant beaucoup plus rétrograde que le dispositif législatif de la Tunisie. Il n'est pas du tout sûr que le pouvoir soit prêt à les suivre sur ce terrain-là. Tout en condamnant certains excès intégristes, il cherche plutôt à canaliser le courant religieux avec une Ligue de la *da'awa* (appel) islamique créée sous l'égide du cheikh Ahmed Salmoun.

Celui-ci affiche sa volonté de riposter « aux campagnes d'occidentalisation et de christianisation », ce qui est surprenant dans un pays où tout prosélytisme est interdit aux catholiques et aux protestants étrangers, mais il passe pour plus pragmatique que d'autres islamistes avec lesquels il a été reçu par le président Chadli le 10 octobre 1988.

Dernier-né, un Mouvement populaire pour le renouveau algérien se présente comme un « groupe islamiste modéré », opposé aux « groupillons de l'intolérance » et aux « nouveaux inquisiteurs et à Ku Klux Klan islamistes de façade ». Si les autorités ne parviennent pas à nouer un courant islamiste dominant, leur intérêt sera de laisser rivaliser entre elles les différentes tendances qui profitent du débat permanent ouvert depuis peu en Algérie.

### Spécificité marocaine

Finalement, le Maroc, seul pays converti au multipartisme depuis plusieurs années, est aussi le seul où les formations islamistes n'ont pas pignon sur rue. Différents groupements se sont signalés lors de manifestations : des extrémistes, peut-être manipulés, ont assassiné en 1975 Omar Benjeloun, rédacteur en chef d'un journal de gauche ; mais aucune grande figure n'émerge à l'exception d'Abdessalam Yassine, sorti de prison en 1986, six ans après avoir envoyé une lettre fort impérieuse au roi : « Quelle que soit ta réponse, mon cher roi, tu ne pourras interdire la parole de vérité et de justice que je proclame. »

Commandeur des croyants, Hassan II a réussi le tour de force de couper l'herbe sous le pied des intégristes tout en menant la politique la plus hardie en matière d'ouverture sur l'extérieur. Il a imposé la prière dans les écoles, il annonce ses grandes décisions après avoir consulté un Haut Conseil des ulémas, mais il est aussi celui qui, en août 1985 à Casablanca, a organisé un accueil populaire pour le pape Jean-Paul II, son « très saint et illustre ami ».

En raison de nombreux abus — sanctionnés, assurent les autorités, —

la collecte pour la construction de la grande mosquée de Casablanca a été plutôt contre-productive, mais, en soi, l'idée d'associer tout le pays à l'entreprise était bonne, dans la mesure où elle prenait de court certains activistes sur leur propre terrain. Il y a eu de la rumeur et de la grogne chez des souscripteurs récalcitrants, mais, pour autant qu'on sache, les islamistes n'ont pas osé exploiter la situation.

L'apparition d'un ou de plusieurs partis d'inspiration religieuse en Algérie et en Tunisie donnera-t-elle des idées aux Marocains ? M. Ghannouchi nous a assuré qu'à l'époque de la clandestinité il n'avait pas de contacts avec les « frères » des pays voisins. Aujourd'hui, les régimes en place excluent la construction d'un Maghreb uni, et les partis traditionnels dialoguent par-delà les frontières. Il serait étonnant que cela ne serve pas d'exemple aux islamistes qui choisissent l'action politique au grand jour. Mais une telle concertation, de nature à mieux faire prendre la mesure de leur importance, pourrait bien effrayer d'autres Maghrébins, toujours très méfiants malgré l'entreprise de séduction menée notamment en Tunisie.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## LE MONDE diplomatique

Avril 1989

### L'HEURE DE L'AUDACE AU PROCHE-ORIENT

L'Initiative dure depuis dix-sept mois dans les territoires occupés, où la répression a déjà causé plus de 400 morts et quelque 20 000 blessés. Après les initiatives diplomatiques de l'OLP — proclamation d'un Etat palestinien, reconnaissance d'Israël, — toute la scène politique se réorganise au Proche-Orient. L'Egypte retrouve son influence régionale, l'URSS renoue les contacts avec Israël, et les Etats-Unis dialoguent directement avec l'OLP.

Amnon Kapeliovitch, Samir Kassir et Mohamed Sid-Ahmed expliquent pourquoi l'heure est à l'audace : pourquoi l'intranséquence de M. Shamir et les archaïsmes du conflit libanais restent les principaux obstacles à la paix.

#### Egalement au sommaire :

- SOCIÉTÉ : Intolérance et droits de l'homme, par Didier Foucault, Sakya Daoud, Mustapha Chérif et Stanislas Maillard.
- ETATS-UNIS : Le « complexe militaro-commercial », par David C. Morrison.
- CUBA : Divergences entre Moscou et La Havane, par Alain Gresh et Françoise Barthélémy.
- ITALIE : La Mafia relève la tête, par Claude Mignot.
- TEMOIGNAGE : Dans une prison péruvienne...

En vente chez votre marchand de journaux

(Publicité)

### PARIS

A été créé en date du 31 mars 1989

### LE COMITÉ POUR LA SAUVEGARDE DU LIBAN qui a pour objectifs :

- 1 - Le soutien du gouvernement légal libanais.
- 2 - L'arrêt des bombardements contre la population civile au Liban.
- 3 - Le retrait de toutes les troupes non libanaises du Liban, autres que la Force intérimaire des Nations unies.

Ce comité a pour activité immédiate d'informer les amis du Liban et défenseurs des droits de l'homme en France et en Europe du problème libanais.

### LE COMITÉ POUR LA SAUVEGARDE DU LIBAN

B.P. 166 75263 Paris Cedex 06  
C.C.P. n° 20.383 31 H Paris

Minitel 3615  
code RJLIBAN

### Libye : Kadhafi, l'« hérétique »

Pas plus en religion qu'en politique, le colonel Kadhafi ne peut se résoudre à la norme, se soumettre aux règles communément admises.

Musulman convaincu, le chef de la révolution libyenne n'en est pas moins la « bête noire » de l'établissement religieux de son pays, qu'il a refusé à s'aligner à la fin des années 70 et auquel l'opposant, depuis, d'incessantes joutes. Cette petite guerre peut, à l'occasion, déborder du strict débat théologique pour dégénérer en affrontement direct, au meurtre de partisans du régime, à l'arrestation, voire à l'exécution, d'islamistes, au contrôle étroit et même à la fermeture de mosquées ou d'institutions islamiques.

Au cœur de la discorde, dont les organes de presse officielle se sont fait — et continuent de se faire — largement l'écho, une « hérésie » du colonel : son rejet de la *Surra*, la Tradition, c'est-à-dire le récit des faits et gestes ainsi que des paroles du Prophète, qui constitue l'une des deux sources — avec le Coran — de la loi islamique.

#### Un nouveau calendrier

L'interprétation très souple et toute personnelle de la religion à laquelle se livre ainsi Mouammar Kadhafi dans son célèbre *Libre vert* a amené les ulémas à juger ce recueil contraire à la charia (la loi islamique) et à la composer à « une pastiche » : verte à l'extérieur, rouge à l'intérieur. C'est une accusation dont se défend le colonel. A ses yeux, l'authenticité de la *Surra* est simplement trop incertaine pour qu'on lui accorde foi aveuglément. Et celui qui, ayant mené une révolution « progressiste », ne cache pas ses ambitions « nationaliste » panarabes (ne se considère-t-il pas comme l'héritier de Nasser ?) s'est fait un plaisir de secouer la tradition pour imposer ses vues.

D'abord l'islam, tout en étant religion officielle, ne doit pas, selon le colonel, s'ingérer dans

les affaires de l'Etat. Ensuite, l'islam doit s'adapter à l'époque. Ainsi Kadhafi s'en prend, dans le droit fil des Jeunes-Turcs, à quelques « tabous » bien ancrés dans les sociétés islamiques, comme ceux ayant trait au statut des femmes. Il ne se contente pas de jeter leur voile aux orbes et de les sortir de leur « esclavage », mais, suprême provocation, il va jusqu'à les enrôler dans sa garde personnelle et poser complaisamment pour les photographes, entourés de ses fameuses « amazones ».

Le calendrier lui-même n'a pas résisté à la fougue du « guide » : la Libye a le sien propre, seul pays arabe à ne pas le faire débiter avec l'Hégire (le départ de Mahomet de La Mecque pour Médine, que la tradition situe en 622 de l'ère chrétienne) mais avec le mort du Prophète, en 632. Explication : le colonel considère cette dernière date comme sûre, tandis que celle de l'Hégire l'est beaucoup moins.

Cette série de coups de poignet dans la tradition ne pouvait qu'indisposer les docteurs de la loi. Après la lune de miel qui avait marqué les débuts de la révolution, ils n'ont plus caché leur mécontentement. Une sorte de compétition s'est alors engagée — souvent âpre, quelquefois sanglante. Il y a deux mois encore, l'organe des comités révolutionnaires — les *pillars* du régime — mettait en garde les libyens libyens contre les tentatives de mainmise des religieux sur elle, l'avertissant de ne pas succomber au charme de certains prêches.

Cette « course » engagée avec les islamistes, dans laquelle Kadhafi s'est souvent ingénié à afficher une attitude provocatrice, prenant des risques certains pour ne pas laisser le champ libre à ses adversaires, n'est pas sans danger pour le colonel. Nul doute que l'islamisme peut représenter aujourd'hui, à côté des difficultés économiques que traverse la Libye, l'un des principaux motifs d'inquiétude du « guide ».

YVES HELLER.

### BIBLIOGRAPHIE

### Les déçus de l'indépendance

Le ministère français des affaires étrangères a bien fait d'apporter son concours à la publication de cet ouvrage. Comme le constate son auteur, attaché à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman d'Alger, en Provence, les Occidentaux, pour s'informer sur le phénomène islamiste, s'en remettent trop souvent à « ceux dont il menace les convictions et, parfois, le statut » : les responsables politiques issus des indépendances et les grandes bourgeoisies nationales, tous ceux qui « paradoxe de l'histoire, ont, pour mieux combattre l'incursion colonialiste, adopté une heure nationaliste une partie de nos références, latentes notamment, et se l'entendent aujourd'hui reprocher par leurs propres fils ».

Pour François Burgat, le regain de l'islamisme au Maghreb s'explique grandement par les déceptions enregistrées après les indépendances. Après l'exaltation nationaliste, puis l'illusion socialiste, il constitue le « troisième étage de la fusée de la décolonisation », et l'on n'a pas fini d'en mesurer la poussée.

Achévé en 1988, ce livre ne prend que partiellement en compte les récents événements d'Algérie et de Tunisie. Son objet est d'ailleurs un examen en profondeur, au-delà des péripéties. On y trouve de précieuses biographies des principaux chefs de

l'islamisme maghrébin et la transcription de leur fort instructives conversations avec l'auteur.

Sans occulter l'action des extrémistes, François Burgat résume l'attitude consistant à « ne voir dans l'islamisme que la toute dernière des pathologies du tiers monde ». « Rien ne permet d'affirmer aujourd'hui que cette nouvelle voix du Sud apportera des réponses moins adaptées que ne l'ont été en leur temps celles des acteurs aujourd'hui fatigués de la grande époque nationaliste », conclut-il. Il reste à souhaiter que les islamistes manifestent à l'égard de l'Occident un souci de connaissance et de compréhension égal à celui dont un tel livre donne l'exemple.

J. de L.G.

\* L'islamisme au Maghreb, de François Burgat, éditions Karthala, 310 p., 110 F.

#### Demain

Sahel : tentations intégristes

— Dans la série « L'islam en fièvre », le Monde a publié : • I. - Allah contre Satan (4 avril) ; • II. - Egypte, Soudan, Arabie saoudite, Bahreïn (5 avril) ; • III. - Irak, Syrie, Ouzbékistan (6 avril) ; • IV. - Israël et les territoires occupés (7 avril).



## Afrique

ALGÉRIE : la mise en place des réformes politiques

### L'Assemblée populaire supprime la Cour de sûreté de l'Etat

ALGER  
de notre correspondant

L'Assemblée populaire nationale (APN), la Chambre des députés, siège à nouveau, depuis lundi 3 avril, pour sa session ordinaire de printemps. Deux lois ont été adoptées au cours de la première séance plénière. Les députés, tous issus du FLN, ont voté la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et l'abrogation de la loi de sûreté de l'Etat. « Il était tout à fait naturel que pareille juridiction d'exception soit écartée de notre droit », a indiqué le ministre de la justice, M. Benflis, dans une déclaration à la chaîne-3, radio algérienne d'expression française, précisant que dorénavant « nous revenons aux juridictions ordinaires devant lesquelles toutes les voies de recours ou de la défense sont garanties ».

Comme la suppression de la Cour de sûreté, le ministre a estimé que l'abrogation de la loi de sûreté de l'Etat de 1972, il avait décidé « dans le cadre de libérations conditionnelles de remettre en liberté l'immense majorité des détenus, au cours des deux mois écoulés ». Il ne reste que « quatre ou cinq cas de relégués dans les affaires sont pendentes devant la Cour suprême », a expliqué le ministre de la justice, en affirmant que « ceux-là seront automatiquement élargis dès l'abrogation de la loi ».

L'APN siège traditionnellement en deux sessions de trois mois, au printemps et à l'automne. Entre les deux réunions du Parlement, le président de la République était auparavant habilité à légiférer par ordonnances. La nouvelle Constitution adoptée par le peuple algérien lors du référendum du 23 février dernier garantissant la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, n'accorde plus cette latitude au chef de l'Etat.

Le très officiel quotidien en langue française *El Moudjahid*, en annonçant l'ouverture de la session parlementaire de printemps, distingue les projets de loi inscrits à l'ordre du jour de ceux qui sont programmés mais dont les textes n'ont pas encore été déposés. Les députés

se prononceront sur les premiers avant le début du mois sacré de ramadan — qui commence vraisemblablement vendredi 8 avril — et sur les seconds après la fin du carême, c'est-à-dire, dans le meilleur des cas, en mai.

Ce retard est à l'origine de nombreuses interrogations au sein de la population qui y voit « de grandes manœuvres ». Les uns pensent que le « cercle présidentiel », promoteur de toutes les réformes, est en train de temporiser pour que ces lois indispensables soient votées le plus tard possible afin d'empêcher la création de partis politiques et la présentation de candidats aux élections locales qui auront lieu à la fin de l'année.

Les autres, « *contrairement* », estiment que les réticences sont encore vives au sein de ce qui reste de l'appareil du Parti unique et de ses appendices (organisations de masse), et qu'elles freinent l'élan du président et du gouvernement, contraints d'avancer lentement pour être sûrs de faire adopter les projets de loi tels qu'ils les ont conçus.

#### « Gare à la colère de l'UGTA »

La session extraordinaire du comité central du FLN qui s'est ouverte il y a dix jours continue ses travaux. Les secrétaires exécutifs du CC ont rencontré les membres du gouvernement. Il fut longuement question des problèmes sociaux à l'intérieur du pays et de l'attitude de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le syndicat unique sous tutelle directe du FLN, farouchement opposé à toute idée de pluralisme syndical.

Le secrétaire national chargé de l'information de l'UGTA, M. Mohamed Lakhdar Lakhdar, dans un article publié par *El Moudjahid* conseillait à ceux qui prônent le multipartisme et le pluralisme syndical d'entreprendre « un voyage dans la galaxie pour recueillir des syndiqués. Car les travailleurs algériens n'accepteront jamais de brader l'histoire de leur organisation syndicale et de rompre le serment qui les lie à leurs martyrs », et concluait sur un ton plutôt vindicatif : « Gare à la colère de l'UGTA ! ».

FREDERIC FRITSCHER.

NAMIBIE : violentes escarmouches dans le Nord

### Washington organise un pont aérien pour acheminer les « casques bleus »

Les Nations unies ont accepté l'offre de Washington d'assurer le transport, par pont aérien, des « casques bleus » finlandais. Ce bataillon d'infanterie, équipé de matériels lourds, deviendra le premier des trois bataillons du Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition (GANUPT) à devenir opérationnel. De leur côté, les chefs d'Etat des pays de la ligne de front (1), réunis jeudi 6 avril, à Luanda, ont demandé au secrétaire général de l'ONU d'envoyer six bataillons de « casques bleus » afin de renforcer le GANUPT.

Le bureau de coordination des pays non alignés a violemment critiqué, dans un communiqué, les dirigeants de l'ONU, se déclarant scandalisés d'avoir appris que le GANUPT n'était pas du tout prêt à assumer ses opérations à compter du 1<sup>er</sup> avril. Avoir maintenu cette date alors qu'elle ne pouvait pas être respectée a été, selon lui, « un acte d'irresponsabilité et de naïveté ». Quant aux Douze de la CEE, ils ont exprimé, dans un communiqué, leur « profonde préoccupation » après « les événements en Namibie » qui constituent, selon eux, une « violation » des résolutions des Nations unies. Ils ont renouvelé leur appel « inconditionnel » au secrétaire général de l'ONU.

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

A l'occasion de sa rentrée au Parlement, le chef de l'Etat sud-africain a évoqué la situation en Namibie, estimant qu'« il n'y a aucun doute que la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) est fautive ». « Craignant », a-t-il ajouté, de participer à une procédure démocratique et de faire campagne de façon démocratique, la SWAPO a choisi de se comporter comme une puissante organisation d'intimidation... Elle a fait un mauvais calcul ».

Pour M. Pieter Botha, la direction du mouvement indépendantiste « devra être tenue pour responsable du carnage. Elle devra expliquer pourquoi elle a bafoué l'autorité du Conseil de sécurité des Nations unies ». En conclusion, le chef de l'Etat a fait remarquer que « si une des parties est maintenant autorisée à violer ses obligations, le processus tout entier d'indépendance de la Namibie s'écroulera », notant au passage que l'Afrique du Sud avait, pour sa part, « scrupuleusement honoré ses engagements ».

#### Réunion d'urgence de la commission conjointe

Le président Botha a annoncé que l'Afrique du Sud avait demandé une réunion d'urgence de la commission conjointe prévue par le protocole de Brazzaville. Celle-ci, composée de Sud-Africains, de Cubains, d'Angolais ainsi que d'observateurs soviétiques et américains doit se réunir, samedi 8 avril à Windhoek. M. P. Botha, ministre des affaires étrangères, s'est déclaré confiant dans la possibilité de trouver une solution.

M. B. R.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

RFA

### Hésitation à Bonn devant la grève de la faim des détenus de la Fraction armée rouge

BONN  
de notre correspondant.

L'attitude à adopter vis-à-vis des terroristes de la Fraction armée rouge (RAF) actuellement en prison et qui réclament leur regroupement divisé, une fois de plus, la classe politique ouest-allemande.

Vingt et un des quarante-neuf militants de la RAF incarcérés dans dix Länder différents ont entamé une grève de la faim pour faire entendre leurs revendications. D'autres menacent de suivre. Deux d'entre eux, Karl Heinz Dellwo et Christa Eckes, qui refusent de s'alimenter depuis le 1<sup>er</sup> février, seraient dans un état critique. Les informations sur l'état de santé des prisonniers sont parfois controversées. Tandis que, selon certaines sources, Karl Heinz Dellwo serait déjà au bord du coma, Christa Eckes poursuit depuis le 1<sup>er</sup> février, recevant même des visites.

Les sympathisants des terroristes multiplient les déclarations à la presse, distribuant des lettres rédigées par les prisonniers dans lesquelles ces derniers se plaignent des conditions de détention : isolement total et brimades quotidiennes sont évoqués dans ces messages. Dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 avril, des partisans de la RAF ont saccagé les locaux du parquet de la ville de Göttinger ainsi que ceux de l'Union chrétienne-démocrate.

Tandis que M. Kohl déclare que « l'Etat ne doit pas céder au chantage », d'autres se demandent, dans l'entourage du chancelier, s'il ne serait pas plus habile d'accéder au désir des militants de la RAF, ne serait-ce que pour éviter une vague de violences et pour ne pas ériger en martyrs les terroristes qui succomberaient à leur refus de s'alimenter. Personne n'a oublié en Allemagne la mort de Holger Meins, décédé dans sa cellule en 1974 après cinquante-huit jours de jeûne. Vingt-huit heures après sa disparition, le président de la cour d'appel de Berlin, Günter von Drenkmann, était assassiné.

Chargé de la médiation entre les grévistes de la faim et l'Etat, M. Klaus Kinkel, secrétaire d'Etat au ministère de la justice, a rencontré Brigitte Mohaupt, condamnée à la prison à perpétuité. L'entretien, qui a duré deux heures, n'a pas réussi à déboucher la situation.

L'ancien chancelier Helmut Schmidt (social-démocrate) — sous le gouvernement de son parti — a commis la plupart des attentats de la RAF — a lancé un appel au gouvernement suggérant à M. Kohl de prendre conseil auprès de tous les partis pour tenter de déboucher la situation. — (Interim.)

CHYPRE

### Impasse dans les négociations intercommunautaires

Le président de Chypre, M. George Vassiliou, et le leader chypriote turc, M. Rauf Denktaş, sont tombés d'accord jeudi 6 avril, à New-York, pour préparer d'ici au mois de juin une conférence de règlement du conflit intercommunautaire et présenter cette ébauche au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar.

Les deux dirigeants ont pris cette décision au cours d'un bref sommet marqué par un déjeuner de travail et une réunion avec M. Perez de Cuellar. Dans les milieux diplomatiques, on estime que ce maigre résultat camoufle en fait l'échec des pourparlers intercommunautaires menés depuis sept mois à Nicosie. En effet, ce sommet chypriote, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, devait durer deux jours, mais les discussions ont été rapidement écourtées.

A l'issue de la réunion, M. George Vassiliou a de nouveau affirmé qu'il était possible de parvenir à un accord global avec « de la volonté politique » et qu'il était personnellement favorable à la tenue d'une conférence internationale sur Chypre. Dans sa conférence de presse, M. Denktaş s'est contenté de paraphraser les termes du communiqué final. Selon des sources informées, les divergences de vues entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs restent profondes, et l'on voit mal comment les deux parties pourraient trouver un terrain d'entente d'ici au mois de juin. — (AFP.)

● GRÈCE : trois cent mille fonctionnaires en grève. — La Fédération des fonctionnaires (ADEDY), forte de trois cent mille adhérents, a appelé à une grève, jeudi 6 et vendredi 7 avril, pour protester contre le refus du gouvernement de satisfaire ses revendications, notamment salariales. Ce mouvement touche le trafic aérien, les ports, les douanes, les ministères, les hôpitaux publics, les bureaux d'impôts et l'enseignement public.

## Europe

POLOGNE : Après la signature de l'accord avec le pouvoir

### M. Walesa multiplie les appels à l'aide économique

Au lendemain de la signature, à Varsovie, de l'accord final de la table ronde, prévoyant la légalisation de Solidarité et l'entrée de l'opposition au Parlement, l'administration Bush a fait savoir le jeudi 6 avril, qu'elle préparait un ensemble de mesures destinées à encourager les autorités polonaises à mettre en œuvre les réformes démocratiques. De leur côté, M. François Mitterrand et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl ont déclaré vouloir « contribuer au processus en Pologne en renforçant la coopération bilatérale et en déployant des efforts concertés au niveau international ». Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, est attendu à Varsovie à la mi-avril.

M. Walesa a fait clairement comprendre, au cours d'une conférence de presse tenue jeudi à l'université de Varsovie, que la Pologne comptait maintenant sur l'aide occidentale. « Sans une réduction substantielle du service de la dette, l'économie polonaise n'a aucune chance de tourner à plein régime », a-t-il dit. « Nous allons demander à l'Est et à l'Ouest de nous aider et nous nous efforcerons de démontrer que la Pologne peut être un partenaire sûr ».

Le quotidien du gouvernement soviétique, les *Izvestia*, s'est félicité du « compromis » obtenu en Polo-

gne. M. Lech Walesa a d'ailleurs émis le souhait de se rendre en URSS, « non pas pour irriter, faire de l'agitation ou perturber la perestroïka, mais pour y trouver de la compréhension pour les réformes en Pologne. J'aimerais visiter ce beau pays, y apprendre quelque chose, parler aux gens ». « Et puis, bien sûr, j'aimerais en revenir ». Selon son entourage, une visite du président de Solidarité à Moscou n'est pas encore envisagée, car il reste notamment à déterminer quelle organisation l'inviterait. En attendant, M. Walesa a l'intention de voyager en Occident, en Italie pour quatre jours à partir du 19 avril, à Strasbourg le 10 mai, invité par le Parlement européen, puis aux Etats-Unis.

● URSS : des cendres des victimes de Katyn remises à la Pologne. — Une urne contenant des cendres d'officiers polonais victimes, pendant la deuxième guerre, du massacre de Katyn, près de Smolensk (ouest de Moscou), a été remise mercredi 5 avril à des officiels polonais, au cours d'une « cérémonie funéraire solennelle ». a annoncé l'agence TASS. Acheminées en Pologne, ces cendres ont été déposées dans une église de Varsovie avec de la terre rapportée de la forêt de Katyn. — (AFP, Reuter.)

« Je traverserai l'Europe et je supplierai l'Europe et le monde d'aider la Pologne à les ratrapper » économiquement, a-t-il dit.

Selon le gouvernement polonais, le syndicat Solidarité devrait être formellement légalisé le 15 avril, et Solidarité-Rurale, le 20. Les responsables de Solidarité ont cependant eu à cœur, jeudi, de ne pas crier victoire après la signature de l'accord avec le pouvoir. Pour M. Bronislaw Geremek, conseiller de M. Walesa, « il ne faut pas trop exagérer l'importance de cet événement ». « Il faut se rendre compte que le sentiment de lassitude est aujourd'hui prépondérant dans la société polonaise. a-t-il ajouté sur RFI. Ce dont on se rend compte maintenant, c'est de la dimension de la catastrophe économique ».

● RDA : les slogans du 1<sup>er</sup> Mai boudent l'URSS. — Pour la première fois dans l'histoire de la RDA, les slogans et les mots d'ordre pour la fête du 1<sup>er</sup> Mai annoncés jeudi 6 avril par le comité central du SED (PC est-allemand) ne font plus référence à l'URSS. Encore en 1988, le SED avait consacré deux slogans au Parti communiste de l'URSS et à l'Union soviétique vantant « l'indestructible alliance de lutte entre le SED et le PCUS ». — (AFP.)

AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

30 AVRIL 1989

FERMETURE DEFINITIVE

DES FOURRURES GEORGE V

40, Av. George V. Paris

ESCOMPTE

de 50% à 85% SUR TOUS LES PRIX

SAMEDI 8, DIMANCHE 9, LUNDI 10 AVRIL ET LES JOURS SUIVANTS

MANTEAUX					
VISON dark	<del>24750<sup>00</sup></del> -50%	12375 <sup>00</sup>	CASTOR col Renard	<del>55000<sup>00</sup></del> -70%	16500 <sup>00</sup>
VISON dark Saga	<del>28750<sup>00</sup></del> -50%	14375 <sup>00</sup>	CANADA PUTOIS	<del>38750<sup>00</sup></del> -60%	15500 <sup>00</sup>
VISON Lunaraïne	<del>28750<sup>00</sup></del> -50%	14375 <sup>00</sup>	MARMOTTE	<del>26850<sup>00</sup></del> -85%	4000 <sup>00</sup>
VISON Ko-hi-noor	<del>55000<sup>00</sup></del> -75%	13750 <sup>00</sup>	CASTOR longs poils	<del>24750<sup>00</sup></del> -75%	6150 <sup>00</sup>
VISON fantaisie	<del>65000<sup>00</sup></del> -80%	13000 <sup>00</sup>	RAGONDIN longs poils	<del>9850<sup>00</sup></del> -75%	2450 <sup>00</sup>
VISON (paste) lunaraïne	<del>55000<sup>00</sup></del> -75%	13750 <sup>00</sup>	CHAT Nankin	<del>7850<sup>00</sup></del> -75%	1950 <sup>00</sup>
COYOTE	<del>33750<sup>00</sup></del> -70%	10125 <sup>00</sup>	ZORINOS	<del>4850<sup>00</sup></del> -75%	1200 <sup>00</sup>

VESTES					
VISON blanc	55000 <sup>00</sup>	-75%	13750 <sup>00</sup>	RENARD Virginie	18750 <sup>00</sup>
VISON lustré	35000 <sup>00</sup>	-65%	12000 <sup>00</sup>	CHAT Nankin	9250 <sup>00</sup>
COYOTE et Renard	14850 <sup>00</sup>	-85%	2200 <sup>00</sup>	MARMOTTE	14750 <sup>00</sup>

<u>Manteaux longs du soir</u>			<u>Haute Fourrure</u>		
VISON blanc	95000 <sup>00</sup> - 85%	14250 <sup>00</sup>	VISON blanc	75000 <sup>00</sup> - 65%	26250 <sup>00</sup>
VISON Lumaraine	65000 <sup>00</sup> - 85%	9750 <sup>00</sup>	LYNX canadien	95000 <sup>00</sup> - 85%	14250 <sup>00</sup>
VISON Ranch	65000 <sup>00</sup> - 80%	13000 <sup>00</sup>	ZIBELINE russe	31000 <sup>00</sup> - 75%	77500 <sup>00</sup>
RENARD roux/noir	85000 <sup>00</sup> - 85%	12750 <sup>00</sup>	PEKAN	95000 <sup>00</sup> - 65%	33250 <sup>00</sup>
RENARD Magellan	85000 <sup>00</sup> - 80%	9000 <sup>00</sup>	RENARD argenté	95000 <sup>00</sup> - 60%	38000 <sup>00</sup>
Capes Renard bleu	85000 <sup>00</sup> - 85%	12750 <sup>00</sup>	Etoiles Vison blanc	55000 <sup>00</sup> - 75%	13750 <sup>00</sup>
HOUSSE de PROTECTION POUR TOUT ACHAT					

HOUSSE DE PROTECTION POUR TOUT ACHAT

Articles annoncés disponibles jusqu'à épuisement des stocks

à 2 pas des Champs-Élysées...

40, Av. George V.

## Asie

## JAPON : le scandale Recruit-Cosmos

## Arrogance et complaisance du pouvoir

(Suite de la première page.)

Quant à M. Takeshita, il a dû reconnaître que Recruit contribuait à financer son propre clan.

Le Japon traverse une crise de confiance qui se traduit en crise politique. Le scandale Recruit lui-même, imbrication de tractations boursières et de trafic d'influence, en est sans doute plus un détonateur que l'élément central. Les Japonais sont habitués à ce genre d'affaires, qui se répètent comme un rituel depuis trente-quatre ans que le Parti libéral démocrate (PLD) est au pouvoir (neuf sur dix-huit premiers ministres ont été mêlés à des scandales). Certes, il touche cette fois une bureaucratie que l'on croyait intègre, mais s'il indigne davantage une partie de l'opinion, c'est surtout qu'il coïncide avec d'autres facteurs de mécontentement très concrets.

A l'introduction d'une TVA impopulaire conjuguée à une réforme fiscale qui, présentée par ses adversaires comme défavorable aux revenus modestes, aggrave l'amertume déjà engendrée par une plus grande disparité des revenus, s'ajoute une ouverture des marchés agricoles dont la paysannerie ne veut à aucun prix. Le Parti conservateur craint que ce mécontentement ne se fasse sentir aux élections sénatoriales prévues pour l'été.

## Le « casse-tête » des conservateurs

Il est fort possible que le PLD perde ces élections. Mais cette défaite sera moins l'expression d'un vote franc pour l'opposition que celle d'un sentiment de frustration. Une partie des électeurs entendent sans doute « sanctionner » le PLD, mais rares sont ceux qui imaginent un autre parti au pouvoir, ou même un gouvernement de coalition. L'ampleur de la défaite sera donc vraisemblablement faible. L'électorat japonais est d'une étonnante stabilité : depuis le début des années 70, il n'y a pas eu de transferts de voix du Parti conservateur à l'opposition (des mouvements s'opérant en revanche au sein de l'opposition) ; aussi, le nombre des sièges est-il déterminé par le taux d'abstention.

Les dernières consultations (sénatoriales partielles et désignation de deux gouverneurs), marquées par un recul du PLD, n'ont en rien infirmé cette tendance : à Chiba par exemple, si le candidat communiste à l'élection du gouverneur a failli l'emporter, ce n'est pas qu'il a obtenu plus de voix que par le passé, mais parce que le taux d'abstention chez les conservateurs a été plus important. C'est ce qui risque de se produire pour le renouvellement du

Sénat. Hypothèse qui n'entraînera pas un bouleversement du paysage politique : dans le passé, le PLD a déjà perdu la majorité à la Haute Assemblée. Il dut alors grignoter sur ses marges (les indépendants). Cette fois, si c'est nécessaire, il fera appel aux sociaux-démocrates, qui ne modifieront en rien son programme politique.

Ne craignant guère de perdre le pouvoir, le PLD cherche à limiter les dégâts : une défaite au Sénat signifiant le passage des commissions sous le contrôle de l'opposition. Au départ, M. Takeshita pensait faire des élections

doublets, dont les partis centristes (bouddhistes et social-démocrates) ne veulent pas, ou simplement au renouvellement de la Chambre haute.

Crise ? Malaise surtout, qui tient au sentiment diffus d'une paralysie du système politique et à l'absence de solution de rechange : en raison du monopole du pouvoir exercé par les conservateurs depuis la guerre, à l'exception d'un bref cabinet socialiste) et de ses propres carences, l'opposition, divisée et gauchiste, n'a jamais fait figure d'alternative. Au demeurant, sa virulence pour dénoncer les indé-

M. Tanaka dans le scandale Lockheed).

Dans les jours qui viennent, les conservateurs devront décider s'ils continuent à protéger M. Nakasone (bloquant sa comparution devant le Parlement) ou s'ils le sacrifient. Non seulement le boycottage de la Diète par l'opposition les contraint à ce choix, mais aussi, et surtout, la crainte que le parquet ne les prenne de vitesse et ne procède à des arrestations.

## Un sérieux détonateur

Les pressions en faveur de la démission de M. Takeshita se sont fortement accentuées. Mais il faudra un sérieux détonateur pour qu'elles se traduisent dans les faits. Trois facteurs pourraient obliger M. Takeshita à quitter ses fonctions. Tout d'abord, son implication directe dans le scandale ; ensuite, l'arrestation de M. Nakasone — hypothèse certes extrême mais qui n'est pas à exclure ; troisièmement, une défaite électorale telle que le premier ministre devrait en assumer la responsabilité.

Dans la seconde hypothèse, selon le scénario envisagé par les conservateurs, l'arrestation de M. Nakasone et la démission de M. Takeshita seraient suivies de la formation d'un cabinet intérimaire (avec à sa tête un des patriarches du PLD) qui gèrerait les affaires, et notamment les élections, jusqu'au retour de M. Takeshita. Quel qu'il arrive, celui-ci demeure l'homme fort de son parti.

Dans tous les cas de figure, même si les conservateurs essuient une défaite aux élections de l'été, la pérennité du pouvoir des libéraux démocrates ne semble pas devoir être remise en cause. L'unification l'automne dernier du mouvement syndical en une grande confédération, Sorongo, excluant les communistes, permettra sans doute une meilleure coordination électorale des partis d'opposition. Mais ceux-ci restent fondamentalement divisés et, d'ici les élections, le PLD aura vraisemblablement eu le temps de se ressaisir.

Le mécontentement des Japonais devant l'arrogance et la complaisance du pouvoir est aussi profond que leur embarras politique. D'où cet étrange théâtre d'ombres. Les députés conservateurs sont inquiets pour leurs sièges mais, ironiquement, les plus visés dans le scandale Recruit disposent de clientèles si solides qu'ils ne seront pas affectés. L'opposition fait de la « politique-fiction », se berçant de l'illusion d'être une solution de rechange à laquelle pourtant l'électorat ne croit pas.

Quant à M. Takeshita, il reste silencieux, naviguant au plus près pour gérer une crise d'immobilisme politique. Le sentiment de malaise se fait plus pesant au fur et à mesure que le fossé se creuse entre une classe politique paralysée et une opinion publique qui exige des comptes, notamment à travers des journaux dont certains, comme l'*Asahi*, dénoncent vigoureusement le gouvernement, sans croire à une solution de rechange.

PHILIPPE PONS.

## AFGHANISTAN

## Washington confirme la nomination d'un représentant auprès de la résistance

Washington a confirmé le 6 avril sa décision de nommer un représentant spécial auprès de la résistance afghane. Le porte-parole du département d'Etat a toutefois refusé de confirmer qu'il s'agissait de M. Peter Toman, actuellement en poste à Pékin. L'ambassadeur américain aura rang d'ambassadeur, mais il ne s'agit pas pour autant d'une reconnaissance formelle du gouvernement intérimaire afghan ni de l'établissement de relations diplomatiques.

Entre-temps, la proposition de trêve pour la durée du Ramadan émise par Kaboul (le 10 mars du 7 avril) n'a été suivie d'aucun effet sur le terrain. Les combats se sont poursuivis à Jalalabad, et la capitale afghane a reçu, de son côté, plusieurs roquettes. L'une d'elles, tombée sur un dépôt de pétrole, a mis le feu à treize camions remplis de carburants. — (AFP, Reuters.)

## Le retrait vietnamien du Cambodge

## Le prince Sihanouk demande à la France d'organiser une conférence internationale

Washington a préconisé, jeudi 6 avril, l'envoi, sous les auspices de l'ONU, d'une force de maintien de la paix au Cambodge. L'Australie a fait savoir, de son côté, qu'elle était prête à collaborer à une initiative de ce type. L'Inde et la Pologne ont, pour leur part, accepté de participer à la CIC (Commission internationale de contrôle) proposée par les Etats Indochinois, et le Canada a invité également à en faire partie. A donné son accord de principe.

PEKIN de notre correspondant

Après une première réaction négative mais modérée, le prince Norodom Sihanouk a répliqué sur un ton extrêmement hostile aux propositions vietnamiennes de retrait du Cambodge. Dans une déclaration diffusée en fin de journée à Pékin le 6 avril, il a rejeté « toutes les décisions prises ces derniers jours et dans les jours et les mois à venir » par Hanoi et ses partenaires indochinois « quand ces décisions sont contraires aux exigences légitimes de la nation khmère ». Il a en outre lancé un appel personnel à M. François Mitterrand pour qu'il organise à Paris, « à une date opportune », une conférence internationale sur le Cambodge dans « le but de faciliter et hâter la juste résolution » de la crise cambodgienne (nos dernières éditions du 7 avril). A cette conférence, le chef de la résistance anti-vietnamienne souhaite voir invités, outre les protagonistes indochinois, la France, le secrétaire général des Nations unies, la Chine, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique, les six Etats non communistes d'Asie du Sud-Est (ASEAN), le Japon, l'Inde, l'Australie, la Nouvelle-Zélande. Liste qui, précise-t-il, « n'est pas exhaustive ».

Cet appel est précédé d'un « coup de sang » du chef de la résistance, qui dénonce en termes très vifs « tout ce qui est décidé par les soldats des trois Etats de l'Indochine vietnamienne » comme « nul et non avens » et « l'œuvre illégale du Vietnam, du Laos et du régime des Quisling (1) de Phnom-Penh ». Il

réitère son exigence de voir le contrôle international sur le retrait vietnamien placé sous l'autorité des Nations unies, et non de l'ancienne Commission internationale de contrôle fondée en 1954, comme le suggère Hanoi.

Si les vœux-face de l'ancien monarque dans le passé déconcertaient, on en discernait toujours la logique. Cette demande solennelle faite à la France est, elle, de prime abord, incompréhensible. Le prince Sihanouk savait la France disposée à organiser une telle conférence à l'avenir, mais dans la mesure où des progrès notables auraient été enregistrés au préalable, en particulier lors de la nouvelle rencontre qu'il venait d'accepter d'avoir avec M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, à Djakarta le 2 mai.

En faisant ainsi remettre la barre des négociations, l'ancien monarque risque de condamner la réunion de Djakarta. Peut-être a-t-il été blessé par les propos de M. Nguyen Co Thach, le chef de la diplomatie vietnamienne, qui a déclaré mercredi que si le prince Sihanouk poursuivait son association avec les Khmers rouges, il aurait droit, dans la future administration khmère, à un poste « du même rang que celui de Pol Pot ». Mais en même temps, son appel place les Français dans une situation inconfortable : on ne voit pas très bien l'utilité d'une réunion internationale sur le Cambodge en l'état actuel des choses. Ce raisonnement avait d'ailleurs conduit le Quai d'Orsay à s'entretenir pour favoriser une reprise du dialogue entre Sihanouk et Phnom-Penh avant d'aller plus loin.

La Chine elle-même, sans marquer d'enthousiasme pour la reprise des négociations, paraissait vouloir faire contre mauvaise fortune bon cœur. Elle semble avoir été surprise par cette dernière déclaration. Peu auparavant, elle venait de s'aligner sur la position du prince Sihanouk concernant la nature du contrôle international sur le Cambodge. Dix-huit heures après la publication du nouveau communiqué du prince, l'agence officielle Chine nouvelle n'en avait pas encore soufflé mot.

FRANCIS DERON.

(1) Du nom du chef du gouvernement norvégien sous l'occupation allemande durant la dernière mondiale.

## La visite de la « troïka » européenne à New-Delhi

## L'Inde souhaite renforcer la coopération dans la lutte contre le terrorisme

Dans le cadre des contacts entrepris par la « troïka » européenne, M<sup>me</sup> Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, vient de se rendre en Inde en compagnie de M. Francisco Ordonez, le chef de la diplomatie espagnole, et de M. Theodoros Pangalos, ministre adjoint grec aux affaires étrangères. Ils ont été reçus, le 28 mars, à New-Delhi, par M. Rajiv Gandhi. Cette entrevue a été consacrée, avant tout, à trois dossiers : le conflit afghan, les inquiétudes de la région face à l'intégration européenne et les perspectives de paix au Cambodge.

Dans l'ensemble, selon M<sup>me</sup> Avice, les interlocuteurs indiens de la « troïka » ont manifesté un net intérêt pour une collaboration entre la CEE et le sous-continent indien dans la lutte contre le terrorisme. Au lendemain de la visite de M. Yasser Arafat à New-Delhi, les positions de l'Europe sur le Proche-Orient, notamment sur le conflit israélo-arabe, les ont également vivement intéressés.

## EN BREF

● CHINE : le dissident Chen Jun en exil. — M. Chen Jun, trente et un ans, fondateur d'Amnesty 89, un groupe qui se propose d'enquêter sur les prisonniers politiques, a quitté Shanghai pour Hongkong, vendredi 7 avril, dans des circonstances non élucidées. Son épouse britannique a déclaré qu'il lui avait téléphoné depuis un poste de police à Shanghai pour lui annoncer qu'il allait être expulsé par avion, mais un porte-parole gouvernemental a assuré qu'il était parti de son plein gré. — (AFP.)

● INDO-PAKISTAN : le pape au Timor-Orient. — Jean-Paul II effectuera, du 9 au 14 octobre, une visite en Indonésie — le plus grand pays musulman du monde — et fera une étape dans l'ancienne colonie portugaise du Timor-Orient — à majorité catholique — a annoncé Mgr Darmasatmaja, président de la Conférence indonésienne des Eglises, le 6 avril, à Djakarta. — (Reuters.)

● PAKISTAN : huit morts dans des affrontements ethniques. — Au moins huit personnes ont été tuées et quarante blessées, le 6 avril, lors de nouvelles explosions de violence à Hyderabad (dans la province Sind, au sud du pays). Le couvre-feu a été in-

Sur l'Afghanistan, les Indiens continuent de juger « essentielle » la participation du régime de Kaboul à un règlement politique. Ils exigent que les trois mois à venir soient « décisifs ». Ils parlent avec chaleur de M<sup>me</sup> Benazir Bhutto et souhaitent une consolidation de la démocratie chez leur voisin pakistanais.

En ce qui concerne le Cambodge, tout en exprimant certaines réserves sur le projet de conférence internationale proné par la France, ils se montrent « assez optimistes » sur un règlement et estiment que la rencontre entre M. Gorbatchev et M. Deng Xiaoping, le 15 mai à Pékin, a une grande importance.

M<sup>me</sup> Avice a également séjourné quarante-huit heures à Katmandou pour y discuter de la coopération franco-népalaise. Les domaines de l'irrigation et des télécommunications figurent parmi les dossiers abordés et ouvrent la possibilité, pour la France, d'y poursuivre ses efforts.

J.-C. P.

## Le goût amer du saké de M. Takeshita

KAKEYA de notre envoyé spécial

« M. Takeshita est le fierté de notre commune », peut-on lire sur des panneaux à l'entrée de ce petit bourg perdu au creux des montagnes de la préfecture de Shimané, sur la mer du Japon. Mais c'est plutôt de la gêne qu'éprouvent aujourd'hui les habitants, raconte le docteur Shiratsuki, dont la famille vit depuis trois générations à Kakeya. Même au « pays », M. Noboru Takeshita n'est plus populaire.

Le dernier sondage du quotidien *Asahi*, le 18 mars, montrait que, sur le plan national, sa popularité était tombée à 15 % et que 68 % des personnes interrogées étaient opposées à son cabinet. Le scandale Recruit a fait des ravages jusqu'au fond des provinces, et il ne semble pas que la préfecture de Shimané soit prête à partir en guerre contre le reste du pays pour défendre son « enfant prodige », Noboru-chan (le petit Noboru) comme on dit encore familièrement ici, devenu premier ministre.

« Parler négativement de M. Takeshita est un tabou, et personne n'en dit du mal », commente le docteur Shiratsuki. Mais rares sont ceux qui apprécient encore le saké que produit la petite distillerie de sa famille : une manière peut-être d'exprimer des opinions politiques dans une commune de quatre mille huit cents habitants, dont quatre-vingt-dix votent communiste mais ne se sont jamais fait connaître... A Kakeya, où, depuis que M. Takeshita est devenu premier ministre, des touristes venaient par cars entiers acheter le « saké du pouvoir », dont la production a augmenté de 50 000 litres en quelques mois, Noboru-chan n'a jamais joui du prestige et du sou-

tien inconditionnel d'un Tanaka, l'ancien premier ministre impliqué dans l'affaire Lockheed, dans sa circonscription de Niigata.

« Même après le scandale, Tanaka était resté un kamisama (dieu) à Niigata », nous dit la patronne d'une auberge de Matsusé, la grande ville voisine. « Takeshita est devenu l'homme de Tokyo : il a oublié le pays. » Il n'est jamais venu depuis qu'il est premier ministre, reconnaît M. Yoshimura, directeur de la distillerie familiale, qui visiblement ne souhaite guère s'étendre sur le sujet.

## Quatre siècles de pouvoir

Le long de la grande rue de la partie haute du bourg, adossée à une forêt de bambous vapoureux, la maison des Takeshita, de style traditionnel, austère et élégante avec son bois sombre et son jardin aux arbres savamment taillés, est aisément reconnaissable. On peut lire sur le mur de la distillerie attenant les énormes idéogrammes *Taishu* qui signifient « les messages » : c'est le nom que donne autrefois au saké familial la mère de M. Takeshita, qui avait des idées progressistes. Et puis, avec la notoriété de Noboru-chan, on le changea en *Izumo omaré* (la fierté d'Izumo) : une appellation jugée de meilleur ton (Izumo, le sanctuaire le plus célèbre du Japon avec Ise, est situé dans la préfecture de Shimané).

C'est dans cette maison familiale où défilèrent les potentats locaux que le petit Noboru fit son apprentissage de la politique. Son père était le boss du village. Depuis quatre siècles, les Takeshita avaient été la famille la plus puissante de Kakeya, collecteurs d'impôts pour le seigneur. Lors-

l'époque Meiji, les vieilles structures ne s'en maintinrent pas moins, et les Takeshita restèrent les maîtres du bourg, ne passant la main qu'à un autre clan puissant, les Kageyama, dont le patriarche occupa vingt ans les fonctions de maire sans qu'il n'y ait jamais une élection.

Aucun candidat n'osait se présenter contre lui, et il fallut attendre qu'il se retirât, il y a deux ans, après une haute lutte menée par le docteur Shiratsuki. Son adjoint fut élu. Entre-temps, l'un des fils Kageyama était devenu secrétaire de M. Takeshita : « Avant l'incident », s'empresse-t-on d'ajouter, faisant allusion au scandale.

Nul n'ignore à Kakeya que M. Takeshita, comme la plupart des autres politiciens conservateurs, n'a pas les mains propres dans l'affaire Recruit. Mais les structures du pouvoir local sont telles que personne, dans toute la préfecture, ne peut critiquer ouvertement le premier ministre. Son association de soutien (*koenkai*), c'est-à-dire sa machine électorale, est si puissante et ses ramifications si diffusées que ne pas en faire partie signifie pour le « contestataire » se marginaliser : pour un petit entrepreneur, c'est courir à la catastrophe.

A Kakeya, beaucoup pensent que le scandale peut mal se terminer pour le premier ministre : « Le pauvre, c'est bien malheureux pour lui, comme pour nous », entend-on comme un leitmotiv. Dans ce petit bourg tranquille (de mémoire d'homme, on ne se souvient pas d'un seul crime) où les habitants estiment qu'ils ont contribué à l'ascension de M. Takeshita, le discrédit dont il est l'objet rejait sur toute la commune. Personne ne le critique, mais son saké a un goût de plus en plus amer.

Ph. P.

Le Monde  
PUBLICITE FINANCIERE  
45-55-91-82, poste 4330



Malgré les incidents et l'occupation de la préfecture de Bastia

Les négociations entre les préfets et les syndicats se poursuivent en Corse

BASTIA  
de notre envoyée spéciale

Pression à l'intérieur de la préfecture, dans la salle de réunion et dans le hall. Pression à l'extérieur, le long des grilles et dans les rues. Autour de la table de négociations un dialogue de sourds. Les discussions entre les deux préfets de Corse représentant le gouvernement et les syndicats de la fonction publique, entamées le jeudi 6 avril, se déroulent dans une franche atmosphère de guérilla.

Deux préfets pour vingt-quatre syndicalistes : 4 CGT, 4 FO, 4 FEN, 4 CFTC, 2 SNUI, 2 CGC, 2 CFDT, 2 autres. Vingt-quatre officiellement, une quarantaine en fait : la CGT a réussi, jeudi matin, à introduire trois délégués supplémentaires dans les locaux et les autres syndicats n'ont pas voulu être en reste.

Le préfet de région, M. Jean-Gilbert Marzin, et le préfet de Haute-Corse, M. Bernard Boubault, croyaient ouvrir de courtoises discussions sur la prime de transport que le gouvernement a accepté d'octroyer aux grévistes. Ils se retrouvent face à une intersyndicale déterminée, ressassée, persuadée d'avoir une « mission historique » à accomplir.

La première journée a été harassante. Dix heures de discussions pour rien. Les syndicats ne tiennent aucun compte de l'ordre du jour prévu : montant de la prime de transport, indemnisation des journées de grève. Ils reviennent à leurs revendications des débuts : ils veulent que soit reconnu le principe de la vie chère en Corse, que le gouvernement cesse de mépriser ceux qui ont « tenu à bout de bras » les services publics pendant la période d'attentats qui a commué la Corse jusqu'à la trêve du 1<sup>er</sup> juin dernier.

Le continent n'a encore rien compris : il croit que les grévistes réclament une prime d'insularité. Après six semaines de grève on apprend qu'ils se battent pour des « principes ». « Si le gouvernement croit que nous sommes là pour discuter chiffres, il se trompe », affirme Noël Zicchina de la CGT. En fait, sur le montant de la prime tous les syndicats ne sont pas d'accord alors que le principe de la vie chère fait l'unanimité.

A 18 h 30 jeudi, les préfets suspendent les négociations avec l'accord de Matignon. Les syndicalistes leur ont présenté leur définition de la prime de transport. A chaque fois que les repré-

Les négociations entre les préfets de Corse-du-Sud et de Haute-Corse et les délégués syndicaux se déroulent dans une ambiance tendue. Elles avaient été suspendues le jeudi 6 avril vers 18 h 30 par les deux représentants du gouvernement malgré le souhait des syndicats. Pour manifester leur volonté de continuer la discussion, les dirigeants de l'intersyndicale ont occupé toute la nuit le hall et la salle de réunions de la préfecture de Bastia. Cela a entraîné quelques incidents qui ont été le prétexte à

une suspension de séance lorsque les négociations ont repris le vendredi peu avant 10 heures.

En fin de matinée, les dirigeants syndicaux ont réclamé une nouvelle interruption afin de définir entre eux « une position commune face à l'intransigeance du pouvoir ». Dans le même temps, dans l'entourage des préfets, on prévenait que « les négociations ne survivraient pas au dialogue de sourds qui s'était instauré la veille ». En effet, face aux

représentants du gouvernement qui voulaient s'en tenir à l'ordre du jour (prime de transport et conditions de la reprise du travail) les délégués syndicaux voulaient obtenir en préalable la reconnaissance de la cherté du coût de la vie en Corse. Que ce soit autour de la table des négociations ou dans la rue, c'est la CGT qui s'est révélée la plus dure dans ses revendications et ses actions. Les aéroports de Bastia et d'Ajaccio restaient vendredis fermés au trafic.

« n'est pas un hôtel », mais on en vient aux mains. Les CRS tentent d'empêcher l'arrivée de sacs de couchage transmis de l'extérieur par les sympathisants. Une grenade lacrymogène est lâchée, selon les syndicalistes, à l'intérieur même du hall de la préfecture. Au cours de la bousculade, Noël Zicchina, qui porte déjà une minerve à la suite d'un incident il y a quinze jours sur le port d'Ajaccio, est de nouveau commotionné et on appelle un médecin du SAMU.

A l'extérieur, le début de la nuit est également agité : quelques dizaines de militants sont rassemblés autour de feux de camp, surveillés par les forces de l'ordre. Certains chantent l'Internationale le poing levé. Des jeunes, trop jeunes pour être fonctionnaires, se joignent à la danse avec leur équipement complet : lunettes de plongée, masques, pierres et boulets. Une course poursuite s'engage avec les CRS dans les ruelles qui descendent vers le port. Bilan : cinq interpellations. Trois sont gardés à vue : deux chômeurs et un tapissier. Les policiers récupèrent des vis de 20 centimètres de long en acier.

La pression s'exerce à Bastia et aussi à Ajaccio. Pendant que M. Marzin discute dans la matinée du classement de la Corse en zone de vie chère, il apprend que la tour de contrôle de l'aéroport d'Ajaccio est occupée par les fonctionnaires pour appuyer les revendications des personnels CGT Air France. Il s'agit d'un problème de droit du travail que la préfecture a déjà tenté de régler. Une inspection est en cours. Mais les syndicats veulent accélérer le cours des choses. La CGT, qui occupe l'un des deux standards téléphoniques d'Ajaccio, coupe le téléphone à la préfecture — sur dix lignes, deux seulement fonctionnaient encore jeudi soir. Les agents EDF coupent l'électricité.

C'est l'impasse. Le gouvernement souhaite, selon la préfecture, continuer à négocier, mais sur un mandat inchangé, tout en acceptant de faire figurer le problème de la vie chère dans le préambule d'un éventuel accord. Les syndicats engagés dans une stratégie appuyée, « peut-être de rupture » selon la préfecture, entendent poursuivre. Depuis dix ans, on n'avait pas entendu les syndicats corses. De leurs pierres et de leurs pavés sur les grilles de la préfecture de Bastia, ils rappellent le retard, décidés à faire du bruit, obstinés.

CORINE LESNES.

sentants du gouvernement s'approprient à proposer un chiffre, le refus est obtenu. Les syndicats souhaitent que cette prime comporte un montant forfaitaire et une partie indexée sur le coût de la vie ; ils refusent de prendre en considération le précédent qui serait créé au niveau national ; ils répondent « en Corse et non plus en fonctionnaires », s'alarme la préfecture. Et le consensus insulaire fait que lorsque le plus offensif a parlé — et l'occurrence la CGT — tout le monde se range derrière lui.

Toutefois, la journée plusieurs centaines de manifestants ont frappé

par intermittence sur les grilles de la préfecture, abattues il y a une quinzaine de jours dans des circonstances analogues. Un concert lancinant, relayé à chaque sortie de l'un des « officiers de liaison » qui vient informer la base du déroulement des négociations. Les manifestants ne veulent pas savoir que le gouvernement est prêt à parler chiffres, ils sont, par définition, ulcérés : « Il n'y a rien. Gouvernement de bandits ! ». Des automobiles s'arrêtent, s'informent et redémarrent : « Le gouvernement ne veut pas céder, il cherche les affrontements ».

Dans l'après-midi, quelques manifestants enfoncent la petite porte de la préfecture : les CRS chargent et lancent des grenades lacrymogènes. Une personne est

blessée au visage. Un photographe de l'agence Reuter est atteint par un éclat : il se trouvait, lui, à l'intérieur, de l'autre côté des grilles ; c'est un engin artisanal lancé par les manifestants qui l'a touché, « une sorte de grenade au plâtre avec un flou de chasse d'eau », disent les policiers, dubitatifs.

Séquestrez les préfets !

Les préfets ont le tort de proposer de reprendre la négociation à Ajaccio, « pour changer ». Les syndicats s'élèvent contre cette interruption « brutale » des conversations. Ils décident d'occuper les locaux. « Séquestrez les préfets ! », hurle la base. On crie

« Rocard, démission ! ». Une quarantaine de personnes s'installent pour une nuit surréaliste dans la préfecture. Les préfets occupent leur chambre, les syndicalistes le rez-de-chaussée, le hall et la salle de réunions. Entre les négociateurs, un cordon de CRS. La base fait parvenir à ses héros de quoi tenir un siège. Lorsque les préfets, consternés, viennent prendre la température, vers 22 heures, les militants jouent aux cartes, et les renvoient à leur ligne directe avec Matignon. Les syndicats demandent que les préfets soient mandatés pour discuter de l'indexation de la prime.

L'intersyndicale réclame des diuvs et des matelas. Les auto-rités essaient d'attirer leur attention sur le fait que la préfecture

Les enchères de la CGT

La CGT est-elle en train de durcir le ton en Corse en s'engageant dans une sorte d'escalade sans issue ? Depuis sept semaines que dure et s'ensuit ce conflit, la centrale de M. Henri Krasucki a fait des agents corses du secteur public une avant-garde qui montre à l'ensemble des salariés du continent que la voie à suivre est celle de la lutte. C'est la grève-symbole, la grève-étendard. Ainsi, dans une déclaration publiée le 5 avril, M. Krasucki appelle à une « solidarité de masses » avec « le combat des travailleurs corses qui est celui de tous ». Cette grève est ainsi « un moment fort du courant de luttes qui, depuis des mois, se développe dans l'ensemble du secteur public et nationalisé ». Le 6 avril, M. François Duteil, secrétaire de la CGT, a repris ce thème du « même combat » en soulignant qu'entre la Corse et le continent les « problèmes sont communs ».

La grève en Corse est d'autant plus un conflit phare que sur l'ensemble du continent le calme

social est à peu près général, contrairement aux sombres pronostics de certains dirigeants syndicaux qui annonçaient, tel M. Marchelli de la CGC, une explosion sociale dès le lendemain des élections municipales. Même dans l'enseignement et dans le secteur hospitalier, la fièvre est, pour l'heure, retombée. Il serait donc grave pour la CGT, qui, dans le cadre de sa stratégie de harcèlement, s'efforce de démontrer en permanence que seule la lutte paie et peut apporter des résultats, que les grévistes corses reprennent le travail les poches vides. Ou pressés.

Méfiance à l'égard des nationalistes

Il n'est donc pas surprenant que la CGT relève la barre au moment même où une perspective de dénouement s'esquisse timidement. Plusieurs signes montrent qu'elle a remis les enchères là où

elles étaient au début. M. Duteil — comme les négociateurs à Bastia — a rappelé les « revendications qui sont à l'origine du conflit » (classement en zone zéro, prime d'insularité de 1 000 francs, « application de l'accord signé pour le personnel des organismes sociaux ») en estimant que « seules de telles mesures peuvent [...] mettre un terme au conflit ». A Bastia, la CGT a agité la menace d'une « rupture » des négociations. Quant à l'union locale du port de Marseille, elle a averti qu'elle s'opposerait à ce qu'on touche un centime à l'enveloppe de la continuité territoriale. Alors que l'un des principaux responsables de l'Union générale des fonctionnaires CGT, M. Armand Villa, suit sur place à Bastia l'évolution des événements, M. Duteil a lancé un avertissement aux autres organisations syndicales, « dont l'attitude provoquerait l'échec ou le pourrissement du conflit ».

A la confédération, on se défend pourtant de tout durcissement :

« Le fait de ne pas abandonner nos revendications ne signifie pas qu'on n'appellera pas à la reprise du travail tant qu'on n'aura pas obtenu satisfaction. On est prêt à rechercher un compromis. Les responsables cégétistes savent qu'un triomphe risque les querres. Au bout de sept semaines de grève, il y a un réel danger d'usure et de démobilitation des grévistes, même s'ils semblent toujours très déterminés. L'indifférence quasi générale des salariés du continent ne se dément toujours pas, et même à la CGT on reconnaît en privé qu'il n'y a pas de grands mouvements de solidarité ». Enfin, la CGT se méfie très fortement d'une récupération du mouvement par le STC et les forces nationalistes corses. Remettre la barre au plus haut lorsqu'une fin de conflit semble se dessiner est donc aussi un moyen pour des syndicalistes de ne pas sortir la tête trop basse... Afin que l'exemple serve ailleurs.

MICHEL NOBLECOURT.

L'économie de l'île en déroute

(Suite de la première page.)

Les fonctionnaires n'ont pas encore repris le chemin de leurs bureaux et de leurs consoles informatiques que, depuis plusieurs jours déjà, la famille disparate des socioprofessionnels, où les commerçants forment les gros bataillons, cherche à évaluer les dégâts et assaille les pouvoirs publics de demandes de moratoires, de reports d'échéances et d'autres mesures d'urgence. Selon le vocabulaire qu'on employait dans les années 1970, les quatre maillons forts des « grèves-thromboses » sont les organismes sociaux, les PTT (interdisant tout mandat), la Trésorerie générale, où sont bloqués les traitements des fonctionnaires et l'ANPE, car les chômeurs ne peuvent aller pointer et recevoir leurs indemnités.

Des structures quasi coloniales

Or la Corse compte plus de retraités, beaucoup plus de fonctionnaires et bien davantage de chômeurs que la moyenne nationale. D'après l'INSEE, 56 % de l'ensemble des revenus des ménages proviennent du secteur public. Alors, lorsque ce secteur tombe en panne, le débit de la pompe à finances se réduit de moitié. Quant aux caisses de Sécurité sociale, lorsqu'elles reçoivent 1 F de cotisations, elles distribuent 4 F de pensions et remboursements. Enfin, le caractère quasi colonial des structures économiques, l'industrie, dans le produit intérieur brut, a le même poids que les activités primaires, c'est-à-dire l'élevage des chèvres, la pêche aux petits poissons succulents pour la soupe ou la cueillette des châtaignes : 6 % ! Tout le reste est à mettre à l'actif, si l'on peut dire, du bâtiment et des travaux publics et aussi du commerce. Pléthorique en ville, mais,

dans les montagnes, témoin d'une civilisation d'un autre âge.

Subventionnée, assistée, la Corse ? Comment ne le serait-elle pas, cette île, émettrice en plusieurs marchés comme un archipel, montagnarde, rude et farouche ! Elle ne le nie pas, mais ne voudrait pas qu'on la prenne pour un quémendouse perpétuelle. La crise actuelle, d'ailleurs ponctuée par des occupations de locaux d'organismes qui injectent on s'est comé contrôler les fonds publics, aura au moins le mérite de faire comprendre aux insulaires que la manière de distribuer l'argent compte plus, en définitive, que l'enveloppe elle-même de la solidarité nationale.

« Par quelque bout qu'un prenne les statistiques, la Corse, par rapport au Languedoc ou à la Bretagne, est toujours une région dotée sur tranches, dit un haut fonctionnaire qui s'occupe des

relations avec Bruxelles. On lui donnerait trois fois plus de subventions que ça ne servirait pas à grand-chose. Si, sur place, les entreprises et les circuits économiques ne sont pas capables de faire fructifier les transferts de l'Etat et de présenter des projets sérieux, l'argent stagne, et il n'est pas consommé à un rythme satisfaisant. Bref, l'île sait fabriquer des hommes politiques en pagaille : témoin cette Assemblée régionale de soixante et un élus pour une population de deux cent quarante mille personnes, sans compter les innombrables grappes de conseils, agences, offices et services. Mais elle manque de quelques professionnels de haut niveau pour son industrie et surtout son tourisme et ses loisirs qui restent à inventer de A jusqu'à Z. Il faudrait bâtir un projet différent et plus subtil que le modèle massif des Baléares. Pour définir le rôle de la Corse dans l'Europe médi-

terranéenne de 1993, il faudrait qu'elle devienne une plaque tournante décomplexée et attractive aux capitaux de l'Europe du Nord.

Une immense chance

On réfléchit studieusement et passionnément à cette problématique à l'université de Corte, dont les pourfendeurs, encore nombreux à Ajaccio et à Bastia, parlent du campus comme d'un CEG à peine amélioré qui, pour s'agrandir, ajoute des briques aux expédients et loge ses étudiants dans une ancienne caserne de légionnaires. Mais les quolibets ne démontent pas Anne Codacci-Pignelli, qui, à la tête de l'Institut de développement des îles méditerranéennes, tisse des liens avec les universités de Sardaigne et des

Baléares pour tenter de définir les traits essentiels de l'insularité, ses paradoxes, ses labyrinthes et ses handicaps. « Nous avons des atouts majeurs à faire sauter, explique-t-elle. Historiquement, la Corse a toujours tourné le dos à la mer pour se protéger des barbaresques. Or il faut maintenant considérer la Méditerranée comme une immense chance... Et puis, au plan des institutions, l'existence des îles est, en soi, attentatoire à l'autorité de l'Etat. C'est un trait de notre identité historique et politique dont tout le monde doit tenir compte. »

Plus prosaïque, le banquier semi-public Raphaël Squerioni, président de la Caisse de développement de la Corse, pense que ce n'est pas pour rien que l'île s'appelle l'île de beauté. Décliner l'écologie, le tourisme, le développement et l'environnement n'apparaît pas un exercice incongru pour lui. Avec de l'intelligence et de la pru-

dence, le salut économique est au bout du chemin. Créée en 1983, la Caisse, qui prête environ 140 millions de francs par an, a d'abord aidé une entreprise de taille de gruit et elle a financé la construction d'un village de vacances à ossature en bois. Mais il fallait voir plus grand et aborder de front le tourisme. Voilà donc lancée l'opération intégrée du golfe de Santa-Giulia, au sud de Porto-Vecchio, qui sera prolongée par celle de Balistria et d'une autre en face des joyaux des îles Cavallo et Lavezzi, sur les golfes de paradis. On parle d'hôtels, de golfs, de thalassothérapies. Mais que les chevaliers de l'environnement se rassurent. Jean Eiffel, s'il vivait encore, pourrait toujours y croquer la naissance du monde.

Quand les derniers rayons du soleil, depuis la tour génoise, donnent aux ocres des demeures ajacenciennes des reflets mordorés, quand les eucalyptus embaument après l'ondée, quand les paquebots blancs et les cargos mixtes de la Méditerranée se balancent devant le palais Fesch, qui croirait qu'Ajaccio et la Corse sont en train, comme si le génie du masochisme les avait investies, de collectionner les mauvais points ? Elus discrédités, syndics englués, Etat hautain à Paris et nargué sur place, économie chloroformée, Corse en déroute et déroute, qu'on a connue pourtant si orgueilleuse et courageuse !

Chateaubriant, qui fut un quasi-insulaire et qui détestait l'enfant chéri d'Ajaccio, rapporte dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, ce mot de Napoléon. Sentant, à Sainte-Hélène, sa fin prochaine, l'empereur murmurait : « Je ramène le monde et je ne peux même plus soulever ma paupière. Suis-je assez tombé ! ». Cruel rappel qui s'applique trop bien à la pauvre économie corse.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Sans ressources pour cause de grève

BASTIA  
de notre envoyée spéciale.

Vingt-deux ans, un enfant, et un porte-monnaie qui ne contient plus que 10 francs : sans ressources pour cause de grève. Mère célibataire, Marie-Josée n'a pas touché, début mars, son allocation de parent isolé (3 500 francs), restée bloquée à Paris dans un sac postal. Ce mois-ci, le chèque ne quittera même pas la caisse d'allocations familiales fermée par les grévistes. D'ici à la fin du conflit et au déblocage des milliers de dossiers entassés dans les organismes sociaux, la situation risque d'être critique pour les plus démunis. Ceux-là ne manifestent pas : ils

viennent chercher des bons alimentaires à la DASS.

Une centaine de personnes se présentent tous les jours à la direction des affaires sanitaires et sociales de Bastia. Des retraités, veuves de guerre, invalides et beaucoup de jeunes de famille modeste. Après avoir épuisé son crédit annuel de bons alimentaires (6 000 francs) la DASS de Haute-Corse a mis en place la semaine dernière une « cellule sociale de crise » avec la Croix-Rouge et le Secours catholique. En trois jours, le crédit supplémentaire de 150 000 francs débloqué par le gouvernement a été épuisé. Le bras de fer sur la prime d'insularité a aussi son coût social.

Il faut faire la queue dès l'ouverture du bureau. Les gens grognent

parce qu'ils n'aiment pas demander. Trois chômeurs tunisiens de Gisonaccio ont parcouru 80 kilomètres pour recueillir 200 francs chacun. Dans les petites communes, il n'y a pas de bureau d'aide sociale et, sur l'île, les restaurants du cœur n'ont jamais été nécessaires.

« Ils en demandent un peu trop »

Noël, privé de pension d'invalidité, est venu en stop depuis Furiani. A vingt-six ans, il est séropositif. Sa hantise est de manquer de produits d'entretien. Il a reçu un secours de 500 francs il y a quinze jours. « Il me fallait du produit à vaisselle, de l'eau de javel et du lait. » Sa mère, qui n'a pas, elle-

même, touché sa pension, ne peut guère l'aider. Il a cinq loyers de retard et son compte est débiteur de 1 900 francs. D'accord, la vie est chère, mais les fonctionnaires en demandent un peu trop.

Un employé de la mairie de Bastia réclame de l'aide, lui aussi. Refus catégorique des assistantes sociales. Les employés municipaux bastiais ont été payés pendant la grève par décision du maire, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril. Cet employé, de plus, a trouvé le moyen de falsifier le bon alimentaire qui lui a été donné la semaine dernière. D'un coup de gomme, le bon de 200 francs est passé à 600 francs...

Co. L.

## Politique

## La préparation des élections du 18 juin

## La chasse gardée de la Nièvre impose une modification de la liste socialiste

La Nièvre est un territoire réservé. Pour tenter d'y faire carrière, un socialiste doit recevoir la bénédiction de celui qui en fut si longtemps le maître, et de celui à qui la succession a été promise : M. Pierre Bérégovoy. Pour l'avoir oublié, un avocat parisien, originaire du Nivernais, qui s'efforce de jeter des ponts entre les différents courants du PS, et qui se range sous la bannière rocardienne, vient de subir un affront. Après avoir été placé en position très avantageuse sur la liste socialiste pour l'élection européenne, M. Jean-Pierre Mignard vient d'être relégué dans les profondeurs du classement, ce qui l'amène à s'en retirer complètement.

La négociation entre les rocardiens et le courant majoritaire, lors du comité directeur puis du bureau exécutif, avait essentiellement porté sur la place de M. Jean-Pierre Cot et sur la possibilité pour les amis du premier ministre d'obtenir un sixième poste éligible. Ils avaient cédé sur le premier point mais ils avaient obtenu, en compensation, que le vingt-septième de liste soit un des leurs. Place fatidique car si les socialistes se disent assurés d'avoir vingt-six élus, le premier non-élu a

toute chance, en cinq ans de mandat de l'assemblée européenne, de voir un poste se dégager. M. Rocard avait, pour cette place avantageuse, désigné M. Jean-Pierre Mignard qui, avec quelques autres jeunes socialistes, dont M. Jean-Michel Gaillard, ancien conseiller de l'Elysée, s'étaient fait connaître en lançant les « transcourants ».

Mais M. Mignard a un handicap : il voudrait s'implanter à Cosne-sur-Loire, dans la Nièvre, dont sa famille est originaire. Les mitterrandistes n'apprécient guère que l'on vienne braconner dans cette chasse gardée. D'autant que M. Eugène Teissère, nivernais et mitterrandien pur sucre, ne figurait sur la liste que sur une place tout juste honorifique.

## Harlem Désir pas partant !

Ce qui devait arriver arriva. Mis au courant des décisions du bureau exécutif, M. Bérégovoy saisit M. Pierre Mauroy. Il ne pouvait qu'être appuyé par M. François Mitterrand qui, depuis l'Elysée, garde les yeux grands ouverts sur son

département de prédilection. Alerté en Tunisie où il séjourne actuellement, M. Michel Rocard comptait vite qu'il ne pouvait ouvrir un conflit avec le président de la République et le deuxième des ministres d'Etat. Il donna son accord pour que M. Mignard soit derrière M. Teissère. En échange, il obtint que M. Cot passe de la septième à la cinquième place, en décalant donc d'un cran M. Jean-Marie Alexandre et M. Henri Saby.

Le bénéficiaire de cette opération est M. Jacques Lévy, le rocardien qui était opposé à M. Dominique Baudis lors des municipales de Toulouse, qui obtient la vingt-septième place si convoitée. Tout cela, bien entendu, devra être ratifié par la convention nationale du PS.

C'est directement devant celle-ci que M. Laurent Fabius, après accord avec M. Pierre Mauroy et saine discussion exécutif, présentera les noms des personnalités extérieures qui viendront s'ajouter aux militants socialistes. Leur choix ne sera pas facile. Les socialistes auraient aimé que M. Harlem Désir vienne les rejoindre. Or celui-ci, dans une déclaration publiée le jeudi

6 avril, rappelle qu'il a prévenu qu'il ne serait « présent sur aucune liste », et qu'il ne donnerait « aucune consigne de vote » ; et il conseille au Parti socialiste d'abandonner « réellement, complètement et rapidement la loi Pasqua » s'il veut plaire à SOS-Racisme. L'Elysée aurait aimé que parmi ces personnalités figure M. Maurice Duverger, mais le PS n'a manifesté aucun enthousiasme.

Le secrétariat national du PS, lors de sa réunion de jeudi, a complété la liste des candidats mise au point par le bureau exécutif la veille. Elle comprend en tout soixante-treize noms d'adhérents du PS, ce qui laisse huit places pour les personnalités extérieures, y compris une ou deux pour le MRG et une pour l'Association des démocrates. Mais M. Mauroy a expliqué, jeudi, que cela pourrait être modifié « à la marge ». Les huit dernières places sont réservées à des maires ayant conquis des villes importantes lors des municipales. M. Gilbert Mitterrand, qui a pris la mairie de Libourne, étant lui-même en dernière position.

THIERRY BRÉHIER.

## Les rénovateurs du RPR sont sous la menace d'une exclusion

(Suite de la première page.) En effet, le secrétaire général du RPR s'est définitivement prononcé pour la liste d'union RPR-UDF emmenée par M. Giscard d'Estaing. Les rénovateurs, qui voulaient encore attendre de sa part une dernière main tendue en sont donc pour leur frais.

En outre, M. Juppé a déclaré que ceux de ses compagnons « qui transgresseraient la décision de ce conseil national se mettront en dehors du parti ». Le mot d'exclusion n'est pas prononcé, mais cela revient au même. MM. Noir, Carignon, Séguin, Barnier, Fillon et Pinte, tous membres de ce conseil national, sont donc menacés d'être exclus ou de s'exclure s'ils ne plient pas. La seule incertitude, pour le RPR, ne réside plus que dans la désignation du deuxième de liste derrière M. Giscard d'Estaing. Petite incertitude au demeurant, puisque le nom de M. Juppé lui-même est de plus en plus cité pour cette place, ce qui serait évidemment une autre façon de couper l'herbe sous les jeunes pieds des rénovateurs.

Le Parti républicain semble, lui aussi, avoir choisi la voie du raidissement. M. François Léotard, qui dans ce type de circonstances a toujours tendance à en faire trop, a lui aussi baissé le rideau de fer et semble être, depuis quarante-huit heures, redevenu le porte-parole de VGE : « Union, union, union ! », dit-il. M. Giscard d'Estaing est le meilleur, rallions-nous tous à son panache européen. « Je n'ai pas hésité une minute », explique-t-il dans le *Figaro* de vendredi. « Il y a des revendications qui ne sont pas acceptables. La première est de refuser le RPR comme partenaire. C'est absurde et c'est suicidaire. La seconde est de refuser la personne de M. Giscard d'Estaing. C'est absurde et c'est suicidaire ».

Peut-être M. Léotard serait-il avisé de reprendre les mêmes mots pour apprécier son propre comportement depuis une semaine... Redevenu aussi volon-

taire pour la cause giscardienne, ayant annoncé que son parti ferait activement campagne, le président du PR a tout naturellement été amené à préciser que les trois membres de sa formation qui font partie de la « bande », MM. Millon, d'Aubert et de Villiers, seraient exclus s'ils persévéraient. Mais comme ces trois-là, anciens baristes, sont depuis belle lurette dans le vestibule de ce parti, cette menace ne devrait point trop les affecter.

## Prestige exceptionnel maîtrise inégalable

Pour son compte personnel, M. Giscard d'Estaing, discrètement mais sûrement, continue d'œuvrer. Le conseil national de l'UDF est fixé au jeudi 13 avril. Une majorité des trois quarts lui est indispensable. Ses amis ont été chargés d'un minutieux démarchage personnalisé au téléphone de tous ses membres. Rien n'est laissé au hasard. Progressivement, le président de l'UDF fait monter aussi la pression.

Jeudi 6 avril, ce sont dix-huit présidents de région sur vingt-deux (moins deux socialistes, moins MM. Rausch et M. Millon), dont lui-même, qui lancent un appel plus que vibrant en faveur de M. Giscard d'Estaing en relevant « son prestige exceptionnel » et sa « maîtrise inégalable du niveau européen ».

M. Giscard d'Estaing a également demandé la convocation de l'intergroupe de la majorité au Sénat, le mercredi 12 avril, veille du conseil national. Tout indique donc que l'ancien président de la République est déterminé à ne pas céder. Certains, ces derniers heures, le disaient « ébranlé ».

« Intox » a-t-il fait répondre vendredi matin. Sous toutes ces banderilles, les rénovateurs vont devoir pendant quelques jours faire le dos rond. Ils devraient normalement se taire jusqu'à leur prochaine rencontre de dimanche. M. Carignon, vendredi sur France-Inter, et M. Séguin le même jour dans le *Figaro* ont déjà mangé la consigne. M. Carignon a dit et répété que ses amis et lui avaient l'obsession de l'union, mais que, à partir du moment où M. Giscard d'Estaing n'était pas en mesure de tenir les centristes, il fallait reconsidérer le problème.

Le propos de M. Séguin est plus curieux. D'un côté il déclare qu'il n'y a pas d'autre manière de réaliser l'union que sur la base de l'idée lancée par Charles Millon et Michel Noir. De l'autre il précise qu'une liste RPR-PR et une liste centriste « seraient une horreur absolue ».

Bref, il paraît évident que tant pour les négociations présentes que pour les restructurations prévisibles au sein de l'opposition, tous les quadragénaires ne sont pas encore parfaitement sur la même longueur d'onde. De toute façon, M. Pierre Méhaignier continue de suivre leurs recherches avec bienveillance, voire « avec admiration ».

## M. Veil

## et les cadets de la droite

Et ils ont reçu le renfort apprécié de M<sup>me</sup> Simone Veil qui, jeudi sur Antenne 2, s'est dite prête à accepter la deuxième place sur une liste d'opposition « novatrice » emmenée « par les cadets de la droite ». Elle dit clairement qu'elle n'approuve pas la liste d'union RPR-UDF de M. Giscard d'Estaing qui, à ses yeux, « est une démarche politique qui entretient la confusion ».

A en juger a contrario, par la réaction subite et dure du RPR, cet engagement de l'ancienne présidente du Parlement européen, deux fois tête de liste aux élections européennes (liste UDF en 1979, liste UDF-RPR en 1984) risque de pousser encore un peu plus loin les rénovateurs dans leur audace et de dégrader encore un peu plus les relations au sein de l'opposition. M. Giscard d'Estaing est déjà furieux. Le 21 mars, il avait personnellement proposé à M<sup>me</sup> Veil la troisième place sur la liste commune. Qu'elle accepte de partir avec ces jeunes malséants plutôt que de suivre un ancien président de la République... c'est-à-dire qu'à droite, il se passe vraiment quelque chose !

DANIEL CARTON.

## Le congrès européen des Verts

## Des sollicitations tous azimuts...

Le cinquième congrès des Verts européens devait s'ouvrir vendredi 7 avril à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris. Un millier de participants sont attendus et sont appelés à débattre, jusqu'à dimanche, de « l'Europe de 1993 », de « l'environnement », de « l'Europe des citoyens » et de « l'Europe dans le monde ». Aux réunions plénières succéderont des réflexions conduites dans des « ateliers ».

Ce travail sérieux intervient trois semaines à peine après la percée réalisée par les Verts français aux élections municipales des 12 et 19 mars. Forts d'environ deux mille élus locaux, selon leurs propres évaluations, les écologistes ont éprouvé, avec succès, leur stratégie d'autonomie – refus de fusion de listes entre les deux tours – et ils ont fixé un électoral qu'ils comptent retrouver aux élections européennes du

18 juin. Les sondages actuels les placent largement devant le PCF et le Front national, en les créditant de 15 à 17 % des intentions de vote.

Menacés par la bris verte, ces deux partis se présentent avec force comme des défenseurs de l'environnement. « La seule écologie possible est anticapitaliste », affirmait récemment le participant d'un colloque organisé par l'Institut de recherches marxistes (IRM), tandis que M. Bruno Mégret, député général de FN, foudroyait au congrès, écrit, encore plus récemment, dans *National-Hebdo* : « L'écologie, c'est nous ».

La catastrophe nucléaire de Tchernobyl et le drame marin de l'*Exxon-Valdez*, doublés de la recherche infructueuse d'un conteneur de lindane près des côtes françaises, ne semblent malheureuse-

ment valider aucune de ces deux professions de foi politiques. S'ils font l'objet d'une concurrence de circonstance, les Verts sont approchés de façon peu désintéressée.

Ainsi, l'entourage de M. Laurent Fabius, après avoir suggéré à quelques « écoles » de monter leur propre liste d'ouverture en dehors des Verts, a proposé à M. Didier Anger de figurer sur la liste socialiste. Ce conseiller régional a décliné l'offre en dénonçant, au passage, une certaine « sectarisme » dans son propre camp.

Coup d'envoi européen de la campagne électorale des Verts, ce congrès aura la particularité d'accueillir le premier député vert récemment élu en Union soviétique, M. Zigmans Vaisvils, en Lituanie.

O. B.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

COMME il y a un stylo pour la correspondance, et un autre si elle est solennelle ; une poignée d'autres encore, de toutes couleurs, silhouettes ou nationalités, pour l'ordinaire des jours, il y a un stylo pour le mercredi, qui n'est destiné qu'à ce jour-là, outil aimé et respecté, qui n'a d'usage que de solutions n'est pas moins fébrile.

La plus vertigineuse des trouvailles fut de dénoncer ce pelé, ce galeux : l'âge ; pour suggérer le remède en forme de basilic : les jeunes. Après que leurs partis eurent dénoncé la retraite à soixante ans, voilà que les brillants adolescents issus des dernières municipales exigent qu'elle soit ramenée à quarante.

Bien qu'il n'ait mission que de tracer des mots, c'est un stylo menteur. Avec lui, tant il écrit fin, et d'autant plus que la pensée se concentre – ou se cherche – et que le nez se rapproche de la feuille de papier, une seule de ces feuilles manuscrites se multiplie par trois au moment de la dactylographie. Il y a de la botte de sept lieues dans cet engin-là. Mais est-il Ogre ou Poucet celui qui le manie ?

C'est un plaisir de le retrouver, après trois semaines de séparation, puisque, deux mercredis de suite, il était resté dans une boîte à gants grand-maternelle convertie en plumier. Une fois pour cause d'angoisse, l'autre du fait de l'éloignement. Le stylo du mercredi est trop précieux pour lui faire courir le risque d'un déplacement. Il avait donc fallu écrire avec un stylo à tout faire, une vraie bêche.

Ces retrouvailles sont d'abord celles de la main et de son outil, matérielles et physiques avant d'être intellectuelles. Le plaisir du texte est au premier rang celui de l'écriture ; non pour voir se biter une architecture de mots, mais pour en tracer les signes. Réurgence peut-être de l'époque infantile où l'homme, contraignant sa main pour le faire libre, apprend que les objets, les êtres et les sentiments ont deux réalités : la leur et celle des mots.

LES « cabris » sont de retour. Ceux que de Gaulle désignait ainsi afin de ridiculiser les partisans de l'Europe, donnent de nouveau de la voix. Il est vrai que l'échéance est proche puisqu'elle aura lieu le 18 juin, ce qui n'est pas une mince occasion pour des gaullistes de stricte obédience, s'il en existe encore. Mais, à l'heure présente, il faut être un « super-cabris » pour croire une seconde que ce scrutin ne concerne que l'Europe, ou même qu'il la concerne tant soit peu.

La plus obtuse des obtus ne peut manquer de voir que ce 18 juin n'est que le masque mal chaussé de 1993, année au cours de laquelle prendront constitutionnellement fin les pouvoirs de M. Mitterrand. Le prétendu enjeu européen est bien français. Ce n'est pas un scrutin, mais un galop d'essai, ou une épreuve éliminatoire.

Mais si la gauche, pouvoir oblige, présente d'elle-même une image à peu près convenable, la droite, disloquée par les défaites, étale un désarroi et un affollement qui font peine à voir pour peu qu'on ait du cœur. La recherche des solutions n'est pas moins fébrile.

La plus vertigineuse des trouvailles fut de dénoncer ce pelé, ce galeux : l'âge ; pour suggérer le remède en forme de basilic : les jeunes. Après que leurs partis eurent dénoncé la retraite à soixante ans, voilà que les brillants adolescents issus des dernières municipales exigent qu'elle soit ramenée à quarante.

La vérité, ce n'est pas que M. Chirac est vieux (d'autant que c'est faux), c'est qu'il est mauvais ; ce n'est pas que M. Giscard d'Estaing est décati (il est frais comme un gardon), c'est qu'il est dévalué. A l'inverse, ôterait-on dix années à l'état civil de M. François Léotard qu'il n'en deviendrait pas un génie politique.

La vérité, c'est qu'ils sont prêts à vendre toutes les poudres de perlimpinpin, à faire avaler tous les placebo pour les sortir de la panade où, diront-ils, le machiavélisme M. Mitterrand a plongé leurs formations. Mais avec quelle bonne volonté de leur part !

La vérité, ce n'est pas que M. Chirac est vieux (d'autant que c'est faux), c'est qu'il est mauvais ; ce n'est pas que M. Giscard d'Estaing est décati (il est frais comme un gardon), c'est qu'il est dévalué. A l'inverse, ôterait-on dix années à l'état civil de M. François Léotard qu'il n'en deviendrait pas un génie politique.

La vérité, ce n'est pas que M. Chirac est vieux (d'autant que c'est faux), c'est qu'il est mauvais ; ce n'est pas que M. Giscard d'Estaing est décati (il est frais comme un gardon), c'est qu'il est dévalué. A l'inverse, ôterait-on dix années à l'état civil de M. François Léotard qu'il n'en deviendrait pas un génie politique.

La vérité, ce n'est pas que M. Chirac est vieux (d'autant que c'est faux), c'est qu'il est mauvais ; ce n'est pas que M. Giscard d'Estaing est décati (il est frais comme un gardon), c'est qu'il est dévalué. A l'inverse, ôterait-on dix années à l'état civil de M. François Léotard qu'il n'en deviendrait pas un génie politique.

## Mots

La vérité, c'est qu'ils sont prêts à vendre toutes les poudres de perlimpinpin, à faire avaler tous les placebo pour les sortir de la panade où, diront-ils, le machiavélisme M. Mitterrand a plongé leurs formations. Mais avec quelle bonne volonté de leur part !

La vérité, ce n'est pas que M. Chirac est vieux (d'autant que c'est faux), c'est qu'il est mauvais ; ce n'est pas que M. Giscard d'Estaing est décati (il est frais comme un gardon), c'est qu'il est dévalué. A l'inverse, ôterait-on dix années à l'état civil de M. François Léotard qu'il n'en deviendrait pas un génie politique.

La vérité, ce n'est pas que M. Chirac est vieux (d'autant que c'est faux), c'est qu'il est mauvais ; ce n'est pas que M. Giscard d'Estaing est décati (il est frais comme un gardon), c'est qu'il est dévalué. A l'inverse, ôterait-on dix années à l'état civil de M. François Léotard qu'il n'en deviendrait pas un génie politique.

La vérité, ce n'est pas que M. Chirac est vieux (d'autant que c'est faux), c'est qu'il est mauvais ; ce n'est pas que M. Giscard d'Estaing est décati (il est frais comme un gardon), c'est qu'il est dévalué. A l'inverse, ôterait-on dix années à l'état civil de M. François Léotard qu'il n'en deviendrait pas un génie politique.

Je n'ai rien dit



## Politique

Le projet du ministère de l'intérieur à propos des étrangers

# La « loi Pasqua » devrait être sensiblement modifiée

Le ministre de l'intérieur vient de communiquer à plusieurs associations un avant-projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Ce texte, qui vise à modifier sensiblement la « loi Pasqua », sera soumis au Parlement en mai ou en juin.

Comment concilier la lutte contre l'immigration clandestine et une attitude compréhensive, sinon généreuse, à l'égard des étrangers installés en France ? C'est la question difficile à laquelle se heurtent les socialistes, après avoir retrouvé les délices de l'opposition pendant deux ans sous le « gouvernement Chirac-Pasqua ».

S'il ne tenait qu'à lui, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, se serait contenté d'attendre, par des circulaires

d'application, la loi conçue par son prédécesseur, en attendant d'harmoniser tout à fait la législation française avec celle des pays voisins dans la perspective de l'Europe de 1993. Mais le président de la République en a décidé autrement : pressé par des associations très actives comme SOS-Racisme, il a réclané l'« abrogation » de la « loi Pasqua », mesure qui ne figurait pourtant pas dans sa Lettre à tous les Français, l'an dernier, avant l'élection présidentielle.

Certains socialistes pensent qu'il ne faut pas offrir un os à ronger au Front national au cours de la campagne des européennes et veulent donc reporter à fin juin la présentation du projet de « loi Joxe ». D'autres, au contraire, estiment que ce débat serait un bon moyen de mobiliser des abstentionnistes en puissance et que le texte définitif devrait

être établi au plus vite. La question n'a pas encore été tranchée.

En son état actuel, l'avant-projet Joxe modifie sensiblement la « loi Pasqua » du 9 septembre 1986, mais sans revenir à toutes les dispositions des lois « socialistes » du 29 octobre 1981 et du 17 juillet 1984. Les points principaux concernent les visas, l'attribution des cartes de séjour, les expulsions et les reconduites à la frontière.

● **VISAS** : l'avant-projet ne remet pas en cause les dispositions introduites par M. Pasqua. Celui-ci avait permis aux autorités consulaires de refuser un visa sans donner d'explication. L'avant-projet Joxe légalise même les pratiques en vigueur depuis 1986, puisqu'il prévoit des visas d'une durée inférieure à trois mois et un départ obligatoire de l'étranger à l'expiration du délai. L'article 2 de l'avant-projet est ainsi rédigé : « Sauf à être muni d'une carte de séjour (...) aucun étranger ne peut, à compter de son entrée régulière sur le territoire national, séjourner en France : 1) au-delà de la durée du séjour autorisé par son visa s'il est muni d'un visa d'une durée inférieure ou égale à trois mois ; 2) au-delà d'une durée de trois mois dans tous les autres cas ».

● **TITRES DE SÉJOUR** : l'avant-projet Joxe rétablit les principales dispositions de la loi du 17 juillet 1984. Celle-ci prévoyait l'attribution d'une carte de dix ans, renouvelable de plein droit, à diverses catégories d'étrangers, comme les conjoints de Français, ou ceux qui résident « habituellement » en France depuis plus de quinze ans. Un nouveau : M. Joxe propose de reporter de seize ans à dix-huit ans l'âge à partir duquel l'étranger doit posséder un titre de séjour. Cela résoudrait les divers problèmes qui se posent durant cette période, y compris à des jeunes nés en France et appelés à devenir automatiquement français à leur majorité. Cette simplification n'aurait été prévue dans aucune des lois précédentes.

● **MESURES D'ÉLOIGNEMENT** : on appelle pudiquement ainsi deux procédures différentes, à ne pas confondre : l'expulsion et la reconduite à la frontière.

L'arrêt d'expulsion doit être signé par le ministre de l'intérieur. Il vise à éloigner de France, de manière durable, un individu qui trouble l'ordre public. Jusqu'en 1986, cette mesure exigeait « l'avis conforme » d'une commission d'expulsion. M. Pasqua a limité cette commission à un rôle consultatif. Son successeur envisage de rétablir « l'avis conforme », mais aussi les catégories d'étrangers non expulsables qui étaient inscrites dans la loi de 1981. Il veut également revenir aux normes antérieures à propos de « l'expulsion en cas d'urgence absolue » : avec M. Pasqua, tous les étrangers — sauf les moins de dix-huit ans — sont devenus expulsables, sans même consulter la commission départementale, du moment que leur présence constitue une menace « particulièrement grave » pour l'ordre public. Une nouveauté : le préfet pourra, « par arrêté motivé, prononcer un avertissement à l'encontre d'un étranger qui a trouble l'ordre public ».

La reconduite à la frontière, elle, vise les étrangers en situation irrégulière. Jusqu'en septembre 1986, elle était décidée par la justice. M. Pasqua en a fait une mesure administrative en la confiant aux préfets. Son successeur envisage une formule mixte : l'arrêt de reconduite à la frontière serait pris par le préfet mais ne pourrait être exécuté avant vingt-quatre heures. Au cours de ce délai, l'étranger pourrait contester la mesure devant le tribunal de grande instance qui statuerait dans les

quarante-huit heures. Un droit d'appel est prévu, pour l'étranger comme pour le préfet, mais sans effet suspensif. Cette procédure apparaît, à première vue, assez lourde et nécessiterait sans doute des magistrats plus nombreux.

M. Joxe envisage enfin de créer, dans chaque département, une « commission de séjour des étrangers ». Présidée par le président du tribunal de grande instance, elle comprendrait un de ses collègues ainsi qu'un juge du tribunal administratif. Cette commission serait saisie par le préfet, avant décision, des refus de délivrance ou de renouvellement des cartes de séjour. Aura-t-elle un rôle purement consultatif ? Tiendra-t-elle compte des cas sociaux (par exemple, jeunes filles revenues en France après un rapatriement forcé dans le pays d'origine décidé par les parents) ? Ce n'est pas précisé.

Quelles que soient les modifications qui pourraient y être apportées, la « loi Joxe » suscitera certainement les foudres du Front national qui a déjà dénoncé cette « nouvelle étape vers la tiers-mondisation de la France ». On risque, en revanche, d'entendre des voix discordantes au RPR et à l'UDF : certains estiment que la « loi Pasqua », votée en plein climat d'attentats à Paris, mérite d'être « toilettée » et ne voit pas dans le projet Joxe une véritable « abrogation ». Quant aux associations qui ont farouchement combattu cette législation, elles devraient être plutôt satisfaites malgré des désaccords sur certains points. Leurs combats à venir risquent de changer de nature. On va sans doute réentendre parler du droit de vote des étrangers, de la réforme du code de la nationalité dans un sens plus libéral... et, surtout, de mesures pour « l'intégration » des immigrés.

Pressé par M. Mitterrand, le gouvernement Rocard ne s'était pas contenté, en effet, d'annoncer en janvier une réforme de la « loi Pasqua » : il promettait de favoriser « l'intégration ». On n'a toujours rien vu venir de ce côté-là, à part l'annonce — bien modeste — d'une accélération des procédures de nationalisation et d'une relance du Conseil national pour les populations immigrées qui avait été mis en sommeil par M. Chirac.

Chaque ministre continue à faire, dans son coin, ce qu'il estime devoir faire en faveur de « l'intégration », mais le gouvernement ne semble être ni outillé ni inspiré pour mettre en place une véritable politique. Avec la discussion de la « loi Joxe », l'immigration ne risque-t-elle pas, une fois de plus, de se réduire à un problème de police, de frontières et de tribunaux ?

ROBERT SOLÉ.

### A deux mois de l'échéance européenne

### Le PCF lance une campagne sur le thème du « redressement »

« La vérité sur la Parti communiste : la force qui monte ». Ce slogan est le titre d'un tract que le PCF vient d'éditer à cinq millions d'exemplaires. Cette opération a pour but de « donner à la vérité sur le résultat des municipales tout l'écho qu'elle mérite, et une dimension suffisante à la réplique aux tentatives de dénaturer les résultats réels ».

Considérant que « les élections municipales ont constitué un véritable sondage », le PCF estime que son influence « se situe autour de 15 % » à l'issue de cette consultation et à deux mois de l'échéance européenne. La liste communiste avait obtenu 11,2 % des suffrages en 1984 et 20,5 % en 1979 alors qu'elle était conduite par le secrétaire général du parti, M. Georges Marchais, qui a cédé la place, en 1989, à M. Philippe Horzog.

Accrochée à la thèse du « redressement », la direction du PCF multiplie les initiatives pour convaincre son électeur et assurer sa mobilisation jusqu'au 18 juin. Ainsi, M. Jean-Claude Gayssot, membre du secrétariat du comité central, chargé de l'organisation, a signé un long article sur ce thème dans l'« Humanité » du 6 avril.

Portant le même titre que le tract national, l'article de M. Gayssot reprend les arguments développés, sans relâche, par la direction depuis les élections et la dernière réunion du comité central. S'appuyant sur les résultats obtenus par le PCF dans sept cent soixante-quatre villes de plus de trois mille cinq cents habitants où il y avait « primaire » avec le PS, contre la volonté des communistes souligne M. Gayssot, le dirigeant du PCF note que son parti progresse de 2,48 points, alors que le PS en perd 5,27. « Out, la force qui compte, la force qui monte, c'est le PCF », a conclu le député de Seine-Saint-Denis. Il reproche aux « partisans du consensus » et aux médias de « mener une opération d'intoxication » et de dresser « un mur opaque pour masquer nos progrès ». Reconnaissant que « certaines [villes] ont été perdues », M. Gayssot indique que « cela n'est pas dû, en règle générale, à un recul dans l'électorat communiste, mais à des opérations organisées entre la droite et les dirigeants socialistes ».

Lors de la dernière réunion du comité central, les 29 et 30 mars, la plupart des intervenants avaient confirmé cette thèse du « redressement » qui figurait dans le rapport

présenté par M. Marchais. Certains d'entre eux avaient, semble-t-il, nimbé cette appréciation d'une pointe de perplexité. M. Anicet Le Pors, ancien ministre de la fonction publique, avait, selon le compte rendu fait par l'« Humanité » du 31 mars, déclaré que « l'expression : la remontée du PCF se poursuit, ne lui paraissait pas juste », et il avait mis en évidence « un risque de déséquilibre de la présence du PCF dans certains départements », tout en soulignant les « efforts de la droite et du PS pour nous affaiblir ».

Lors des municipales, le PCF a gagné une ville de plus de vingt mille habitants (Saint-Quentin, Aisne), mais il en a perdu quinze autres qui s'ajoutent à l'important contingent de municipalités qu'il avait déjà cédées en 1983. A cette perte de grandes villes, il faut ajouter un recul dans de nombreuses villes moyennes qui marginalise le PCF dans certains départements et la disparition de quelque cinq mille cinq cents conseillers municipaux à l'échelle nationale (le Monde du 30 mars).

### Les reconstruc-teurs : nouveau recul !

Concours de circonstances, le jour où l'« Humanité » publiait l'article de M. Gayssot, les « reconstruc-teurs » communistes ont diffusé le deuxième numéro de leur mensuel dans lequel M. Claude Popereon consacre une analyse au résultat du PCF aux municipales. Intitulé, à la Une, « Nouveau recul », cet article dénonce « la méthode Coué [qui] fait des ravages en politique ». L'ancien membre du bureau politique du parti note que le « soldé est négatif en villes, en voix, en élus » pour le PCF. Cette affirmation du « recul » est reprise par M. Lucine Lauerne, ancien maire de Gennevilliers, fraîchement réélu conseiller municipal de cette ville des Hauts-de-Seine, qui écrit l'éditorial de Reconstruction communiste.

Après avoir réaffirmé son attachement au PCF, M. Popereon appelle, implicitement, à Maurice Thorez, en écrivant : « Il n'y a pas de trahisons dans le parti, seulement quelques mannequins, encore. Nous savons ce qu'il en coûte de dire publiquement, haut et fort ce que l'on pense, quand on a été formé à l'idée que toute critique du parti fait le jeu de l'adversaire ».

OLIVIER BIFFAUD.

### POINT DE VUE

par Jean-Michel Belorgey, député socialiste de l'Allier, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

LES députés socialistes mobilisés contre la loi relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, dite « loi Pasqua », avaient été, pendant l'été 1986, jusqu'à déferer au Conseil constitutionnel le texte voté en vue d'obtenir une déclaration de non-conformité à la Constitution de plusieurs dispositions votées : celle permettant de refuser sans recours l'accès au territoire, celle rendant possible l'expulsion pour simple menace contre l'ordre public, celle donnant à l'avis de la commission d'expulsion une portée purement consultative, celle réassignant la définition des catégories d'étrangers non expulsables.

Le Conseil constitutionnel n'avait alors pas suivi les députés socialistes, mais il semblait aller de soi qu'en cas de retour aux affaires d'un gouvernement socialiste on abrogerait, pour le moins, les dispositions incriminées.

Le soulèvement ne pas porter atteinte au principe de continuité de l'Etat, celui peut-être de laisser passer les municipales, le débat interne au Parti socialiste aussi, dont il ne faut pas sous-estimer l'importance et dont l'examen de certaines dispositions du texte relatif au revenu minimum d'insertion a permis de prendre la mesure, ont, en fait, conduit à différer l'initiative à laquelle on s'attendait.

Le processus d'abrogation de la loi Pasqua est cependant maintenant engagé et l'Assemblée devrait avoir prochainement à en connaître. A cela se manifestent contribuent, outre la volonté personnelle du président de la République, la campagne conduite cet hiver par l'ensemble des organisations de défense des libertés et les étrangers eux-mêmes trouveront-ils leur compte à cette nouvelle réévaluation du régime d'entrée et de séjour des étrangers en France, dans les conditions où elle se prépare ? Poser cette question n'est pas faire, à quelconque, un procès d'intention. Le fait est qu'en attendant, il y a peu,

une nouvelle étape de la négociation engagée en 1985 avec certains de nos voisins européens, en vue de développer la coopération avec eux en matière de contrôle aux frontières, négociations dont les premières conclusions intervenues en juin 1985 à Schengen ont été approuvées par un décret de juillet 1986, le gouvernement français a accepté l'adoption d'une restriction de sa souveraineté dans la définition du régime applicable à l'entrée des étrangers sur son territoire et d'une orientation restrictive de ce régime. La fait est que cela n'est pas pour déplaire à un certain nombre d'autorités politiques ou administratives qui non seulement manifestent peu soucieuses de renoncer à l'ensemble des prérogatives qui leur ont été concédées par la loi Pasqua, mais encore considèrent ce texte comme plutôt insuffisant pour avoir les mains libres.

Il importe dès lors de s'assurer que, si l'on remet la table sur le cheval, cela ne sera pas pour en déclencher certaines tentatives tout en en assombrissant significativement le fond.

### Excès de laxisme et excès de zèle

On ne peut tout d'abord, à cet égard, tenir pour indifférent le débat sur la compétence judiciaire ou administrative en matière de recours contre les décisions de reconduite à la frontière, et il n'y aurait que des avantages à ce que le respect de l'ordre juridique — compétence de la juridiction administrative lorsqu'il s'agit de reconnaître d'un acte administratif — l'emporte sur le souci de faire image, qui n'a pas en 1991 porté les fruits que certains s'imaginaient.

Mais, étant entendu qu'on ne trouvera pas un décideur public pour soutenir la thèse du rétablissement d'un « droit » d'accès au territoire, il faut principalement se demander si l'abrogation de la loi Pasqua ne risque pas de servir de cheval de Troie à une aggravation des conditions mises à l'admission des étrangers sur ce territoire. C'est bien ce qui se passerait pourtant si l'on exigeait des étrangers sollicitant cette admission la preuve — dans quel cas ? — de la permanence — jusqu'à quel point ? — de la disposition de moyens d'existence dans le pays d'origine — à l'exclusion des pays tiers ou de répondants résidents, et ce sans limiter, en quoi que ce soit, le caractère discrétionnaire des décisions d'admission.

C'est également à quoi l'on aboutirait si l'on s'acheminait vers l'in-

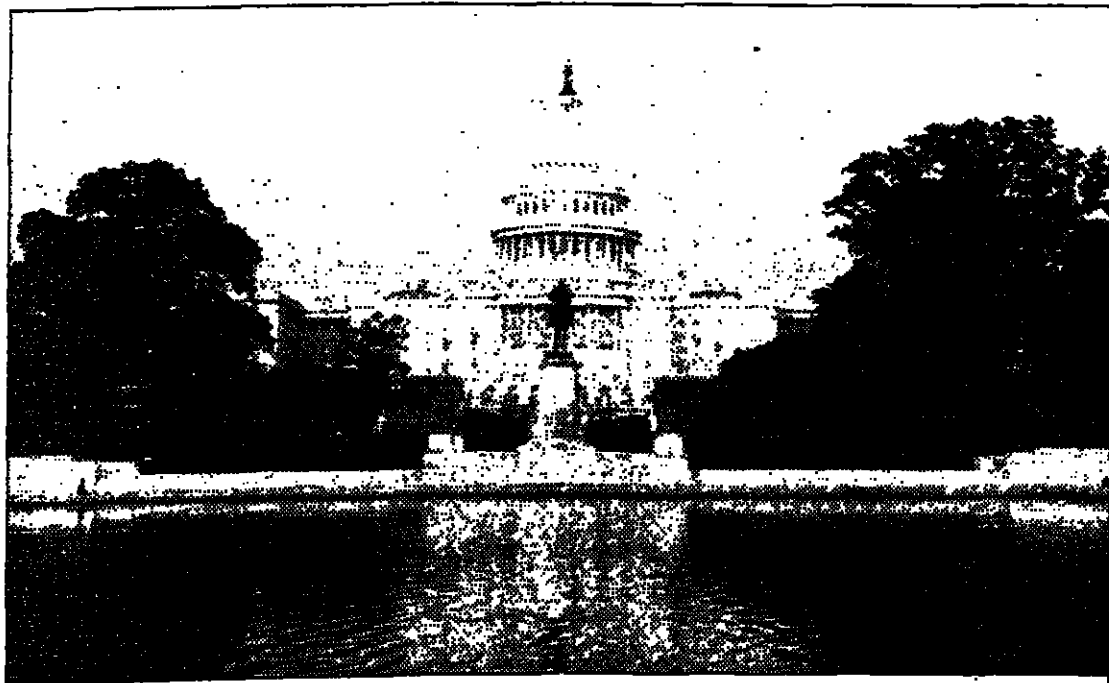
tauration à l'encontre des transporteurs d'étrangers non titulaires des visas requis pour entrer sur le territoire des sanctions véritablement dissuasives ; une telle mesure signifierait en réalité pour commencer l'abrogation du droit d'asile.

Une autre question est celle de savoir si, lorsque la loi prévoit la délivrance de plein droit de titres de séjour à un certain nombre de catégories d'étrangers regardées comme méritantes, les guichets pourront ou non continuer à refuser son application à ceux des étrangers qui se sont, à un moment donné, trouvés en situation irrégulière. Le législateur devrait, à cet égard, manifester une volonté explicite, car si sa volonté implicite fait, de longue date, peu de doute, cela ne préoccupe apparemment guère les guichets et les autorités qui les animent.

Il faudrait également savoir, si tant est qu'on instaure, à défaut de mieux, une procédure consultative, avec ou sans avis conforme, pour la délivrance de certains titres de séjour, à qui bénéficierait cette procédure. Aux étrangers sollicitant un renouvellement, aux non-expulsables non reconduites, ou à des situations plus largement comprises ?

Il est clair, quant au reste, qu'on ne peut, sous couvert d'instaurer certaines garanties, en supprimer d'autres pour tout ou partie des étrangers qui en bénéficieraient, soit en vertu de la loi de 1981, soit en vertu de la loi de 1986. Ainsi du délai d'un jour franc entre la décision de refus d'entrée ou de reconduite à la frontière et son exécution.

Au total, s'agissant de populations fragiles comme les étrangers, il est, plus qu'en aucun autre domaine de la vie publique, essentiel de ne pas laisser se creuser l'écart entre l'image d'une politique et ses modalités concrètes. Il est bien sûr tentant de chercher simultanément à satisfaire une opinion humaniste, mais peu technicienne, et dont seulement une tranchée partage avec les immigrés le vécu du guichet, ce qui limite sa clairvoyance, et à donner aux guichets de nouveaux moyens de maîtriser les flux migratoires (tant il est vrai que leur excès de laxisme serait aussi redoutable que l'excès de zèle). Mais il faut se méfier des stratégies politiques se prêtant à des lectures exagérément contradictoires suivant les besoins. Certains concepts se retournent comme des gants. Les droits de l'homme ne sont pas de ceux-là. Et les règles propres à en assurer le respect gagnent à être énoncées de la façon la moins équivoque possible.



## WASHINGTON DC AVEC PAN AM

4 vols directs par semaine

Parler de liaison capitale ne saurait être exagéré

N°1 sur l'Atlantique.

PAN AM

Le nouveau Paris-Washington DC de Pan Am est ce que l'on peut appeler une liaison privilégiée : le vol s'effectue en Airbus A 310, avion moderne et spacieux ; il est direct, avec correspondance immédiate vers Los Angeles. Cette liaison vient s'ajouter aux vols Paris-New York et Nice-New York quotidiens, et aux vols Paris-Miami non stop, avec correspondances pour plus de 60 villes aux USA, Caraïbes et Amérique Latine. Washington, New York ou Miami, avec Pan Am, vive l'Amérique en direct ! Pour en savoir plus, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45.

\*Vols quotidiens à partir du 25 mai 89

# Société

Sur fond d'agitation syndicale

## Deux incidents relancent le débat sur les « bavures policières »

Deux « incidents de police » — formule administrative pour désigner les « bavures policières » du langage courant, — survenus récemment à Paris, relancent le débat sur la déontologie de la police nationale. Le premier a suscité l'émotion de nombreux médecins, la victime étant l'un de leurs confrères alors qu'il était de garde dans la capitale. Le second a provoqué la colère de M. Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires culturelles familiales et

sociales de l'Assemblée nationale et auteur, en 1982, d'un « pré-rapport sur les réformes de la police », référence obligée des ministres de l'intérieur socialistes.

Faisant état d'autres incidents similaires dans une lettre adressée à M. Pierre Joxe, M. Belorgey estime qu'ils témoignent d'une grave crise et d'un nouveau recul dans le fonctionnement des institutions de police. La dénonciation de ces faits col-

cide avec une certaine agitation du côté des syndicats qui, après les inspecteurs (le Monde du 25 mars), atteints les personnels en tenue. Minoritaire et proche de l'opposition, l'Union des syndicats catégoriels (USC) a estimé, jeudi 6 avril, lors d'une conférence de presse, qu'une police démocratique, c'est une police à bavures, tandis que la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire) annonce un meeting pour le 25 avril.

## Le « nègre » comme le PDG

Le docteur Abdonlaye Ngara Baldé a deux passions : la France et la médecine. Elles se sont conjuguées pour faire de cet homme, né il y a quarante-quatre ans en Guinée, un citoyen français depuis 1981 et un médecin généraliste installé depuis 1989 dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, totalement dévoué à ses malades, ne prenant pas de vacances, multipliant les permanences de garde. Une intime croyance l'anime : le docteur Baldé croit aux vertus de la réussite sociale. Ou du moins, croyait, jusqu'à ce samedi 25 février où il était de service pour l'association Garde médicale de Paris (GMP).

« Je suis blessé. Je ne sais pas comment vous expliquer : je ne comprends pas. On m'a pris pour un vulgaire, pour un délinquant ! Aucun respect ! Si j'ai fait des études, c'est justement pour éviter des choses comme ça... Vous vous rendez compte : dans mon quartier, devant mes malades, alors que j'étais de garde, alors que j'avais mon caducée... » Quarante jours après les faits, le docteur Baldé est toujours sous le choc. Il ne se remet pas — « Cette humiliation restera sur moi toute ma vie », avoue sa détresse — il a réclamé le soutien d'un confrère psychiatre, « semble réticent à l'idée de travailler sur son arrondissement — il a provisoirement fermé son cabinet ».

Car ce 25 février, rue Lemaître, dans le 17<sup>e</sup> justement, en fin de matinée, le docteur Baldé a soudain compris que, pour des policiers français, avant d'être médecin, il était noir. Appelé par le secrétariat de la

Garde médicale, il s'était rendu au chevet d'un patient, atteint d'un œdème et dont la température était 41 degrés. Un camion de livraison bouchait la rue, particulièrement étroite. Aussi le médecin, pressé par l'urgence, laissa-t-il son véhicule derrière ce camion, après avoir allumé ses feux de détresse. Sur le parvis, en évidence, deux caducées — celui de 1988 et celui de 1989 — ainsi qu'une note indiquant qu'il était en train de donner des soins.

Il faisait une piqûre quand il entendit des avertisseurs sonores. Le frère du patient descendit calmer les impatients, tandis que le docteur Baldé recevait un nouvel appel téléphonique de la Garde médicale lui demandant d'aller visiter un autre malade. Mais, en rejoignant son véhicule, le médecin le trouva entouré de plusieurs policiers en uniforme, bien qu'aucune voiture ne se trouvait derrière la sienne. Immédiatement, celui qui semblait être le chef des gardiens somma le docteur Baldé de lui remettre les clés de sa 205 Peugeot. Faisant valoir qu'un autre patient l'attendait, le médecin refusa.

« Au trou ! »

On aurait pu s'expliquer, discuter, se comprendre... Rien de tel. Avant même qu'il eût terminé sa phrase, le même policier saisit la main droite du médecin, qui tenait les clés, lui tordit le bras, le projeta sur le capot de la voiture, la tête en avant, lui asséna des coups dans le dos et sur la

nuque, puis lui passa des menottes aux poignets, extrêmement serrées. Un récit corroboré par le témoignage de passants qui entendirent le docteur Baldé, tout à sa mission crier pour que l'on prévienne le secrétariat de la Garde médicale afin qu'un autre médecin se rende auprès du patient en attente. Entre-temps, les policiers s'étaient mis à plusieurs pour projeter le médecin sur le trottoir où, menotté, les mains dans le dos, il demeura affaibli jusqu'à ce que les mêmes policiers décident de l'emmener au commissariat central du 17<sup>e</sup> arrondissement.

Le docteur Baldé y restera deux heures, toujours menotté, ne recevant qu'une seule réponse — « Au trou ! » — à son humble demande : qu'au moins, les menottes soient desserrées... Après que, grâce aux témoins, un responsable de la Garde médicale se soit enquis de son sort, il sera conduit devant un fonctionnaire en civil qui, sans un mot d'excuse, ordonna que les menottes soient retirées et, refusant de prendre sa déposition, lui enjoignit de quitter le commissariat où sa voiture avait été conduite par les policiers. Bénéficiant d'un arrêt de travail jusqu'au 31 mars, le docteur Baldé a encore aujourd'hui l'avant-bras droit dans le plâtre, en raison des séquelles du « menottage » prolongé.

Bien qu'il ait déposé plainte, le 27 février, dans les locaux de l'Inspection générale des services (IGS), celle-ci ne se pressa pas d'avertir le parquet de Paris. Elle ne semble s'être préoccupée de cette affaire que depuis le 24 mars, jour où le docteur Baldé, avec pour avocat

M<sup>r</sup> Francis Terquem, a déposé plainte auprès du procureur de la République pour coups et blessures, violences par agents du gouvernement, atteinte à la liberté, arrestation illégale. Le 3 avril, le docteur Baldé a écrit une lettre en forme de poème au président de la République, une lettre d'homme métré : « Au trou ! C'est le crime d'avoir soigné un citoyen / Au trou ! C'est aussi et bien sûr celui d'être nègre à Paris / Au trou ! Je respire la négritude sans complexe, jamais / Au trou ! monsieur le Président, vos menottes font horriblement mal... »

Une lettre

à M. Joxe

M. Jean-Jacques Porchez n'a pas eu besoin d'écrire lui-même au président. Député (PS) de l'Allier, M. Jean-Michel Belorgey, qui le connaît et l'estime de longue date, s'est chargé de raconter et de commenter sa mésaventure dans une lettre au ministre de l'intérieur qui sonne comme un cri d'alarme. Le 13 mars, M. Porchez a commis l'erreur de produire la Carte bleue de son épouse, médecin pédiatre, pour régler des achats dans un supermarché parisien. Une Carte bleue qui avait été un temps égarée, sur laquelle il avait été fait opposition, mais qui, entre-temps, avait été retrouvée, entraînant la levée de l'opposition auprès des services bancaires.

Là encore, on aurait pu s'expliquer. M. Porchez, PDG de la société Acte-Informatique, n'avait-il pas proposé de payer par chèque, montré sa carte d'identité, demandé que l'on vérifie la concordance entre le nom porté sur la carte bleue et le sien ? Rien n'y fit. Soupçonné d'avoir dérobé cette carte, M. Porchez fut remis aux mains des policiers. Menotté lui aussi, il passera la nuit dans un commissariat, sans pouvoir téléphoner, sans manger ni boire, et — cela va-t-il de soi ? — abondamment tutoyé. Libéré le lendemain matin, il fut toutefois interrogé sur ses antécédents judiciaires par un policier en civil, ce qui lui permit de constater que son interlocuteur connaissait ses démêlés avec les autorités... Il y a une trentaine d'années, alors que, militant étudiant, il jouait les « porteurs de valise » durant la guerre d'Algérie.

« La surcharge de travail, la paresse et peut-être la lassitude aidant », écrit M. Belorgey à M. Joxe, après avoir exposé ses faits, « je n'ai pas toujours pu rendre compte de faits analogues dont j'étais saisi. Qu'on casse la jambe, au poste de police de la rue Notre-Dame-des-Champs, à un architecte arrêté sur sa mauvaise mine (queue de cheval) roulant en décapotable par temps de pluie (...), qu'on tabasse dans plusieurs commissariats, y compris celui du 13<sup>e</sup>, au point que des policiers soient venus s'en ouvrir à moi (...), qu'on s'inquiète dans les milieux de la police démocratique du divorce qui se creuse entre les discours humanistes des politiciens et la pratique de certains commissariats, traduit manifestement une grave crise ».

Datée du 20 mars, la lettre de M. Belorgey n'a, selon son secrétaire, toujours pas reçu de réponse.

EDWY PLENEL.

## En Suisse Un sidatique emprisonné pour contamination

Un citoyen suisse, atteint du sida et accusé d'avoir transmis la maladie à son amie, a été condamné jeudi 6 avril à trois ans et demi de prison par le tribunal de Lausanne. Le temps de survie des sidatiques est aujourd'hui le plus souvent inférieur à la durée de cette condamnation. Depuis deux ans, l'homme, dont l'identité n'a pas été révélée par les autorités suisses, se savait porteur du virus du sida. Il n'avait cependant pas informé son amie de son état qui, atteinte par le malade en juillet 1988, avait alors porté plainte contre lui. (Reuters.)

## REPÈRES

### Francophonie

#### L'Académie contre Pasteur

Dans un communiqué rendu public jeudi 6 avril, l'Académie française exprime sa satisfaction devant l'ampleur des réactions suscitées dans le monde francophone par la décision de l'Institut Pasteur de publier désormais ses annales en langue anglaise (le Monde sciences et médecine) du mercredi 29 mars. L'Académie émet le souhait que cette décision, dans laquelle elle voit une « démission de la communauté scientifique française », soit bientôt rapportée.

D'autre part, l'Association internationale des parlementaires de langue française demande à l'Institut Pasteur de reconsidérer sa position.

### Pollution

#### Dispositif « allégé » pour rechercher le conteneur de lindane

Après trois semaines de vaines recherches en Manche, le ministre délégué à la mer, M. Mellick, a annoncé, jeudi 6 avril à Paris, que la « chasse » du conteneur de lindane échappé du navire panaméen *Panama* allait se poursuivre selon un dispositif « allégé ». Les dragueurs de la marine nationale seront simplement appelés à effectuer leurs manœuvres normales sur le site présumé de la disparition du conteneur. M. Mellick a souligné que, d'après les experts scientifiques français et britanniques réunis, le risque de contamination par le lindane était très limité.

● **Légère augmentation du nombre des détenus.** — Le nombre des détenus incarcérés dans les prisons françaises est passé de 48 358 au 1<sup>er</sup> mars à 47 281 au 1<sup>er</sup> avril. Répartis en 45 208 hommes et 2 075 femmes. Sur le chiffre total, les condamnés sont 28 229 contre 25 724 au 1<sup>er</sup> mars et les prisonniers en détention provisoire, — c'est-à-dire non encore jugés, ou dont les condamnations prononcées ne sont pas définitives en raison d'un appel ou d'un pourvoi en cassation, — qui étaient 20 634 le 1<sup>er</sup> mars, ne sont plus, aux, que 20 462. Si l'on compare le chiffre global à celui enregistré le 1<sup>er</sup> avril 1988 on constate cependant une diminution de 5 199.

● **Inculpation de M. Jean-Pierre Roche à la Guadeloupe.** — Présenté, jeudi 6 avril, au parquet de Pointe-à-Pitre, M. Jean-Pierre Roche, homme d'affaires de la Guadeloupe, a été inculpé par M. Michel Dupont,

juge d'instruction, de fraude fiscale pour plusieurs sociétés dont il avait le contrôle et pour un montant global non encore déterminé, ainsi que d'abus de biens sociaux (le Monde du 7 avril). Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire et devra verser une caution de 500 000 F. L'enquête a été menée à la suite du dépôt d'une plainte de l'administration fiscale interrompt la prescription qui est de quatre années dans ce domaine. (Corresp.)

● **Découverte d'armes à Paris.** — Des sapeurs-pompiers appelés jeudi 6 avril à intervenir, en raison d'une fuite d'eau dans un appartement rue Jean-Pierre-Timbaud, à Paris-11<sup>e</sup>, ont constaté la présence d'armes diverses dont des fusils mitrailleurs. La police alertée a procédé à un inventaire des armes en l'absence du locataire qui ne s'était pas encore manifesté en fin de journée. (Corresp.)

## Le Carnet du Monde

### Naissances

— M. Michel BOUTINARD ROUELLE, M<sup>me</sup>, née Patricia Godet et Ortane,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Antoinette,  
Paris, le 23 mars 1989.

— Madeleine et Emmanuel CHADEAU,  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Mathilde,  
le 6 avril 1989.

197, boulevard de la Liberté,  
59800 Lille.

### Décès

— M. et M<sup>me</sup> Charles Mantek, M. et M<sup>me</sup> Armand Borkstejn, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Hervé Muntak, M. et M<sup>me</sup> Laurent Muntak, M. et M<sup>me</sup> Marc Weinstaub, M<sup>me</sup> Virginie, Laurence et Anne-Sarah Borkstejn, ses petits-enfants, Benjamin, Anouk, Yoan, Emmamel, Ilan, Hannah, ses arrière-petits-enfants, Toute la famille, Aliés et amis,

ont le profond chagrin de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Chloé BORKSTEJN,  
née Winicka,

dans sa quatre-vingt-onzième année, le 6 avril 1989.

L'inhumation aura lieu le lundi 10 avril, à 14 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Nous remercions la mémoire de son époux

Joëlle BORKSTEJN,  
décédée le 6 avril 1984.

Ni fleurs ni couronnes.

75, boulevard Richard-Lenoir,  
75011 Paris.  
95 bis, boulevard Richard-Lenoir,  
75011 Paris.

— Son épouse, Ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

M. André BRUNET, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, médaille d'argent de la municipalité de Nanterre,

survenu le 25 mars 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9 bis, rue Boileau,  
75016 Paris.

— Le président de l'université Pierre-Marie-Curie (Paris-VI) Et l'ensemble des personnels de l'université, ont la tristesse de faire part du décès de

M. C.-M. GARY-BOBO, professeur de biophysique,

survenu le 2 avril 1989.

— M<sup>me</sup> Claude Lehmann, M. et M<sup>me</sup> Frédéric Lehmann et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Paul Rozenberg et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Claude LEHMANN,

survenu le 2 avril 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Théodule-Ribot,  
75017 Paris.

### Remerciements

— Denis Dombre, Ses enfants et ses petits-enfants, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors de la mort de

Nathalie DOMBRE,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur tristesse.

Nayral,  
31540 Saint-Félix-Lauragais.

### Anniversaires

— M<sup>me</sup> Roger Jacob rappelle à tous ceux qui l'ont connue et aimée le souvenir de sa sœur

Jeanne LONGÉ,

décédée le 13 avril 1988, à Paris.

— En ce treizième anniversaire du décès de

Joseph Jean MORER,

commandant de la Légion d'honneur au titre militaire,

une pensée toute particulière est dédiée, de la part de M<sup>me</sup> Morer, à tous ceux qui l'ont connu, aimé et restent fidèles à son souvenir.

— Il y a vingt ans disparaissait

Théodore SANDMAN,

avocat à la cour.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

CARNET DU MONDE

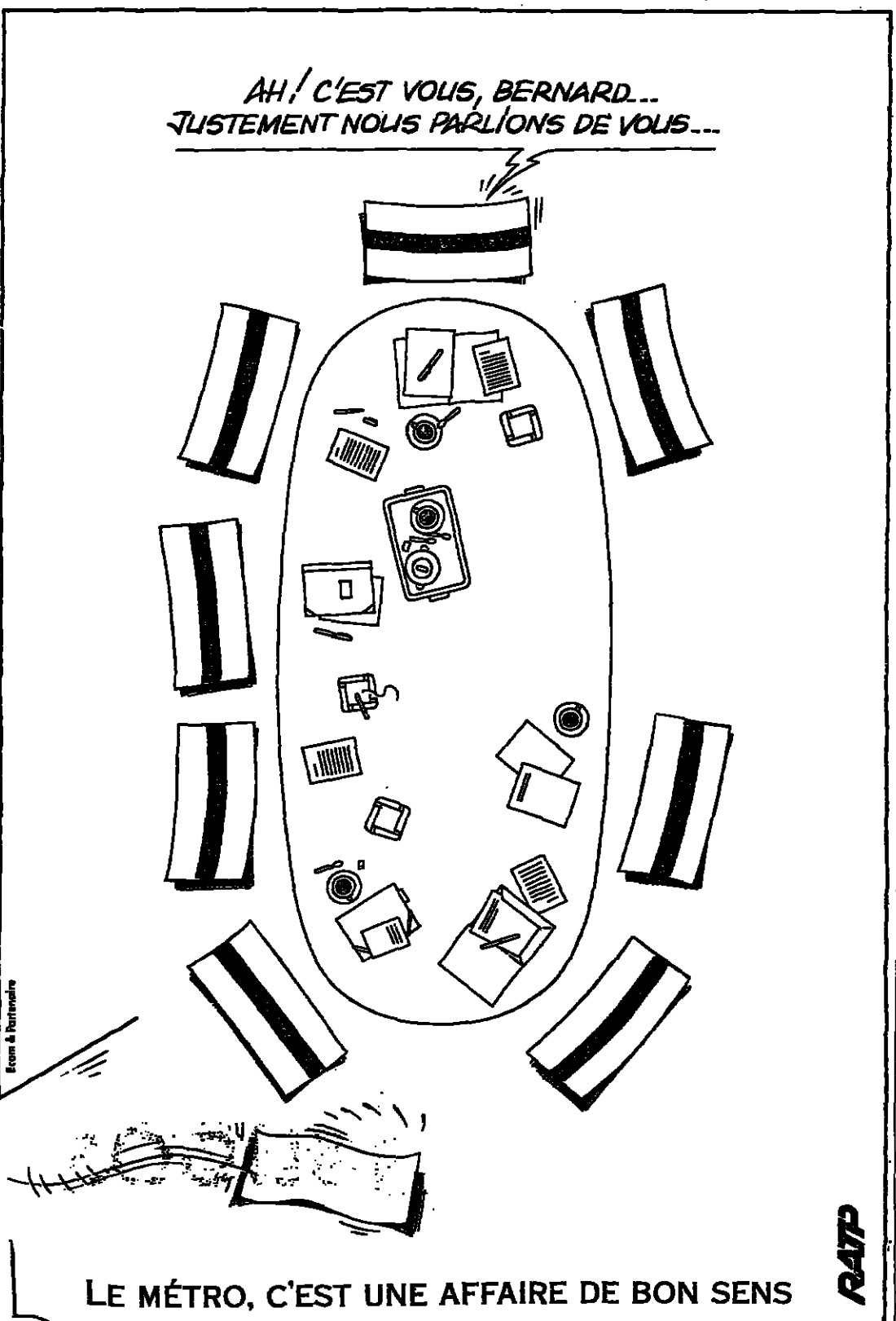
Renseignements : 42-47-98-03

Tarifs : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 83 F

Abonnés et actionnaires ..... 73 F

Communications diverses ..... 86 F



LE MÉTRO, C'EST UNE AFFAIRE DE BON SENS

JP Mios 150



## SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE



Mozart, compositeur et virtuose

### SLIGOS, CONCEPTEUR ET EXPLOITANT DE SYSTÈMES

*"On n'excelle jamais que dans ce qu'on pratique": la maxime de Montaigne est toujours d'actualité. Et dans l'informatique plus qu'ailleurs. Bien concevoir un système informatique, c'est aussi prendre des options techniques qui auront un effet déterminant sur son exploitation, donc sur son efficacité. On le fait mieux quand on a l'expérience de l'exploitation. De même pour être un bon exploitant de services informatiques, il faut aussi avoir une expérience étendue de concepteur. Concepteur et exploitant, SLIGOS réalise la synthèse de l'ingénierie de haut niveau et de l'exploitation de moyens informatiques à la pointe de la technologie. Cette double compétence apporte à ses clients une inégalable garantie d'efficacité.*

**S SLIGOS**

## Education

Proposées par M. Lionel Jospin

## Les nouvelles rémunérations des enseignants

## Une bouffée d'oxygène

COMBIEN gagneront-ils demain ? La question est cruciale pour 750 000 instituteurs et professeurs du secondaire, mais elle concerne aussi l'ensemble des contribuables. La réponse n'est pas simple, comme le montre le tableau que nous publions.

En décidant d'ouvrir le dossier de la rémunération des enseignants, le gouvernement s'exposait à un défilé revendicatif. Cela n'a pas manqué. Le bulletin de salaire, vieille cause d'agreur du monde des « instits » et des « profs », a cessé d'être un tabou. Il est désormais brandi, tel un étendard de révolte. Mais l'affaire est compliquée par l'inextricable enchevêtrement des statuts, la superposition de situations de fait qu'une administration centralisée préfère ignorer. Tout compte fait, la réalité ambiante ne présente qu'une lointaine parenté avec l'égalitarisme de rigueur dans les proclamations enseignantes.

Dans ce contexte, le gouvernement devait arbitrer entre deux types de mesures : les unes de type statutaire, égalitaires et donc difficiles à moduler en fonction de l'implication de chacun ; les autres de type indemnitaire (primes), plus aptes à servir de levier à une amélioration qualitative du système. En janvier dernier, M. Ricard avait lui-même tranché, à la surprise générale, y compris celle de son ministre de l'éducation nationale : « l'essentiel » de la revalorisation se ferait « pour le stock d'enseignants existant par une voie indemnitaire », confiait-il au Monde de l'éducation. De « nouveaux corps avec de nouvelles obligations de service » seraient définis « pour faire un autre métier ».

Les premières propositions de M. Jospin, inspirées par ces principes, allaient déclencher une vague de grèves et de manifestations si largement suivies par la profession qu'elles allaient amener le gouvernement à revoir largement sa copie.

Celle-ci, peaufinée jusqu'à la dernière ligne de mars, en liaison avec les syndicats, traduit un certain recul sur les indemnités. Ainsi l'attribution de 500 F mensuels aux professeurs volontaires pour des « responsabilités particulières » est reportée à 1992. L'économie ainsi réalisée finance partiellement les concessions aux revendications syndicales encore plus nettes sur le plan statutaire.

Les dernières propositions du gouvernement, dont M. Jospin a annoncé qu'elles seraient appliquées même si les syndicats ne les contraignaient pas (le Monde du 30 mars), introduisent des augmentations indiciaires et des accélérations de carrière qui, immédiatement ou à court terme, se traduisent par un « plus » salarial pour tous, y compris pour les trois cent cinquante mille retraités.

Jusqu'à l'exclusion des propositions de revalorisation. Dans le même temps, les grades d'avancement qui avaient été prévus pour accueillir les enseignants jugés les meilleurs, mais avaient révélé la hantise de promotions « à la tête du client », ont été remplacés par des « échelles hors classes ». Le principe n'est guère différent sur le fond, mais la revalorisation « pour tous » décidée par ailleurs rend la potion moins amère. Surtout, le gouvernement a accepté que l'avancement dans les « hors classes » soit prononcé uniquement sur des « critères objectifs » précis (ancienneté, note pédagogique, diplômes, formation continue, tâches spécifiques) et soit contrôlé par les commissions paritaires où siègent les syndicats.

Pour les professeurs certifiés qui accèderont à la « hors classe » au cours de leur carrière, c'est-à-dire la moitié de ceux qui exercent actuellement, la revalorisation sera plus que symbolique, puisqu'ils atteindront hors primes enfin de carrière 14 495 F mensuels au lieu de 12 981 F. Les PEGC sont moins gâtés que les adjoints d'enseignement et que les professeurs des lycées professionnels, qui seront tous progressivement payés comme s'ils avaient le CAPES. Quant aux instituteurs, ils pourront gagner 3 000 F de plus en fin de carrière s'ils intègrent, à partir de 1990, le nouveau corps des écoles, soit à l'ancienneté, soit par concours interne.

L'ensemble de ces mesures insuffit une sérieuse bouffée d'oxygène à une profession qui en a grandement besoin. De plus, sous les apparences d'une distribution très catégorielle, elle renferme une logique d'unification qui, si elle est poursuivie, pourrait marquer l'histoire de l'éducation nationale.

A terme, en effet, instituteurs et professeurs (agréés mis à part), qu'ils enseignent en collège, lycée ou lycée professionnel, seront recrutés au même niveau (licence), seront rémunérés sur un pied d'égalité (fin de carrière à 12 000 F, avec accés possible à une hors classe culminant à 14 500 F), percevront les mêmes indemnités (sauf pour les conseils de classe, qui n'existent pas dans le primaire) et disposeront du même droit au congé de mobilité. La revalorisation engagée par M. Jospin pourrait donc ouvrir nettement la perspective, jusqu'à présent mythique, d'un corps unique d'enseignants, de la maternelle à la terminale. Une telle orientation bouleverserait à terme le paysage scolaire, les mentalités et aussi la géographie syndicale. En signant ou non l'accord que leur propose le ministre, les syndicats se prononceraient aussi sur ces évolutions majeures du système éducatif.

PHILIPPE BERNARD.

## Quatre indemnités de plus

La refonte totale du système indemnitaire complète les mesures statutaires résumées dans le tableau ci-contre. Contrairement à ces dernières, qui sont relativement générales (certaines concernent les retraités comme les actifs), les indemnités ne s'appliquent que dans des situations spécifiques. La plus importante sera « l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves » qui devrait se traduire par une augmentation mensuelle de 500 F par mois pour tous les professeurs de lycée, et de 160 F à 250 F par mois pour les professeurs de collège. Voici le détail des décisions arrêtées en matière d'indemnités :

● **LES INSTITUTEURS ET PROFESSEURS DÉBUTANTS** affectés dans une zone où le recrutement est difficile (nord, est de la France) percevront à partir de la rentrée 1990 une « indemnité de première affectation » de 12 000 F par an pendant trois ans. L'actuelle prime spéciale d'installation (6 800 F par an pendant un an) versée aux nouveaux recrutés en région parisienne et dans l'agglomération lilloise n'est pas supprimée mais n'est pas cumulable avec la nouvelle indemnité.

● **LES ENSEIGNANTS REMPLAÇANTS** percevront, dès la rentrée 1989, une indemnité de 150 F par jour au lieu de 45 à 84 F par jour actuellement selon la catégorie.

## Vers l'année sabbatique

Un « congé de mobilité » rémunéré d'un an va être créé. Il permettra progressivement à trois mille instituteurs et à trois mille professeurs de préparer chaque année les concours internes de l'éducation nationale ou de la fonction publique, ou de préparer leur reconversion professionnelle dans le privé.

● **LES PROFESSEURS DU SECOND DEGRÉ** percevront tous, à partir de mars 1989, une nouvelle « indemnité de suivi et d'orientation des élèves » de 6 000 F par an (500 F par mois). Cette prime remplace « l'indemnité pour participation aux conseils de classe » versée jusqu'à présent aux seuls professeurs de collèges et d'un montant variant entre 1 620 F et 5 500 F par an selon la catégorie.

● **RESPONSABILITÉS PARTICULIÈRES** : à partir de la rentrée 1992, tous les professeurs exerçant des « responsabilités particulières », telles que celles de professeur principal, percevront un complément à leur « indemnité de suivi et d'orientation des élèves » de 6 500 F par an. Cette prime remplacera l'actuelle « indemnité de professeur principal » versée seulement dans les collèges et les classes de seconde, d'un montant variant entre 5 119 F (PEGC) à 9 760 F (agréés) selon la catégorie, et qui sera maintenue jusqu'en 1992. Les agrégés conserveront au minimum leurs indemnités actuelles.

● **ACTIVITÉS PÉRI-ÉDUCATIVES** : les instituteurs et les professeurs animant des « activités péri-éducatives » (sport, musique, voyage, etc.) en plus de leur obligation de service seront indemnisés à partir de la rentrée 1989 à raison de 120 F par heure de vacation (avec un plafond de deux ou trois heures par mois).

● **POSTES DIFFICILES** : les instituteurs et professeurs affectés à des postes difficiles (« zones prioritaires », écoles isolées) percevront à partir de la rentrée 1990 une « indemnité de sujétions spéciales » de 6 200 F par an.

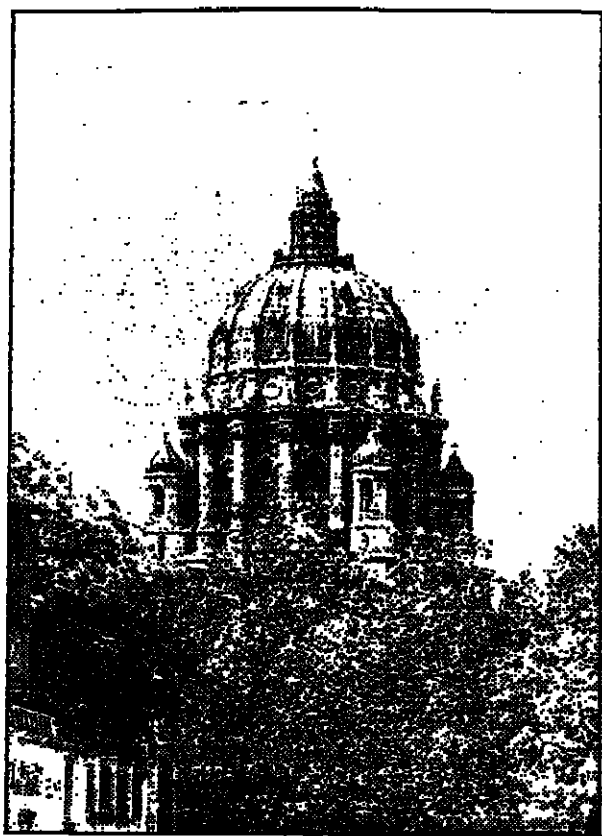
● **L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE SPÉCIALE** : instituée dans l'après-guerre mais jamais réévaluée, est supprimée. Son montant, variant entre 6 666 F et 16 666 F par mois selon la catégorie, était considéré comme infamant par les enseignants.

	Actuellement	A la rentrée 1989	A la rentrée 1990	A partir de 1992
<b>ÉLÈVES - INSTITUTEURS</b>				
Niveau de recrutement	DEUG ou diplôme équivalent pour l'accès au corps d'instituteurs			Licence ou diplôme équivalent pour l'accès au nouveau corps des écoles
Rémunération nette mensuelle	1 <sup>re</sup> année d'école normale 5 256 F 2 <sup>e</sup> année : 5 456 F	trois premiers mois d'école normale 5 456 F Ensuite : 5 656 F		1 <sup>re</sup> année : 5 656 F 2 <sup>e</sup> année : 5 789 F
<b>INSTITUTEURS (306 600 enseignants recrutés)</b>				
Rémunération nette mensuelle	début carrière : 6 112 F fin de carrière : 9 836 F	Progressivement jusqu'à la rentrée 1990 début de carrière : 8 311 F fin de carrière : 10 135 F (les retraités bénéficient de cette augmentation)		Pour tous les nouveaux début de carrière : 7 327 F fin de carrière : 12 981 F
Accélération des débuts de carrière	Quatre ans et six mois après la titularisation : 8 949 F	deux ans et six mois après la titularisation : 7 009 F		deux ans après la titularisation : 8 163 F
Perspectives de carrière		Possibilité d'intégration dans le nouveau corps des écoles (dès 1990) avec une fin de carrière à 12 981 F au lieu de 9 836 F. A partir de 1994, création d'une échelle « hors classe » culminant à 14 495 F. Une majorité des enseignants du nouveau corps des écoles pourront y accéder au cours de leur carrière compte tenu des départs en retraite.		
Indemnité de logement	Gratuité du logement de fonction ou versement d'une indemnité variable selon les communes (800 F mensuels en moyenne)		Suppression de la gratuité du logement ou de l'indemnité pour les nouveaux recrutés, maintien d'une indemnité compensatrice pour les promus léés par le nouveau système	
Age de la retraite	cinquante-cinq ans			soixante ans pour les nouveaux recrutés
<b>ADJOINTS D'ENSEIGNEMENT (39 000 enseignants)</b>				
Rémunération nette mensuelle hors indemnités	début de carrière : 6 172 F fin de carrière : 10 452 F			De 1991 à 1993 : augmentation indiciaire portant progressivement la fin de carrière à 10 632 F
Promotions		Intégration progressive dans le corps des certifiés (fin de carrière à 12 981 F) à raison de 5 000 adjoints en 1989 et 5 000 en 1990		A partir de 1991 : 2 500 intégrations minimum par an dans le corps des certifiés jusqu'en 1992
Perspectives de carrière				Possibilité d'accès à la nouvelle « hors classe » des certifiés avec une fin de carrière à 14 495 F
<b>PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL (PEGC : 77 500 enseignants)</b>				
Rémunération nette mensuelle hors indemnités	début de carrière : 6 172 F fin de carrière : 10 134 F	Début de la revalorisation indiciaire	Fin de carrière : 10 453 F	Fin de carrière : 10 632 F
Perspectives de carrière			Création d'une échelle « hors classe » culminant à 12 066 F en 1990 et 1991 et à 12 981 F comme les certifiés actuels à partir de 1992. Elle accueillera progressivement 15 % des effectifs des PEGC. Une majorité des PEGC actuels y accèderont compte tenu des départs en retraite.	
Obligations de service	dix-huit à vingt et une heures de cours par semaine	dix-neuf ou vingt heures au 1 <sup>er</sup> septembre		
<b>PROFESSEURS DE LYCÉE PROFESSIONNEL DE 1<sup>er</sup> GRADE (PLP1 : 58 700 enseignants)</b>				
Rémunération nette mensuelle hors indemnités	début de carrière : 6 172 F fin de carrière : 10 632 F			
Promotions				Cheque année, 5 000 PLP1 accèderont au grade de PLP2 (voir ci-dessous) au lieu de 2 000 par an actuellement
Obligations de service	Vingt et une heures (enseignement général) et vingt-six heures (enseignement pratique) par semaine		Réduction de trois heures en trois ans (une heure par an)	
<b>PROFESSEURS CERTIFIÉS (titulaires du CAPES) = 97 700 enseignants ET PROFESSEURS DE LYCÉE PROFESSIONNEL DE 2<sup>e</sup> GRADE (PLP2 = 1 300 enseignants)</b>				
Rémunération nette mensuelle (hors primes) et accélération des débuts de carrière	début de carrière 6 769 F après un an de fonction 7 327 F après quatre ans 8 163 F fin de carrière 12 981 F	après trois mois de fonction 7 327 F après deux ans 8 163 F gain moyen : 500 F/mois		
Accélération de toutes les carrières		A partir de 1989 : gain de deux ans ou dix-huit mois, soit progressivement + 400 à + 920 F par mois		
Bonification pour les fins de carrière			+ 300 F pour les enseignants en fin de carrière âgés de plus de cinquante ans pendant cinq ans et pour les retraités	
Perspectives de carrière			Création d'une échelle « hors classe » culminant à 14 495 F, qui accueillera progressivement 15 % des effectifs de la classe normale d'ici à 1993. Au cours de leur carrière, une majorité des certifiés et des PLP2 actuels pourront y accéder compte tenu des départs en retraite	
<b>AGRÉGÉS (22 000 enseignants)</b>				
Rémunération nette mensuelle	début de carrière : 7 825 F après quatre ans de fonction : 10 194 F fin de carrière : 16 227 F	après deux ans de fonction : 10 194 F gain minimum : 800 F/mois		
Accélération de toutes les carrières		A partir de 1989 : gain de deux ans ou dix-huit mois, soit + 500 à + 1 000 F par mois		
Perspectives de carrière	5 % des agrégés et des professeurs de chaire supérieure accèderont à la « hors échelle A » avec une fin de carrière à 17 421 F		Progressivement de 1990 à 1993, 15 % des agrégés et des professeurs de chaire supérieure accèderont à la « hors échelle A ». Cette possibilité concernera une majorité des agrégés actuels au cours de leur carrière compte tenu des départs en retraite	
	Actuellement	A la rentrée 1989	A la rentrée 1990	A partir de 1992

150



# Baroque Nord-Sud



A Paris, le dôme du Val-de-Grâce vu des jardins.  
A Lyon, le baldaquin de Saint-Bruno-des-Chartreux.  
Façade de l'ancien théâtre de l'Odéon, place Cochin, à Paris.  
Photos de Léonard de Selva.

De Saint-Sulpice à la Provence avec escale à Lyon, Minétre baroque sur les repères de Philippe Minguet, auteur d'un grand et beau livre où l'on s'aperçoit que la France n'a rien à envier à l'Autriche ni à l'Italie.



par Michèle Champenois

Le goût français, qui se fâche d'aimer l'ordre, a longtemps tenu le baroque en laisse, aux frontières du faux barbare. Un goût ultramontain dont l'exubérance défiait les normes et la mesure qu'il convient de fixer au beau. Mais le goût change, les chercheurs cherchent et découvrent l'angle neuf qui met fin aux malentendus.

La trompette de la vérité soulève le voile de l'erreur, comme elle le fait, dans une envolée d'ange et de draperies, au-dessus de la chaire de l'église Saint-Roch, à Paris, haut lieu à plus d'un titre des mystères et des beautés cachées d'un art que la France a pratiqué sans y perdre la raison. Baroque baroque, la cour de cet hôtel de Beauvais où Mazarin, bien inspiré, séjourna et où Bruno Nuytten installa pour son film l'atelier de Camille Claudel, cette cour reculée et pinocée de pilastres sobres, qui en fait le plus intrigant des hôtels du Marais, tant que sa non-restauration y laissera flotter l'âme de plusieurs vies antérieures ?

Il est rare qu'un livre soit tout ensemble un « beau livre », riche d'une iconographie originale, illustrant un propos qui ne l'est pas moins, et entre les pages, une invitation au voyage. C'est le cas exemplaire cette année d'une France baroque, de Philippe Minguet, que « Le Monde des livres » ne manquera pas de signaler à la saison des érudits et dont le charme persiste aux beaux jours, incitant à aller sur les pas de l'histoire.

L'ennemi n'est pas mince : la France baroque (aussi) baroque ? Au moment où, regrettant la rigueur d'une colonnade qui ne saurait pas du tout Ferrault (le Monde du 18 janvier) le Grand Louvre rend hommage au Bernin qui vint d'Italie pour cette façade et repartit sans l'avoir signée, en offrant son Louis XIV équestre comme point de rendez-vous aux visiteurs de la Pyramide, Philippe Minguet, qui enseigne l'esthétique à l'Elysée, nous guide vers le goût baroque propre à la France. Celui qui s'épanouit à Versailles, aux Invalides et dans d'autres lieux moins connus. Avant d'explorer sous Louis XV en rococo, que cette fois elle exporte aux quatre coins de l'Europe.

Baroque est un mot riche, qui autorise, comme les styles qu'il désigne, tous les excès : Philippe Minguet n'hésite pas à le traquer dès les toits de Chambord, et jusqu'aux esquisses pré-révolutionnaires de ceux qu'il appelle les Illuminés, Boullée, Ledoux et Lequeu, généralement désignés plus respectueusement sous le nom d'architectes des Lumières. Sa démonstration est vive, caustique, nourrie de toutes les polémiques qui ont marqué le siècle, le nôtre, celui qui cesse de prononcer « baroque » sur un ton péjoratif pour, en peinture, en musique ou en architecture, ne plus exprimer que l'hommage et une affinité aujourd'hui largement partagée.

## Un livre savant et voyageur

Un livre qui arrive à point pour étayer un goût, piquer la curiosité et accroître le nombre des connaisseurs et, bientôt, des amateurs. Car, nous l'avons dit, ce grand et bel ouvrage ne reste pas sur une table basse ou une cheminée, il voyage (une édition de poche serait la bienvenue). On fait voyager.

Organisé en deux parties distinctes, c'est un essai, annoté, illustré, argumenté (on découvre notamment tous les projets pour la façade orientale du Louvre évoquée plus haut) ; c'est aussi un reportage, organisé par grandes régions, inventaire choisi, sélection où les détails remarquablement photographiés — mascarons, plafonds, fresques, fontaines, lucarnes — le disputent aux vues d'ensemble, angles neufs sur des édifices connus, rapprochements lumineux ou découverte d'intérieurs méconnus (qui a vu Saint-Bruno — des — Chartreux à Lyon et son baldaquin ?).

Des routes qu'il indique, nous avons choisi de suivre un itinéraire qui peut se résumer en trois lettres, P.L.M., Paris-Lyon-Méditerranée... Mais l'Est ou la Picardie auraient pu aussi bien nous attirer (par exemple, les courbes et contre-courbes de briques de l'église d'Asfeld).

A Paris, pour être cursif, délaissant les vedettes, Saint-Roch, Saint-Paul et même ce temple de Sainte-Marie, rue Saint-Antoine, qui semble le plus bel hommage qui soit à Borromini et aux prouesses romaines, nous passons

directement sur la rive gauche, nous souvenant que Saint-Sulpice mérite mieux que la rigidité de sa façade et qu'il est toujours curieux de retrouver, inscrit dans le sol, ce méridien de Paris qui vaut bien celui de Greenwich, même si les Anglais ont promu le leur au rang d'universel.

La chapelle de la Vierge, enserrée par un triple jeu de colonnes de marbre rose « trouvées » dans une ancienne colonie romaine par un consul de France en Tripolitaine, est de Servandoni, l'italien de la façade. Mais le socle du gigantesque coquillage offert comme bémol par Louis XV est français et montre combien que l'on ne répugnait pas à être, à la fin du dix-huitième siècle, post-classique.

Mais cela est connu. Plus étonnant bien que modeste de proportions est l'église des Carmes, dans la rue de Vaugirard, que l'Institut catholique — il y a tant d'églises fermées — a le bon goût de laisser ouverte à la ferveur de ses étudiants... et des passants. L'une des premières coupes à Paris, gracieuse de proportions, ornée d'une fresque, un Elle très enlevée, très emportée, des motifs peints qui débordent les pendentifs de la voûte, dépassent dans leur élan l'architecture et ses limites et donnent à l'ensemble un caractère joyeux. L'avantage est aussi qu'on peut les observer à distance, raisonnable, au contraire d'œuvres plus majestueuses, mais inaccessibles à l'œil (Mignard au Val-de-Grâce par exemple, perché en haute altitude).

## Refus des dames de Port-Royal

Sur l'autre bord du quartier Latin, c'est une sœur tourière qui vous ouvre au collège des Ecoles, où les catholiques persécutés et les fidèles de Jacques II en exil trouvèrent refuge et dont la chapelle, à l'étage, recèle le plus sobre drapé de marbre blanc qu'on puisse voir sur un tombeau. Escalé rue Lhomond, où la congrégation du Saint-Esprit possède sa maison mère et une église de Chalgrin, l'architecte de l'arc de Triomphe, de belles proportions, large et lumineuse. Derrière l'austérité de la façade sur rue, on découvre un décor peint et doré (dix-neuvième siècle, restauré récemment), tout à fait extravagant.

Les dames de Port-Royal dans leur jansénisme avaient été plus sages, qui n'avaient pas laissé leur architecte, Antoine Le Pautre (auteur de l'hôtel de Beauvais et de nombreux autres projets refusés), réaliser à côté du cloître pur et dur où l'on vient encore des environs s'asseoir au soleil, réaliser le décor virtuose qu'il avait imaginé pour la façade (le livre montre et permet de comparer les deux).

Mais la route vers le grand baroque, vers cette Italie de la verve architecturale et des formes « qui volent », s'arrête forcément au chef-d'œuvre de François Mansart (réalisé par d'autres), la chapelle du Val-de-Grâce. Manque de recul sur la rue Saint-Jacques, hautes grilles rébarbatives, une boutique de lingerie légère barrière le tout. Qui s'arrête ?

Pourtant, le pavillon d'octroi ironique — hôpital militaire, silence ! — indique une voie, une

porte étroite qui s'ouvre chaque après-midi et donne accès à la plus vaticane des églises parisiennes, aux colonnes torsées du baldaquin inspiré directement par celui du Bernin pour Saint-Pierre de Rome, à la coupole décorée par Mignard que l'on vient de restaurer, au pavage savant qui lui répond. Ne pas quitter l'endroit sans passer côté jardin saluer des anges « praguais » qui devisent au bord du toit, et se demander si Le Bernin, toujours lui, avait raison de juger ce dôme « une calotte trop petite sur une tête trop grosse », ou si ce n'était de sa part pur dépit.

## L'influence des papes

Pour voyager en Italie sans quitter la France, tenir notre pari d'un itinéraire baroque sur la ligne P.L.M., il faudrait nous arrêter à Lyon, comparer les dômes de Soufflot à l'hôtel-Dieu de cette

ville, très classique et tiré au cordeau, et celui qu'il donna à l'hôtel-Dieu de Mâcon, baroque déjà rococo qui ne cache pas son appartenance jusqu'en 1850 aux traditions du pays voisin, sur nous serions taxés de paresse et de facilité. Nous resterons dans les villes, Arles, Aix et Avignon, où les papes, bien sûr, avaient imposé leurs architectes et leur goût, mais où, nous dit Philippe Minguet, l'influence de Versailles et de Paris se fit suffisamment forte.

(Lire la suite page 16.)

# autriche

Le temps d'un week-end ou d'un Festival avec

## Austro Pauli

FESTIVAL MUSICAL VIENNOIS

du 21 au 23 avril 1989. Départ de PARIS

Dont « LA FLÛTE ENCHANTÉE »  
à l'OPÉRA DE VIENNE  
Dirigée par N. HARNONCOURT

à partir de :  
**3620<sup>F</sup>**

---

**WEEK-ENDS 1<sup>ER</sup> MAI ASCENSION**

**VIENNE**  
De PARIS  
du 28 avril au 1<sup>er</sup> mai et du 4 au 7 mai 89  
à partir de :  
**3170<sup>F</sup>**

**SALZBOURG**  
De PARIS  
du 4 au 7 mai 89  
à partir de :  
**2740<sup>F</sup>**

Catalogue, renseignements et inscriptions : votre Agence de Voyages ou Austro Pauli

---

Demande de catalogue :  
AUSTRO PAULI 3, rue du Roule - 75001 PARIS - Tél. : (1) 42 21 01 53

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

## ESCALES



## Bleu comme Amorgos

Ceux qui ont aimé le Grand Bleu aimeront Amorgos, cette île profonde et tranquille comme la mer qui l'entoure. C'est en ces lieux, en effet, que Jean-Luc Besson a tourné la partie grecque de son film. Amorgos, la plus orientale des Cyclades, calme, authentique et peu fréquentée par les touristes. A Amorgos, les routes ne sont pas asphaltées, les plages sont isolées et il y a

deux ports. Au-dessus de l'un d'eux se trouve Lagkade, un village de montagne qui surplombe la mer, à vingt-cinq minutes à pied de la plage. On peut y loger « Chez Nikos ». Dans cette pension-taverne, les chambres ont été refaites, avec tout le confort souhaitable. Le matin, petit déjeuner sur la terrasse face à la mer. Le prix, pour une chambre double, est de 930 F pour la première semaine en basse saison et de 510 F par semaine supplémentaire (1 150 F et 750 F en haute

saison). On peut aussi réserver des chambres individuelles ou triples.

Ces prix comprennent les transferts entre l'aéroport et l'hôtel, la première et la dernière nuit à Athènes en hôtel de catégorie C et le petit déjeuner, le billet de bateau du Pirée à Amorgos et le séjour avec petit déjeuner. Air Sud découvertes (105, rue Monge, 75005 Paris, tél. : 43-37-85-90, et 144 bis, boulevard du Montparnasse, tél. : 43-27-01-20) a maintes autres îles dans son catalogue et propose des vols

charters Paris-Athènes à partir de 1 480 F A/R en complément de séjour.

## Saint-Ex au Ténéré

Il est né dans le désert, de la plume d'Antoine de Saint-Exupéry. « On ne voit bien qu'avec le cœur. L'essentiel est invisible pour les yeux. » Du 11 au 18 novembre prochain, le Petit Prince sera de nouveau dans le désert, l'un des plus beaux du monde : le Ténéré. Un voyage exceptionnel conçu par trois passionnés : Guy Gravis (producteur et créateur du spectacle le Petit Prince, actuellement présenté au Lucerna, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, tél. : 45-44-57-34),

Mano Dayak (un enfant du désert, patron de Temet Voyages) et Marie-Christine Barand, de Tapis Rouge Aventure (8, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-84), qui proposent six jours, en voiture tout terrain, à travers les plus beaux paysages de l'Air et du Ténéré.

Trois temps forts : une fête tournante, une soirée poétique animée par Guy Trévis et ses comédiens et la représentation du Petit Prince au cœur d'un imposant massif

volcanique surgi au milieu des sables et la soirée d'adieu avec méchoui et fête peule. Prix de cette « première » : 19 800 F par personne comprenant vol Paris-Agades A/R, transport terrestre, pension complète et bivouac à la belle étoile.

## Les harmonies d'Alep

Un public d'amateurs appréciera ce voyage de découverte et d'initiation à la musique arabe qui aura lieu en août prochain en Syrie. Il se fera en deux temps : une semaine à Alep avec participation à des *sahrs* — veillées musicales dans la plus pure tradition — et excursions dans la région, au monastère de Saint-Siméon le Stylite notamment, et une semaine itinérante à la découverte des plus beaux sites de Syrie.

Au cours du stage, à raison de six heures de cours par jour, les mélomanes se familiariseront avec l'une des six disciplines suivantes : le darbouka (petit tambour), l'oud (luth), le nay (flûte), le violon, le saz (luth à manche long) ou le chant. Les cours auront lieu à l'Ecole normale d'Alep et c'est Mohammed Quadri Dalal, prix de l'Académie Charles-Cros 1988, qui animera l'atelier d'oud.



Puis viendra la découverte de Palmyre, Damas, Lattaquié, Ugarit et du Krak des Chevaliers. Du 17 au 30 août, de Paris à Paris : 6 300 F par personne pour le stage (hébergement et cours) et le circuit (en demi-pension), 3 300 F pour le

stage seul (hébergement et cours). On peut faire confiance à l'organisateur, un spécialiste : Le monde de l'Égypte et du Proche-Orient (20, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. Tél. : 43-28-84-50).

## RÉSIDENCES

CAMPAGNE MER MONTAGNE

## VENISE

A LOUER  
Luxueux mini-appartements entièrement aménagés. Quartier Saint-Marc centre. 3/5 personnes.  
Séjour minimum : une semaine.  
Appartement luxueusement aménagé. Vue sur le grand canal.  
Séjour minimum : une semaine.  
Tél. 193941/5238933.  
Télécopie : 193941/5238721.

## BOURGOIN-JALLIEU 20° de LYON

VILLA T5 jumelée  
Dans lotissement « VERT VILLAGE ». 3 ch., salon, séjour, s. de bains, 2 w.-c., garage, 89 m<sup>2</sup> habitables sur 480 m<sup>2</sup> de terrain. A 5° commerces, école et bus.  
428 000 F  
Tél. 74-93-48-13.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'Azur

## NICE

**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
59 CH. INSONDORISÉS ET CLIMATISÉS  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-62-66 - Télécopie 470418.  
Téléphone 93-16-17-93.

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-88-39-60  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.  
Téléphone direct, minibar.

## Languedoc

Vacances printemps, été, automne  
Vallée de la CÈZE.  
M. Maurice COSTE (3° génération) et l'HOTEL DU COMMERCE \*\*  
30438 GONDARQUES.  
vous proposent leurs séjours au soleil et leurs prix de pension (vin compris).  
10/3 au 31/5. De 153 à 180 F (suppl. ch. ind.)  
1° juin au 5 juillet 1989.  
25/8 au 20/10. De 165 à 190 F (Suppl. ch. ind.)  
6/7 au 24/8. De 185 à 215 F (Suppl. ch. ind.)  
Réductions de 5 % pour 15 jours pleins.  
(Sauf du 6 juillet au 24 août.)  
Excursions en car dans toute la région, nombreuses pédestres, pêche, baignade, nombreux loisirs, location de vélos, canoë-kayak, tennis, soleil, calme, repos, régions assurées.  
Doc. rapide sur dem. au tél. 66-82-20-68.

## Montagne

07470 COUCOURON (ARDÈCHE)  
AU CARREFOUR DES LACS \*\*\*NN  
1130 m. Proximité lacs, pêche, baignade, randonnées pédestres et équestres.  
Pens. complète 190 F à 210 F.  
Tél. 16 (1) 66-46-12-70.

## Paris

SORBONNE  
**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 230 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

## Provence

## 83240 CAVALAIRE

**HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE \*\*\***  
3 ch., salon, séjour, s. de bains, 2 w.-c., garage, 89 m<sup>2</sup> habitables sur 480 m<sup>2</sup> de terrain. A 5° commerces, école et bus.  
428 000 F  
Tél. 74-93-48-13.

## 28110 NYONS

4 heures PARIS TGV. Site except. Randonnées. Sauna, pisc., etc. Cols à votre goût. On ne fume pas à table.  
Biblo, Chamb. gd conf. TV. Tél. Dir. Mireille COLOMBE.  
**AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES.**  
Tél. 75-26-12-39.

## Hauts

## VENISE

**HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES \*\*\***  
Saint-Marc 1936  
Réservations : 193941/52-32-333  
Fax : 193941/52-03-721.  
Télécopie : 41-156 FENICE 1.

## VÉRONE

**NOVO HOTEL ROSSI**  
Via Dante Costa, 2  
Près de la gare de PORTA NUOVA  
Réservation : 193945/56-90-22  
Fax : 193945/57-82-79.  
Atmosphère intime, tout confort.

## Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE  
**EDEN PLAZA HOTEL**  
68 QUEENSGATE  
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7  
Tél. 19-44-1-370-6111. Télécopie 916228.  
Hôtel moderne et accueillant.  
Près de Knightsbridge, Harrods Hyde Park, musées.

## TOURISME

**TOURISME FLUVIAL**  
Le plaisir de découvrir la nature sur le canal de NANTES à BREST. Dans le confort et l'agrément d'un véritable appartement flottant pour 7 à 9 personnes.  
Renouvellement et documentation  
CLAUDE, 16 (1) 48-55-96-66 (heures de bureau).

## Baroque Nord-Sud

(Suite de la page 15.)

Cette France qui exaspère, exalte le classicisme par les audaces, les effets, la théâtralité, le dynamisme des formes qui sont, au dix-septième et au dix-huitième siècles, l'esprit du baroque.

C'est d'Avignon que le président de Brosses, en 1739, date première de ses fameuses *Lettres familières écrites d'Italie*, envoyées à ses amis restés à Dijon et qui resteront un des modèles du récit de voyage (rédigées au Mercure de France). Avignon, « en sa qualité de ville étrangère », à l'époque. Dès son arrivée, il s'en va « courir la ville », voir des églises, « toutes dorées à merveille ». La première sur son chemin est Saint-Agricol, que nous trouvons, nous, triste et en bien mauvais état. Mais c'est l'exception.

Arles sera blanc-gris, Aix core chaud. Avignon est une ville blonde et chaleureuse de proportions, où la rue (hors saison en tout cas) est un plaisir constant, émaillé d'accidents heureux, de places, de décrochements, comme la masse de l'Oratoire (fermé) ; pour son dôme ovale, il faut s'en tenir à la *France baroque* ; ou, au débouché de la rue Joseph-Vernet, cette façade de Saint-Martial (aujourd'hui temple protestant) qui se décolle de l'alignement, se montre, courbe et ténue à la fois.

C'est par le jeu du percement d'un boulevard au dix-neuvième siècle que l'on découvre aujourd'hui, en biais, la majestueuse façade de la chapelle du collège des jésuites, du pur style jésuite.

## Deux « tableaux » de pierre

L'intérieur est à l'avenant, « pilastres d'ordre corinthien et trois tribunes superposées », nous dit Charles de Brosses. C'est aujourd'hui le Musée lapidaire et, contrairement au Musée Calvet (cité aussi par Philippe Minguet), fermé pour de longs travaux de restauration, il est ouvert.

Ce n'est pas « en chaises à porteurs », comme le fit Brosses, que nous irons jusqu'à Villeneuve — à une lieue — constater combien le portail « de style composite », qui marque l'entrée de la Chartreuse,

aurait besoin d'être restauré. Mais nous ne quitterons pas Avignon sans retrouver — toujours les traces de Minguet — ces deux « tableaux » de pierre (en très bonne forme) que sont l'ancien théâtre de l'Oulle, à la mesure délicate de la place Crillon (après une galerie d'art — on « progresse », en effet) et, du même architecte, derrière le rocher des Doms et au pied de la maison d'arrêt, la chapelle des Pénitents noirs où des angelots offrent sur un plat la tête de Jean-Baptiste, mais c'est presque un détail tant la Gloire et les putti sont saisis dans un mouvement solaire et optimiste.

Avignon était « une étape qui s'impose ». Arles ne l'est pas moins, non seulement parce que, là aussi, le Musée lapidaire (une très riche collection de tombeaux chrétiens des premiers siècles) est abrité dans une chapelle des jésuites (celle-ci un peu grise et poussiéreuse, mais noble et ample de proportions), mais surtout pour voir enfin ce vestibule de l'hôtel de ville, chef-d'œuvre de Jules Hardouin-Mansart, ce grand plafond qui, par un jeu de pierres découpées (l'art de la stéréotomie) et encastrées, tient dans un carré presque plat de 15 mètres de côté, étape obligée des compagnons du tour de France. S'il est « baroque », c'est d'une manière extrêmement sobre, abstraite en tout cas, sans ornement aucun, une façon de baroque non figuratif, qui relance le débat sur la définition du mot. Jean-Marie Pérouse de Montclos en faisait déjà le clou de son *Architecture à la française* (édi-

tions Picard, 1982), mais ne serait-ce pas là l'endroit de reconnaître l'esprit français avec son baroque.

## L'architecture est un théâtre

Nulle part mieux qu'à Aix-en-Provence ne s'illustre le combat — et l'union — classique-baroque. Aix, la ville des « fontaines murmurantes et des atlantes ». Aix, « haut lieu du baroque français, fussement classicié », où l'escalier de l'hôtel de Châteaurenard et ses fresques en trompe-l'œil devançant de vingt ans l'escalier des Ambassadeurs de Versailles.

La découverte d'une telle ville ne peut se faire en passant et les festivals de l'été savent combien, ici, l'architecture est un théâtre quand on joue de la musique — baroque — sous les balcons du grand siècle. Partout fresques et trompe-l'œil décorent des escaliers, des plafonds. Il est amusant de les découvrir au Musée d'histoire naturelle (à gauche, après le dinosaure), au Musée d'aide sociale. Plus homogène est le style du pavillon de Vendôme, « maison de campagne » d'un duc du même nom, dont les atlantes semblent démesurées devant cette façade délicatement « classique ».

Bien sûr, il ne faudrait pas quitter la région sans aller jusqu'à Marseille, admirer la coupole ovale de la Vieille Charité, dans le quartier du Panier, qui a bénéficié d'une profonde restauration, retrouver les atlantes du sculpteur Puget, ce « mélancolique empereur des forçats », selon Baudelaire. Mais non, il nous reste, sur

la route d'Avignon, un trésor dans le vif du sujet : la collégiale de L'Isle-sur-la-Sorgue. C'est dimanche, jour de marché, vive animation, au cœur de ce village en rond où vivait René Char. Mais l'église est fermée, place forte sans commentaire, sans explication. Il faudra, ce soir, trouver M. le curé (le dimanche après-midi est jour de repos pour le bedeau). Et entrer dans ce sanctuaire total où les ors le disputent aux boiseries, où les apôtres sont saisis dans un déhanchement gracieux, où les chapelles rivalisent de raffinement et où, bien et or tout simplement, le décor d'angelots qui célèbre l'assomption de Marie et donne son nom à l'église, Notre-Dame-des-Anges, semble, au-dessus du tambour de la porte d'entrée, tout d'un coup d'une sobriété exemplaire.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

## Le livre

Philosophe et historien, Philippe Minguet avait signé une *Esthétique du rococo* en 1966. Aujourd'hui, il publie la *France baroque* aux éditions Hazan : 400 pages, 650 illustrations en noir et blanc, 150 en couleurs, reportage photographique de Leonard de Selva (780 F). Une bibliographie très complète, un index précis et une anthologie de textes de « Français devant le baroque » complètent cet ouvrage encyclopédique qui n'oublie ni les décors éphémères, ni les jardins, ni les fêtes.

JP Minguet

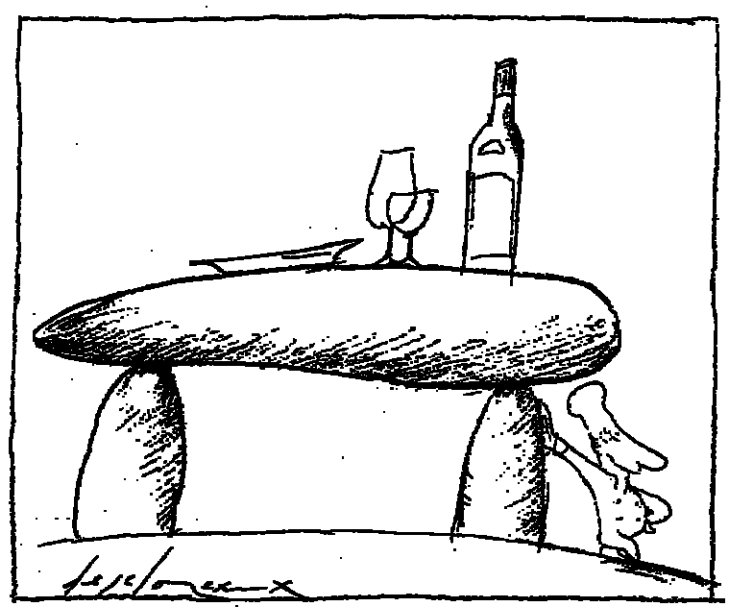


# LA TABLE

## Armor, Arvor, Argoat

**M**ERVEILLEUSE province que la Bretagne ! Bretagne qui, pour trop de touristes et de vacanciers, reste secrète. A leurs yeux, ce n'est que le pays des plages, des sports marins et des régimes de poissons-crustacés-coquillages. L'Armor, le pays de la mer ! Ils en oublient l'Arvor, l'intérieur, et l'Argoat, le pays des bois.

Trop de restaurateurs, il est vrai, les y aident, délaissant leur culture gastronomique pour les fantaisies à la mode. Au fil des « étolés », vous rencontrerez un bar au chambrin, une blanquette au gingembre, un couloumier rôti au caramel poivré, une tarte d'avocat... plus souvent que la soupe à la tête de congre ou celle de berniques, les maquereaux au cidre, le porché de Dol et les tripes aux pruneaux, la bardette et les immortelles fars : fars sach, fars manch, fars poch, fars gwinnz da, kig ha fars, etc.



Vers la Manche, on poussera jusqu'à Landivisiau tester le homard grillé « carantécoise » de L'Elorn (10, rue de Gaulle ; tél. : 98-68-38-46), aux menus de 75 F à 265 F. Vers l'Atlantique, la Cornouaille et la vallée de l'Odé, on gagnera la préfecture, Quimper, où il faut signaler L'Ambroisie (49, rue Fréron ; tél. : 98-95-00-02). A la carte, compter 250 F.

Voilà pour la découverte d'une Bretagne moins connue peut-être, digne d'attention. Si vous avez en main *Gastronomie bretonne*, le petit ouvrage de Simone Morand (éditions Flammarion), sans doute regretterez-vous de ne pas retrouver sur les menus et cartes des plats oubliés comme les tripes des noces de Scrigne, la daube de congre à la Saint-Vorand, etc. Mais du moins vous approcherez des cuisines du pays.

En Ille-et-Vilaine, quittant la côte d'Emeraude pour l'intérieur, vous visiterez l'ancienne cité épiscopale que fut Dol-de-Bretagne, saurez au passage le château de Montouran (où du Guesclin épouse Jeanne de Laval) et celui de Combourg, inséparable du souvenir de Chateaubriand, pour gagner Rennes, la capitale. Trop tard pour les « rigodallies » de mars, fêtes du pays gallo, mais vous vous régalez. Cher Choudin (12, rue d'Isly ; tél. : 99-30-87-86) d'un fabuleux plateau de fruits de mer avant le bar au beurre blanc.

Notez encore, à Pacé (9 km), Le Pont (16, rue du Docteur-Léon ; tél. : 99-50-61-06) et ses quatre menus, de 58 F à 135 F, de classique cuisine régionale. Et poussant jusqu'à Châteaubourg, voici Ar Milin' (30, rue de Paris ; tél. : 99-00-30-91), un vieux moulin bien aménagé, où le feuillet de pétoncles puis un canard « sauvageon » au jus vous séduiront. Petits menus et carte (compter 250 F).

de la Rance et où le chef cuisine agréablement les produits de la mer et ceux de la ferme. Menus à 60 F, 85 F, 130 F et carte.

De l'autre côté Guingamp, carrefour entre Armor et Argoat, où l'on fête à la mi-août, par des danses bretonnes, la Saint-Loup. Vous noterez La Chaumière (42, rue de la Trinité ; tél. : 96-43-72-47), petite maison de tradition où, des moules farsées à la sole meunière, tout est perfection simple. Menus et carte (compter 150 F-200 F). Poussons vers l'intérieur plus encore. Voici Loundac et, dans une vieille maison rustique, Le Cheval blanc (6, place de l'Eglise ; tél. : 96-28-00-31), où les filets de sole sont aux saint-jacques et le ris de veau aux demoiselles de l'océan, avec des menus de 56 F à 200 F.

40-17). Excellent beurre blanc, au menu comme à la carte (compter 150 F-200 F). Plus loin encore, Plémeur et le Restaurant Orcaud (ex-Reberminard) à l'excellente chaudière. Menus de 59 F à 110 F et carte. Quelques chambres (10, rue des Forges ; tél. : 97-74-00-49). En pleine campagne, à Carentoir, Le Vieux Chêne (route de La-Gaillay ; tél. : 99-08-91-91), sur le chemin de Rochefort-en-Terre (613 habitants). Le Lion d'or (tél. : 97-43-32-80) est un havre de grâces discrètes et bretonnantes et de simple cuisine, avec ses menus de 90 F à 210 F, les moules au cidre, le saumon aux herbes tendres, le caneton aux pommes. Loin de la mer, l'Arvor, c'est ça !

Bien sûr, le Morbihan, c'est Quiberon (et les îles au large), Carnac et ses alignements, Auray et le pèlerinage de Sainte-Anne. Mais, j'y tiens, restons cette fois encore dans « les terres ». Croyez-moi, la vallée du Blavet avec le lac de Guerledan et la forêt de Quéfcan valent le détour. Alors, vous « haltez » à Pontivy (château du quinzième siècle et vieilles maisons), découvrez le beau petit hôtel qu'est Le Rohan et son restaurant Le Gambetta (place de la Gare ; tél. : 97-25-53-70), où grill et broche fonctionnent en plein au service de la mer et de la campagne des alentours.

Un peu plus loin, voici Josselin et, à Guiliers, Le Relais du Porhoët (place de l'Eglise ; tél. : 97-74-

Le Finistère enfin. Ici, la mer est tout autour, mais dans les terres on s'intéressera aux monts d'Arrée (panorama du Roc'h Trévezel, montagne Saint-Michel, forêt du Cranou et, naturellement, Huelgoat). A Huelgoat, L'Auberge de la truite (exactement à Locmaria-Berrien, 7 km ; tél. : 98-99-73-05), où cuisine aussi le Guilla, avec des menus de 115 F à 300 F (ce dernier somptueux).

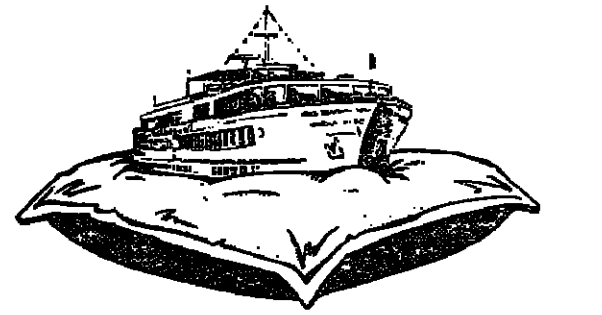
On ne manquera point les montagnes Noires, s'arrêtant dans la verdoyante vallée de l'Axine, à Châteaulin et, dans la rivière longeant son parc, Louis Le Mear fait pêcher directement les saumons de sa carte (Les Ducs de Lin, ancienne rue de Quimper ; tél. : 98-86-04-20). Ah ! ces noix de pétoncles sur crêpe de blé noir aux algues ! Compter de 150 F à 300 F.

Dans les Côtes-du-Nord, entre Erquy (les meilleures saint-jacques) et Saint-Brieuc, la préfecture, vous passerez par le Val-André, découvrant une simple cuisine de tradition Au blénois (121, rue Clemenceau ; tél. : 96-72-24-35). Menus nombreux de 39 F à 180 F.

Puis vous foncez dans les terres. D'un côté Dinan, le château de la duchesse Anne, les remparts et... le Musée des oiseaux. Dinan où les bonnes maisons ne manquent point, mais où vous découvrirez peut-être Le Relais des corsaires (5, rue du Quai ; tél. : 96-39-40-17), au bord

### Le Rhin et KD

## AU PAYS DE LA LORELEI... LA VIE COULE PLUS DOUX



Vous avez envie depuis très longtemps de découvrir la légendaire Lorelei ! Le charme et la majesté des sites rhénans ! Mais dans une atmosphère privilégiée, reposante et confortable. Alors n'hésitez pas, embarquez pour le confort et voyagez KD. Choisir KD c'est avant tout vous offrir la croisière dont vous avez toujours rêvé. Vous découvrirez vite que la vie coule toujours plus douce sur KD.

Pour notre brochure 1989, adressez votre carte de visite à CROISIÈRES KD, 9, rue Saint-Honoré 75008 PARIS ou prenez contact avec votre agence de voyages.

LE RHIN ET KD EMBARQUEZ POUR LE CONFORT

### Aux quatre coins de France

**Vins et alcools**

**GRANDS VINS DE BOURGOGNE**  
Direct. du product. GIVRY rouge et bl. PARIZE Gérard, viticult. 71640 GIVRY

**EXCEPTIONNEL - 40 %**  
Sur vins de GAILLAC. Haut de gamme. Livraison gratuite assurée Paris, banlieue proche. Tél. (1) 43-87-00-06.

**GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE**  
Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésime en sec et moelleux. J. LABAT-LARONDETTTE, 4810 JURANÇON. Tarif sur demande.

**CHAMPAGNE de qualité.**  
Cuvée du Récompenseur brut Millésime 1982. Tarif sur demande. Vient en foule de châteaux. Direct de la propriété. Champagne du Récompenseur Dubois, P. & F. 3 Les Abricots, VENTOUSE, 51200 ESPRAY. - Tél. : 26-58-48-37.

# MEXIQUE:

## 3 vols par semaine à partir du 11 avril!

Après avoir démontré ses qualités de régularité, de fiabilité et de service sur le continent nord américain, la nouvelle compagnie privée Aeroméxico propose trois vols par semaine au départ de Paris à partir du 11 avril 1989 (\*).

Pour Aeroméxico la satisfaction du passager est la priorité n°1 pour tous : pilotes, hôtesses et personnels au sol s'appliquent par leur ponctualité, la qualité de leur service et leur courtoisie à faire une réalité du nouvel engagement d'Aeroméxico : "Nous vous offrons le meilleur de nous-mêmes".

**3 vols Paris-Madrid-Miami-Mexico**

Les mardi, jeudi et samedi, les DC 10/30 les plus modernes d'Aeroméxico quitteront Paris à destination de Mexico. A bord des vols Aeroméxico, les passagers de la classe "touniste" bénéficieront des meilleures prestations.

**44 sièges en classe V.I.P.**

Le compartiment V.I.P., situé à l'avant de l'appareil propose 44 sièges spacieux et confortables. Les passagers bénéficient de services très appréciés : comptoir réservé à l'aéroport ; Repas à la carte, servis à l'assiette ; Couverts et verres de qualité ; Sélection d'apéritifs, de vins et d'alcools.

**Vols Vacances et Vols Visite**

Aeroméxico propose à tous ceux qui partent au Mexique pour leurs vacances ou leurs affaires, (pour une durée de séjour de 13 à 60 jours), ses tarifs "Vols Vacances" et "Vols Visite".

PARIS - MIAMI - PARIS 4.880 F. / PARIS - MEXICO - PARIS 5.610 F.

**A Orly, c'est déjà le Mexique**

Partir au Mexique avec Aeroméxico, c'est être en vacances dès le départ d'Orly et découvrir, dès votre embarquement, la cordialité et la convivialité mexicaine !



Aerovias de Mexico S.A.  
12, rue Auber PARIS 8<sup>e</sup>  
Rése. : (1) 47.42.40.50.

\* Classée 1<sup>re</sup> compagnie nord-américaine par Air Travel Consumer Report en janvier 1989.

**aeroméxico**

Nous vous offrons le meilleur de nous-mêmes

### Décor Maestro !!!



**Donatello**



Decouvrez vos vacances en Italie, Sicile et Sardaigne : les clubs, les villes d'art, les circuits, les croisières, les séjours, les locations...

Exemple de prix : Circuit des volcans en Sicile - 1 semaine : avion et circuit en autocar à partir de 1.880 F.

Brochures Donatello dans votre agence de voyages ou Donatello : 33 Boulevard de la Tour-Maubourg 75007 PARIS. Téléphone : (1) 47.05.62.49

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p><b>ALÉSIA - PORTO D'OROUROS</b></p> <p><b>LA BONNE TABLE</b>, 45-50-74-91, 42, r. Friant. PARKING. Spéc. POISSONS.</p> <p><b>BASTILLE - OPERA DE L'ART</b></p> <p><b>EL BOLICHE</b>, 43, rue Faidherbe, 11<sup>e</sup>. F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain du 11<sup>e</sup>.</p>	<p><b>CHAMPS-ÉLYSÉES</b></p> <p><b>RELAIS BELIMAN</b>, 37, r. France-1<sup>re</sup>, 47-23-54-42. Juss. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.</p> <p><b>142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41</b></p> <p><b>COPENHAGUE</b>, 1<sup>er</sup> étage.</p> <p><b>FLORA DANICA</b>, et son jardin r.d.c.</p> <p><b>SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.</b></p>	<p><b>COBELINS</b></p> <p><b>ENTOTTO</b>, 45-87-88-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13<sup>e</sup>. Spécialités éthiopiennes.</p> <p><b>LES HALLES</b></p> <p><b>CAVEAU F-VILLON</b>, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses caves du XV<sup>e</sup>. F. dim. et lundi. P.M.R. 170/200 F.</p>	<p><b>MONTPARNAISE</b></p> <p>Nouveau rest. indien (spéc. MUGLAI)</p> <p><b>LE TAGORE</b>, 25, av. du Maine, Paris-15<sup>e</sup>. T.L.J. 45-44-94-41. Carte 140 F.</p> <p><b>ODÉON</b></p> <p><b>INCARI</b>, 9, r. Monsieur-le-Prince, 6<sup>e</sup>. F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain.</p>	<p><b>REPUBLIQUE-BASTILLE</b></p> <p><b>LE REPAIR DE CARTOUCHE</b>, 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11<sup>e</sup>). F. sam. midi, dim.</p> <p><b>SAINT-AUGUSTIN</b></p> <p><b>LE SARLADAIS</b>, 2, r. de Vienne, 8<sup>e</sup>, 45-23-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c.</p>	<p><b>SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS</b></p> <p><b>LA FOUX</b>, 2, rue Clément (6<sup>e</sup>). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.</p> <p><b>PIROCADERO</b>, 139, 8<sup>e</sup></p> <p><b>P. GAILLARD</b>, 70, r. de Longchamp. F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41. Cuis. classique.</p>
---	---	---	--	--	---

# JEUX

## échecs

N° 1327

L'ESSENTIEL  
EST AILLEURS

Tournoi Open de Lugano  
(mars 1989)  
Blancs : J. Huns (Angleterre)  
Noirs : K. Thorsen (Danemark)  
Défense sicilienne  
Attaque Keres

1. e4 e5 2. f3 f6 3. f4 f5 4. f5 g6 5. f6 g7 6. f7 g8 7. f8 g9 8. f9 g10 9. f10 g11 10. f11 g12 11. f12 g13 12. f13 g14 13. f14 g15 14. f15 g16 15. f16 g17 16. f17 g18 17. f18 g19 18. f19 g20 19. f20 g21 20. f21 g22 21. f22 g23 22. f23 g24 23. f24 g25 24. f25 g26 25. f26 g27 26. f27 g28 27. f28 g29 28. f29 g30 29. f30 g31 30. f31 g32 31. f32 g33 32. f33 g34 33. f34 g35 34. f35 g36 35. f36 g37 36. f37 g38 37. f38 g39 38. f39 g40 39. f40 g41 40. f41 g42 41. f42 g43 42. f43 g44 43. f44 g45 44. f45 g46 45. f46 g47 46. f47 g48 47. f48 g49 48. f49 g50 49. f50 g51 50. f51 g52 51. f52 g53 52. f53 g54 53. f54 g55 54. f55 g56 55. f56 g57 56. f57 g58 57. f58 g59 58. f59 g60 59. f60 g61 60. f61 g62 61. f62 g63 62. f63 g64 63. f64 g65 64. f65 g66 65. f66 g67 66. f67 g68 67. f68 g69 68. f69 g70 69. f70 g71 70. f71 g72 71. f72 g73 72. f73 g74 73. f74 g75 74. f75 g76 75. f76 g77 76. f77 g78 77. f78 g79 78. f79 g80 79. f80 g81 80. f81 g82 81. f82 g83 82. f83 g84 83. f84 g85 84. f85 g86 85. f86 g87 86. f87 g88 87. f88 g89 88. f89 g90 89. f90 g91 90. f91 g92 91. f92 g93 92. f93 g94 93. f94 g95 94. f95 g96 95. f96 g97 96. f97 g98 97. f98 g99 98. f99 g100 99. f100 g101 100. f101 g102 101. f102 g103 102. f103 g104 103. f104 g105 104. f105 g106 105. f106 g107 106. f107 g108 107. f108 g109 108. f109 g110 109. f110 g111 110. f111 g112 111. f112 g113 112. f113 g114 113. f114 g115 114. f115 g116 115. f116 g117 116. f117 g118 117. f118 g119 118. f119 g120 119. f120 g121 120. f121 g122 121. f122 g123 122. f123 g124 123. f124 g125 124. f125 g126 125. f126 g127 126. f127 g128 127. f128 g129 128. f129 g130 129. f130 g131 130. f131 g132 131. f132 g133 132. f133 g134 133. f134 g135 134. f135 g136 135. f136 g137 136. f137 g138 137. f138 g139 138. f139 g140 139. f140 g141 140. f141 g142 141. f142 g143 142. f143 g144 143. f144 g145 144. f145 g146 145. f146 g147 146. f147 g148 147. f148 g149 148. f149 g150 149. f150 g151 150. f151 g152 151. f152 g153 152. f153 g154 153. f154 g155 154. f155 g156 155. f156 g157 156. f157 g158 157. f158 g159 158. f159 g160 159. f160 g161 160. f161 g162 161. f162 g163 162. f163 g164 163. f164 g165 164. f165 g166 165. f166 g167 166. f167 g168 167. f168 g169 168. f169 g170 169. f170 g171 170. f171 g172 171. f172 g173 172. f173 g174 173. f174 g175 174. f175 g176 175. f176 g177 176. f177 g178 177. f178 g179 178. f179 g180 179. f180 g181 180. f181 g182 181. f182 g183 182. f183 g184 183. f184 g185 184. f185 g186 185. f186 g187 186. f187 g188 187. f188 g189 188. f189 g190 189. f190 g191 190. f191 g192 191. f192 g193 192. f193 g194 193. f194 g195 194. f195 g196 195. f196 g197 196. f197 g198 197. f198 g199 198. f199 g200 199. f200 g201 200. f201 g202 201. f202 g203 202. f203 g204 203. f204 g205 204. f205 g206 205. f206 g207 206. f207 g208 207. f208 g209 208. f209 g210 209. f210 g211 210. f211 g212 211. f212 g213 212. f213 g214 213. f214 g215 214. f215 g216 215. f216 g217 216. f217 g218 217. f218 g219 218. f219 g220 219. f220 g221 220. f221 g222 221. f222 g223 222. f223 g224 223. f224 g225 224. f225 g226 225. f226 g227 226. f227 g228 227. f228 g229 228. f229 g230 229. f230 g231 230. f231 g232 231. f232 g233 232. f233 g234 233. f234 g235 234. f235 g236 235. f236 g237 236. f237 g238 237. f238 g239 238. f239 g240 239. f240 g241 240. f241 g242 241. f242 g243 242. f243 g244 243. f244 g245 244. f245 g246 245. f246 g247 246. f247 g248 247. f248 g249 248. f249 g250 249. f250 g251 250. f251 g252 251. f252 g253 252. f253 g254 253. f254 g255 254. f255 g256 255. f256 g257 256. f257 g258 257. f258 g259 258. f259 g260 259. f260 g261 260. f261 g262 261. f262 g263 262. f263 g264 263. f264 g265 264. f265 g266 265. f266 g267 266. f267 g268 267. f268 g269 268. f269 g270 269. f270 g271 270. f271 g272 271. f272 g273 272. f273 g274 273. f274 g275 274. f275 g276 275. f276 g277 276. f277 g278 277. f278 g279 278. f279 g280 279. f280 g281 280. f281 g282 281. f282 g283 282. f283 g284 283. f284 g285 284. f285 g286 285. f286 g287 286. f287 g288 287. f288 g289 288. f289 g290 289. f290 g291 290. f291 g292 291. f292 g293 292. f293 g294 293. f294 g295 294. f295 g296 295. f296 g297 296. f297 g298 297. f298 g299 298. f299 g300 299. f300 g301 300. f301 g302 301. f302 g303 302. f303 g304 303. f304 g305 304. f305 g306 305. f306 g307 306. f307 g308 307. f308 g309 308. f309 g310 309. f310 g311 310. f311 g312 311. f312 g313 312. f313 g314 313. f314 g315 314. f315 g316 315. f316 g317 316. f317 g318 317. f318 g319 318. f319 g320 319. f320 g321 320. f321 g322 321. f322 g323 322. f323 g324 323. f324 g325 324. f325 g326 325. f326 g327 326. f327 g328 327. f328 g329 328. f329 g330 329. f330 g331 330. f331 g332 331. f332 g333 332. f333 g334 333. f334 g335 334. f335 g336 335. f336 g337 336. f337 g338 337. f338 g339 338. f339 g340 339. f340 g341 340. f341 g342 341. f342 g343 342. f343 g344 343. f344 g345 344. f345 g346 345. f346 g347 346. f347 g348 347. f348 g349 348. f349 g350 349. f350 g351 350. f351 g352 351. f352 g353 352. f353 g354 353. f354 g355 354. f355 g356 355. f356 g357 356. f357 g358 357. f358 g359 358. f359 g360 359. f360 g361 360. f361 g362 361. f362 g363 362. f363 g364 363. f364 g365 364. f365 g366 365. f366 g367 366. f367 g368 367. f368 g369 368. f369 g370 369. f370 g371 370. f371 g372 371. f372 g373 372. f373 g374 373. f374 g375 374. f375 g376 375. f376 g377 376. f377 g378 377. f378 g379 378. f379 g380 379. f380 g381 380. f381 g382 381. f382 g383 382. f383 g384 383. f384 g385 384. f385 g386 385. f386 g387 386. f387 g388 387. f388 g389 388. f389 g390 389. f390 g391 390. f391 g392 391. f392 g393 392. f393 g394 393. f394 g395 394. f395 g396 395. f396 g397 396. f397 g398 397. f398 g399 398. f399 g400 399. f400 g401 400. f401 g402 401. f402 g403 402. f403 g404 403. f404 g405 404. f405 g406 405. f406 g407 406. f407 g408 407. f408 g409 408. f409 g410 409. f410 g411 410. f411 g412 411. f412 g413 412. f413 g414 413. f414 g415 414. f415 g416 415. f416 g417 416. f417 g418 417. f418 g419 418. f419 g420 419. f420 g421 420. f421 g422 421. f422 g423 422. f423 g424 423. f424 g425 424. f425 g426 425. f426 g427 426. f427 g428 427. f428 g429 428. f429 g430 429. f430 g431 430. f431 g432 431. f432 g433 432. f433 g434 433. f434 g435 434. f435 g436 435. f436 g437 436. f437 g438 437. f438 g439 438. f439 g440 439. f440 g441 440. f441 g442 441. f442 g443 442. f443 g444 443. f444 g445 444. f445 g446 445. f446 g447 446. f447 g448 447. f448 g449 448. f449 g450 449. f450 g451 450. f451 g452 451. f452 g453 452. f453 g454 453. f454 g455 454. f455 g456 455. f456 g457 456. f457 g458 457. f458 g459 458. f459 g460 459. f460 g461 460. f461 g462 461. f462 g463 462. f463 g464 463. f464 g465 464. f465 g466 465. f466 g467 466. f467 g468 467. f468 g469 468. f469 g470 469. f470 g471 470. f471 g472 471. f472 g473 472. f473 g474 473. f474 g475 474. f475 g476 475. f476 g477 476. f477 g478 477. f478 g479 478. f479 g480 479. f480 g481 480. f481 g482 481. f482 g483 482. f483 g484 483. f484 g485 484. f485 g486 485. f486 g487 486. f487 g488 487. f488 g489 488. f489 g490 489. f490 g491 490. f491 g492 491. f492 g493 492. f493 g494 493. f494 g495 494. f495 g496 495. f496 g497 496. f497 g498 497. f498 g499 498. f499 g500 499. f500 g501 500. f501 g502 501. f502 g503 502. f503 g504 503. f504 g505 504. f505 g506 505. f506 g507 506. f507 g508 507. f508 g509 508. f509 g510 509. f510 g511 510. f511 g512 511. f512 g513 512. f513 g514 513. f514 g515 514. f515 g516 515. f516 g517 516. f517 g518 517. f518 g519 518. f519 g520 519. f520 g521 520. f521 g522 521. f522 g523 522. f523 g524 523. f524 g525 524. f525 g526 525. f526 g527 526. f527 g528 527. f528 g529 528. f529 g530 529. f530 g531 530. f531 g532 531. f532 g533 532. f533 g534 533. f534 g535 534. f535 g536 535. f536 g537 536. f537 g538 537. f538 g539 538. f539 g540 539. f540 g541 540. f541 g542 541. f542 g543 542. f543 g544 543. f544 g545 544. f545 g546 545. f546 g547 546. f547 g548 547. f548 g549 548. f549 g550 549. f550 g551 550. f551 g552 551. f552 g553 552. f553 g554 553. f554 g555 554. f555 g556 555. f556 g557 556. f557 g558 557. f558 g559 558. f559 g560 559. f560 g561 560. f561 g562 561. f562 g563 562. f563 g564 563. f564 g565 564. f565 g566 565. f566 g567 566. f567 g568 567. f568 g569 568. f569 g570 569. f570 g571 570. f571 g572 571. f572 g573 572. f573 g574 573. f574 g575 574. f575 g576 575. f576 g577 576. f577 g578 577. f578 g579 578. f579 g580 579. f580 g581 580. f581 g582 581. f582 g583 582. f583 g584 583. f584 g585 584. f585 g586 585. f586 g587 586. f587 g588 587. f588 g589 588. f589 g590 589. f590 g591 590. f591 g592 591. f592 g593 592. f593 g594 593. f594 g595 594. f595 g596 595. f596 g597 596. f597 g598 597. f598 g599 598. f599 g600 599. f600 g601 600. f601 g602 601. f602 g603 602. f603 g604 603. f604 g605 604. f605 g606 605. f606 g607 606. f607 g608 607. f608 g609 608. f609 g610 609. f610 g611 610. f611 g612 611. f612 g613 612. f613 g614 613. f614 g615 614. f615 g616 615. f616 g617 616. f617 g618 617. f618 g619 618. f619 g620 619. f620 g621 620. f621 g622 621. f622 g623 622. f623 g624 623. f624 g625 624. f625 g626 625. f626 g627 626. f627 g628 627. f628 g629 628. f629 g630 629. f630 g631 630. f631 g632 631. f632 g633 632. f633 g634 633. f634 g635 634. f635 g636 635. f636 g637 636. f637 g638 637. f638 g639 638. f639 g640 639. f640 g641 640. f641 g642 641. f642 g643 642. f643 g644 643. f644 g645 644. f645 g646 645. f646 g647 646. f647 g648 647. f648 g649 648. f649 g650 649. f650 g651 650. f651 g652 651. f652 g653 652. f653 g654 653. f654 g655 654. f655 g656 655. f656 g657 656. f657 g658 657. f658 g659 658. f659 g660 659. f660 g661 660. f661 g662 661. f662 g663 662. f663 g664 663. f664 g665 664. f665 g666 665. f666 g667 666. f667 g668 667. f668 g669 668. f669 g670 669. f670 g671 670. f671 g672 671. f672 g673 672. f673 g674 673. f674 g675 674. f675 g676 675. f676 g677 676. f677 g678 677. f678 g679 678. f679 g680 679. f680 g681 680. f681 g682 681. f682 g683 682. f683 g684 683. f684 g685 684. f685 g686 685. f686 g687 686. f687 g688 687. f688 g689 688. f689 g690 689. f690 g691 690. f691 g692 691. f692 g693 692. f693 g694 693. f694 g695 694. f695 g696 695. f696 g697 696. f697 g698 697. f698 g699 698. f699 g700 699. f700 g701 700. f701 g702 701. f702 g703 702. f703 g704 703. f704 g705 704. f705 g706 705. f706 g707 706. f707 g708 707. f708 g709 708. f709 g710 709. f710 g711 710. f711 g712 711. f712 g713 712. f713 g714 713. f714 g715 714. f715 g716 715. f716 g717 716. f717 g718 717. f718 g719 718. f719 g720 719. f720 g721 720. f721 g722 721. f722 g723 722. f723 g724 723. f724 g725 724. f725 g726 725. f726 g727 726. f727 g728 727. f728 g729 728. f729 g730 729. f730 g731 730. f731 g732 731. f732 g733 732. f733 g734 733. f734 g735 734. f735 g736 735. f736 g737 736. f737 g738 737. f738 g739 738. f739 g740 739. f740 g741 740. f741 g742 741. f742 g743 742. f743 g744 743. f744 g745 744. f745 g746 745. f746 g747 746. f747 g748 747. f748 g749 748. f749 g750 749. f750 g751 750. f751 g752 751. f752 g753 752. f753 g754 753. f754 g755 754. f755 g756 755. f756 g757 756. f757 g758 757. f758 g759 758. f759 g760 759. f760 g761 760. f761 g762 761. f762 g763 762. f763 g764 763. f764 g765 764. f765 g766 765. f766 g767 766. f767 g768 767. f768 g769 768. f769 g770 769. f770 g771 770. f771 g772 771. f772 g773 772. f773 g774 773. f774 g775 774. f775 g776 775. f776 g777 776. f777 g778 777. f778 g779 778. f779 g780 779. f780 g781 780. f781 g782 781. f782 g783 782. f783 g784 783. f784 g785 784. f785 g786 785. f786 g787 786. f787 g788 787. f788 g789 788. f789 g790 789. f790 g791 790. f791 g792 791. f792 g793 792. f793 g794 793. f794 g795 794. f795 g796 795. f796 g797 796. f797 g798 797. f798 g799 798. f799 g800 799. f800 g801 800. f801 g802 801. f802 g803 802. f803 g804 803. f804 g805 804. f805 g806 805. f806 g807 806. f807 g808 807. f808 g809 808. f809 g810 809. f810 g811 810. f811 g812 811. f812 g813 812. f813 g814 813. f814 g815 814. f815 g816 815. f816 g817 816. f817 g818 817. f818 g819 818. f819 g820 819. f820 g821 820. f821 g822 821. f822 g823 822. f823 g824 823. f824 g825 824. f825 g826 825. f826 g827 826. f827 g828 827. f828 g829 828. f829 g830 829. f830 g831 830. f831 g832 831. f832 g833 832. f833 g834 833. f834 g835 834. f835 g836 835. f836 g837 836. f837 g838 837. f838 g839 838. f839 g840 839. f840 g841 840. f841 g842 841. f842 g843 842. f843 g844 843. f844 g845 844. f845 g846 845. f846 g847 846. f847 g848 847. f848 g849 848. f849 g850 849. f850 g851 850. f851 g852 851. f852 g853 852. f853 g854 853. f854 g855 854. f855 g856 855. f856 g857 856. f857 g858 857. f858 g859 858. f859 g860 859. f860 g861 860. f861 g862 861. f862 g863 862. f863 g864 863. f864 g865 864. f865 g866 865. f866 g867 866. f867 g868 867. f868 g869 868. f869 g870 869. f870 g871 870. f871 g872 871. f872 g873 872. f873 g874 873. f874 g875 874. f875 g876 875. f876 g877 876. f877 g878 877. f878 g879 878. f879 g880 879. f880 g881 880. f881 g882 881. f882 g883 882. f883 g884 883. f884 g885 884. f885 g886 885. f886 g887 886. f887 g888 887. f888 g889 888. f889 g890 889. f890 g891 890. f891 g892 891. f892 g893 892. f893 g894 893. f894 g895 894. f895 g896 895. f896 g897 896. f897 g898 897. f898 g899 898. f899 g900 899. f900 g901 900. f901 g902 901. f902 g903 902. f903 g904 903. f904 g905 904. f905 g906 905. f906 g907 906. f907 g908 907. f908 g909 908. f909 g910 909. f910 g911 910. f911 g912 911. f912 g913 912. f913 g914 913. f914 g915 914. f915 g916 915. f916 g917 916. f917 g918 917. f918 g919 918. f919 g920 919. f920 g921 920. f921 g922 921. f922 g923 922. f923 g924 923. f924 g925 924. f925 g926 925. f926 g927 926. f927 g928 927. f928 g929 928. f929 g930 929. f930 g931 930. f931 g932 931. f932 g933 932. f933 g934 933. f934 g935 934. f935 g936 935. f936 g937 936. f937 g938 937. f938 g939 938. f939 g940 939. f940 g941 940. f941 g942 941. f942 g943 942. f943 g944 943. f944 g945 944. f945 g946 945. f946 g947 946. f947 g948 947. f948 g949 948. f949 g950 949. f950 g951 950. f951 g



## FOOTBALL : la décision officielle de M. Jean-Luc Lagardère

### Matra Racing, c'est fini !

Le Matra Racing est mort. M. Jean-Luc Lagardère, président du groupe Matra, l'a confirmé, jeudi 6 avril, à Paris. L'équipe parisienne terminera tout de même le championnat en cours mais tous les joueurs seront transférés.

« Matra va arrêter son engagement dans le football. La nouvelle était attendue (le Monde du 31 mars). M. Jean-Luc Lagardère, président du groupe Matra, l'a officiellement annoncé, jeudi 6 avril, à Paris lors d'une conférence de presse dans les salons de l'hôtel Georges-V. Après un long exposé sur sa tentative d'implantation dans le football de haut niveau - tentative sanctionnée par de piètres résultats et une mauvaise image de marque malgré de lourds investissements - M. Jean-Luc Lagardère a précisé les modalités de ce retrait.

L'équipe, actuellement seizième du championnat de première division (et éliminée de la Coupe de France) terminera cette compétition. « Il reste six matches à disputer », a indiqué le président du Matra

Racing. « Il ne s'agit pas de fausser le championnat. Je donnerai des conseils aux entraîneurs et aux joueurs pour qu'ils aient le cœur de défendre cet honneur. » Tous les joueurs encore sous contrat (seize au total) sont placés sur la liste des transferts. « Certains font déjà l'objet de demandes », a révélé M. Jean-Luc Lagardère qui n'avait pourtant pas informé les joueurs de l'avenir du club avant cette conférence. Enfin, Matra restituera au Racing-Club de France toute sa section amateur - dont les équipes de jeunes - qui pourra ainsi redémarrer en troisième division la saison prochaine.

Contrairement à ce qu'avaient laissé entendre certaines sources proches du groupe, ce retrait de Matra sera donc total et définitif. Aucune autre société dirigée (groupe Hachette, Europe 1) par M. Jean-Luc Lagardère ne prendra le relais. D'autre part, celui-ci a précisé que l'hypothèse d'un « reprenneur » extérieur lui semblait peu sérieuse.

Fort de ses succès dans le sport automobile, M. Jean-Luc Lagardère, passionné de sport, s'était lancé dans le football en 1982. Bénéficiant d'une place laissée vacante en deuxième division par le Paris-FC, il avait ressuscité le Racing-Club de France.

Après une expérience malheureuse en première division en 1984 sous le nom de RC Paris, il doit patienter jusqu'en 1986 pour s'installer véritablement parmi l'élite du football français. Objectif : l'Europe. M. Lagardère est ambitieux. Il engage les meilleurs joueurs (Fernandez, Francescoli, Litbarski, Olmetta...) et propose les plus hauts salaires de France. Ne parvient-il pas de 700 000 francs mensuels pour Fernandez ? Pourtant, les résultats ne suivent pas, le public non plus.

En juin 1987, le groupe Matra associe malgré tout son nom à celui du club. En dépit d'un budget évalué à 80 millions de francs, le Matra Racing ne parvient pas à s'imposer. Ni sur le terrain où les joueurs accumulent les contre-performances. Ni en dehors où le club d'entreprise d'un genre nouveau en France dérange par sa rigueur, sa richesse et ses ambitions, à l'image de Jean-Louis Borloo, ancien responsable du secteur des transports promu directeur général du Matra. De nombreux conflits ont opposé les joueurs (Fernandez, Francescoli...) à cet homme de confiance et ami personnel de Jean-Luc Lagardère.

Une image de marque globalement négative Cette accumulation de résultats indignes des joueurs en présence et une image de marque globalement négative avaient amené Jean-Luc Lagardère à déclarer il y a quelques mois dans l'«Expansion» : « On ne continuera pas à investir 80 millions de francs par an dans le Matra Racing ».

Sa conférence de presse a confirmé ses déclarations. Le président du groupe Matra n'a répondu à aucune question mais a tenté d'expliquer les raisons de cet échec dans la tentative de monter en France un grand club d'entreprise à l'image de la Juventus de Turin (Italie). Il s'est refusé à parler d'échec sportif, rappelant que son équipe avait été deuxième du championnat en décembre 1987 mais a tout de même évoqué la responsabilité de certains joueurs qualifiés de « mauvais élèves qui viennent se plaindre de traitements exagérés ».

Il s'est également refusé à évoquer un « échec psychologique ». Trop pressé, trop ambitieux, le message de Matra est mal passé dans le football français. Mais Jean-Luc Lagardère a plaidé non-coupable : « Chez Matra, quand on entreprend un développement technologique, on place la barre assez haut et on dit : voilà l'objectif. » Enfin, Jean-Luc Lagardère a également réfuté les accusations fréquemment entendues au sujet de son club : « Nous avons pourri le milieu du foot par l'argent ? Fichette ! Je vous jure que jamais nous n'avons eu le budget le plus élevé et le plus haut salaire de France ! »

Au cours de ce long monologue, Jean-Luc Lagardère a reconnu que son club n'avait pas su se faire apprécier des médias et du milieu du football dans son ensemble, qualifié d'« archaïque » : « Continuer nous aurait obligé à rester à contre-courant trop longtemps, à changer trop de choses. Et rester à contre-courant cela fatigue. J'ai le sentiment que nous n'allons pas laisser derrière nous une traînée de regrets... »

P. Br.

**LES HEURES DU STADE**  
**Basket-ball**  
Championnat de France. - Tournoi des As, vendredi 7 et samedi 8 avril, (Antenne 2, 18 h 30, au Mans). Huitièmes de finale retour, samedi 8 avril.  
**Cyclisme**  
Paris-Roubaix. - Dimanche 9 avril (Antenne 2 à 13 h 20). La Flèche wallonne, mercredi 12 avril.  
**Football**  
Coupe de France. - Huitièmes de finale aller, samedi 8 avril.  
Championnat de France. - 33<sup>e</sup> journée de première division, mercredi 12 avril.  
**Rugby**  
Championnat de France. - Sixième tour retour, dimanche 9 avril.  
**Tennis de table**  
Championnats du monde. - Jusqu'au dimanche 9 avril à Dortmund (RFA).

PHILIPPE BROUSSARD.

## TENNIS : Etats-Unis-France en Coupe Davis

### Le face-à-face McEnroe-Noah

John McEnroe et Yannick Noah devaient disputer, vendredi 7 avril à San Diego (samedi à partir de 1 h 30 en France) le premier match de la rencontre en quarts de finale de la Coupe Davis entre les Etats-Unis et la France. Le face-à-face des deux joueurs devait-il être aussi intense que lors de leur affrontement en finale de cette même Coupe à Grenoble en 1982 ? En tout cas l'équipe formée par Eric Deblicker ne paraît pas battue contre celle de Tom Gorman. La partie décisive pourrait être, dimanche, la cinquième entre McEnroe et Leconte.

SAN-DIEGO (Californie)  
de notre envoyé spécial

Avant l'heure, ce n'est pas l'heure ; après l'heure ce n'est plus l'heure. La fanfare de la Navy a donc concieusement soufflé dans ses cuivres jeudi 6 avril sur le coup de midi comme il avait été prévu qu'elle le fit à l'occasion du tirage au sort des matches de la rencontre de Coupe Davis Etats-Unis-France. Puis elle s'en est allée, laissant tous les invités à la cérémonie cuire sous le soleil dans l'attente de l'équipe de France.

Finalement, le juge arbitre du match a procédé à la présentation des joueurs avec trois quarts d'heure de retard. Sans tambour ni trompette. Mais ce n'est pas pour autant que les parties devraient manquer d'éclat. En fait, le décor est planté pour que la onzième rencontre de la France et des Etats-Unis en Coupe Davis soit un grand moment de tennis.

Vu de France, il pouvait paraître curieux que la fédération américaine ait décidé de faire jouer la rencontre en salle. Sur place, le choix du Sports Arena paraît des plus judicieux. C'est un stade couvert, ovale, plus fonctionnel qu'esthétique, comme il y en a dans presque toutes les grandes villes d'Amérique du Nord. Plus de 13 000 spectateurs peuvent y trouver place. « Il n'aurait pas été raisonnable de faire jouer les matches sur un court en plein air

autour duquel nous n'avons que 4 500 places de tribune compte tenu de l'importance de la rencontre et de son succès populaire », explique Barry Lorge, directeur du service des sports du San Diego Tribune, le quotidien local. Il devrait donc y avoir au moins autant d'ambiance pour ce quart de finale que lors de la finale 1982, dans le palais des sports de Grenoble.

Autre avantage inattendu d'une rencontre en salle : la climatisation. Une vague de chaleur exceptionnelle frappe la Californie du Sud. Dans la journée le thermomètre monte à plus de 40 degrés. Pour les joueurs comme pour le public, il est préférable que les rencontres aient lieu sous abri, car elles seront ainsi plus régulières.

Dans ces conditions, l'équipe de France peut-elle réussir à vaincre celle des Etats-Unis ? Si l'on s'en tient au classement mondial des joueurs des deux formations, celle de Tom Gorman est favorite avec Agassi n° 5, McEnroe n° 6 en simple et Flach-Seguso n° 1 en double. Noah et Leconte n'apparaissent qu'en douzième et treizième place du classement mondial individuel.

Pourtant le rapport des forces est plus équilibré qu'il n'y paraît. « Nous pouvons gagner 3-0 mais nous pouvons tout aussi bien perdre 3-2 », a déclaré récemment John McEnroe. Il ne fait pas de doute que l'ancien champion du monde se crédite de deux points en simple : sur 45 matches de Coupe Davis il compte 37 victoires et il n'a jamais été battu ni par Noah (4 victoires en 4 matches) ni par Leconte (8 victoires en 8 matches).

#### Une revanche à prendre

Cependant, la solidité d'Agassi paraît moins certaine. C'est la première rencontre de Coupe Davis véritablement importante que va disputer le jeune Américain d'origine irakienne. Et ces dernières semaines ses résultats n'ont guère été brillants : il a déclaré forfait à Dallas pour ne

pas avoir à affronter McEnroe, il a été battu par Noah à Key-Biscayne. Ses relations avec McEnroe, dont il a été présenté comme le successeur, sont assez mauvaises. Bref, l'élève de Nick Bollettieri aura de lourdes responsabilités à assumer.

Et le résultat du double devrait être décisif. Les deux paires nationales ont la particularité de ne pas avoir été battues en Coupe Davis depuis plus de quatre ans. Mais les Français auront peut-être un petit avantage psychologique : au Tournoi de Key-Biscayne, Noah associé à Winogradsky, a battu Flach et Seguso. D'ailleurs depuis la finale 1985 des Internationaux des Etats-Unis, Noah et Leconte ont une revanche à prendre sur les deux Américains qui avaient profité d'une faute d'arbitrage pour s'emparer du titre.

Dans le camp français, les incertitudes tiennent à la forme des joueurs sélectionnés. Noah aura-t-il récupéré des cinq matches en cinq sets qu'il a disputés ces trois dernières semaines pour arriver en finale et en demi-finales à Indian Wells et à Key-Biscayne ? Leconte qui n'a plus joué depuis le Tournoi de Lyon pour se consacrer à l'entraînement physique, aura-t-il assez de compétition dans les jambes ? Dans tous les cas de figure, la seule certitude de cette rencontre est que les joueurs les plus spectaculaires du moment se retrouveront sur le court.

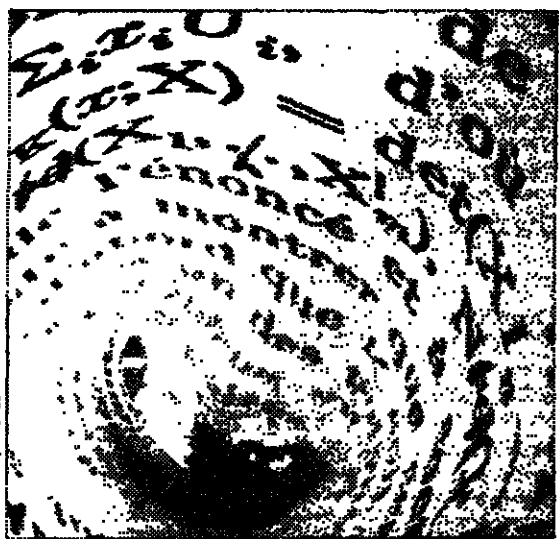
ALAIN GIRAUDO.

● **HOCKEY SUR GLACE :** championnats du monde (groupe B). - L'équipe de France de hockey sur glace a battu la Suisse (5-2), jeudi 6 avril à Oslo (Norvège) lors des championnats du monde (groupe B). Cette victoire permet aux Français d'accéder à la deuxième place du classement avant d'affronter, vendredi 7 avril, les Norvégiens, en tête de la compétition.

● **BASKET-BALL :** Coupe d'Europe. - Les Yougoslaves de Jugoplastika Split ont remporté la Coupe d'Europe des clubs champions de basket-ball, jeudi 6 avril à Munich (RFA), en dominant les Israéliens du Maccabi Tel Aviv (75-69).

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

### A QUOI SERVENT LES MATHS ?



Pourquoi les maths sont-elles le principal outil de sélection du système scolaire et pourquoi marque-t-on de bacheliers scientifiques ? Comment éviter les phénomènes de rejet et humaniser l'enseignement des maths ?

Les atouts majeurs des maths : un langage commun aux autres sciences, un moyen d'insertion dans la vie quotidienne et professionnelle.

Le bilan de l'enseignement des maths à l'étranger et en France.

Egalement au sommaire :

#### LITTÉRATURES D'AFRIQUE

Nouveaux auteurs reconnus partout dans le monde, usant de l'arabe, du français, de l'anglais et du portugais : tous se signalent par un renouvellement sémantique, un non-conformisme politique, une pugnacité sociale. Mais leurs conditions de création, d'édition et de diffusion restent difficiles.

NUMÉRO D'AVRIL - 12 PAGES - 8 F

En vente chez votre marchand de journaux





THÉÂTRE

« De Sade, Juliette », de Jean-Michel Guillery et « Ossia », de Didier-Georges Gabily

De Picpus à Vladivostok

La première pièce est jouée au Théâtre de l'Atalante, la seconde au Théâtre de Poche-Montparnasse. Toutes deux mettent en scène des écrivains - le marquis de Sade et Ossip Mandelstam - qui connurent la prison et moururent incarcérés.

« J'adore le roi, mais je déteste les anciens abus ; j'aime une infinité d'articles de la Constitution, d'autres me révoltent... Je ne veux point d'Assemblée nationale, mais deux Chambres, comme en Angleterre... Que suis-je à présent ? Aristocrate ou démocrate ? Vous ne le direz, s'il vous plaît, car pour moi je n'en sais rien... »

C'est le marquis de Sade qui écrit à son avocat en décembre 1791. Mais Jean-Michel Guillery situe l'action de sa pièce, *De Sade, Juliette*, plus tard, en 1794, quand Sade sera détenu à la prison de Picpus.

Libéré par les révolutionnaires de juillet 1789 (il était incarcéré depuis cinq ans et demi à la Bastille), Sade est devenu membre, puis secrétaire, puis président, de la section des Piques (Paris a été divisé en quarante-huit sections, et Sade, qui habite rue des Mathurins, appartient à la section de la place Vendôme, rebaptisée des Piques).

Un lieu plus avenant et plus aéré

Sade, dans sa section, a pu faire adopter par la Convention des mesures qui touchent tout Paris, par exemple la décision que, dans les hôpitaux, il n'y aura désormais qu'un malade par lit. Mais, écrit son biographe, Gilbert Lély, « il est hors de doute que Sade a dû mettre à profit son autorité de président pour intervenir, chaque fois qu'il le pouvait, en faveur des victimes de la délation ». Et Gilbert Lély ajoute que cette attitude a conduit à l'arrestation de Sade, le 8 décembre 1793.

Le Printemps des comédiens

La troisième édition du Printemps des comédiens, festival dirigé par Daniel Bedos, va se tenir du 5 juin au 4 juillet dans tout le département de l'Hérault. Le centre en sera le château d'O, aux portes de Montpellier. Les entrées payantes sont passées de dix-huit mille en 1987 à trente mille en 1988. Pour atteindre les quarante mille cette année, Daniel Bedos a multiplié les représentations : cinquante pour dix-sept spectacles.

Au programme des créations : *la Vie de Galilée*, de Brecht ; *la Cocarde d'ibène*, de Claude Alranq ; *Au quatrième top, il sera...*, de Jean-Paul Fabre ; deux spectacles en avant-première au Festival d'Avignon, *Des clowns*, de Mario González, et *le Bourrichon*, de Joël Jouanneau. Laurent Terzieff vient jouer le *Henri IV* de Pirandello, Francis Huster *Lorenzaccio*, Philippe Caubère la *Trilogie amoureuse*, comique, fantastique. Pip Simons reprendra le *Frankenstein* créé à la Maison de la culture de Bourges, Michel Galabru le *Médecin malgré lui*, Gérard Gelas *Marat-Sade*, de Peter Weiss, et le Centre culturel du Languedoc *Oh ! les beaux jours* ! de Beckett.

Le prix Jean-Vilar, dont le président est Paul Paux, sera attribué à une jeune compagnie. Sous le titre « Printemps bleu », une amorce de « off » confrontera du 20 au 26 juin les élèves d'écoles venues de Belgique, de Suisse et de France. Enfin, le Printemps va faire découvrir la collection de cinq mille volumes que Louis Médard, bibliophile du dix-huitième siècle, a légué à la ville de Lunel et qui couvrent toutes les périodes jouées pendant la Révolution. L'une d'elles, *Nicomède dans la lune ou la révolution pacifique*, sera présentée pour le prix Jean-Vilar, ainsi que le discours intégral prononcé par Robespierre le 8 thermidor de l'an II, devant la Convention.

HENRI BECHIAUX.

Sade va être transféré de la prison des Madelonnettes (quartier Arts-et-Métiers actuel) à celle des Carmes (70, rue de Vaugirard) ; à celle de Saint-Lazare (107, faubourg Saint-Denis), avant d'être finalement expédié à Picpus, qui était un lieu plus avenant, plus aéré, avec un beau jardin de 400 mètres de long.

Sade arrive là le 24 mars 1794, et il respire un peu. Mais, le 10 juin, ce sera le rapport de Conton à la Convention : « Toute formalité indigne est un danger public... ». Le 14 juin, la guillotine est dressée place du Trône-Renversé, à deux pas du « domicile » de Picpus, et des terrassiers envahissent, sous la fenêtre de Sade, le jardin, creusent deux énormes tombes communes de 6,50 mètres de profondeur : des centaines de corps vont être tassés là dedans, on brûlera du thym et du genévrier qui ne l'emporteront pas sur la puzanteur.

Le 26 juillet, Sade est condamné à mort, et l'huissier du tribunal est chargé de l'amener, mais le

désordre est tel dans les paperasses des tribunaux que Sade échappe aux recherches, on le croit encore aux Carmes, à Saint-Lazare, on ne va pas le chercher à Picpus. Deux jours plus tard, le 28, c'est Robespierre qui passe sur l'échafaud. Sade sera libéré le 19 octobre.

Sade a-t-il été à même d'écrire, dans le climat insupportable de Picpus, l'une de ses œuvres les plus animées, les plus déchaînées, *Juliette* ? Ce livre est paru trois ans après Picpus, en 1797, en même temps qu'une nouvelle version, très violente, de *Justine*, la sœur de Juliette, soit dix volumes accompagnés de cent une gravures d'une totale obscénité. Gilbert Lély admet : « Sans que le fait entrent à leur caractère de chefs-d'œuvre, la Nouvelle Justine et Juliette constituent à n'en pas douter une spéculation de librairie basée sur la licence générale qui régnait à l'époque du Directoire... »

Quoi qu'il en soit l'auteur de *De Sade, Juliette* imagine que Sade, dans sa chambre de Picpus, invente sa Juliette, la rêve, et la rêve au

point qu'elle est là, belle comme le jour, assise sur le bord de la fenêtre ou de la chaise. C'est une femme de tête : aux idées d'avenir comme aux insinuations du marquis, elle sait quoi répondre, et ce dialogue, en soi, est déjà saisissant. Mais l'auteur, et aussi son metteur en scène, Michèle Vennard, nous apportent un second relief : c'est que le spectacle, décalé, se passe comme si l'image de Sade était « vraie », et celle de Juliette « imaginaire », puisqu'elle n'est que la figure d'un livre.

Christian Fischer Naudin, qui joue Sade, irradie de vitalité, de brutalité. Il se déploie, il crie, c'est une bête. Nadine Spinoza, Juliette, ne mise pas, pour indiquer son irréalité, sur la transparence, l'émotion. Non, c'est bien plus rusé que cela : ce sont, entre les deux fauves, des manœuvres de réflexion. Un exploit.

Carnet de croquis

Autre couple, autre écrivain, mais qui ne se pressent plus du tout à sortir : Ossip Mandelstam et sa femme Nadejda.

Né en 1891, Mandelstam a été porté disparu en 1938 dans un camp de triage de Sibérie du côté de Vladivostok. Il avait été auparavant déporté à Voronej. De tous les écrivains russes de ce temps-là, suicidés, déportés, abattus, ou bien qui purent survivre, comme Pasternak, Ossip Mandelstam est peut-être le plus intimement attaché pour quiconque d'entre nous, par l'incroyable délicatesse de son intelligence, par la finesse de son toucher, par la vérité de sa « voix ». Il y a par exemple, dans la collection de poche « Points » du Seuil, un petit livre *Le Bruit du temps*, qui raconte simplement des choses de la Russie des années 1900-1910, par là, qui est irrésistible, d'une incroyable beauté calme. A côté de cela, Mandelstam a écrit des choses comme *Entretien sur Dante*, ou *Quatrième prose*, qui seraient plutôt d'un « savant-philosophe » du langage : aussi inépuisables que celles pages d'un Pascal.

Dès que Mandelstam fut inquiété, sa femme est que les manuscrits allaient être, sa fur et à mesure, saisis, détruits. Elle se mit à tout apprendre par cœur, et après la mort de Staline, elle put ainsi permettre l'édition de Mandelstam. Nadejda a raconté ces années dans un livre en plusieurs volumes, *Contre tout espoir*.

Didier-Georges Gabily a écrit et mis en scène une pièce qui met aux prises Ossip et Nadejda, il la nomme *Ossia*. Pièce inattendue et curieuse, car il ne s'agit nullement d'une confrontation d'extraits des œuvres des deux époux.

C'est comme le carnet de croquis d'un peintre. C'est une suite libre d'impressions, d'ébauches, de projets. Est-ce parce que Nadejda, dans ses livres sur son mari, laisse affleurer plus d'une fois un caractère pas facile, l'auteur n'a rien laissé de trop sensible, de larmoyant, dans les vis-à-vis des deux protagonistes. Il y a des fâcheries, même des brutalités, des moments de partage absolu aussi, presque comme au-delà des données de la conscience.

C'est étrange. Et beau. Cela pourrait ne jamais finir. Hélène Roussel (Nadejda) est remarquable d'enthousiasme, d'affection ferme. André Cellier, souvent muet, songeur, a l'air de laisser sourdre des vocables bizarres, comme si ses pensées restaient closes en lui, il est fascinant, il fait d'ailleurs penser aux parents de Mandelstam, tels que celui-ci les raconte : « Mon père n'avait pas du tout de langue, c'était un bégaiement et une absence de langue. Était-ce le russe d'un juif polonais ? — Non. La langue d'un juif allemand ? — Non plus. Tout ce qu'on veut sauf une langue... Ma bonne grand-mère, une perruque noire sur ces cheveux gris, demandait : « Vous avez mangé ? Vous avez mangé ? », c'était le seul mot russe qu'elle connaissait... »

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Atalante. Tél. : 46-06-11-90.

★ Théâtre de Poche-Montparnasse. Tél. : 45-48-92-97.

La disparition de Marc Delsaert

Le comédien Marc Delsaert est mort à l'âge de trente-cinq ans. Né en Belgique, il a fait ses classes à Reims avec Robert Hossein et a commencé sa vie professionnelle avec Jean-Louis Martin-Barbaz. Il a été le prince Muichkine dans *l'Idiot*, par Jean-Louis Thamin à Nice, et a travaillé avec Giorgio Strehler dans *l'illusion*. C'est Antoine Vitez qui l'a révélé. On ne peut pas oublier son Nérón dans *Britannicus*, à Chaillot, ni son Alceste, malade de ne pouvoir se supporter dans ce monde.



Marc Delsaert dans « le Misanthrope »

L'enfant de la mort

Je ne sais où il était le plus beau. Nérón, peut-être. Je vois encore comme il écoutait Agrippine, au cinquième acte, le léger sourire du criminel. Mais justement ce sourire n'était pas celui d'un criminel. C'était le sourire d'un innocent.

Sa vertu était l'innocence. Et ainsi l'art de l'acteur donnait à comprendre ce que c'est que la cruauté, le crime historique, la violence : une atroce innocence : le monde, le destin des gens est donc mis dans les mains de ces enfants qui jouent. Voilà, utilisant, comme un artiste doit le faire, la matière de sa propre vie, de quelle façon il nous donnait image de ce qu'il comprenait et n'était pas : un méchant. Lui, il était tendre et léger, ne comprenait rien aux ruses et aux compromissions de la société.

C'est pourquoi son rôle idéal fut quand même sans doute celui d'Alceste. Non point le bourgeois strabillaire, mais le fou qui croit qu'on peut dire toujours la vérité : l'Idiot, j'ai dit son nom. Cet Alceste, c'était le prince Muichkine. Il mourait de ne rien comprendre. Et lui, Marc, il est mort de n'avoir pas compris. « Pardon, pardon », disait-il, pour s'excuser. « Pardon ». Il s'excusait.

Pensant à lui, à sa Belgique natale, je relis la ballade admirable du grand poète flamand dont nous perdions souvent ensemble, dont nous voulions donner lecture, Guido Gezelle, qui fit avec cent ans d'avance son portrait : l'Enfant de la mort — het Kind van de Dood.

ANTOINETTE VITEZ.

MUSIQUES

La « Huitième Symphonie » de Mahler au Châtelet

Hymne à la joie

Sous-titrée *les Mille*, la plus gigantesque des symphonies, la plus triomphale aussi et la moins torturée que Mahler ait écrite.

Foale des grands jours pour une répétition générale, le jeudi 6 avril, au Châtelet. Le cycle Mahler, qui inaugure l'établissement rénové, connaît un tel succès que les fauteuils sont rares, même à la veille du concert lui-même. Menacé par un préavis de grève déposé par l'ensemble des orchestres et des chœurs de Radio-France (*le Monde* du 7 avril), ce concert a bien lieu ce vendredi soir. Sa retransmission en direct sur les antennes de France-Musique est néanmoins annulée (1).

Outre l'Orchestre philharmonique au grand complet (cloches, gong, tam-tam, mandolines compris), le chef israélien Elihu Inbal, reconnu comme l'un des meilleurs mahleriens actuels, se trouve, dans cette symphonie *les Mille*, à la tête du plus gigantesque chœur de femmes, d'hommes et d'enfants qu'un compositeur ait jamais réunis, sans oublier un escadron de cuivres perché au paradis, ni la soprano placée elle aussi dans la salle pour le *Mater gloriosa* final, soprano qui vient s'ajouter à un effectif de sept voix solistes, plus traditionnellement installées sur scène.

On avait entendu Inbal diriger cette symphonie titanesque dans l'auditorium flamboyant du nouvel opéra de Francfort. Si l'enregistrement qui en est issu sonne à merveille (2), l'acoustique de la salle allemande, périodiquement saturée, n'avait pu cacher ses faiblesses en direct.

Rien de tel au Châtelet, qui se révèle, restauré comme on sait, la meilleure salle parisienne pour des œuvres de cette taille. Ainsi donc que Mahler le rêvait, on entend tout : et la masse (sans saturation) et le détail (à sa place exacte dans l'architecture générale). Il le faut, pour comprendre que cette symphonie n'est pas un acte de folie paranoïaque, mais une œuvre, au contraire, aérée, fort économe de ses moyens dont elle varie sans cesse les effets.

La plus grande réussite d'Inbal dans cette belle intégrale des symphonies de Mahler, qu'il a enregistrée, c'est peut-être le célèbre adagio de la Cinquième, qu'il « maintient en vie » par une manière bien à lui d'articuler chaque figure rythmique et de tendre impatient-

ment vers le dénouement, même dans un tempo lent.

Il ressemble de la même façon, dans cette *Huitième*, à un Atlas nerveux et de petite taille (Mahler devait, au pupitre, lui ressembler un peu), qui ne fait pas de grands gestes pour soulever les montagnes, qui les soulève pourtant et les met en mouvement.

Du *Veni Creator* de la première partie de cette symphonie aux scènes de Faust de la seconde, la *Huitième* est un puits d'énergie, un hymne à la joie formidable. L'ensemble des troupes marche au pas. Et, si les rubatos n'y sont pas, c'est peut-être que la grâce, pour une assemblée de musiciens aussi considérable, demanderait encore beaucoup, beaucoup plus de travail.

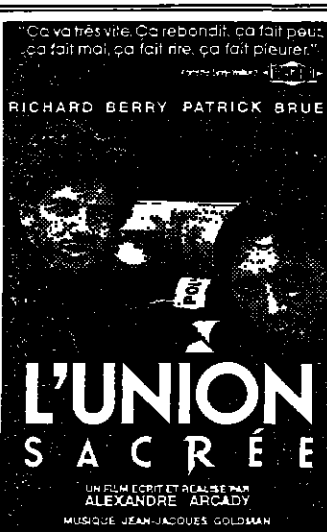
ANNE REY.

★ Ce vendredi 7 avril, 20 h 30, Châtelet. Tél. : 40-28-28-40.

(1) Le préavis de grève déposé par l'ensemble des formations musicales de Radio-France a été levé jeudi en fin de soirée. Syndicats et direction se sont mis d'accord pour que des négociations globales, et notamment salariales, débutent le 26 avril. Le concert de National aura donc également lieu ce vendredi 7 avril aux Champs-Élysées. Si la diffusion en direct, sur France-Musique, de la *Huitième Symphonie* de Mahler est annulée, le différé prévu pour le lundi 10, à 15 heures, devrait être maintenu.

D'autre part, Margaret Price sera remplacée par la soprano américaine Pamela Coburn lors de l'exécution de la *Deuxième Symphonie « Résurrection »* dirigée par Lorin Maazel, les 14 et 15 avril au Châtelet, toujours dans le cadre du cycle Mahler. La chanteuse avait déjà annulé son récital prévu ce vendredi, salle Pleyel.

(2) Deux disques compacts Denon.



RENDEZ-VOUS DANS LES SALLES GAUMONT

4 OSCARS

DUSTIN HOFFMAN TOM CRUISE



RAIN MAN

GAUMONT-RAMA AMBASSADE • PUBLICS ÉLYSÉES  
GAUMONT OPÉRA • GAUMONT LES HALLES • GAUMONT-RAMA PARNASSE  
PUBLICS SAINT GERMAIN • LA PAGODE • GAUMONT-RAMA ALÉSIA  
GAUMONT CONVENTION • GAUMONT OUEST BOULOGNE • GAUMONT ÉVRY

ET EN PROVINCE

ANGERS • BORDEAUX • CAEN • DIJON • GRENOBLE  
LILLE • METZ • MULHOUSE • MONTPELLIER • NANCY • NANTES  
NICE • REIMS • RENNES • ROUEN • SAINT-ÉTIENNE • TOULON • TOULOUSE

SON DOLBY STEREO (SR)

36-15 Gaumont

le minitel du cinéma : tout sur les salles et les horaires

FRANÇOIS CLUZET

Ils ont 5 jours pour devenir des héros.

PATRICK BRUEL

FORCE MAJEURE

UN FILM DE PIERRE JOLIVET

film France Inter

AAA

## Culture

## MUSIQUES

Le XIII<sup>e</sup> Printemps de BourgesHoward Buten  
le fils naturel de Grock

Howard Buten a rencontré le clown Grock à travers des documents filmés et l'Américain qui est également écrivain et docteur en psychologie s'est progressivement mis à sa hauteur.

A douze ans, Howard Buten autoproduit ses marionnettes et dissémine des grenouilles en dévorant de vrais livres de médecine. A quinze ans, il décide de devenir médecin, mais étudie le chinois. Bientôt en rupture de ban avec l'université du Michigan, il accomplit le traditionnel itinéraire (le *Highway* et les trains) du chanteur de folk song avant d'entrer à l'école des clowns de Sarasota en Floride, mais à la fin, le ticket d'entrée au Ringling Brothers and Barnum and Bailey lui est refusé. Le cœur (momentanément) brisé, il s'engage sous un chapiteau mobile de la côte est. Entre deux saisons, il découvre dans les livres l'existence du clown suisse Grock, s'aperçoit qu'un numéro peut se développer sur une heure et qu'un clown peut faire croire à ce qui lui arrive sur scène.

Revenu à Detroit, Howard Buten, qui a adopté le nom d'artiste de Buffo, monte un spectacle de musico-hall pour les cafés-bouges. Il ne mettra plus les pieds sous un chapiteau. Le 9 mai prochain, pour la première fois depuis dix-sept ans, il va jouer sur une piste, celle du cirque Knie, devant la famille de Charlie Chaplin, réunie à Corsier, à l'occasion du centenaire de Charlie.

Howard Buten réside à Paris de puis six ans, et passe la moitié de son temps aux États-Unis où il se produit dans les théâtres des grandes villes. Il a publié aussi aux éditions du Seuil quatre romans.

Au Printemps de Bourges Howard Buten, dit Buffo, a été pendant une heure un quart ébouriffant, jouant avec les sons, avec les objets, avec une guitare, un violon, et un violoncelle, entrant pratiquement en plein délire au détour d'une chanson, accumulant gags sur gags dans un déluge invraisemblable, ne s'arrêtant jamais, n'appuyant sur aucun effet, introduisant dans le rire des signes légers de détresse.

Buffo ne parle pas, sauf en ventriloque ou en laissant des borborygmes

La vague zoulou  
en France

Voix rauque et grave de Simon Mahlatini, harmonie subtile et délicate de Mahotella Queens, la musique noire d'Afrique du Sud a occupé de nouveau, jeudi soir, le scène du Printemps de Bourges. Sa présence est symbolique. En effet, la France doit devenir dans quelques semaines la terre d'accueil de la musique zoulou.

Le 8 mai, au prochain Festival d'Amiens, cinq nouveaux groupes noirs seront là : Kamba Comvalleliso qui joue de la musique zoulou traditionnelle, Zia qui interprète du rock zoulou, Lucky Dube du reggae, Stimena du soul et Chillo du disco. Ces mêmes groupes participeront, le 11 mai, à la Convention de la marque Gallo, exceptionnellement tenue au Zénith de Paris. Gallo est la firme phonographique de Johannesburg qui rassemble la plupart des musiques noires d'Afrique du Sud.

Créée en 1931, Gallo a enregistré les expressions musicales zulo et sotho qui ont commencé à prédominer dans l'industrie sud-africaine du disque à partir de 1960. Elle a gravé sur le vinyle l'extrême richesse et la diversité du paysage musical sud-africain, qui va de la bubblegum music aux musiques ethniques en passant par le jazz, le rock mélangé, le chant choral et le mbaqanga, c'est-à-dire la nouvelle musique urbaine populaire.

C. F.

verbeux s'échapper de temps à autre. Il reprend quelques numéros de la grande tradition des clowns et bien sûr des classiques de Grock, qu'il transfigure, de sa tendresse tagarée.

Buffo a offert son spectacle mercredi à minuit. Dans la journée la scène des « découvertes » a continué à présenter de jeunes artistes sélectionnés par les antennes régionales mises en place par les promoteurs. Signe des temps : les prestations se font plus avec seulement la guitare ou le piano. A chaque fois un groupe de six à huit musiciens développe sur des arrangements rockifiés ou jazzifiés une couleur musicale susceptible de séduire l'interprète.

Des moyens financiers donc relativement importants (100 à 200 000 F) sont rassemblés pour mener à bien l'entrée dans la chanson. Mercredi, Isabelle Morelli, vingt ans, petite, menue, et un visage d'enfant, s'est nettement détachée du lot avec une chanson (*Les Mondes parallèles*) remarquablement écrite et bien mise en place.

CLAUDE FLÉOUTER.

Stevie Wonder  
la magie retrouvée

Un concert de Stevie Wonder est forcément une bonne affaire. Sa carrière plaçonne peut-être depuis une dizaine d'années. Mais, à quarante ans, il a encore beaucoup à donner.

La brève tournée française qu'il effectue en ce moment intervient plus d'un an après la sortie de *Characters*, son dernier album dont les ventes se sont révélées décevantes. Pourtant, cet intervalle involontaire (le chanteur avait dû annuler plusieurs concerts pour cause de tendinite fin 1987) permet de mesurer la magie Wonder. Des chansons extraites de *Characters* qu'il joue pendant son concert sonnent aussi fort, aussi familières que ses classiques des années 70.

Profitant du Printemps pour passer par Bourges, Stevie Wonder y a donné un spectacle presque dépourvu. Pas d'effets spéciaux, une formation relativement réduite : six musiciens et quatre choristes – pour trois heures de musique. De la tradition des revues Motown, Stevie Wonder a gardé le goût des longs échanges avec la salle, et il est capable de transformer l'auditoire le moins doué en chorale soul. Pour faire plaisir à la France, il a joué *Mylove* au synthétiseur et chanté deux couplets de *Michelle* des Beatles, sans doute parce que c'est la seule chanson en français dont il connaisse les paroles et aussi parce que ce genre de sucreries convient à son penchant pour les tubes saccharinés qui ont émaillé sa carrière, de *You are the sunshine of my life* à *I just called to say I loved you*, mais les grands aigus ont le droit d'avoir leurs péchés mignons.

THOMAS SOTINEL.

★ A Bourges, les 7 et 8 avril.

## ARTS

## Toiles contestées

## Bataille d'experts sur Utrillo

Le légataire universel de la veuve d'Utrillo continue de troubler les salles où les toiles du peintre de Montmartre sont mises en vente.

Le feuilleton Utrillo continue ! De retour de Londres, M. Fabris, légataire universel de la veuve d'Utrillo, a tenu jeudi 6 avril une conférence de presse pour justifier ses accusations – mise en vente de faux Utrillo – contre des maisons de ventes anglo-saxonnes et l'étude de M. Loumery à Paris. Il vent, explique-t-il, mettre un terme à la circulation de nombreux faux sur le marché, faux qui, au fil des ventes à Paris, Londres et New-York, finissent par acquiescer une sorte d'authenticité, pour, finalement, consacrer une œuvre, figure au supplément du catalogue raisonné de Paul Péridès. Cet ancien marchand de tableaux du peintre a, jusqu'à présent, fait autorité en la matière auprès des organismes de ventes.

Cette querelle, qui ne date pas d'aujourd'hui, serait au demeurant tout à l'honneur de Jean Fabris. A condition qu'on n'ait pas l'impression confuse et désagréable que tout n'est pas aussi simple que l'on voudrait bien, de part et d'autre, nous le faire croire. Alors que M. Fabris se défend d'être expert, il n'hésite pourtant pas à donner son avis sur la qualité de telle œuvre ou encore sur la véracité de telle signature. Il fonde ses interventions « sur un travail de recherche commencé il y a plus de vingt ans, dit-il, qui m'a amené à répertorier chaque œuvre connue du peintre d'après les catalogues de ventes et les expositions qui lui ont été consacrées. Je les

compare par la suite avec les œuvres qui passent en vente ».

Un travail minutieux qui ressemble fort à la démarche d'un expert, et que M. Fabris souhaite voir publier l'an prochain dans un ouvrage consacré à l'œuvre d'Utrillo. Une sorte de catalogue raisonné qui serait en concurrence avec celui de Paul Péridès. Même si M. Fabris ne veut pas remplacer ce dernier, il n'a pas manqué de relever dans le catalogue de son « confrère » près d'un tiers de cas douteux, tout en soulignant, par ailleurs, que le marchand d'art avait été condamné en 1980 pour « recel de toiles volées et faux en écritures ».

A défaut de connaître les motivations réelles de chacun, l'affaire Utrillo a au moins l'avantage de relancer le problème de la qualification et de l'impartialité de l'expert. N'importe qui, du jour au lendemain, peut se parer de ce titre, tout en conservant sa casquette de marchand. Quand on connaît les sommes d'argent de plus en plus importantes qui sont en jeu, on comprend aisément les luttes d'influence qui agitent le marché.

Dans le cas d'Utrillo, les experts doivent tenir compte, de l'abondante production du peintre, qui n'a pas toujours brillé par sa qualité, et du nombre important de copies qui sont apparues sur le marché dès 1922. Des tableaux de l'une ou l'autre catégorie que l'on retrouve aujourd'hui en vente publique, en raison de la rareté des œuvres de qualité.

M. Fabris n'en est pas à son premier coup d'éclat. En 1982, il avait fait saisir huit toiles d'Utrillo, à Paris et à Montpellier. Sept d'entre elles, d'après lui, ont été expertisées comme fausses par les laboratoires scientifiques de la police judiciaire et du musée du Louvre. Les répercussions immédiates de cette affaire n'avaient pas été longues à se manifester. De peur d'être saisis à leur tour, les marchands de tableaux parisiens avaient pendant longtemps refusé d'exposer des tableaux du peintre de Montmartre.

Même s'il est encore trop tôt pour connaître les conséquences d'une telle affaire sur la cote de l'artiste, on constate d'ores et déjà que le marché de l'art, tout comme le marché financier, est à la merci de rumeurs et de déclarations, fondées ou non. Le premier à en avoir fait l'expérience, mardi soir 4 avril à Londres, est Christie's, puisque sept toiles contestées par M. Fabris ont été ravallées. Le légataire universel d'Utrillo s'était bruyamment manifesté au cours de la vente,

en criant « Faux ! ». Sotheby's, sans doute échaudé par l'escandale, a le lendemain interdit l'accès à la salle des ventes à M. Fabris. Hasard ou non, les sept toiles mises en vente ont toutes trouvé preneur à des prix supérieurs aux estimations.

Le troisième et peut-être dernier round aura lieu dimanche 9 avril à Drouot, où sept autres œuvres d'Utrillo (également contestées par M. Fabris) seront mises aux enchères par M. Loumery. Ce dernier a déjà fait savoir qu'il interdirait l'accès de la salle, M. Fabris pour sa part, a demandé que les œuvres soient saisies.

ALICE SEDAR.

La magie  
des grands noms

En dépit d'œuvres impressionnistes de qualité de plus en plus rares sur le marché, la magie des grands noms continue à apporter son habituel lot de records. La vente de vingt-cinq œuvres de British Rails Pension Fund à Londres, le 4 avril dernier (voir *Le Monde* du 29 mars) l'a encore démontré.

Renoir y enregistrera un nouveau record avec la *Fronzade*, achetée par les marchands britanniques Baskett and Day pour plus de 110 millions de francs (soit plus du double de son estimation). Record toujours pour l'artiste avec un pastel, cette fois-ci, *Portrait de Cézanne* (15 301 000 F). Monet le suit avec *Santa Maria della Salute* et le *Grand Canal Venise*, adjugé 71 797 000 F à un collectionneur européen. Le *Gargon bleu*, de Picasso, est le troisième tableau le plus cher de cette vente (42 372 000 F), tandis qu'une aquarelle, gouache et crayon, *Les Avocats*, de Daumier, enregistrera son meilleur prix à un peu moins de 3 millions de francs.

La deuxième vente, une demi-heure plus tard, comportant des œuvres de collections diverses réservées également quelques surprises avec la *Maison des chaux* de Gauguin achetée par un collectionneur européen pour plus de 70 millions de francs. Encore un record pour l'artiste. De même que le *Moteur II*, de Léger, qui monta jusqu'à 15 520 000 F.

Le produit total de ces deux ventes se monte à 736 930 000 F.

A. S.

## Bicentenaire

Le 17 juin à Paris

Spectacle « géant »  
pour les 100 ans de la tour Eiffel

M. Jacques Chirac a présenté jeudi 6 avril la grande fête organisée par la Ville de Paris le 17 juin

pour commémorer le centenaire de la tour Eiffel dans le cadre des manifestations du bicentenaire de la Révolution française.

Le premier étage de la tour Eiffel, selon Gustave Eiffel. Un décor de circonstance, une tribune aux couleurs – bleu et rouge – de la Ville de Paris. Un Jacques Chirac décoré, mais aussi grandiloquent, pour évoquer le centenaire de la tour Eiffel et la « grande fête populaire » du 17 juin autour du monument symbole à la gloire de 1789. L'emphase est de rigueur. « Événement exceptionnel », « ambition considérable », « inédit », « spectacle aux dimensions géantes », « compétence immense » de ses réalisateurs, artistes, « talents exceptionnels », donnant une « dimension unique » et « universelle » à cette commémoration.

Rendez-vous est donc fixé aux Parisiens et « à un public venant du monde entier », à quelques jours de l'été, pour le 200<sup>e</sup> anniversaire de la transformation du Tiers (réuni pour les États généraux) en Assemblée nationale.

Et quel rendez-vous ! Le maire de Paris à quelques raisons de manier les superlatifs. De l'Ecole militaire au palais de Chaillot (1 km), huit cent mille spectateurs pourront assister à un gigantesque spectacle aux facettes multiples. Le maître d'œuvre de « Paris 89 » est Olivier Massart, qui a notamment réalisé en septembre 1987, à Chaillot, le Festival international de la mode. Le principe général est une série de neuf « tableaux » sur trois cents ans (en quatre-vingt-neuf minutes), de la Révolution à la construction de la tour et à... 2089. Les bouleversements de la mode, l'épopée des transports et l'aventure de la communication sont parmi les thèmes de ces évocations, auxquelles vont participer plusieurs milliers de choristes, musiciens, tambours, comédiens, danseurs, trapézistes, jongleurs, mimes, figurants, etc. La scène centrale aura 3000 mètres carrés. Il y aura des écrans géants, des théâtres d'eau, 6000 projecteurs pour illuminer le monument (350 en temps ordinaire).

Des stars internationales participeront à la fête, dont le « final » est une fusée à quatre étages : un chœur rassemblant tous les artistes, « le plus grand gâteau du monde », à partager avec le public (25 mètres de haut), un feu d'artifice aux

Les transports  
parisiens gratuits  
le 14 juillet

Les pouvoirs publics, Elysée en tête, exercent une forte pression sur les transporteurs de la région parisienne pour qu'ils acceptent la gratuité de leurs services le 14 juillet 1989. Le principe en est acquis pour le métro et le bus, qui pourront ainsi acheminer les foules de visiteurs. Il est vraisemblable que le réseau de RER sera également libre d'accès, ce qui devrait faire étendre la gratuité à l'ensemble du réseau SNCF banlieue.

Les discussions en cours portent sur la compensation des pertes de recettes qui en résulteraient et qui peuvent être évaluées à une douzaine de millions de francs. Les moins sensibles aux demandes des exploitants de cars privés, réunis au sein de l'APATR, qui se battraient ferme pour ne pas perdre leurs 2 millions de francs de recettes d'un jour férié.

dimensions inédites (375 points de tir, dont certains sur les trois étages de la tour), enchaînant sur « le plus grand bal du monde ». Le livre Guinness des records risque d'être mis à rude épreuve.

Et tout cela gratuit pour les spectateurs. Le budget est estimé à 60 millions de francs « maximum ». 10 MF sont couverts par la Ville de Paris, 10 MF par la Société de la tour Eiffel, le reste par le parrainage, la vente de produits « Paris 89 » et les droits sur le marché international d'une émission de télévision réalisée pour la circonstance par l'Américain Walter Miller et diffusée en France la semaine suivante sur TF 1.

Le 17 juin sera donc la manifestation phare organisée par la Ville de Paris dans la capitale, qui connaîtra bien d'autres réjouissances cette année, notamment en juillet. Une réplique, en quelque sorte, au défilé spectacle mis en œuvre par la Mission du Bicentenaire – l'Etat donc – le 14 juillet, et dont la réalisation a été confiée à Jean-Paul Goude. Question à Jacques Chirac : « Avez-vous soumis votre projet à la Mission ? » Réponse du maire de Paris : « Cette fête spécifiquement parisienne s'inscrit dans l'ensemble des fêtes organisées à Paris et coordonnées par la Mission ». Derrière cette apparente harmonie, une rivalité manifeste. A la Mission du Bicentenaire, on s'assure que « Paris 89 » a tout simplement repris quelques idées signées Goude, que l'on avait aimablement expliquées à la Ville de Paris au mois de janvier... Et que celle-ci ne joue pas en permanence la transparence souhaitée.

Sans dramatiser, M. Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission, y voit le signe d'une « mauvaise volonté politique ». Ce qui paraît dans l'ordre des choses. Après tout, il y a cent ans déjà, on jouait l'Exposition universelle contre les fêtes du centenaire. Mais la municipalité de Paris était alors à gauche et le gouvernement à droite (1).

Y. A.

(1) Lire *Le Monde* de la Révolution française, février 1989.

## EN BREF

● Tuileries, jour J. – C'est le mardi 9 mai à 21 heures que sera ouvert au public Tuileries 89, le centre d'information et d'animation mis en place dans les jardins des Tuileries par la Mission du Bicentenaire (*Le Monde* du 25 mars).

● Théâtre à l'hôpital. – La pièce de Peter Weiss, *Marat-Sade* sera présentée six fois en avril dans l'enceinte du Centre hospitalier spécialisé de Pitié-Salpêtrière. Pour l'essentiel, les quatre-vingt personnes engagées dans ce spectacle en rapport avec l'environnement et la vie quotidienne des malades (théâtres de Charpentier) durant la Révolution française, sont des malades mentaux. Ils ont conçu et réalisé cette pièce (décors, costumes, accessoires) dans laquelle ils jouent avec des acteurs, choristes, musiciens professionnels et du personnel d'encadrement. (Corresp.)

● Musée national des techniques. – Le Musée national des techniques, en pleine rénovation dans ses locaux de l'ancien couvent des Grands Augustins à Paris, présente deux expositions : « L'argent des révolutionnaires » et « L'aventure du métro ». C'est de l'époque révolutionnaire, en effet, qui nous viennent le franc (1795) – remplaçant les six monnaies de l'Ancien Régime – et le système métrique, un héritage capital dû aux Condorcet, Laplace, Lavoisier et autres Monge.

★ Musée national des techniques, 270, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Tél. : 40-27-20-20.

IRREVOCABLEMENT  
10 DERNIÈRES

PALAIS DES CONGRES DE PARIS

600 000 SPECTATEURS

TRIOMPHE  
DU  
BICENTENAIRE

**La LIBERTÉ ou la MORT**

ROBERT HOSSEIN

Location par téléphone : 48.78.75.00 et tous les jours au Palais des Congrès de 12h30 à 19h - Agences : FNAC, Palais des Congrès et Mogador

150 000 000





## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans le Monde radio-télévision. ◻ Film à évaluer. On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 7 avril

## TF 1

20.40 Variétés : A la recherche. Invité : Carlos. Variétés : Europe, Boom-Boom et les Tequilas, Yvette Horner, Mylène Farmer, Fred Méla, une vidéo de Georges Brassens. Coups de cœur : Michel Piccoli, Michèle Morgan. 22.45 Magazine : 52<sup>e</sup> sur la Une. De Jean Bertolino. Thème : Bon chut, bon genre. 23.45 Journal et Météo. 0.10 Série : Arabe Lupin. Victor, de la brigade mondiale. 1.05 Série : Des agents très spéciaux. Opération volcan.

## A 2

20.35 Feuilleton : La vie en couleurs. (2<sup>e</sup> épisode). 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Thème : « L'humiliation ». Invités : Dominique Fernandez (le Rapt de Gynécide), Charles Juliet (l'Année de l'éveil), Kim Lefèvre (Métisse blanche), Niu Nin (Pas de larmes pour Mao), Jean-Marie Rouart (la Femme de proie). 22.55 Journal et Météo. 23.14 Séquence seconde. Isabelle Huppert. 23.15 Cinéma : La Patrouille perdue. Avec Victor Mettan. Boris Karloff, Wallace Ford (v.o.). En 1917, une patrouille anglaise est envoyée dans le désert d'Arabie, au sein d'une oasis. Une œuvre rare. 0.28 Magazine : Du côté de chez Fred.

## FR 3

20.35 Feuilleton : Moonbatten, le dernier vice-roi. (4<sup>e</sup> épisode). 21.30 Magazine : Thalassa. Henri de Monfreid. L'aventure jusqu'au bout. 22.55 Journal et Météo. 23.10 Cinéma : La caméra de Versailles. Quatuor à

**QUE CHOISIR** **ENQUÊTE FIABILITÉ** **ELECTRO-MÉNAGER**  
7000 UTILISATEURS ONT JUGÉ : **RÉSULTATS DANS QUE CHOISIR D'AVRIL**

cordes n° 1 de Tchakovski. 0.15 Téléfilm : Des agents très spéciaux. Opération volcan. 22.55 Journal et Météo. 23.10 Cinéma : La caméra de Versailles. Quatuor à

## CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Un quartier d'enfer. 22.00 Documentaire : Emel Sheen, vol de Chéou. 22.55 Journal et Météo. 23.00 Cinéma : On ne vit que deux fois. Film anglais de Lewis Gilbert (1967). Avec Sean Connery, Akiko Wakabayashi. Le Spectre veut décoller une troisième guerre mondiale. 0.50 Cinéma : Atout cœur. Film américain de Bobby Roth (1984). 2.25 Cinéma : Le Fugitif. Film anglais de Clint Eastwood (1967). 3.35 Cinéma : Le Grand Réve. Film américain de Cary Medoway (1985). 5.25 Cinéma : Un cosmogone chez le roi Arthur. Film américain de Russ Mayberry (1980).

## LA 5

20.30 Téléfilm : Double trahison. 22.25 Téléfilm : Mal à l'âme. 0.00 Journal et Météo. 0.05 Magazine : 52<sup>e</sup> sur la Une. 1.45 Magazine : Ciné Cinq. 2.10 Magazine : Ciné Cinq. 2.20 Tendresse et passion. 2.45 Journal de la nuit. 2.50 Vive la vie. 3.05 Série : Une vie. 3.30 Vidéo, vidéo (rediff.). 5.40 Tendresse et passion (rediff.). 6.15 Boulevard et compagnie (rediff.).

## Samedi 8 avril

## TF 1

13.15 Magazine : Reportages. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paris. Sommaire : Nougat aux anges. 13.50 La Une est à vous. 13.55 Série : Salut les bonhommes. 14.35 La Une est à vous (suite). 15.45 Tiroir à Vincennes. 15.55 La Une est à vous (suite). 16.00 Truisme millions d'années. Emission de Jean-Pierre Huttin. Sommaire : 30 millions d'années 1993. Les bonheurs de Sophie. 18.30 Série : Les professionnels. 19.30 Série : Marc et Sophie. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Tapis vert et tirage du Loto. 20.45 Jeux : Intergame. Emission présentée par Guy Lux. Claude Savarit et Simon Garmy. Les épreuves : Borden, Burget, Pierre-Saint-Martin, Andorre, Les Orres, L'Alpe d'Huez. 22.00 Magazine : Usamata. Magazine de l'extrême de Nicolas Hulot. Les meilleurs moments : Delta acrobatique. Alligator Joe. Job d'enfer. Hors-piste au Maroc. 23.25 Feuilleton : Mont-Royal. La jet society québécoise (rediff.). 0.20 Journal et Météo. 0.40 Spécial sport. Rallye de Tunisie. 0.45 Série : Drôles d'histoires. Méaventures. L'astreuteur. 1.10 Série : Mammis. Guerre des nerfs.

## A 2

13.20 Magazine : L'assiette anglaise. Présenté par Bernard Rapp. 14.10 Magazine : Samedi passion. Aventure passion : Festival de l'image à la découverte du monde. Aventure en canot en terre de Baïna. Tennis de table : championnat du monde à Dortmund. Basket : finale du tournoi des As au Mans. Badminton : le magazine. 18.05 Magazine : Le chevalier du week-end. Présenté par Pierre Brès. 18.15 Série : Le mythomane. 19.00 INC. 19.05 Série : L'homme qui tombe à pic. 20.00 Journal et Météo. 20.45 Variétés : Champs-Élysées. Emission présentée par Michel Drucker. Avec Francis Cabrel, France Gall, Elsa, le groupe Géo, Sophie Marceau, Jacques Dutronc, Patrick Bruel, François Cluzet, Serbanescu. Le chœur de l'Azimut. Dick Rivers. Steve Wonder. Serge Gainsbourg, un extrait de la revue du Crazy Horse. De Paul Vecchiali, avec Patrick Fyery, Laura Morante, Nicolas Silberg, Tristan Calvez. 23.20 Journal et Météo. 23.35 Magazine : Lunettes noires pour mains blanches. De Catherine Bernis et Thierry Ardisson. Présenté par Thierry Ardisson. Spécial Serge Gainsbourg. 1.03 Soixante-septième. Christian Lacroix.

## FR 3

12.57 Flash d'informations. 13.00 Magazine : 12-14. 14.00 Tennis. Coupe Davis, en direct de San-Diego (Californie). États-Unis-France. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Samedi-matin. Goldie : les aventures d'une famille cossue. Boulevard des Toons. Little Audrey. Les fils de la patrouille rose. 18.00 Série : Le vagabond. 18.25 Dessin animé : Maguilla le gorille. 18.35 Série : Le cheval de fer. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.35 Dessin animé : Les gaffeurs. 20.05 Jeu : Le chapeau. 20.35 Samedi-matin. Denver, le dernier dimanche. 21.00, un épisode de la série : l'homme invisible (Le sabotage). À 21.25, Harvey Cartoons. À 21.30, Betty Boop. 21.50 Journal et Météo. 22.15 Maga-

zine : Le divan. D'Henry Chapier. Invité : Robin Renucci. 22.35 Magazine : Musicale. Concert des jeunes pour l'Arménie. 23.35 La nuit américaine sur la 3. Magazine : Sports 3 (Super-contests de Paris). 0.30 La nuit américaine sur la 3 (suite). Le délire américain (1<sup>re</sup> partie) : Hill Climbing. Record de vitesse sur le Lac Salé. Drag boats : Richard Tardis. La World Cup 1988 de polo. Le délire américain (2<sup>e</sup> partie) : Ecole de dragsters. Courses d'avions à Reno; Catamarans et super-catamarans; Coupe Davis de

**ÉTATS-UNIS FRANCE** **COUP D'ÉTAT**  
1/4 de finale - groupe mondial  
**NEC** Informatique et Communications

tennis. 2.00 Tennis. Coupe Davis, en direct de San-Diego (Californie). États-Unis-France.

## CANAL PLUS

13.05 Magazine : Samedi à l'heure. De Jean-Louis Burgat, Erik Gilbert et Jérôme Valcke. 14.00 Téléfilm : Ciel d'amour. De Paul Wendkos, avec Susan Brakley, Powers Boothe. Une passion menacée par la drogue et l'alcool. 15.40 Documentaire : Les allusés du sport. Objectif pôle : Stéphane Peyron, le pôle Nord en planche à voile. 16.05 Série : Max Headroom. 17.00 Magazine : Le monde du sport. 17.55 Cabot cadu. Les ratés : Décade pas Bunny. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. Présenté par Marc Tesson. 20.30 Série : Les jumeaux de la Révolution. A. Thérogne de Médecine, de Miguel Courtois, avec Olivia Brunaux. La cantatrice prise au piège de la politique. 22.00 Les superstars du catch. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Nomads. Film américain de John McTiernan (1984). Avec Pierce Brosnan, Lesley Ann Down, Anna-Maria Montecelli. Un jeune anthropologue meurt dans un hôpital de Los Angeles en prononçant le mot « Inuit ». Son esprit prend possession de la doctoresse qui l'a assisté. Celle-ci est alors en proie à des hallucinations. Fantastique très sophistiqué, d'après une légende esquimaude. Histoire complexe et intrigante, beau scénario. 0.30 Golf. Les Masters d'Augusta. 2.30 Cinéma : Le Kanch. et comment Favori. Film anglais de Richard Lester (1965). Avec Rita Tushingham, Ray Brooks, Michael Crawford (v.o.). 3.55 Cinéma : Les Délices du toning. Film français classé X de Gérard Kikoïne (1982). Avec Marilyn Jess, Alban Ceray. 5.05 Série : Bergerac. 6.05 Moto. Grand Prix d'Australie.

NOUVELLE VOLVO 440

DE 85 500 F A 139 800 F.

POUR PARTIR  
A SON VOLANT  
PENDANT 24 H. APPELEZ LE

05.440.440

VOLVO

## Dimanche 9 avril

## TF 1

6.32 Météo. 6.35 Série : Drôles d'histoires. 7.00 Bonjour la France, bonjour l'Europe. 7.45 Magazine : Bonjour monsieur le maître. 7.55 Jardinier avec Nicolas. 8.10 Club Dorothée dimanche. 8.15 Spécial Disney dimanche. Les Gummies; Winnie l'ourson. 8.55 Club Dorothée dimanche (suite). 9.25 Dessin animé : Juliette, le faucon. 9.35 Pas de pitié pour les croissants. 10.25 Magazine : Les animaux du monde. De Marlyse de La Grange. Patte de velours et griffes d'acier. 10.55 Magazine : Auto-moto. 11.25 Magazine : Téléfoot. 12.30 Jeu : Le juste prix. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 13.30 Série : Tomme de fer. 14.20 Mondo Dingo. 14.45 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.40 Thérèse à Longchamp. 16.25 Série : Harry Fox le « chien nu ». 16.45 Disney parade. 18.00 Variétés : Y-a-t-il encore du coco dans le show ? Invité : Jeanne Mas. 18.25 Série : Vivement lundi. 18.35 Magazine : Téléfoot. 19.30 Jeu : L'anneau magique. 20.00 Journal. 20.30 Série : Les hommes de paille. 21.00 Série : Les hommes de paille. 21.30 Série : Les hommes de paille. 22.00 Série : Les hommes de paille. 22.30 Série : Les hommes de paille. 23.00 Série : Les hommes de paille. 23.30 Série : Les hommes de paille. 24.00 Série : Les hommes de paille. 24.30 Série : Les hommes de paille. 25.00 Série : Les hommes de paille. 25.30 Série : Les hommes de paille. 26.00 Série : Les hommes de paille. 26.30 Série : Les hommes de paille. 27.00 Série : Les hommes de paille. 27.30 Série : Les hommes de paille. 28.00 Série : Les hommes de paille. 28.30 Série : Les hommes de paille. 29.00 Série : Les hommes de paille. 29.30 Série : Les hommes de paille. 30.00 Série : Les hommes de paille. 30.30 Série : Les hommes de paille. 31.00 Série : Les hommes de paille. 31.30 Série : Les hommes de paille. 32.00 Série : Les hommes de paille. 32.30 Série : Les hommes de paille. 33.00 Série : Les hommes de paille. 33.30 Série : Les hommes de paille. 34.00 Série : Les hommes de paille. 34.30 Série : Les hommes de paille. 35.00 Série : Les hommes de paille. 35.30 Série : Les hommes de paille. 36.00 Série : Les hommes de paille. 36.30 Série : Les hommes de paille. 37.00 Série : Les hommes de paille. 37.30 Série : Les hommes de paille. 38.00 Série : Les hommes de paille. 38.30 Série : Les hommes de paille. 39.00 Série : Les hommes de paille. 39.30 Série : Les hommes de paille. 40.00 Série : Les hommes de paille. 40.30 Série : Les hommes de paille. 41.00 Série : Les hommes de paille. 41.30 Série : Les hommes de paille. 42.00 Série : Les hommes de paille. 42.30 Série : Les hommes de paille. 43.00 Série : Les hommes de paille. 43.30 Série : Les hommes de paille. 44.00 Série : Les hommes de paille. 44.30 Série : Les hommes de paille. 45.00 Série : Les hommes de paille. 45.30 Série : Les hommes de paille. 46.00 Série : Les hommes de paille. 46.30 Série : Les hommes de paille. 47.00 Série : Les hommes de paille. 47.30 Série : Les hommes de paille. 48.00 Série : Les hommes de paille. 48.30 Série : Les hommes de paille. 49.00 Série : Les hommes de paille. 49.30 Série : Les hommes de paille. 50.00 Série : Les hommes de paille. 50.30 Série : Les hommes de paille. 51.00 Série : Les hommes de paille. 51.30 Série : Les hommes de paille. 52.00 Série : Les hommes de paille. 52.30 Série : Les hommes de paille. 53.00 Série : Les hommes de paille. 53.30 Série : Les hommes de paille. 54.00 Série : Les hommes de paille. 54.30 Série : Les hommes de paille. 55.00 Série : Les hommes de paille. 55.30 Série : Les hommes de paille. 56.00 Série : Les hommes de paille. 56.30 Série : Les hommes de paille. 57.00 Série : Les hommes de paille. 57.30 Série : Les hommes de paille. 58.00 Série : Les hommes de paille. 58.30 Série : Les hommes de paille. 59.00 Série : Les hommes de paille. 59.30 Série : Les hommes de paille. 60.00 Série : Les hommes de paille. 60.30 Série : Les hommes de paille. 61.00 Série : Les hommes de paille. 61.30 Série : Les hommes de paille. 62.00 Série : Les hommes de paille. 62.30 Série : Les hommes de paille. 63.00 Série : Les hommes de paille. 63.30 Série : Les hommes de paille. 64.00 Série : Les hommes de paille. 64.30 Série : Les hommes de paille. 65.00 Série : Les hommes de paille. 65.30 Série : Les hommes de paille. 66.00 Série : Les hommes de paille. 66.30 Série : Les hommes de paille. 67.00 Série : Les hommes de paille. 67.30 Série : Les hommes de paille. 68.00 Série : Les hommes de paille. 68.30 Série : Les hommes de paille. 69.00 Série : Les hommes de paille. 69.30 Série : Les hommes de paille. 70.00 Série : Les hommes de paille. 70.30 Série : Les hommes de paille. 71.00 Série : Les hommes de paille. 71.30 Série : Les hommes de paille. 72.00 Série : Les hommes de paille. 72.30 Série : Les hommes de paille. 73.00 Série : Les hommes de paille. 73.30 Série : Les hommes de paille. 74.00 Série : Les hommes de paille. 74.30 Série : Les hommes de paille. 75.00 Série : Les hommes de paille. 75.30 Série : Les hommes de paille. 76.00 Série : Les hommes de paille. 76.30 Série : Les hommes de paille. 77.00 Série : Les hommes de paille. 77.30 Série : Les hommes de paille. 78.00 Série : Les hommes de paille. 78.30 Série : Les hommes de paille. 79.00 Série : Les hommes de paille. 79.30 Série : Les hommes de paille. 80.00 Série : Les hommes de paille. 80.30 Série : Les hommes de paille. 81.00 Série : Les hommes de paille. 81.30 Série : Les hommes de paille. 82.00 Série : Les hommes de paille. 82.30 Série : Les hommes de paille. 83.00 Série : Les hommes de paille. 83.30 Série : Les hommes de paille. 84.00 Série : Les hommes de paille. 84.30 Série : Les hommes de paille. 85.00 Série : Les hommes de paille. 85.30 Série : Les hommes de paille. 86.00 Série : Les hommes de paille. 86.30 Série : Les hommes de paille. 87.00 Série : Les hommes de paille. 87.30 Série : Les hommes de paille. 88.00 Série : Les hommes de paille. 88.30 Série : Les hommes de paille. 89.00 Série : Les hommes de paille. 89.30 Série : Les hommes de paille. 90.00 Série : Les hommes de paille. 90.30 Série : Les hommes de paille. 91.00 Série : Les hommes de paille. 91.30 Série : Les hommes de paille. 92.00 Série : Les hommes de paille. 92.30 Série : Les hommes de paille. 93.00 Série : Les hommes de paille. 93.30 Série : Les hommes de paille. 94.00 Série : Les hommes de paille. 94.30 Série : Les hommes de paille. 95.00 Série : Les hommes de paille. 95.30 Série : Les hommes de paille. 96.00 Série : Les hommes de paille. 96.30 Série : Les hommes de paille. 97.00 Série : Les hommes de paille. 97.30 Série : Les hommes de paille. 98.00 Série : Les hommes de paille. 98.30 Série : Les hommes de paille. 99.00 Série : Les hommes de paille. 99.30 Série : Les hommes de paille. 100.00 Série : Les hommes de paille. 100.30 Série : Les hommes de paille. 101.00 Série : Les hommes de paille. 101.30 Série : Les hommes de paille. 102.00 Série : Les hommes de paille. 102.30 Série : Les hommes de paille. 103.00 Série : Les hommes de paille. 103.30 Série : Les hommes de paille. 104.00 Série : Les hommes de paille. 104.30 Série : Les hommes de paille. 105.00 Série : Les hommes de paille. 105.30 Série : Les hommes de paille. 106.00 Série : Les hommes de paille. 106.30 Série : Les hommes de paille. 107.00 Série : Les hommes de paille. 107.30 Série : Les hommes de paille. 108.00 Série : Les hommes de paille. 108.30 Série : Les hommes de paille. 109.00 Série : Les hommes de paille. 109.30 Série : Les hommes de paille. 110.00 Série : Les hommes de paille. 110.30 Série : Les hommes de paille. 111.00 Série : Les hommes de paille. 111.30 Série : Les hommes de paille. 112.00 Série : Les hommes de paille. 112.30 Série : Les hommes de paille. 113.00 Série : Les hommes de paille. 113.30 Série : Les hommes de paille. 114.00 Série : Les hommes de paille. 114.30 Série : Les hommes de paille. 115.00 Série : Les hommes de paille. 115.30 Série : Les hommes de paille. 116.00 Série : Les hommes de paille. 116.30 Série : Les hommes de paille. 117.00 Série : Les hommes de paille. 117.30 Série : Les hommes de paille. 118.00 Série : Les hommes de paille. 118.30 Série : Les hommes de paille. 119.00 Série : Les hommes de paille. 119.30 Série : Les hommes de paille. 120.00 Série : Les hommes de paille. 120.30 Série : Les hommes de paille. 121.00 Série : Les hommes de paille. 121.30 Série : Les hommes de paille. 122.00 Série : Les hommes de paille. 122.30 Série : Les hommes de paille. 123.00 Série : Les hommes de paille. 123.30 Série : Les hommes de paille. 124.00 Série : Les hommes de paille. 124.30 Série : Les hommes de paille. 125.00 Série : Les hommes de paille. 125.30 Série : Les hommes de paille. 126.00 Série : Les hommes de paille. 126.30 Série : Les hommes de paille. 127.00 Série : Les hommes de paille. 127.30 Série : Les hommes de paille. 128.00 Série : Les hommes de paille. 128.30 Série : Les hommes de paille. 129.00 Série : Les hommes de paille. 129.30 Série : Les hommes de paille. 130.00 Série : Les hommes de paille. 130.30 Série : Les hommes de paille. 131.00 Série : Les hommes de paille. 131.30 Série : Les hommes de paille. 132.00 Série : Les hommes de paille. 132.30 Série : Les hommes de paille. 133.00 Série : Les hommes de paille. 133.30 Série : Les hommes de paille. 134.00 Série : Les hommes de paille. 134.30 Série : Les hommes de paille. 135.00 Série : Les hommes de paille. 135.30 Série : Les hommes de paille. 136.00 Série : Les hommes de paille. 136.30 Série : Les hommes de paille. 137.00 Série : Les hommes de paille. 137.30 Série : Les hommes de paille. 138.00 Série : Les hommes de paille. 138.30 Série : Les hommes de paille. 139.00 Série : Les hommes de paille. 139.30 Série : Les hommes de paille. 140.00 Série : Les hommes de paille. 140.30 Série : Les hommes de paille. 141.00 Série : Les hommes de paille. 141.30 Série : Les hommes de paille. 142.00 Série : Les hommes de paille. 142.30 Série : Les hommes de paille. 143.00 Série : Les hommes de paille. 143.30 Série : Les hommes de paille. 144.00 Série : Les hommes de paille. 144.30 Série : Les hommes de paille. 145.00 Série : Les hommes de paille. 145.30 Série : Les hommes de paille. 146.00 Série : Les hommes de paille. 146.30 Série : Les hommes de paille. 147.00 Série : Les hommes de paille. 147.30 Série : Les hommes de paille. 148.00 Série : Les hommes de paille. 148.30 Série : Les hommes de paille. 149.00 Série : Les hommes de paille. 149.30 Série : Les hommes de paille. 150.00 Série : Les hommes de paille. 150.30 Série : Les hommes de paille. 151.00 Série : Les hommes de paille. 151.30 Série : Les hommes de paille. 152.00 Série : Les hommes de paille. 152.30 Série : Les hommes de paille. 153.00 Série : Les hommes de paille. 153.30 Série : Les hommes de paille. 154.00 Série : Les hommes de paille. 154.30 Série : Les hommes de paille. 155.00 Série : Les hommes de paille. 155.30 Série : Les hommes de paille. 156.00 Série : Les hommes de paille. 156.30 Série : Les hommes de paille. 157.00 Série : Les hommes de paille. 157.30 Série : Les hommes de paille. 158.00 Série : Les hommes de paille. 158.30 Série : Les hommes de paille. 159.00 Série : Les hommes de paille. 159.30 Série : Les hommes de paille. 160.00 Série : Les hommes de paille. 160.30 Série : Les hommes de paille. 161.00 Série : Les hommes de paille. 161.30 Série : Les hommes de paille. 162.00 Série : Les hommes de paille. 162.30 Série : Les hommes de paille. 163.00 Série : Les hommes de paille. 163.30 Série : Les hommes de paille. 164.00 Série : Les hommes de paille. 164.30 Série : Les hommes de paille. 165.00 Série : Les hommes de paille. 165.30 Série : Les hommes de paille. 166.00 Série : Les hommes de paille. 166.30 Série : Les hommes de paille. 167.00 Série : Les hommes de paille. 167.30 Série : Les hommes de paille. 168.00 Série : Les hommes de paille. 168.30 Série : Les hommes de paille. 169.00 Série : Les hommes de paille. 169.30 Série : Les hommes de paille. 170.00 Série : Les hommes de paille. 170.30 Série : Les hommes de paille. 171.00 Série : Les hommes de paille. 171.30 Série : Les hommes de paille. 172.00 Série : Les hommes de paille. 172.30 Série : Les hommes de paille. 173.00 Série : Les hommes de paille. 173.30 Série : Les hommes de paille. 174.00 Série : Les hommes de paille. 174.30 Série : Les hommes de paille. 175.00 Série : Les hommes de paille. 175.30 Série : Les hommes de paille. 176.00 Série : Les hommes de paille. 176.30 Série : Les hommes de paille. 177.00 Série : Les hommes de paille. 177.30 Série : Les hommes de paille. 178.00 Série : Les hommes de paille. 178.30 Série : Les hommes de paille. 179.00 Série : Les hommes de paille. 179.30 Série : Les hommes de paille. 180.00 Série : Les hommes de paille. 180.30 Série : Les hommes de paille. 181.00 Série : Les hommes de paille. 181.30 Série : Les hommes de paille. 182.00 Série : Les hommes de paille. 182.30 Série : Les hommes de paille. 183.00 Série : Les hommes de paille. 183.30 Série : Les hommes de paille. 184.00 Série : Les hommes de paille. 184.30 Série : Les hommes de paille. 185.00 Série : Les hommes de paille. 185.30 Série : Les hommes de paille. 186.00 Série : Les hommes de paille. 186.30 Série : Les hommes de paille. 187.00 Série : Les hommes de paille. 187.30 Série : Les hommes de paille. 188.00 Série : Les hommes de paille. 188.30 Série : Les hommes de paille. 189.00 Série : Les hommes de paille. 189.30 Série : Les hommes de paille. 190.00 Série : Les hommes de paille. 190.30 Série : Les hommes de paille. 191.00 Série : Les hommes de paille. 191.30 Série : Les hommes de paille. 192.00 Série : Les hommes de paille. 192.30 Série : Les hommes de paille. 193.00 Série : Les hommes de paille. 193.30 Série : Les hommes de paille. 194.00 Série : Les hommes de paille. 194.30 Série : Les hommes de paille. 195.00 Série : Les hommes de paille. 195.30 Série : Les hommes de paille. 196.00 Série : Les hommes de paille. 196.30 Série : Les hommes de paille. 197.00 Série : Les hommes de paille. 197.30 Série : Les hommes de paille. 198.00 Série : Les hommes de paille. 198.30 Série : Les hommes de paille. 199.00 Série : Les hommes de paille. 199.30 Série : Les hommes de paille. 200.00 Série : Les hommes de paille. 200.30 Série : Les hommes de paille. 201.00 Série : Les hommes de paille. 201.30 Série : Les hommes de paille. 202.00 Série : Les hommes de paille. 202.30 Série : Les hommes de paille. 203.00 Série : Les hommes de paille. 203.30 Série : Les hommes de paille. 204.00 Série : Les hommes de paille. 204.30 Série : Les hommes de paille. 205.00 Série : Les hommes de paille. 205.30 Série : Les hommes de paille. 206.00 Série : Les hommes de paille. 206.30 Série : Les hommes de paille. 207.00 Série : Les hommes de paille. 207.30 Série : Les hommes de paille. 208.00 Série : Les hommes de paille. 208.30 Série : Les hommes de paille. 209.00 Série : Les hommes de paille. 209.30 Série : Les hommes de paille. 210.00 Série : Les hommes de paille. 210.30 Série : Les hommes de paille. 211.00 Série : Les hommes de paille. 211.30 Série : Les hommes de paille. 212.00 Série : Les hommes de paille. 212.30 Série : Les hommes de paille. 213.00 Série : Les hommes de paille. 213.30 Série : Les hommes de paille. 214.00 Série : Les hommes de paille. 214.30 Série : Les hommes de paille. 215.00 Série : Les hommes de paille. 215.30 Série : Les hommes de paille. 216.00 Série : Les hommes de paille. 216.30 Série : Les hommes de paille. 217.00 Série : Les hommes de paille. 217.30 Série : Les hommes de paille. 218.00 Série : Les hommes de paille. 218.30 Série : Les hommes de paille. 219.00 Série : Les hommes de paille. 219.30 Série : Les hommes de paille. 220.00 Série : Les hommes de paille. 220.30 Série : Les hommes de paille. 221.00 Série : Les hommes de paille. 221.30 Série : Les hommes de paille. 222.00 Série : Les hommes de paille. 222.30 Série : Les hommes de paille. 223.00 Série : Les hommes de paille. 223.30 Série : Les hommes de paille. 224.00 Série : Les hommes de paille. 224.30 Série : Les hommes de paille. 225.00 Série : Les hommes de paille. 225.30 Série : Les hommes de paille. 226.00 Série : Les hommes de paille. 226.30 Série : Les hommes de paille. 227.00 Série : Les hommes de paille. 227.30 Série : Les hommes de paille. 228.00 Série : Les hommes de paille. 228.30 Série : Les hommes de paille. 229.00 Série : Les hommes de paille. 229.30 Série : Les hommes de paille. 230.00 Série : Les hommes de paille. 230.30 Série : Les hommes de paille. 231.00 Série : Les hommes de paille. 231.30 Série : Les hommes de paille. 232.00 Série : Les hommes de paille. 232.30 Série : Les hommes de paille. 233.00 Série : Les hommes de paille. 233.30 Série : Les hommes de paille. 234.00 Série : Les hommes de paille. 234.30 Série : Les hommes de paille. 235.00 Série : Les hommes de paille. 235.30 Série : Les hommes de paille. 236.00 Série : Les hommes de paille. 236.30 Série : Les hommes de paille. 237.00 Série : Les hommes de paille. 237.30 Série : Les hommes de paille. 238.00 Série : Les hommes de paille. 238.30 Série : Les hommes de paille. 239.00 Série : Les hommes de paille. 239.30 Série : Les hommes de paille. 240.00 Série : Les hommes de paille. 240.30 Série : Les hommes de paille. 241.00 Série : Les hommes de paille. 241.30 Série : Les hommes de paille. 242.00 Série : Les hommes de paille. 242.30 Série : Les hommes de paille. 243.00 Série : Les hommes de paille. 243.30 Série : Les hommes de paille. 244.00 Série : Les hommes de paille. 244.30 Série : Les hommes de paille. 245.00 Série : Les hommes de paille. 245.30 Série : Les hommes de paille. 246.00 Série : Les hommes de paille. 246.30 Série : Les hommes de paille. 247.00 Série : Les hommes de paille. 247.30 Série : Les hommes de paille. 248.00 Série : Les hommes de paille. 248.30 Série : Les hommes de paille. 249.00 Série : Les hommes de paille. 249.30 Série : Les hommes de paille. 250.00 Série : Les hommes de paille. 250.30 Série : Les hommes de paille. 251.00 Série : Les hommes de paille. 251.30 Série : Les hommes de paille. 252.00 Série : Les hommes de paille. 252.30 Série : Les hommes de paille. 253.00 Série : Les hommes de paille. 253.30 Série : Les hommes de paille. 254.00 Série : Les hommes de paille. 254.30 Série : Les hommes de paille. 255.00 Série : Les hommes de paille. 255.30 Série : Les hommes de paille. 256.00 Série : Les hommes de paille. 256.30 Série : Les hommes de paille. 257.00 Série : Les hommes de paille. 257.30 Série : Les hommes de paille. 258.00 Série : Les hommes de paille. 258.30 Série : Les hommes de paille. 259.00 Série : Les hommes de paille. 259.30 Série : Les hommes de paille. 260.00 Série : Les hommes de paille. 260.30 Série : Les hommes de paille. 261.00 Série : Les hommes de paille. 261.30 Série : Les hommes de paille. 262.00 Série : Les hommes de paille. 262.30 Série : Les hommes de paille. 263.00 Série : Les hommes de paille. 263.30 Série : Les hommes de paille. 264.00 Série : Les hommes de paille. 264.30 Série : Les hommes de paille. 265.00 Série : Les hommes de paille. 265.30 Série : Les hommes de paille. 266.00 Série : Les hommes de paille. 266.30 Série : Les hommes de paille. 267.00 Série : Les hommes de paille. 267.30 Série : Les hommes de paille. 268.00 Série : Les hommes de paille. 268.30 Série : Les hommes de paille. 269.00 Série : Les hommes de paille. 269.30 Série : Les hommes de paille. 270.00 Série : Les hommes de paille. 270.30 Série : Les hommes de paille. 271.00 Série : Les hommes de paille. 271.30 Série : Les hommes de paille. 272.00 Série : Les hommes de paille. 272.30 Série : Les hommes de paille. 273.00 Série : Les hommes de paille. 273.30 Série : Les hommes de paille. 274.00 Série : Les hommes de paille. 274.30 Série : Les hommes de paille. 275.00 Série : Les hommes de paille. 275.30 Série : Les hommes de paille. 276.00 Série : Les hommes de paille. 276.30 Série : Les hommes de paille. 277.00 Série : Les hommes de paille. 277.30 Série : Les hommes de paille. 278.00 Série : Les hommes de paille. 278.30 Série : Les hommes de paille. 279.00 Série : Les hommes de paille. 279.30 Série : Les hommes de paille. 280.00 Série : Les hommes de paille. 280.30 Série : Les hommes de paille. 281.00 Série : Les hommes de paille. 281.30 Série : Les hommes de paille. 282.00 Série : Les hommes de paille. 282.30 Série : Les hommes de paille. 283.00 Série : Les hommes de paille. 283.30 Série : Les hommes de paille. 284.00 Série : Les hommes de paille. 284.30 Série : Les hommes de paille. 285.00 Série : Les hommes de paille. 285.30 Série : Les hommes de paille. 286.00 Série : Les hommes de paille. 286.30 Série : Les hommes de paille. 287.00 Série : Les hommes de paille. 287.30 Série : Les hommes de paille. 288.00 Série : Les hommes de paille. 288.30 Série : Les hommes de paille. 289.00 Série : Les hommes de paille. 289.30 Série : Les





# Économie

## SOMMAIRE

■ L'industrie pharmaceutique française part à la dérive, confirme le rapport Dangoumau-Biot remis au gouvernement (lire ci-contre).

■ Le gouvernement prévoit en 1989 une croissance de 3,1 % après avoir enregistré + 3,5 % en 1988 (lire page 27).

■ L'offensive du printemps des syndicats japonais aura surtout souligné le recul de leur influence (lire page 27).

■ La discussion de la loi sur le dénoyautage en commission des finances de l'Assemblée nationale a donné lieu à une passe d'armes entre MM. Balladur et Bérégovoy sur les sociétés privatisées (lire page 27).

■ L'UFC-Que choisir ? dénonce des combustions spontanées de Citroën BX. — UFC-Que choisir ? a recensé cent trente incendies de BX 1600 et 1900 CC3, commercialisés entre 1984 et 1986, au moment de la mise en route du moteur. Certains ont provoqué la destruction du véhicule. Citroën a accepté la réparation, mais n'a pas procédé au rappel de la série en cause, ce dont se plaint l'UFC.

## Selon le rapport Dangoumau-Biot

### L'industrie pharmaceutique française part à la dérive

Le rapport sur l'industrie pharmaceutique française, demandé le 6 octobre dernier par MM. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, Claude Evin, ministre de la Santé, et Hubert Curien, ministre de la Recherche, au professeur Jacques Dangou-

mau, ancien directeur de la pharmacie et du médicament, et à M. Jacques Biot, directeur adjoint de Pasteur-Vaccins, a été remis à la fin du mois de mars.

Ses conclusions sont sans appel : mauvaise rentabilité, incapacité à international-

ser ses nouveaux médicaments, faiblesse des dossiers d'enregistrement, abandon à l'étranger de classes thérapeutiques entières, recherche en déclin, évolution inquiétante de la balance commerciale, l'industrie pharmaceutique est sur une mauvaise pente.

Pour tous ceux — nombreux — qui s'imaginaient encore que l'industrie pharmaceutique était un atout majeur de l'économie française, le rapport Dangoumau-Biot risque de faire l'effet d'une douche froide. Rappelant que les Français sont, traditionnellement, de grands consommateurs de médicaments, le marché français se situant depuis de longues années au quatrième rang mondial derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest, les rapporteurs notent que l'industrie pharmaceutique nationale n'a pas su se servir de cet atout pour assoir sa compétitivité. Ainsi, en 1987, aucune firme française ne figure parmi les vingt-cinq premières firmes mondiales. Rhône-Poulenc se situant au vingt-septième rang et SANOFI au trente-sixième.

Cette « faiblesse » de l'industrie pharmaceutique française dans le concert international apparaît, peut-on lire dans le rapport, « davantage due à une lacune sur les grands marchés étrangers qu'à une trop forte pénétration de notre marché domestique ». En outre, indiquent les rapporteurs, « créée à partir de l'officine, notre industrie a toujours manqué de cette épine dorsale qu'il faut constituer la chimie en R&D et en Suisse notamment, et notre faiblesse au niveau des entreprises de grande taille en résulte pour beaucoup ».

Un motif de satisfaction toutefois : l'existence d'une dizaine d'entreprises moyennes qui détien-

nent entre 1 % et 5 % du marché français et qui « développent des efforts de recherche méritoire bien qu'à la mesure de leurs moyens ». Il s'agit, note le rapport, d'autant de « bourgeois » à partir desquels un certain « renouveau de l'industrie pharmaceutique française pourrait s'articuler et venir compléter l'effort entrepris par nos groupes leaders ».

## La recherche en perte de vitesse

En termes d'innovation, la situation n'est guère brillante. Naguère, de 1961 à 1977, deuxième découvreur mondial de médicaments après les États-Unis, la France occupe aujourd'hui la cinquième position après avoir été doublée successivement par les Allemands, les Japonais et les Italiens. Plus encore, si l'on ne considère que « les molécules internationalisées », c'est-à-dire présentes sur au moins quatre des sept grands marchés (1), le pourcentage de molécules mises au point en France n'est que de 1,5 % (il était de 12 % en 1975-1977). Cette situation, notent les rapporteurs, fait qu'« en dix ans la France a disparu du petit groupe qui compte vraiment en matière de découvertes à vocation internationale ». La capacité des firmes françaises à internationaliser des molécules de réel intérêt thérapeutique « se passe de commentaires », disent les rapporteurs : ainsi, sur vingt-cinq molécules d'intérêt thérapeutique découvertes en France, six ont été internationalisées (soit une capacité d'internationalisation de 24 %). Aux États-Unis, cette capacité est de 70 %, en Suisse de 84 % et au Royaume-Uni de 71 %.

« La recherche française a longtemps vécu repliée sur elle-même », peut-on lire dans le rapport. A titre d'exemple, force est de constater qu'elle a « manqué » successivement les différents concepts nouveaux des dernières années (bêta-bloquants, anti-H 2, inhibiteurs calciques, inhibiteurs de l'enzyme de conversion, cyclosporine, benzodiazépines...). Par ailleurs, dans le cas des produits français de bon niveau « la faiblesse des dossiers d'enregistrement élaborés en France a pu, estime le rapport, dissuader pendant longtemps les partenaires étrangers de se lancer dans l'aventure d'une prise en licence ».

Tout cela fait qu'en 1987, sur cinquante-huit nouvelles entités chimiques introduites pour la première fois sur un marché, trois étaient françaises, soit 5,2 %. Parmi les cent seize qui étaient susceptibles d'être commercialisées en 1988 ou en 1989, huit sont françaises (soit 6,9 %). Enfin, écrivent les rapporteurs, « il semble malheureusement que le portefeuille français de molécules en développement soit particulièrement pauvre, surtout en ce qui concerne les produits à sortir dans les cinq prochaines années. Il faut donc craindre à court terme un renforcement de la pression étrangère sur le marché français qui a une stagnation à son niveau médiocre du rayonnement du médicament français dans le monde ».

Cette situation n'a pas amélioré notre balance commerciale du médicament. Même si la France se situait, en 1987, au cinquième rang des exportateurs mondiaux (elle occupait le troisième rang en 1983) on peut constater, écrivent les rapporteurs, que « ce rang convenable ne saurait masquer l'extrême fragilité de notre structure d'exportation tournée plus que de raison vers une zone francophone (Maghreb plus zone franc) dont la politique d'achat de médicaments s'avère très fluctuante et la solvabilité parfois incertaine ». En 1987, 40,6 % des exportations se sont faites en direction de la CEE et 37,1 % vers la zone francophone. Il en ressort que, depuis 1986, le solde positif de la balance diminue, ce qui, note le rapport, « n'avait jamais été le cas auparavant ».

## Hors du Japon et des États-Unis

Autre carence des firmes pharmaceutiques françaises : leur mauvaise implantation internationale. A tel point qu'elles sont absentes des deux principaux marchés mondiaux, les États-Unis et le Japon, lesquels représentent exactement la moitié du marché mondial. « Ces deux lacunes, écrivent les rapporteurs, apparaissent d'autant plus rédhibitoires que ces deux marchés sont ceux qui pratiquent les prix les plus élevés et qui offrent donc la meilleure rentabilité au monde ».

A cet égard, les rapporteurs estiment que le bas niveau des prix pratiqués en France en ce qui concerne les médicaments constitue un « handicap ». Ces prix bas engendrent en effet « une faible rentabilité » préjudiciable aux firmes françaises. Ce handicap par rapport aux concurrents étrangers se trouve même, écrivent les rapporteurs, « exporté au-delà de nos frontières puisque, sur certains marchés, le prix du marché d'origine sert de référence pour la fixation du prix local, pénalisant de ce fait la rentabilité des produits d'origine française ». Toutefois, précise le rapport, il serait « abusif » d'attribuer aux points de prix l'entière responsabilité de la faible rentabilité française.

Au terme de leur longue et minutieuse analyse de l'état de l'industrie pharmaceutique française, les rapporteurs insistent sur cette « carence en matière d'implantation internationale », qui constitue « un handicap particulièrement préoccupant en ce sens qu'il hypothèque considérablement les possibilités d'un redémarrage de l'industrie française à partir d'une recherche qui aurait hypothétiquement pu renouer avec le succès ».

Ce constat posé, reste au gouvernement à en tirer les conséquences. Et à prendre des mesures qui, à lire le rapport Dangoumau-Biot, s'imposent d'urgence.

FRANCK NOUCH.

(1) États-Unis, Japon, RFA, France, Italie, Royaume-Uni et Suisse.

## En dépit des réserves du gouvernement

Framatome espère toujours signer un accord de coopération avec Siemens

Tandis que les pouvoirs publics français s'efforcent de dédramatiser le report à l'extrême de l'accord de coopération prévu entre Framatome, le constructeur français de chaudrons nucléaires, et l'allemand Siemens (le Monde du 6 et du 7 avril), les deux entreprises concernées ont confirmé, dans un communiqué, leur « intérêt commun » dans cette coopération. « Au terme de deux années de négociations, les deux sociétés ajoutent le communiqué, espèrent signer l'accord de coopération concernant l'exportation d'éléments nucléaires PWR, dès que les vérifications des procédures réglementaires par la partie française seront effectuées ».

De son côté, le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, tout en assurant qu'il considérait le projet comme « un bon accord », a précisé, dans un entretien accordé à la Tribune de l'Expansion, les points sensibles sur lesquels les actionnaires de Framatome, soutenus par les pouvoirs publics, avaient jugé bon de demander des clarifications, entraînant ainsi le gel de l'accord. Il s'agit d'une part, du « problème de contrôle des exportations de technologie ». « C'est un sujet sensible pour l'autorité de tutelle, explique le ministre ; le gouvernement français veut s'assurer qu'il pourra refuser les exportations qu'il estimerait non souhaitables ». Le second point important concerne la répartition des tâches entre les industriels : « Il faut vérifier, dit M. Fauroux, qui sera maître d'œuvre des différentes parties, et si les fournisseurs industriels se feront à partir ». Enfin, dernier point sensible : les « synergies » existant entre le CEA, EDF et Framatome, dont il faut, dit-il, « s'assurer qu'elles continueront à fonctionner ».

## Pourquoi viens-tu si tard ?

QUALIFIER le rapport Dangoumau-Biot de sévère serait excessif. Celui-ci contient et ne dit rien qui ne soit déjà largement connu, du moins des milieux professionnels, ou qui n'ait été maintes fois dénoncé depuis des années sur la place publique, tant par les industriels que par le SNIP (Syndicat national de l'industrie pharmaceutique). Comme toutes les précédentes, les dernières études réalisées sur le sujet par la Banque de l'Union européenne et par Eurostat Datas dressent des bilans tout aussi inquiétants. La nouveauté est que ce constat alarmant, dont on regrettera que certaines données n'aient été actualisées, soit fait par des experts désignés par le gouvernement, dont l'un, M. Dangoumau, avait occupé autrefois d'importantes fonctions au ministère de la Santé.

L'industrie pharmaceutique française est malade. C'est une vérité de La Palice. Mais surtout malade de ses prix, bloqués depuis quarante ans par l'État. A telle enseigne que les médicaments français sont, à l'exception des produits espagnols et grecs, parmi les moins chers du monde. Ils sont à l'indice 100, quand les médicaments allemands sont à 204,7. D'un côté cette aberration favorise la surconsommation. De l'autre, elle empêche, paradoxalement, les fabricants de trouver à l'exportation les profits qu'ils ne peuvent réaliser sur le marché intérieur. Car les prix français font référence dans les pays clients (essentiellement africains).

Or les contraintes financières sont énormes avec une recherche, dont le coût est devenu astronomique, à cause de la raréfaction des nouvelles molécules (1 sur 12 000), de l'allongement de la durée de développement des nouveaux médicaments, enfin de la baisse de rentabilités induites par le raccourcissement de la protection des brevets (vingt ans). Au bas mot, la mise au point d'un nouveau médicament coûte 100 millions de dollars (630 millions de francs), plus du double avec sa mondialisation. Qui peut s'offrir ce luxe ?

Pour revigorer la recherche déclinante, la solution passe inévitablement par une libération des prix. Mais elle serait trop facile si le délicat problème de la couverture sociale ne venait tout compliquer. Responsabiliser les prescripteurs et les malades sur les coûts des traitements pour réduire la consommation en volume et en valeur absolue : tel est l'objectif que les professionnels du médicament veulent atteindre, si on leur en donne les moyens.

Le rapport Dangoumau-Biot a le mérite de ne pas faire la réalité, mais, en revanche, ne répond pas vraiment à l'attente en proposant un allongement de la durée de vie des brevets. Ce serait déjà bien s'il favorisait une prise de conscience au plus haut niveau. Mais n'arrive-t-il pas trop tard ? L'innovation ne se décrète pas.

ANDRÉ DESSOT.

## Montedison accusé de fraude de logiciel

Deux des plus grosses compagnies américaines de logiciels, Lotus et Ashton-Tate, ont décidé de traquer devant les tribunaux le groupe chimique italien Montedison qu'elles accusent d'avoir copié illégalement leurs produits. Cette action — la première du genre intentée par des firmes américaines de « soft » contre un gros utilisateur européen — a été lancée après une perquisition surprise au siège de l'entreprise milanaise, qui aurait montré que 90 % des logiciels utilisés contrevenaient aux règles sur la propriété intellectuelle. Le groupe Montedison a immédiatement nié les accusations dont il faisait l'objet, indiquant qu'il se réservait le droit « de prendre des initiatives et de mener les actions nécessaires pour protéger son honneur ».

M. Douglas E. Phillips, le président de la Business Software Association (BSA) chargée de la défense des droits de propriété intellectuelle pour un ensemble de grosses compagnies de logiciels (dont Microsoft, numéro un du secteur), a indiqué qu'un autre grand groupe italien faisait l'objet d'une enquête du même type, refusant toutefois d'en dévoiler le nom. Selon cette association, le piratage des logiciels est particulièrement répandu dans la péninsule italienne : aux États-Unis, quatre fois plus de logiciels sont vendus par micro-ordinateur qu'en Italie, a expliqué Phillips. Si on projette le ratio américain dans la péninsule, on peut estimer à 500 millions de dollars (plus de 3 milliards) l'an les ventes de logiciels perdus, a-t-il indiqué.

## TRANSPORTS

La vente d'Eastern Airlines

### M. Lorenzo jette l'éponge

M. Frank Lorenzo, président de Texas Air, a annoncé, le 6 avril, qu'il avait vendu sa filiale Eastern Airlines pour 463,9 millions de dollars (2,9 milliards de francs) à un groupe d'investisseurs réunis autour de M. Peter Ueberroth, organisateur des Jeux olympiques à Los Angeles de 1984. Soixante pour cent du capital d'Eastern, septième compagnie aérienne américaine, serait détenus par le personnel et la direction. Des investisseurs détiendraient le reste.

M. Lorenzo a donc choisi de jeter l'éponge. Il avait d'abord essayé d'obtenir de ses navigateurs des diminutions de salaires pouvant atteindre 30 % afin de mettre fin à l'hémorragie, dont le rythme atteignait 1 milliard de francs par semaine. Devant l'opposition des syndicats, il a ensuite tenté une manœuvre qui lui avait réussi, cinq ans plus tôt, avec son autre filiale, Continental Airlines, qu'il avait mise en cessation de paiements avant de la reconstruire sans syndicats ni protestataires.

M. Lorenzo y avait gagné une réputation de patron antisocial, qui avait contribué, le 7 mars, au déclenchement d'une grève illimitée des mécaniciens et pilotes d'Eastern. Il semble que M. Lorenzo ait considéré que cette hostilité irréductible de son personnel obérait les chances de redressement.

M. Ueberroth aura besoin de tous ses talents de brillant gestionnaire pour sauver Eastern (3,2 milliards de dollars de dettes) qui sera amputée de son activité la plus rentable, la navette Boston - New-York-Washington, vendue au milliardaire Dinard Trump. Mais n'a-t-il pas tout à tour fondé la deuxième agence des États-Unis avant de déguer, pour la première fois de l'histoire des Jeux olympiques, un bénéfice de 230 millions de dollars (1,4 milliard de francs) au profit de la ville de Los Angeles, et de rendre bénéficiaire (100 millions de dollars, soit 640 millions de francs) la ligue américaine de baseball, qu'il présidait ?

● Pourrait-il de la grève des pilotes d'UTA. — En raison des « menaces » contre le potentiel de travail de la compagnie UTA et contre les conditions d'emploi, les syndicats des pilotes (SNPL) et des mécaniciens (SNOMAC) ont décidé de prolonger leur mouvement de grève, qui devait s'achever le jeudi 7 avril à minuit, jusqu'au lundi 10 avril à 14 heures. Ce conflit est dû à la décision de la direction d'exploiter les gros porteurs long-courriers Boeing 767 commandés sans le pavillon de sa filiale Aeromarine afin de pratiquer des salaires « compatibles avec l'exploitation des vols charters ».

## ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INFORMATION  
PROVINCE DE TÊTOUAN  
MUNICIPALITÉ DE TÊTOUAN

### AVIS DE PRÉQUALIFICATION INTERNATIONAL N° 186/89

La municipalité de Tétouan lance une préqualification qui sera suivie d'une consultation restreinte, pour retenir les services d'un bureau d'étude (ou groupement de bureaux d'études) qui sera chargé de l'établissement du schéma directeur d'assainissement liquide de la ville de Tétouan. Le démarrage de ces études est prévu en octobre 1989.

Ces études seront financées en partie par un don USAID. Les bureaux d'études désirant faire acte de candidature devront faire parvenir leur demande au plus tard le 19-05-1989 à midi à Monsieur le président du conseil municipal de la ville de Tétouan.

Les candidatures devront être présentées dans les formes prescrites par le dossier de préqualification qui pourra être retiré à la municipalité de Tétouan (bureau des marchés) ou adressé sur demande au prix de 500 DH, majoré des frais d'envoi.

Les dossiers de candidature comporteront en particulier :

1. Une demande d'inscription du bureau d'étude ou du groupement.
2. Un questionnaire rempli.
3. Une déclaration sur l'honneur.
4. Un dossier de références techniques, administratives et financières.
5. Une note sur l'organisation, les moyens en personnel et en matériel ainsi que la méthode de travail que le consultant compte mettre en œuvre.

LE PRÉSIDENT.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### METALEURO

Le conseil de surveillance de la société METALEURO SA a pris connaissance lors de sa réunion du 4 avril 1989 des comptes sociaux de l'exercice 1988, tels qu'ils ont été arrêtés par le directeur.

L'évolution des comptes de METALEURO SA s'analyse comme suit, en millions de francs :

	Exercice 1987	Exercice 1988
Chiffre d'affaires	2 557	2 820
Résultat courant	- 102	+ 115
Éléments exceptionnels	+ 172	+ 142
Résultat net	+ 70	+ 257
Capitaux propres	202	1 003

Le directeur et le conseil de surveillance ont observé que les importants programmes de restructuration industrielle et financière misés au cours des dernières années avaient mis la société en situation de tirer profit dans ses résultats de l'amélioration très sensible de son environnement conjoncturel intervenue dans le courant de l'exercice, en particulier à partir du second semestre pour le prix du zinc.

Les éléments exceptionnels enregistrés durant l'exercice concernent essentiellement la cession des intérêts miniers dans l'or du Limousin et un abandon de créance de la société Imetal de 80 millions de francs. Le résultat net de 257 millions de francs permettra d'apurer totalement le report à nouveau négatif au 31 décembre 1987, qui était égal à 236 millions de francs.

L'exercice a été marqué par le rapprochement de la société Penarroya avec les activités métallurgiques du groupe allemand Preussag pour former sous le nom de METALEURO un groupe métallurgique européen de dimension mondiale dans ses différents secteurs d'activités. L'évolution des capitaux propres, qui s'élevait au 31 décembre 1988 à plus de 1 milliard de francs contre 202 millions de francs à la fin de 1987 traduit l'effet des mesures de restructuration financière qui ont accompagné ce regroupement industriel. Corrélativement, l'endettement financier a été ramené de 768 à 446 millions de francs.

Au cours du premier trimestre 1989, la conjoncture est restée favorable pour la société, en particulier en ce qui concerne le cours du zinc. Sauf détérioration dans les mois qui viennent, le résultat courant devrait être en amélioration sensible par rapport à celui de 1988.

Les résultats consolidés seront présentés au conseil de surveillance au cours de la séance du 28 avril 1989.

36 15  
INSEE

36 16 au même tarif

L'indice du coût de la construction

36 15 au même tarif



# Économie

## CONJONCTURE

Les comptes de la nation pour 1988

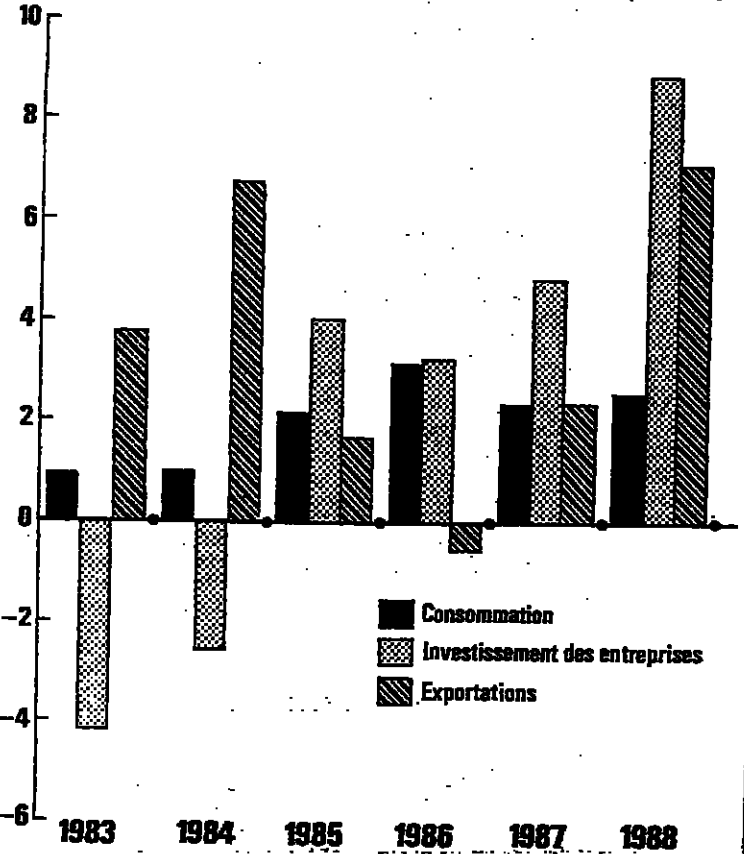
### Le renforcement de l'industrie doit être « poursuivi et si possible accéléré »

« L'industrie est redevenue, en 1988, le moteur de notre économie », se félicitent les experts gouvernementaux. Ils égrènent une croissance de la production industrielle « sensiblement supérieure à celle du PIB (5% contre 3,5%), ce qui ne s'était pas produit depuis dix ans » ; une progression de l'investissement « supérieure à la moyenne nationale (11-12% en volume contre 8%) », et enfin « un ralentissement très sensible des pertes d'emplois » (- 18 000 contre - 120 000 par an depuis quatre ans).

On observe dans le même temps « un renforcement de notre appareil industriel et une amélioration de sa compétitivité » que démontrent :

- les résultats financiers des entreprises ;
- des gains de productivité « considérables » de plus de 10% sur les deux dernières années, qui autorisent une évolution « très modérée des coûts de production (+ 2%) en dépit de la hausse des cours des matières premières » ;
- des capacités de production qui « se développent à nouveau » après une stagnation entre 1980 et 1986. Néanmoins, « le rythme de croissance ne peut s'accroître que lentement en raison des délais de mise en place des nouvelles équipements ». En 1987 et 1988, il est resté « très inférieur à celui de la produc-

### Les composantes de la croissance (en %)



C'est un tableau très positif de la conjoncture française qui a été présenté, le vendredi 7 avril, par le gouvernement à la commission des comptes de la nation (le Monde du 5 avril). La croissance du PIB marchand de 3,6% en 1988, s'est en effet effectuée sur des bases saines, grâce à la poussée de l'investissement des entreprises, estimée à 8%, et à la progression des exportations, qui ont atteint 97 milliards de francs. Cette croissance devrait, selon le gouvernement, se prolonger en 1989 et en 1990, quoique à un rythme ralenti (3,1% et 2,7% respectivement), « en raison du caractère progressivement moins porteur de l'environnement international ».

### La loi sur les « dénoyautages » en commission des finances

### Les accords entre actionnaires des privatisées seront autorisés

La commission des finances de l'Assemblée nationale a entendu, le jeudi 6 avril, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, sur le projet de loi relatif aux « noyaux durs », qui sera soumis les 13 et 14 avril à l'examen des députés. M. Bérégovoy a rappelé que ce projet vise, d'une part, « à rendre leur liberté aux actionnaires des sociétés privées » et, d'autre part, « à assurer la protection des intérêts nationaux ». L'article unique du texte prévoit que jusqu'au 31 décembre 1992 toute tentative d'acquisition de plus de 10% du capital d'une société privatisée devra être notifiée aux pouvoirs publics, qui pourront s'y opposer « si la protection des intérêts nationaux l'exige ». Selon M. Bérégovoy, cette protection n'avait été que partiellement assurée par le précédent gouvernement qui n'avait institué une

action spécifique que dans le cas de Matra et d'Havas en négligeant, par exemple, la CGE.

Répondant à M. Bérégovoy, M. Edouard Balladur, son prédécesseur rue de Rivoli, a estimé que « s'il était nécessaire de protéger les entreprises françaises, cet impératif devrait s'appliquer à toutes les entreprises privées et pas seulement les privatisées ». Pour ces dernières, M. Balladur a ajouté, que les « noyaux durs » avaient constitué une « excellente réponse » à cette préoccupation et qu'elles apparaissent comme les mieux défendues. Selon l'ancien ministre des finances, l'actuel projet cherche en fait à « réinstaurer un contrôle public sur les entreprises privatisées ».

En réponse, M. Bérégovoy a rejeté l'accusation de « nationalisation rampante » et a rappelé que « la mixité des capitaux est une réalité ancienne » et il s'agit « de fixer au grand jour les responsabilités de chacun ».

La commission a adopté un amendement déposé par M. Jean Le Garrec (PS, Nord) rapporteur du projet de loi, qui apporte une modification substantielle au texte en autorisant, à l'avenir, la conclusion d'accords ou de pactes entre actionnaires. M. Bérégovoy s'était lui-même déclaré favorable à cette mesure « à condition que les pactes soient construits par les actionnaires eux-mêmes ».

M. Le Garrec s'est d'autre part interrogé sur l'opportunité de prévoir, dans un souci de transparence, la publicité des pactes librement conclus par leur transmission à la COB. La commission a enfin adopté un amendement du rapporteur prévoyant que le gouvernement transmettrait au Parlement un rapport annuel sur les refus qu'il a opposés aux prises de participation.

P. R.-D.

(Publicité)

### L'AFFAIRE DU MILLION DE FRANCS A GAGNER.

L'hebdomadaire Business Bourse vient de lancer un grand concours : « Savez-vous planter vos sous ? » Le thème est amusant : douze questions faciles pour vous aider à mieux comprendre l'univers de vos placements. Un million de francs de prix sont en jeu, dont un premier prix de 100 000 F en espèces.

La première question est dans le numéro en vente dès le 8 avril, 15 francs, chez votre marchand de journaux.

Business Bourse, 11, avenue Herbillon 94160 SAINT-MANDÉ

### Les transactions courantes en 1988 : déficit de 25,3 milliards

En raison principalement du déficit persistant du commerce extérieur, la balance des transactions courantes de la France a enregistré un déficit de 25,3 milliards de francs en 1988, selon les données encore provisoires du ministère de l'économie. En 1987, ce déficit s'était élevé à 24,4 milliards de francs.

Tandis que le déficit commercial demeure presque inchangé en 1988 par rapport à 1987 (33 milliards de francs contre 31,7 milliards respectivement en données douaniers), les invisibles, deuxième composante de la balance des transactions courantes, ont vu leur déficit se creuser, à 6,2 milliards, contre 1,3 milliard en 1987. En effet, la progression de l'excédent des services touristiques (24,7 milliards de francs contre 20,3 milliards) n'a pas compensé la baisse de celui des services liés aux échanges de technologie et l'alourdissement des transferts unilatéraux, en raison de contributions plus importantes au budget de la Communauté européenne.

Par ailleurs, les entrées de capitaux à long terme, comptabilisées dans la balance de base, ont été positives de 3,6 milliards en 1988, contre 18,3 milliards en 1987. De leur côté, les investissements français à l'étranger, qui ont atteint 71,8 milliards en 1988 contre 52,3 milliards en 1987, ont progressé pratiquement au même rythme que les investissements étrangers en France (qui sont passés de 27,8 à 35,5 milliards de francs).

## ÉTRANGER

### Après la traditionnelle « offensive de printemps »

### L'affaiblissement du mouvement syndical japonais se confirme

TOKYO  
de notre correspondant

Une « offensive » sans lutte, des augmentations de salaires situées à l'intérieur des fourchettes fixées par le patronat et, pour la première fois, une réduction des heures de travail dont on se demande cependant si elles seront effectives : tels sont les résultats de la traditionnelle « offensive de printemps » (shunto) des syndicats japonais qui, depuis le milieu des années 50, concentrent leurs revendications sur cette période de l'année. Celle-ci a connu son supposé moment fort, jeudi 6 avril, lorsque ont été annoncées les propositions du patronat des principaux secteurs industriels qui devraient être acceptées telles quelles par les syndicats, ou avec de faibles modifications, et qui serviront de base aux augmentations de salaires des autres branches.

Les augmentations varient selon les industries entre 2,4% (dans la sidérurgie) et 5,4% (électronique), ce qui représente un accroissement de l'ordre de 1% par rapport à l'année dernière. Cette offensive de printemps, la seconde menée par la nouvelle confédération syndicale du secteur privé (Rengo) et la dernière de Sohyo (confédération du secteur public) qui doit se fonder dans la précédente en automne prochain, confirme un déclin de combativité du mouvement syndical japonais. Les augmentations de salaires obtenues sont loin de refléter les accrois-

ssements des bénéfices (de l'ordre de 20%) enregistrés par beaucoup d'entreprises au cours de 1988. Les syndicats expliquent leur modération en invoquant un risque d'inflation par les salaires : le Japon jouit d'une grande stabilité des prix mais la Banque du Japon a récemment souligné une possibilité d'une inflation provoquée par l'entrée en vigueur de la nouvelle TVA.

Un nouveau thème de revendication aura marqué cette année l'« offensive de printemps » : la réduction des heures de travail. Dans la sidérurgie, les syndicats ont obtenu deux jours supplémentaires de congés tandis que le constructeur automobile Nissan accordait un jour supplémentaire et Honda trois. Ces augmentations des jours de congé se situent dans le cadre de la politique gouvernementale visant à ramener le nombre des heures de travail de 2 100 heures par an (soit 500 heures de plus que les Français) à 1 800 en 1993. Les fonctionnaires ont désormais droit à deux semaines par mois et dans les banques la semaine de cinq jours se généralise.

### La moitié des vacances

Bien que ces revendications aient été acceptées par le patronat, on se demande cependant si ces congés supplémentaires seront effectivement pris par les salariés. L'année dernière, le syndicat des travailleurs des chemins de fer (désormais privatisés) avait obtenu une augmentation des jours de congé, mais la plupart des employés ne les ont pas pris. D'une manière générale, les salariés japonais prennent la moitié des vacances auxquelles ils ont droit préférant travailler l'autre moitié afin d'être payés en heures supplémentaires : plus que les loisirs ce sont de meilleurs revenus qui restent leur première préoccupation.

La restructuration du mouvement syndical japonais qui sera achevée en automne prochain avec la fusion de la grande confédération du secteur privé, Rengo, et de Sohyo représentant le secteur public (qui disparaîtra) reflète la réorganisation de la machine productive japonaise. Elle est notamment la conséquence des privatisations qui se sont traduites par un affaiblissement des syndicats du secteur public traditionnellement les plus combattifs. Celui-ci n'est représenté aujourd'hui que par les syndicats des enseignants et des employés des municipalités (ces derniers n'ont pas le droit de grève). Autre cause de l'affaiblissement du mouvement syndical : le taux de syndicalisation qui était de 34,5% en 1975 est tombé à 26% en 1988. L'année dernière, le Japon a compté 473 grèves.

Le mouvement syndical a aussi été victime, ce printemps, du scandale politico-boursier Recruit-Cosmos. Ainsi, le syndicat du géant des télécommunications NTT, qui est la première entreprise du Japon, (250 000 employés et un chiffre d'affaires de 45 milliards de dollars) n'a pu prendre, comme on s'y attendait, la tête de la revendication. En cours de privatisation, NTT est l'entreprise par excellence où pouvait se forger une stratégie d'union des secteurs privé et public. Paralyté par le scandale frappant la direction de NTT, qui est au centre du scandale Recruit et dont l'ex-président M. Shinto a été arrêté, les syndicats ont préféré garder un profil bas.

Ph. P.  
(Lire page 8 nos informations sur les répercussions politiques du scandale Recruit-Cosmos.)

● JAPON : importations de voitures en hausse. — Les ventes de voitures étrangères au Japon ont augmenté de 35,3% au cours de l'exercice 1988-1989 (c'est le 31 mars dernier) par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre le niveau record de 141 150 unités soit 4% du marché, a annoncé l'Association des importateurs automobiles japonais jeudi 6 avril. Les ventes de voiture allemandes étaient au premier rang, pesant de 78 466 à 95 085 unités suivies par les américaines, qui ont fait un bond passant de 4 675 unités à 16 995.

● Grève des dockers japonais des ports de conteneurs. — Les trente mille dockers des ports de conteneurs japonais — Tokyo, Yokohama, Shimonaka, Nagoya, Yokkaichi, Osaka, Kobe, Hakata et Moji — sont en grève illimitée depuis le 7 avril. Leurs syndicats réclament des augmentations salariales, une réduction du temps de travail et une garantie d'emploi que refusent les autorités portuaires, en raison de la vive concurrence qui oppose transitaires et ports. Une grève avait déjà paralysé les neuf ports de conteneurs, en avril 1987, pendant dix jours.

## SOCIAL

### Le pouvoir d'achat du traitement net des fonctionnaires a légèrement baissé en 1988

Selon une étude de l'Insee, publiée dans le numéro de mars d'Economie et statistique, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a été tout juste maintenu en 1988 alors qu'il a légèrement diminué en 1987. En moyenne annuelle, hors promotions et avancements l'indice du traitement brut a augmenté par rapport à 1987 de 2,7% soit exactement comme l'indice des prix annuels. Quant à l'indice du traitement net, il a augmenté de 2,4%, soit, en moyenne, une baisse du pouvoir d'achat de 0,3%.

Economie et statistique rappelle que les fonctionnaires ont bénéficié en 1988 de trois augmentations générales. Quant au reclassement des instituteurs, il s'est achevé au 1<sup>er</sup> janvier 1988, ce qui a représenté pour les intéressés un bonus de 1,8%. La revalorisation indiciaire concernant les débuts de carrière de catégorie B n'a eu qu'une faible incidence : + 0,15% pour le traitement moyen de la catégorie B et + 0,06% sur celui de l'ensemble. Enfin, le

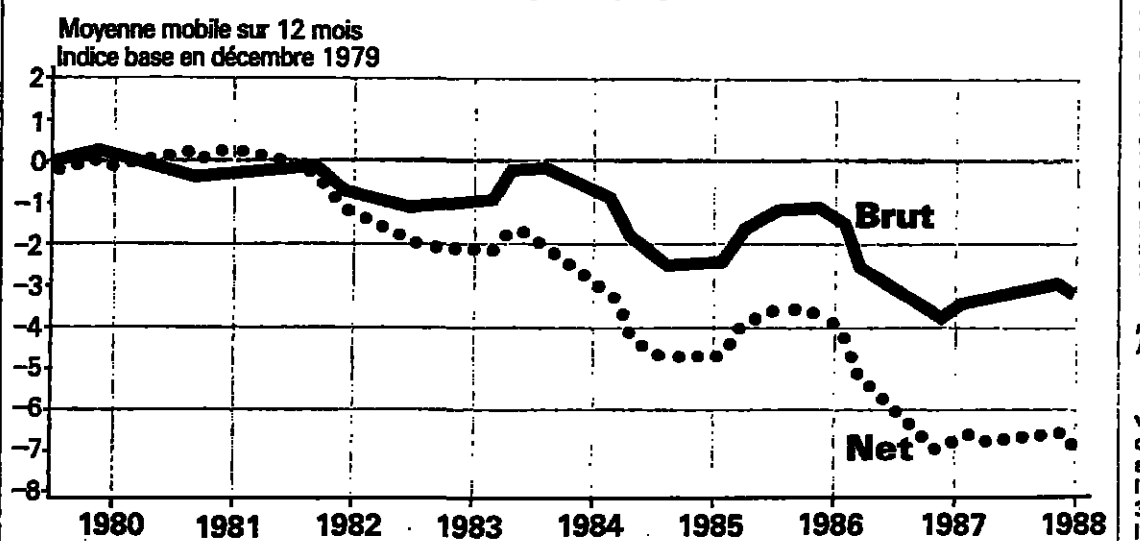
supplément familial de traitement, qui est ajouté aux allocations familiales, a été relevé en moyenne de 15%, ce qui a entraîné une hausse de 0,3% pour l'ensemble des fonctionnaires.

Si l'étude de l'Insee fait apparaître que, pour l'ensemble des fonctionnaires, l'indice du traitement brut a maintenu en moyenne annuelle son pouvoir d'achat en 1988, les instituteurs ont, grâce à leur reclassement, mieux tiré leur épingle du jeu avec un gain de pouvoir d'achat de 1,5%. En brut, l'évolution du pouvoir d'achat, en moyenne, a été de - 0,4% pour la catégorie A, de + 0,6% pour la catégorie B, de - 0,2% pour la catégorie C et de - 0,1% pour la catégorie D.

En net, l'évolution est encore moins favorable : - 0,8% pour la catégorie A, + 0,3% pour la catégorie B, - 0,5% pour la catégorie C et - 0,4% pour la catégorie D. Economie et statistique souligne que « les

taux des cotisations sociales n'ont pas varié en 1988. Si néanmoins, les résultats en net sont légèrement moins favorables qu'en brut, c'est par suite de l'augmentation des cotisations survenue en juillet 1987. Celle-ci n'a pesé sur le chiffre moyen de 1987 que pour une demi-année, alors qu'en 1988 elle a joué toute l'année ».

En définitive, l'Insee observe que les années 1980 ont été marquées par deux tendances : « D'une part, la légère baisse, d'environ 0,5% par an, du pouvoir d'achat du traitement brut, mesuré à situation constante ; d'autre part, l'alourdissement des cotisations sociales au même rythme moyen de 0,5% par an. La conjonction de ces deux tendances explique la baisse d'environ 1% par an du pouvoir d'achat de l'indice du traitement net moyen. » (Voir notre graphique). Ainsi, les cotisations sociales qui représentaient environ 8,5% du traitement brut en 1975 atteignent 14,05% en 1989.



### L'inspection du travail refuse trois licenciements chez Rufa

CAEN  
de notre correspondante

L'inspection départementale du travail du Calvados a refusé, mercredi 5 avril, de donner son autorisation au licenciement de trois délégués CGT de l'entreprise de bâtiment et de travaux publics Rufa de Caen (350 salariés), estimant qu'« aucune faute grave n'a été commise ».

Depuis le 14 novembre dernier, un conflit oppose les quarante-quatre ouvriers de l'atelier de préfabrication à la direction de cette filiale du groupe Fougerolle (le Monde du 9 février). Ces ouvriers, travailleurs immigrés turcs et portugais pour la plupart, soutenus par la CGT, majoritaire dans

l'entreprise, et la CFDT, revendiquent un treizième mois, un relèvement des salaires, une amélioration des conditions de travail et la réintégration de cinq salariés licenciés dont les trois délégués syndicaux.

Après l'échec des négociations, la direction a décidé en janvier de cesser l'exploitation de l'unité de préfabrication et de procéder au licenciement collectif de son personnel pour motif économique. Aujourd'hui, après vingt semaines de grève et malgré la nomination par les pouvoirs publics d'un médiateur, il n'est pas question pour la direction de surseoir aux licenciements : « La procédure légale a été respectée et la période de préavis est en cours. »

Selon les syndicats, dix grévistes poursuivent encore le mouvement.

Les autres ouvriers de la « préfa », confrontés à d'importantes difficultés financières, se sont placés dans la situation d'un retour au travail et réclament à la direction la signature d'un protocole de fin de grève.

Pour la CGT, le refus de l'inspection du travail témoigne d'une « volonté certaine de sauvegarder les institutions représentatives des salariés dans l'entreprise ». La CFDT s'interroge quant à elle sur les stratégies syndicales. « Il n'y a jamais eu dans ce conflit d'espace réel de négociation, explique un membre du comité régional. L'Etat qui devrait être garant des gens les plus démunis ne l'a pas été dans ce cas. Pourquoi ? »

PASCALE MONNIER.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LVMH

## MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

## CROISSANCE DES RESULTATS EN 1988

Lors de sa réunion du 5 avril 1989, le Conseil de Surveillance de LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton a examiné les comptes du Groupe au 31 décembre 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé atteint 16.442 millions de francs, en progression de 24 % sur 1987. Le résultat net du Groupe LVMH pour 1988 s'élève à 2.003 millions de francs, soit une progression de 49 % sur le résultat de 1987. Le résultat net par action non dilué de 173 F., calculé sur la base du nombre d'actions existant au 31 décembre 1988 de 11.567.417, est en augmentation de 42 %.

Le résultat opérationnel avant frais financiers et impôts et hors incidence de la participation dans Guinness PLC progresse de 34 %.

La participation de 12 % dans Guinness PLC a apporté 5 % de croissance supplémentaire au niveau du résultat net du Groupe.

Par branche d'activité, l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel est la suivante :

En millions de F.F.	Chiffre d'affaires 1988	1988/1987	Résultat opérationnel 1988	1988/1987
Champagne et Vins	4.876	+ 10 %	1.042	+ 8 %
Cognac et Spiritueux	4.083	+ 38 %	1.348	+ 41 %
Bagages, Maroquinerie et Accessoires	3.530	+ 50 %	1.458	+ 69 %
Parfums et Produits de beauté	3.735	+ 17 %	594	+ 9 %
Divers	218	N.S.	(202)	N.S.
Total	16.442	+ 24 %	4.240	+ 34 %

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale du 9 juin la distribution d'un dividende de 44 F. par action qui, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, représentera un revenu global de 66 F. La progression du dividende par action sera de 37,5 %. Un acompte de 12 F. a déjà été versé le 1er février 1989.

Le chiffre d'affaires à fin février 1989 s'élève à 2.760 millions de francs, en progression de 30 % sur 1988 et de 21 % à taux de change constants. La poursuite d'une croissance soutenue des ventes et des résultats est attendue pour l'année 1989.

Dans l'attente de leur publication au BALO, les comptes consolidés sont disponibles au siège social de la Société, 30 avenue Hoche, 75008 Paris.

## Économie

## ETRANGER

Après le blocage de l'Uruguay Round à Montréal

## Un compromis agricole à Genève pourrait relancer les négociations commerciales multilatérales

Réunis depuis le début de la semaine à Genève, les représentants des pays membres du GATT (1) pourraient parvenir, vendredi 7 avril, à un premier compromis dans leurs discussions sur la réforme des politiques agricoles internationales. L'Uruguay Round, le cycle de négociations commerciales multilatérales lancées en 1987 à Punta-del-Este, mais bloquées depuis l'échec de la session ministérielle de décembre à Montréal (Canada), pourrait ainsi redémarrer.

GENÈVE  
de notre envoyé spécial

Le blocage de Montréal était agricole. Il était lié au caractère inconciliable des positions européenne et américaine sur la manière d'assurer les marchés. Les autres points litigieux sont importants, mais la reprise de l'Uruguay Round, nécessaire pour écarter le spectre d'une guerre commerciale internationale, est d'abord subordonnée à un accord sur l'agriculture. Il devra indiquer les principales orientations de la négociation d'ici au 31 décembre 1990, terme prévu pour l'Uruguay Round.

A Genève, en dépit des affrontements de dernière minute, l'esquisse d'un *modus vivendi* entre la Communauté et les Etats-Unis rendait peu vraisemblable une nouvelle rupture.

Le chemin parcouru depuis Montréal est considérable. La nouvelle administration américaine a abandonné l'idée, défendue avec acharnement en décembre, de fixer comme objectif à la négociation l'élimination totale, en dix ou quinze ans, des subventions accordées à l'agriculture. Mais il y a davantage.

A la veille des consultations de Genève, il semblait évident que l'attention se concentrerait sur les subventions accordées, en particulier par la Communauté, pour exporter des produits agricoles. De fait, le projet de compromis présenté le 22 mars par M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, indiquait en bonne place, parmi les mesures à décider pour le court terme, un gel de ces subventions. La Communauté a fait savoir qu'elle n'était pas prête à mettre en cause

les instruments de sa politique agricole, en particulier ses subventions à l'exportation. Elle veut bien s'engager à réduire le soutien accordé à ses agriculteurs mais désire mener l'opération comme bon lui semble.

Les partenaires du GATT allaient-ils se résigner au maintien de cette position traditionnelle des Douze? La Communauté a été aidée par la faible liberté de manœuvre dont dispose l'administration Bush par rapport au Congrès. Celle-ci n'est pas en mesure, elle non plus, de souscrire à des engagements portant sur des mesures précises de sa politique agricole, notamment sur son programme de gel des terres. Les représentants de la CEE avaient en effet expliqué que ce qu'on leur proposait s'apparentait à un marché de dupes : comment renoncer à utiliser en pleine liberté une des mesures les plus efficaces de la politique agricole commune (les subventions à l'exportation), alors que rien n'empêcherait les Etats-Unis d'augmenter leur production, et donc de faire pression sur les marchés?

Les Américains ont alors expliqué qu'après la sécheresse de 1988 et les menaces de pénurie qui sont apparues sur certains marchés, il n'était pas question pour eux de s'engager à ne pas augmenter les surfaces cultivées. Ils ont bénéficié sur ce point du soutien spectaculaire de la Chine, qui s'est élevée avec vivacité contre toute attitude malhonnête.

Bref, la convergence des situations entre la CEE et les Etats-Unis a conduit à plus de modération. Ils accepteraient d'avaliser un texte ne comportant aucun engagement précis pour le court terme. Les pays du groupe de Cairns (une quinzaine de pays producteurs qui ne subventionnent pas leurs exportations)

Si les politiques agricoles sont à nouveau au centre des discussions à Genève, les négociateurs débattent également sur les trois autres chapitres pour lesquels un arrangement n'avait pu être trouvé à Montréal : la libéralisation du commerce des produits textiles, l'établissement de nouvelles règles pour mieux faire échec à la contrefaçon et l'amélioration des clauses de sauvegarde applicables au titre de la réglementation du GATT.

seront évidemment déçus d'une telle issue, mais s'inclineront probablement.

Les mesures d'assainissement envisagées pour le court terme devant parfaitement anodines, le programme de négociations pour le long terme revêt plus d'importance. Comment procédera-t-on pour réduire de manière concertée le soutien accordé aux agriculteurs et diminuer par là même les tensions sur le marché? Vendredi matin, la Communauté refusait encore le projet de texte sur le long terme mis au point par le secrétaire général du GATT. Elle a, certes, donné son feu vert pour que figure, parmi les mesures à étudier, la «tarification» de la protection.

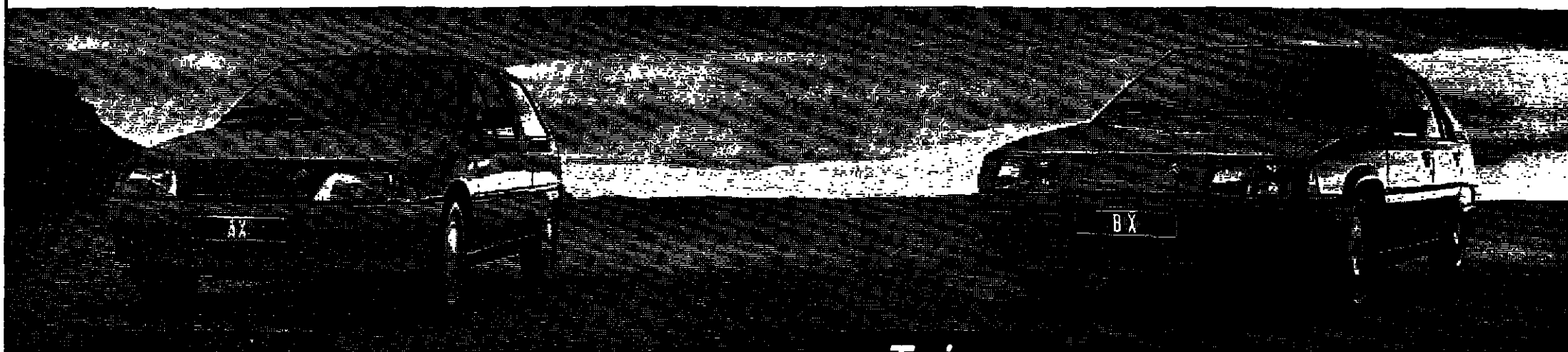
L'idée, américaine, consiste à transformer en droits de douane les autres instruments de protection des marchés que sont les prélèvements mobiles perçus par la Communauté sur les importations et les restrictions quantitatives. Des droits de douane seront ensuite, en effet, plus facilement négociables que les prélèvements. La Communauté, que cette perspective ne rassure guère, voudrait en contrepartie obtenir le droit de rééquilibrer sa protection agricole. Autrement dit, elle voudrait pouvoir appliquer des droits de douane sur les importations de soja et de produits de substitution de céréales (PSC), qui, pour l'instant, entrent tout à fait librement dans la Communauté. Apparemment, le succès ou bien l'échec de la rencontre genevoise dépendent maintenant de ce seul problème du rééquilibrage.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(1) L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui réglemente le commerce international.

CHEZ CITROËN DU 7 AU 17 AVRIL 1989

## LES JOURS TONIC



Série spéciale

**AX Tonic**  
3 ans à 666F  
par mois.

Série spéciale AX Tonic à 49960 F: 666 F par mois pendant 36 mois après versement initial de 15000 F (dépot de garantie de 5000 F plus un 1<sup>er</sup> loyer de 10000 F) suivis de 23 loyers à 1075 F. Option d'achat finale moins le dépot de garantie: 5000 F. Coût total en cas d'acquisition: 68701 F. Location avec option d'achat (hors assurances) sur 60 mois sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

**AX et BX:**  
reprise dans  
3 ans à un prix  
garanti.

Au bout des 3 ans et pour tout achat à ce moment d'une Citroën neuve, Citroën s'engage à vous reprendre le véhicule financé dans le cadre de ces L.O.A. à un prix garanti dès maintenant qui permettra de vous dégager ainsi de toutes les sommes restant dues, si les conditions suivantes sont remplies:

1 - Vous décidez d'interrompre votre contrat et levez l'option d'achat auprès de Crédipar au bout des 36 mois.  
2 - Votre véhicule correspond au kilométrage et à l'état standard définis par l'Argus.

Le prix TTC de reprise garanti couvre alors le montant de l'option d'achat diminuée du dépot de garantie.

**Tonic**  
la nouvelle BX  
3 ans à 888F  
par mois.

BX 14 TE à 69800 F: 888 F par mois pendant 36 mois après versement initial de 20940 F (dépot de garantie de 6980 F plus un 1<sup>er</sup> loyer de 13960 F) suivis de 23 loyers à 1600 F. Option d'achat finale moins le dépot de garantie: 6980 F. Coût total en cas d'acquisition: 96688 F. Location avec option d'achat (hors assurances) sur 60 mois sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

**Argus+5000F**  
ou 5000F  
minimum.

Reprises aux conditions Argus\* + 5000 F ou 5000 F TTC minimum quel que soit l'état de votre véhicule si la carte grise est à votre nom.

Offres réservées aux particuliers pour tout achat d'une Citroën neuve dans la limite des stocks disponibles.

\*Valeur de reprise au cours moyen du jour modifiée en fonction du kilométrage, diminuée des frais éventuels de remise en état et de 15 % de frais professionnels.

-15% SUR ACCESSOIRES.

Remise exceptionnelle de 15 % sur le tarif en vigueur de tous les équipements Citroën Accessoire.

**100000 CADEAUX TONIC AUX 100000 PREMIERS ESSAIS!**

Limité à un seul cadeau par essai et par famille.

Relations clientèle 05.05.24.24 (Appel gratuit) ou minitel 3615 Citroën.

**CITROËN**  
CITROËN et TOTAL



Je m'inscris



مكتبة الشارقة

## Compagnie Générale d'Électricité

Réuni sous la présidence de M. Pierre SUARD le 4 avril 1989, le Conseil d'administration de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) a arrêté les comptes de l'exercice 1988. Le résultat consolidé du Groupe CGE s'est élevé à 4.152 milliards de francs, en hausse de 23 % par rapport à 1987. Ce résultat représente 3,2 % d'un chiffre d'affaires consolidé de 128 milliards de francs; ce taux de marge nette est en augmentation sensible par rapport au niveau de 2,7 % atteint en 1987 et dépasse l'objectif de 3 % qui, en 1987 lors de la privatisation de la CGE, avait été fixé pour 1990. Les progrès enregistrés en 1988 reflètent l'amélioration des performances des grandes filiales dont les résultats opérationnels étaient déjà largement bénéficiaires auparavant.

Après déduction de la part des tiers, le résultat net revenant à la CGE s'établit à 2.158 millions de francs, en augmentation de 18 %. Calculé sur la base de 67 millions d'actions en circulation, en excluant les titres détenus d'une manière stable par des sociétés du Groupe, le bénéfice par action s'élève à 32,20 francs, en hausse de 16 %.

Le résultat net de la Compagnie s'établit à 1.257 millions de francs en 1988 contre 1.184 millions de francs en 1987. Ce résultat prend notamment en compte des dividendes reçus des filiales et participations pour un montant de 502 millions de francs, en hausse de 16 %.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale de distribuer aux actionnaires un montant total de 648 millions de francs, en augmentation de 22 % par rapport aux 529 millions de francs versés au titre de l'exercice précédent. Cette distribution correspond au paiement aux 71.757.359 actions composant le capital au 31 décembre 1988 d'un dividende unitaire de 9 francs hors impôt déjà payé au Trésor public (avoir fiscal) soit un revenu global par action de 9 francs hors avoir fiscal compris, contre 7,50 francs hors avoir fiscal et 11,25 francs avoir fiscal compris au titre de 1987. Ce dividende serait mis en paiement à partir du 30 juin 1989. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée d'offrir aux actionnaires l'option de recevoir le paiement de ce dividende sous forme d'actions de la Compagnie.

Afin de statuer sur les comptes de l'exercice, le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée générale le 20 juin 1989 à 14 heures 30, au Théâtre de l'Empire à Paris.

**CGE**  
**BÉNÉFICE CONSOLIDÉ**  
**4.15 MILLIARDS DE FRANCS**  
**(+ 23 %)**

Chiffres clés du compte de résultat consolidé (en millions de francs)	1988	1987
Chiffre d'affaires hors taxes	127 958	127 461
Résultat opérationnel	8 661	7 402
Résultat net courant	3 447	2 827
Résultat net	4 152	3 388
dont revenant :		
- aux intérêts minoritaires	1 994	1 556
- à la CGE	2 158	1 832

Chiffres clés du bilan consolidé (en millions de francs au 31 décembre)	1988	1987
Total du bilan	179 316	171 061
Capitaux propres après répartition	29 648	26 030
dont part CGE	17 878	16 088
Actif immobilisé	45 253	39 065
Capitaux permanents	55 557	50 130
dont dettes financières à moyen et long termes	13 118	11 185
Dettes financières à court terme	14 910	13 610
Trésorerie disponible	29 042	25 856

Par ailleurs, le Conseil d'administration a approuvé les opérations juridiques, financières et administratives liées à l'accord définitivement intervenu avec la société britannique General Electric Company (GEC) le 22 mars 1989.

Elles conduiront notamment à la création d'une société de droit néerlandais, détenue à parts égales par les groupes CGE et GEC, à laquelle seront apportées les activités actuellement exercées par Alsthom dans le Groupe CGE et par le "Power Systems Group" de GEC. La réalisation de ces opérations amènera Alsthom à se transformer en société holding qui, outre une participation de 45 % dans CGEE Alsthom et des actifs immobiliers, possèdera essentiellement 50 % de la société créée en commun avec GEC.

Après ces opérations, les principaux actifs industriels de la CGE, ceux du secteur de l'énergie et des transports d'une part, et ceux des télécommunications, de la communication d'entreprise et des câbles d'autre part, seront contrôlés à travers deux sociétés financières, holdings intermédiaires entre la CGE et ses filiales opérationnelles, Alsthom devenue holding et la Compagnie Financière Alcatel qui résulte d'un processus analogue intervenu fin 1988 quand le Groupe CGE avait pris le contrôle des activités de télécommunications d'ITT.

Le Président a indiqué au Conseil que des études sont en cours au sein du Groupe CGE pour en simplifier et concentrer les structures en rapprochant la société-mère CGE de ses filiales opérationnelles, dans la ligne de la stratégie industrielle que la CGE avait annoncée lors de sa privatisation en 1987 et qu'elle a renforcée depuis. Il a précisé que ces études devraient conduire à proposer de fusionner, avant la fin du premier semestre 1989, la CGE simultanément avec Alsthom devenue holding et avec la Compagnie Financière Alcatel. Le Président a ajouté que les premières estimations internes des parties, dont les évaluations seraient à être soumises aux Commissaires aux apports et aux fusions, pourraient conduire à des rapports de 7 actions CGE pour 1 action de la Compagnie Financière Alcatel et de 7 actions CGE pour 5 actions d'Alsthom.

Le Président a ajouté que le Conseil sera amené à se réunir prochainement, après consultation des comités d'entreprise concernés, pour tirer la conclusion des études en cours sur cette simplification de structure en vue d'être en mesure, le cas échéant, de demander aux actionnaires de se prononcer sur ces projets de fusion lors de l'Assemblée générale du 20 juin 1989.



## ALSTHOM

**RÉSULTAT CONSOLIDÉ PART GROUPE : + 30 %**  
**RÉORGANISATION LIÉE À LA CONSTITUTION**  
**DU NOUVEAU GROUPE GEC ALSTHOM**

Le Conseil d'Administration d'Alsthom s'est réuni le 4 avril 1989 sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre DESGEORGES, et a décidé de convoquer pour le 15 juin 1989 à 10 h 30, au Siège de la Société, une Assemblée Générale Ordinaire, à laquelle succèdera une Assemblée Générale Extraordinaire.

Dans cette perspective, le Conseil a arrêté les comptes sociaux et consolidés d'Alsthom pour 1988. Les éléments caractéristiques de ces comptes sont les suivants :

(en millions de francs)	1988	1987
<b>SOCIÉTÉ</b>		
- Chiffre d'affaires	18 425	18 519
- Résultat net	311	295
- Marge brute d'autofinancement	824	897
<b>GROUPE</b>		
- Chiffre d'affaires consolidé	28 104	28 236
- Résultat net consolidé	551	455
- Résultat net consolidé part Groupe	567	437
- Marge brute d'autofinancement part Groupe (*)	1 323	1 276

(\*) Somme du résultat net et des amortissements de l'exercice.

- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établit pour 1988 à 28,1 milliards de francs, très voisin de celui de 1987 (28,2 milliards de francs). La stabilité du chiffre d'affaires du Groupe est due principalement au fait qu'après la facturation en 1987, par la Division Constructions Navales du "Souverain des Mers", l'année 1988 ne comporte aucune facturation de paquebot de croisière.

- Le résultat net consolidé progresse de 21 % et représente, en 1988, 2 % du chiffre d'affaires consolidé contre 1,6 % en 1987.

- Le résultat net consolidé part Groupe augmente de 30 % et représente 31 francs par action contre 25,3 francs par action en 1987.

Sur la base de ces résultats, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire de mettre en paiement, à compter du 23 juin prochain, un dividende de 18,50 francs par action, auquel sera attaché un avoir fiscal de 8,25 francs correspondant, compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions intervenue en 1988, à une distribution totale de 301 millions de francs contre 285 millions de francs en 1987.

A la suite de la signature des accords définitifs entre la Compagnie Générale d'Électricité, General Electric Company et Alsthom intervenus le 22 mars dernier, le Conseil d'Administration a également approuvé les modalités de la réorganisation liée à la constitution du nouvel ensemble GEC ALSTHOM ainsi que les résolutions correspondantes destinées à être soumises à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 1989.

Cette opération conduit d'abord Alsthom à apporter l'ensemble de ses activités industrielles et certaines participations à trois sociétés nouvelles :

- l'activité "constructions navales" et certaines participations liées à cette activité seront apportées à une société détenue à 100 % qui prendra la dénomination de Chantiers de l'Atlantique;
- l'activité "turbines à gaz" sera apportée à une autre société détenue à 100 % qui prendra la dénomination de EGT ALSTHOM;
- les autres activités et participations d'Alsthom, y compris sa nouvelle participation dans les Chantiers de l'Atlantique seront apportées à une dernière société détenue à 100 % qui prendra la dénomination de GEC ALSTHOM S.A.

Ces apports qui prendront effet au 1<sup>er</sup> janvier 1989 seront effectués après alignement des méthodes comptables du Groupe sur les normes internationales en ce qui concerne le niveau de valorisation des travaux en cours et la prise en compte du chiffre d'affaires et du résultat des contrats à long terme au prorata des expéditions. Le profit exceptionnel résultant de ce changement de méthodes (en cours d'audit), évalué à environ 1100 millions de francs avant participation, intéressement et impôt, bénéficiera en totalité aux actionnaires d'Alsthom.

Les participations d'Alsthom dans CGEE ALSTHOM (45 %) et dans la Société Immobilière Kléber Lauriston ("SIKL") ne sont pas incluses dans les apports.

Toutefois la SIKL, filiale à 100 % d'Alsthom, apportera l'ensemble de ses actifs, à l'exception des immeubles du siège social d'Alsthom, à la société GEC ALSTHOM S.A.

A l'issue de ces opérations, Alsthom apportera avec effet au 1<sup>er</sup> avril 1989, à GEC ALSTHOM NV, société de droit néerlandais, la totalité des actions qu'elle détient dans GEC ALSTHOM S.A., EGT ALSTHOM, ainsi que toutes ses participations autres que CGEE ALSTHOM, SIKL et celles apportées à GEC ALSTHOM S.A. De même SIKL apportera à GEC ALSTHOM NV les titres qu'elle détient dans GEC ALSTHOM S.A. En rémunération de ces apports, Alsthom et SIKL recevront au total 50 % des actions de GEC ALSTHOM NV.

L'accord avec GEC, nécessaire au développement international d'Alsthom, conduit ses actionnaires à devenir des détenteurs de titres d'une pure société intermédiaire avec des actifs principalement centrés sur la seule participation de 50 % dans la société créée en commun avec le groupe britannique. Le Président a informé le Conseil qu'il a demandé que des études soient réalisées concernant cette future structure. Elles ont été engagées en liaison avec des études en cours au sein du Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE), actionnaire majoritaire d'Alsthom, pour en simplifier et concentrer les structures. Il a indiqué que ces études devraient conduire à proposer de fusionner, avant la fin du premier semestre 1989, CGE simultanément avec Alsthom après sa transformation en holding et avec son autre filiale la Compagnie Financière Alcatel.

Cette fusion aurait l'avantage de maintenir les actionnaires d'Alsthom au capital de CGE dont l'action jouit d'une excellente notoriété et d'une bonne appréciation sur les marchés financiers internationaux, ainsi que d'une grande liquidité. Il a indiqué que les premières estimations des parties découlant des études en cours, dont les évaluations seraient à être soumises aux Commissaires aux apports et aux fusions, pourraient conduire à un rapport de 7 actions CGE pour 5 actions Alsthom.

Le Président a annoncé que le Conseil sera amené à se réunir prochainement, après consultation du Comité Central d'Entreprise, pour tirer la conclusion des études en cours sur ce projet de fusion en vue d'être en mesure, le cas échéant, de demander aux actionnaires de se prononcer à son sujet lors de l'Assemblée Générale du 15 juin 1989.



## Compagnie Financière Alcatel

Réuni sous la présidence de M. Pierre SUARD le 4 avril 1989, le Conseil d'Administration de la Compagnie Financière Alcatel a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

**BÉNÉFICE CONSOLIDÉ**  
**PART GROUPE**  
**563 MILLIONS DE FRANCS,**  
**EN HAUSSE DE 15 %**

Le résultat net consolidé global s'est établi à 557 millions de francs contre 493 millions de francs en 1987, soit une progression de 13 %.

Le bénéfice net consolidé revenant à la Compagnie a atteint 563 millions de francs contre 491 millions de francs en 1987. Cette augmentation de 15 % reflète les bonnes performances enregistrées en 1988 par la principale participation de la Compagnie, Alcatel NV.

Le résultat net social de la Compagnie Financière Alcatel s'établit à 231 millions de francs contre 222 millions de francs en 1987.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires, convoquée le 19 juin 1989, de fixer la rémunération totale par action à 112,50 francs, soit 75 francs à titre de dividende et 37,50 francs à titre d'impôt déjà payé au Trésor public (avoir fiscal). Cette rémunération s'appliquerait au 3.405.960 actions composant le capital social au 31 décembre 1988. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions en circulation intervenue en 1988 par conversions d'obligations, la distribution totale du dividende aux actionnaires serait portée de 236 millions de francs au titre de 1987 à 255 millions de francs au titre de 1988.

Par ailleurs, le Président a informé le Conseil qu'il a demandé que des études soient réalisées sur la structure de la Compagnie qui, depuis la création d'Alcatel NV à la fin de 1986, est une société intermédiaire à l'intérieur du Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE), son actionnaire majoritaire. Elles sont menées en liaison avec d'autres études en cours au sein du Groupe CGE pour en simplifier et concentrer les structures. Il a indiqué que ces études devraient conduire à proposer de fusionner, avant la fin du premier semestre 1989, la CGE simultanément avec la Compagnie Financière Alcatel et avec son autre filiale Alsthom.

Le Président a ajouté que pour les actionnaires de la Compagnie Financière Alcatel, qui sont actuellement détenteurs de titres d'une pure société intermédiaire dont l'actif essentiel est une participation minoritaire dans la société de télécommunications Alcatel NV, une telle fusion aurait l'avantage de les rendre actionnaires de la CGE, société contrôlant Alcatel NV; l'action CGE jouit d'une excellente notoriété et d'une bonne appréciation sur les marchés financiers internationaux, ainsi que d'une grande liquidité. Il a indiqué que les premières estimations des parties découlant des études en cours, dont les évaluations seraient à être soumises aux Commissaires aux apports et aux fusions, pourraient conduire à un rapport de 7 actions CGE pour une action de la Compagnie Financière Alcatel.

Le Président a annoncé que le Conseil sera amené à se réunir prochainement pour tirer la conclusion des études en cours sur ce projet de fusion en vue d'être en mesure, le cas échéant, de demander aux actionnaires de se prononcer à son sujet lors de l'Assemblée Générale du 19 juin 1989.



**SUR VOTRE MINITEL**  
**3615 CODE CGE**

**INFORMATIONS ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES**  
**ET BOURSIÈRES SUR LE GROUPE CGE.**  
**MESSAGERIE DES ACTIONNAIRES.**

Une permanence téléphonique est également à la disposition des actionnaires : (1) 42 561 561



## Marchés financiers

Dans une lettre rendue publique

## M. Vincent Bolloré propose à M. Tristan Delmas-Vieljeux de s'associer avec lui

Les négociations entre M. Vincent Bolloré, PDG du groupe Bolloré Technologies et de sa filiale d'investissement et de transport SCAC, et M. Tristan Delmas-Vieljeux, premier armateur privé français, engagées depuis deux ans, viennent de prendre un tour nouveau. A l'occasion de son échange de participations avec le groupe Riva, qui lui assure indirectement environ 5 % du capital de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux (CFDV), M. Vincent Bolloré a rendu public les termes d'une lettre qu'il a adressée la semaine dernière à M. Tristan Delmas-Vieljeux.

En échange de l'apport de la majorité des activités de la SCAC, le groupe Bolloré deviendrait l'actionnaire de référence de la CFDV. M. Tristan Delmas-Vieljeux prenant la présidence et la direction générale du nouvel ensemble, susceptible de rivaliser avec les grands concurrents, comme l'armateur suédois Maersk ou le géant taiwanais Evergreen. M. Delmas-Vieljeux qui, en 1985, s'était fait « souffler » la SCAC par M. Bolloré, propose à la société navale Delmas-Vieljeux (SNDV), filiale de la CFDV, en échange d'une participation de 20 % dans la seule navale.

Mais M. Vincent Bolloré refuse pour deux raisons. La première est qu'il voudrait inclure dans l'accord d'autres

filiales de la CFDV, très complémentaires comme la STVA (transports de véhicules), la TTA (transports aériens), la CAM (camions), le transporteur Bourgey-Montreuil. La seconde est que M. Tristan Delmas-Vieljeux, âgé de soixante-cinq ans, prendrait sa retraite dans quatre ou cinq ans, et qu'à ce moment-là M. Vincent Bolloré voudrait avoir son mot à dire et, surtout, en devenant actionnaire de référence de la maison mère, aux côtés de la famille Delmas (42 %), être sûr que son apport de la SCAC ne lui échappera pas.

« Cet accord, entre deux concurrents qui doubleraient leurs bénéfices, devra se faire un jour : l'opposition de M. Tristan Delmas-Vieljeux n'enlève rien à sa justification sur le plan industriel », souligne M. Vincent Bolloré qui assure, par ailleurs, qu'il n'y aura pas d'offensive sur la CFDV, et que, en cas de refus absolu de la part de son interlocuteur, « il réagira doucement » avec, pour objectif, 20 % à 25 % du capital de cette même CFDV, dont le groupe Axa-Midi de M. Claude Bédaride détient par ailleurs 34 %. Or, la SCAC de M. Bolloré avait voté pour M. Bédaride le 28 février dernier lors de son affrontement victorieux avec M. Bernard Pagézy.

FRANÇOIS RENARD.

● Cap Gemini Sogefi achète sa dernière affaire aux Etats-Unis. — Le groupe Cap Gemini, première société européenne de services informatiques (SSI), achète sa dernière entreprise aux Etats-Unis, Systemation INC (25 millions de dollars de chiffre d'affaires, soit 157 millions de francs, et quatre cents salariés). Cette entreprise de l'Ohio, fondée en 1967, travaille dans les mêmes domaines que Cap Gemini Sogefi : les prestations de conseil et de services informatiques, et l'intégration de systèmes, spécialement dans les secteurs de l'industrie et de la finance. Son président-fondateur va entrer au comité de direction de Cap Gemini America, la filiale américaine du groupe. CGA a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 160 millions de dollars (1 milliard de francs), soit 17 % du chiffre d'affaires consolidé de Cap Gemini Sogefi (5,6 milliards en 1988 pour 402 millions de francs de bénéfice). La SSI française regroupe donc maintenant un peu plus de trois mille ingénieurs et techniciens outre-Atlantique, et prévoit d'y réaliser cette année un chiffre d'affaires total de 230 millions de dollars (1,5 milliard de francs).

● Les Koweïtiens se retirent du secteur bancaire espagnol. — Le groupe KIO, qui gère les investissements de l'Etat du Koweït dans le monde, a décidé de vendre sa participation de 48,3 % dans la holding Cartera Central aux autres partenaires, l'entreprise espagnole Construcciones y Contratos (Gruyco). Cartera Central est le plus important actionnaire de la grande banque espagnole Banco Central, avec 13 % du capital, et détient 2 % d'une autre grande banque, Banesto.

Il semble que la rupture des accords de fusion entre Banco Central et Banesto il y a un mois ait incité les Koweïtiens à se retirer de ce secteur, où leur présence était peu appréciée.

Leur participation dans Cartera Central, évaluée à 40 milliards de pesetas (2 milliards de francs), va donc revenir à Gruyco, le groupe immobilier des seigneurs Kowéït et de leurs maris, « Los dos Albertos », Cortina et Alcocer.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## Paluel-Marmont S.A.

Le directoire, sous la présidence de Roger Paluel-Marmont, a arrêté les comptes sociaux de P-M SA et présenté au conseil de surveillance le rapport de gestion de l'exercice 1988.

Les comptes sociaux, dont le résultat net s'élève à 91,8 MF contre 4,5 MF l'année précédente, portent la marque de la restructuration de certains actifs de Paluel-Marmont SA, de la rentabilité de ses filiales, dont certaines ne sont pourtant qu'au début de leur développement, et de son activité croissante d'ingénierie financière.

Le directoire proposera à l'assemblée du 16 juin 1989 la distribution d'un dividende de 15 F par action, soit 5 F d'avoir fiscal, soit une hausse de 42 %.

## DAMART

Le conseil de surveillance a examiné le 30 mars 1989 les comptes de la société et de ses filiales pour l'année 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé (H.T.) qui comprend l'activité Damart et Somfy s'est élevé à 2 328,6 millions de francs contre 1 994,4 millions de francs en 1987 (+ 16,8 %).

En France, la branche d'activité traditionnelle DAMART (V.P.C. et magasins conseil) a été sérieusement perturbée en pleine saison par les services postaux et dans les transports en commun à Paris et dans certaines grandes villes. Malgré les moyens modernes de communication qu'utilisent aujourd'hui toutes les entreprises de vente par correspondance, il est apparu que la clientèle a attendu la fin des mouvements sociaux pour passer les commandes d'hiver. Ce n'est qu'au mois de décembre que l'on a assisté à une reprise d'activité.

A l'étranger, le chiffre d'affaires qui est resté stable en Italie, est en progression en Espagne ainsi qu'au Japon dont l'activité devient significative. La part de ces filiales étrangères dans le chiffre d'affaires consolidé atteint 20,9 %.

Pour la branche SOMFY, la progression du chiffre d'affaires a été de 21,1 % par rapport à l'année 1987.

En France, l'activité de ce secteur a été satisfaisante, en particulier au cours du deuxième semestre qui a enregistré une forte croissance des ventes.

A l'étranger, de très bonnes performances ont été réalisées notamment en Allemagne, au Japon, en Italie et en Espagne.

Somfy représente 21,4 % du chiffre d'affaires consolidé.

Les résultats du Groupe par rapport à l'année 1987 font apparaître :

— un bénéfice courant avant impôt de 225,2 millions de francs contre 246,7 millions de francs (+ 8,7 %).

— un bénéfice net (part du Groupe) de 152,8 millions de francs contre 137,2 millions de francs (+ 11,4 %).

La progression du résultat net consolidé a été exceptionnellement favorisée par l'incidence d'un certain nombre d'éléments fiscaux, notamment la baisse de l'impôt sur les sociétés et l'intégration fiscale pour plusieurs sociétés du Groupe.

Le Directoire proposera à la prochaine assemblée générale ordinaire de fixer le dividende net par action à 45 F, en progression de 4,7 %.

## NEW-YORK, 7 avril 4

## Baisse

La séance de jeudi à la Bourse de New-York était vouée à la baisse dans un marché calme. A l'issue d'une journée marquée par d'importantes amplitudes de cours, l'indice Dow Jones est retombé sous la barre des 2 300 points, à 2 291,97, soit un recul de 12,83 points. Le nombre des valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : 831 contre 568. Le cours de 547 titres est resté inchangé.

Une légère remontée des taux d'intérêt sur les marchés obligataires a entraîné des dégonflements à Wall Street à la veille de la publication des statistiques sur le chômage pour mars. Pour la plupart, les analystes anticipent une diminution des créations d'emplois accompagnée d'une augmentation du taux de chômage, qui confirmerait ainsi les signes de ralentissement de la croissance économique. La perspective d'une hausse des taux d'intérêt pour combattre l'inflation s'estompe donc un peu. Mais d'autres craintes pourraient alors surgir, expliquent les professionnels. Celles d'une récession qui aurait évidemment des conséquences néfastes sur les résultats des entreprises. Du point de vue des investisseurs, les données étaient faibles. En revanche, Honeywell, Gillette et RJR-Nabisco ont gagné du terrain.

VALEURS	Cours de 5 avril	Cours de 6 avril
Alcoa	58 1/2	58 1/4
Amstar	51 1/2	51 1/4
Boeing	68 1/2	68 1/4
Chrysler	37 3/8	37 1/4
Eastman Kodak	46 3/4	46 1/4
Exxon	43 1/2	43 1/4
General Electric	45	44 3/4
General Motors	38 3/4	38 1/2
IBM	107 3/4	107 1/4
ITT	54 7/8	54 5/8
Johnson & Johnson	48 1/4	48 1/8
Pfizer	68 7/8	68 1/4
Schlumberger	37 1/8	37 1/4
Union Carbide	30	29 5/8
Westinghouse	54 1/4	53 7/8
Xerox Corp.	59 3/8	59

## LONDRES, 8 avril 4

## Sensible dégradation

La crainte d'un relèvement des taux d'intérêt a entraîné à la Bourse de Londres, jeudi, une sensible dégradation d'un certain nombre de valeurs. Le Stock Exchange a enregistré une baisse de 25,1 points, pour finir à 2 052,5.

Selon certaines rumeurs, des perspectives plutôt pessimistes sur l'économie britannique devraient bientôt être publiées. Dans ce contexte de morosité, l'ouverture en baisse de Wall Street, à la veille de la publication des chiffres du chômage américain pour mars, n'a fait que renforcer les craintes de ventes. Les bons résultats pour 1988, annoncés par divers groupes, n'ont pas réussi à décaler le marché.

Cependant, les investisseurs ont gagné 9 pence à 434, après avoir annoncé une hausse de 28 pence de ses bénéfices en 1988, une progression légèrement supérieure aux prévisions. Le reste du secteur aéronautique n'a pas bénéficié des retombées de cette bonne nouvelle. Maxwell Communications Corporation a coté 3 pence à 283, après avoir indiqué que ses bénéfices ont augmenté d'un tiers par rapport à ceux de 1987. Associated British Ports a abandonné 19 pence à 541, malgré une augmentation de 22 % de ses bénéfices annuels. Aux électroniques, Thomson a perdu 11 pence à 678, après une révision en baisse de prévisions d'une maison de courtage sur ses bénéfices.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Béghin-Say : résultats stables. — Le groupe français Béghin-Say (du groupe italien Ferruzzi) a réalisé, en 1988, un chiffre d'affaires consolidé de 33,8 milliards de francs et un bénéfice courant avant impôt de 730 millions de francs, en progression de 1,9 % par rapport à 1987. Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale du 23 mai la distribution d'un dividende de 22 F, assorti d'un avoir fiscal de 11 F. La comparaison avec l'année 1987 est rendue difficile en raison des modifications du périmètre de consolidation intervenues en 1988 : il prend ainsi en compte une partie d'activités d'Italie. Les six mois de la branche corps gras de Lesieur, quinze mois de Cerear Holding BV, treize mois de Central Soya, etc. D'autres réorganisations sont prévues en 1989. Enfin, le conseil d'administration a décidé du principe d'une augmentation de capital dont les modalités seront fixées au cours du second semestre 1989.

● Air New Zealand vendue. — Le gouvernement néo-zélandais a approuvé la vente de la compagnie Air New Zealand, qui lui appartenait, à un consortium regroupant Brierley Investments (35 % du capital dans le nouveau tour de table), la compagnie australienne Qantas (19,9 %), la compagnie japonaise Air Line (7,5 %) et la compagnie américaine Airlines (7,5 %). Le montant de la transaction s'élève à 2,5 milliards de francs. Le reste des actions sera coté en Bourse d'ici trois semaines.

● Télécoms : bénéfices en hausse de 28 % en 1988. — TSB-

## PARIS, 7 avril 4

## Calme

Calme, calme, calme. La Bourse de Paris a véritablement enregistré vendredi, dans l'attente de la publication des chiffres du chômage américain. La séance avait bien commencé, en une note un peu lourde (-0,41 %). Mais, progressivement, le terrain perdu était regagné. Vers 13 heures, l'indice était instantanément se trouvait approximativement au point d'équilibre 0,03 %. Dans l'après-midi, il s'établissait à 0,02 %, en dessous de son niveau précédent.

La plupart des belles valeurs se sont encore légèrement effritées mais, sauf exception (Accor, Alstom, Galleries Lafayette, Nord-Est, Ciments français, Carrefour, Alcatel, Cernat), leurs pertes ont été fractionnaires. Peugeot, Lafarge, Lyonnaises des Eaux, Esso, Schneider, SpA, Raffineries, Distribution, La Hérisse, Penhoët, Promodis, pour ne citer que celles-ci, n'ont pas bougé de la partie noire du tableau avec des gains modestes le plus souvent.

C'est rien de dire que les investisseurs sont restés à l'arme au pied. Le niveau de l'emploi aux Etats-Unis est important. Il donne une très bonne mesure de la croissance dont tout le monde souhaite qu'elle se ralentisse un peu à bas pour ne pas voir à la surchauffe.

C'est sans doute le taux de chômage ? Il y a bien sûr le chiffre, l'interprétation du chiffre, et ce que les spécialistes veulent bien en retenir. Dans l'immédiat, la résistance de Wall Street mais également la fermeté du franc et la baisse, légère mais régulière, du foyer de l'argent au jour le jour font plutôt bonne impression. Le marché obligataire et le MATIF avaient dans l'ensemble assez bonne mine.

La cotation des certificats d'investissement privilégiés de Pechiney est suspendue, ce qui est l'attente des opérations qui se proposent de réaliser le groupe et sa filiale Pechiney International. L'entrée en Bourse de cette dernière ne devrait donc pas tarder.

## TOKYO, 7 avril 4

## Reprise technique

Après la chute enregistrée jeudi, la Bourse de Tokyo a regagné un peu de terrain vendredi, dans un marché calme à la veille du week-end. L'indice Nikkei, qui avait abandonné 365 pence la veille, a progressé de 189,7 pence à 33 185,05, soit une hausse de 0,57 %.

La semaine s'achève donc avec un gain de 1,05 %, le mois d'avril ayant débuté sur une succession de hausses spectaculaires. Les ordres d'achat provenant essentiellement de la clientèle privée ont porté sur les titres qui avaient le plus souffert des dégonflements de la veille. Les valeurs de l'investissement étaient notamment recherchées.

Les opérateurs se montraient toutefois prudents à quelques heures de la publication des statistiques sur le chômage aux Etats-Unis en mars. Les suites de l'affaire Roshin préoccuperont également les milieux financiers.

VALEURS	Cours de 6 avril	Cours de 7 avril
Alcatel	712	722
Bridgestone	1500	1500
Casio	850	850
Fuji Bank	3000	3440
Honda Motor	1910	1910
Industrial Bank	2000	2000
Mitsubishi Heavy	1130	1130
Sony Corp.	8800	8800
Toyoda Motor	2520	2480

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Accor & Associés	453	453	Le gr. liv. du miel	325	325
Accor	282	280 20	Lois Bonaventura	272	272
A.C.	338	338	Lorient	153	153
A. Demarey & Associés	538	538	Médoc	230 50	230 50
B.C.M.	510	510	Médoc Industrie	153 80	153 80
B.P.	402	402	Médoc Industrie	750	750
Boussac	540	540	M.M.M.	203	203
Boussac Technologies	908	908	Niclos	204	204
Boussac (Lux)	270	270	Niclos Industrie	280	280
Châles de Lyon	2025	2025	Oliver-Lordan	202	202
Colson	850	850	On. Gest. Fr.	510	510
Carif	430	430	Pineau	475	475
C.A.L. de Fr. (C.C.I.)	123	123	P.F.A.S.A.	448	448
C.A.T.C.	1420	1420	Proteus Assurances	800	800
C.M.E.	320 80	320 80	Publicat. Financière	590	590
C. Equip. Elec.	859	859	Rail	223 50	223 50
C.E.L.D.	1600	1600	Rémy & Associés	2230	2230
C.E.P. Comptable	1405	1405	St-Gobain Ecoute	420	420
C.E.I. Industrielle	532	532	St-Gobain Industrie	420	420
Cemex d'Orpè	529	529	S.G.P.M.	420	420
C.M.I.	225	225	Sigis	420	420
Couac	360	360	Silicon Ind. Eyrol	105 30	105 30
Couac Industrie	880	880	S.E.P.	838	838
Couac Industrie	374	374	S.E.P.A.	425	425
Dela	122	122	S.E.P.A.	430	430
Dela	1480	1480	S.M.T. Group	330	330
Dela	1116	1116	Solidus	734	734
Dela	110	110	Supa	225	225
Dela	109	109	Thomson-Hot. Eyrol	425	425
Dela	21	21	Union	186	186
Dela	250	250	Union Financ. de Fr.	480	480
Dela	305	305	Val et Cie	219	219
Dela	240	240			
Dela	510	510			
Dela	224	224			
Dela	282	282			
Dela	180	180			
Dela	90 20	90 20			
Dela	315	315			
Dela	886	886			
Dela	290	290			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 6 avril 1989

Nombre de contrats : 9 519.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	sept.	juin	sept.
Accor	688	42	27,40	-	-
CGE	440	15	-	-	-
EX-Agilité	440	38	11	23	-
Lafarge-Cypel	1 550	74,50	52	-	-
Michelin	182	25,50	4,50	-	-
Milif	1 550	68	-	-	-
Paribas	440	51	67	8	13
Peugeot	1 700	122	167	57,50	-
Saint-Gobain	600	32	47	-	40
Société générale	520	3,10	-	-	-
Thomson-CSF	240	9,40	15,90	26	33

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 avril 1989

Nombre de contrats : 44 596.

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 89	sept. 89	déc. 89
Dernier	105,64	105,60	105,30
Précédent	105,82	105,76	105,44

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 89	sept. 89	juin 89	sept. 89
104	1,98	-	0,31	0,76

## INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,31 F ↑		PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)	
Le dollar s'inscrit en légère baisse le 7 avril dans la matinée en Europe. Il cote 6,30 F environ, contre 6,3135 F la veille à la cotation officielle de Paris. Les marchés étaient très calmes dans l'attente de la publication, en début d'après-midi, des statistiques du chômage américain au mois de mars. Le franc français était ferme contre les principales devises grâce à l'annonce de prévisions gouvernementales optimistes pour l'économie française en 1989 et 1990.		5 avril 6 avril	
FRANCOFORT 6 avril 7 avril		Valeurs françaises... 187,5 187,3	
Dollar (en DM) ... 1,878 1,875		Valeurs étrangères... 188,7 188,5	
TOKYO 6 avril 7 avril		(SMI, base 100: 31-12-81)	
Dollar (en yen) ... 132,5 132,6		Indice général CAC ... 453,1 454,3	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		Indice CAC 40 ... 1 643,82 1 645,69	
Paris (7 avril) ... 81/84 1/8		(OMF, base 100: 31-12-81)	
New-York (6 avril) ... 91/92		Indice OMF 50 ... 470,72 469,12	
		NEW-YORK (indice Dow Jones)	
		Industrielles ... 2 394,90 2 391,97	
		LONDRES (indice Financial Times)	
		Industrielles ... 1 705,4 1 684,2	
		Mines d'or ... 191 188,9	
		Fonds d'Etat ... 96,70 96,54	
		TOKYO	
		6 avril 7 avril	
		Nikkei Dow Jones ... 33 995,78 33 284,5	
		Indice général ... 2 469,78 2 474,38	

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN DOLLAR		DEUX DOLLARS		SEIZ DOLLARS	
	Rep. + en dép.	Rep. - en dép.	Rep. + en dép.	Rep. - en dép.	Rep. + en dép.	Rep. - en dép.
\$E-U	6,3100	6,3150	- 90	- 75	- 190	- 160
\$Can.	5,2845	5,2834	- 177	- 147	- 357	- 311
Yen (100)	4,7821	4,7895	+ 159	+ 173	+ 316	+ 351
DM	3,3740	3,3779	+ 57	+ 74	+ 119	+ 145
Francs	2,9912	2,9950	+ 41	+ 53	+ 86	+ 107
FR (100)	16,1134	16,1144	+ 38	+ 118	+ 49	+ 218
ES	3,4631	3,4678	+ 79	+ 95	+ 157	+ 185
L (1 000)	4,9938	4,9961	- 141	- 185	- 288	- 234
C.	10,7320	10,7469	- 399	- 395	- 833	- 757

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U.....	9 11/16	9 15/16	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 3/16	10 3/8	10 1/2
SE-M.....	5 3/4		5 15/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/2	6 5/8
SE-L.....	6 1/2	6 5/8	6 3/8	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 13/16
SE-L (100).....	7 1/2		7 13/16	8 1/8	7 15/16	8 1/8	8 1/16	8 1/8	8 1/8
SE-L (100).....	5	5 1/4	5 9/16	5 11/16	5 3/4	5 7/8	6	6 1/8	6 1/8
SE-L (100).....	3 1/4	11/16	11 3/8	11 7/8	11 3/4	12 1/8	12 1/8	12 1/2	12 1/2
SE-L (100).....	12 1/8	12 3/8	12 13/16	12 15/16	12 15/16	13 1/16	13 1/16	13 1/16	13 3/16
SE-L (100).....	8	8 1/4	8 3/4	8 1/2	8 1/16	8 9/16	8 1/16	8 13/16	8 13/16



## BOURSE DU 7 AVRIL

## Règlement mensuel

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 M. Gorbatchev à Londres. — M. Shamir à Washington. 4 Le conflit libanais. 6 L'islam en flèche (VI). 7 La situation en Namibie. 8 Les négociations sur l'avenir du Cambodge.	9 Les négociations entre les préfets et les syndicats se poursuivent en Corse. 10 La préparation de élections européennes. 11 La loi Pasqua sur les étrangers devrait être sensiblement modifiée.	12 Deux incidents relancent le débat sur les bavures policières. 14 Les nouvelles rémunérations des enseignants. 25 Un télescope d'un nouveau type installé au Chili.	21 De Sade, Juliette, au Théâtre de l'Atalante et Ossie, au Poche-Montparnasse. — La huitième Symphonie de Mahler au Châtelet. 22 Bataille d'experts autour d'Utrillo. — Bicentenaire. 20 Communication.	26 L'industrie pharmaceutique française à la dérive. 27 Les comptes de la nation. 28 GATT : vers un compromis agricole à Genève. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 20 Carnet ..... 12 Loto ..... 24 Météorologie ..... 25 Mots croisés ..... 18 Philatélie ..... 25 Radio-télévision ..... 24	● Le temps ce week-end : METEO ● Consultez votre portefeuille, la Bourse en direct : BOURSE ● Abonnez-vous au Monde : ABO 3615 tapez LEMONDE ● Le mini-journal : JOUR 3615 tapez LM

## HAÏTI : après la tentative de putsch

## Nouveaux affrontements entre militaires

PORT-AU-PRINCE  
de notre envoyé spécial

La situation était toujours bloquée, jeudi 6 avril, à Port-au-Prince, où deux des principales unités de l'armée haïtienne et la marine demandent la démission du général Prosper Avril et son remplacement par un président civil. Engagés dans l'après-midi, des négociations entre le colonel Guy François, commandant des casernes Dessalines, la principale unité rebelle, et le général Hérard Abraham, commandant en chef de l'armée, semblent avoir tourné court. Toute la journée, des tirs d'armes automatiques ont retenti dans la capitale, où au moins six civils ont été blessés.

En fin d'après-midi, un nouvel affrontement a opposé des soldats du corps des Léopards qui tentaient de prendre le contrôle de la radio-télévision nationale dans le quartier de Delmas, à un engin blindé de la garde présidentielle. Quatre stations de radio — Radio-Métropole, Radio-Haïti International, Radio-Antilles et Radio-Liberté — ont cessé d'émettre, selon un employé de l'une d'elles, leur matériel de transmission a été saboté par des soldats de la garde présidentielle. L'activité de la capitale est restée paralysée toute la journée.

De petits groupes de jeunes manifestants ont érigé dans les rues des drapeaux de vieux pueux qu'ils ont incendiés. Répondant au président Avril, qui avait lancé jeudi à l'aube un ferme appel à « l'unité de l'armée pour éviter l'effondrement de la nation », un groupe de militaires des casernes Dessalines a réaffirmé jeudi la détermination de cette unité. Au cours d'une conférence de presse, ils ont à nouveau exigé le départ du général Avril et demandé la satisfaction des revendications du peuple et des « petits soldats ». Ils ont appelé « leurs frères d'armes » de la garde présidentielle à le rejoindre, insistant sur leur volonté d'éviter un affrontement sanglant. Selon des informations non confirmées, plusieurs soldats de la garde présidentielle auraient déserté.

## Affrontements à la mosquée Al-Aksa de Jérusalem

An premier jour du ramadan, des affrontements se sont produits vendredi 7 avril à la mosquée Al-Aksa, sur le Mont du Temple à Jérusalem, où des centaines de manifestants palestiniens ont lapidé les forces de l'ordre et scandé des slogans nationalistes.

La police a lancé des grenades lacrymogènes et tiré en l'air pour disperser les manifestants après la prière à laquelle 15 000 musulmans venaient d'assister. Les protestataires ont lapidé un poste de police et frappé plusieurs journalistes. La mosquée Al-Aksa est le troisième lieu saint de l'islam après La Mecque et Médine. — (Reuters.)

## MODE : NON AUX DÉPENSES EXCESSIVES !

Pour que vos achats vous plaisent vraiment, il faut que les prix soient « géniaux ». C'est-à-dire ordi-séduisants, correctement modiques. Encore plus évident pour la mode et les vêtements. Chez Rodin, les tissus sont chics, nouveaux et de qualité. Entre 30F et 300F le mètre, vous trouverez, superbes, des jerseys, des lainages, des soies, des polyester et même des cachemires. A ces prix-là, la Mode est un plaisir...

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A C D E F G H

Clôturé au palais national, le général Avril a reçu la visite de l'ambassadeur des États-Unis, M. Brunson McKinley, qui a affirmé à l'issue de cet entretien qu'il semble à présent vraisemblable que des exilés appartenant au régime précédent avaient été mêlés à la tentative de coup d'État, dont le succès « aurait constitué un véritable désastre pour le peuple haïtien ».

## Fragile

L'autorité du président et de l'État apparaît cependant de plus en plus fragile. Dans les quartiers populaires, le couvre-feu instauré de la tombée de la nuit à l'aube n'est pas respecté, et les militaires sont trop absorbés par leurs querelles pour se préoccuper du maintien de l'ordre. La paralysie des transports et la fermeture des commerces, des banques et des bureaux posent de sérieux problèmes : des difficultés d'approvisionnement en nourriture et en carburant commencent à être signalées.

La classe politique réfugiée dans un prudent silence au début de la crise s'est soudain manifestée face au risque de chaos que fait peser sur le pays la désintégration de l'institu-

tion militaire. M. Marc Bazin, président du Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (MITH), s'est prononcé en faveur de l'appel à l'unité de l'armée lancé par le général Avril. M. Serge Gilles, dirigeant de tendance socialiste, a dénoncé le rôle des duellistes dans les derniers événements et a suggéré la constitution d'un « comité national de crise », composé de représentants du gouvernement, des militaires dissidents et du secteur démocratique, afin de dénouer la situation.

A mesure que le temps passe, la préoccupation croît dans les ambassades, qui ont réactivé les plans de regroupement et d'évacuation de leurs ressortissants.

JEAN-MICHEL CARROT.

● Soutien des États-Unis au président Avril. — Le Département d'État a réaffirmé jeudi 6 avril le soutien des États-Unis au chef d'État haïtien. « Nous espérons que les problèmes actuels seront rapidement résolus afin que le président Avril et ceux qui soutiennent la démocratie puissent continuer à promouvoir le processus de démocratisation aussi vite que possible », a déclaré le porte-parole du département, M. Margaret Tutwiler. — (AFP.)

## URSS

## 1 958 députés (sur 2 250) ont été élus le 26 mars

La participation au scrutin du 26 mars pour les élections des membres du congrès des députés a été en moyenne en URSS de 89,8 %, ont indiqué mercredi 5 avril les *Izvestia*. La participation maximale a été enregistrée en Azerbaïdjan, soumis au couvre-feu et peu atteint par la perestroïka (98,5 %) et minimale en Arménie (71,9 %) : suite à l'appel au boycott lancé par les nationalistes arméniens, le quorum d'électeurs n'a pas été atteint dans trois circonscriptions d'Erevan, malgré une prolongation subite de deux heures des opérations de vote.

Parmi les 1 958 députés déjà élus (sur un total de 2 250), la commission électorale a dénombré 17,1 % de femmes, 18,6 % d'ouvriers, 11,2 % de kolkhoziens, 87,6 % de membres du PC et soixante nationalités différentes. Les *Izvestia* en publient la liste par ordre alphabétique, sans préciser le nombre de voix obtenues ni le nom des candidats battus. Dans certaines régions soviétiques, on se plaint de ce que la commission électorale n'ait pas divulgué de données permettant d'analyser les résultats. On y cite cependant des chiffres, non publiés, faisant état de trente-deux premiers secrétaires régionaux du Parti (sur 160) qui n'ont pas été élus.

A Leningrad, où les élections se sont soldées par l'échec des cinq plus hauts dirigeants du parti local, dont son chef M. Soloviev, membre suppléant du bureau politique, une réunion de quelque trois cents cadres locaux a eu lieu mardi 4 avril, mais la question de la démission des responsables battus n'y a pas été soulevée, a déclaré un porte-parole officiel à l'envoyé spécial de l'AFP.

Toutefois, la résolution proposée à l'issue du plénum n'a pas été considérée comme satisfaisante et une commission de rédaction s'est réunie mercredi pour la revoir. Selon l'agence Tass, le plénum de Leningrad a qualifié les résultats locaux de « sérieuse leçon politique » entraînant la nécessité d'« abandonner les styles d'action obsolètes ».

Le premier secrétaire du parti pour la ville, M. Anatoli Guerssimov, considéré comme le moins conservateur des dirigeants locaux, a

demandé une autocritique « plus profonde » du parti de Leningrad. Par ailleurs, M. Ligatchev, considéré généralement comme le porte-parole des conservateurs au bureau politique, a accordé au quotidien *Itchen* *Corrière della sera* un entretien, publié jeudi 5 avril, dans lequel il affirme que la défaite de plusieurs dirigeants aux élections « n'est pas l'expression d'une défiance à l'égard du parti ».

M. Ligatchev déclare aussi n'avoir aucune divergence idéologique avec M. Gorbatchev, ajoutant : « Nous avons de franches discussions, mais nous arrivons toujours à une opinion commune. Et si nous ne trouvons pas d'accord, nous laissons les faits décider qui de nous deux a raison ». — AFP, Tass.

## Centre Pompidou : la grève se poursuit

M. Hélène Ahrevelier, président du Centre Georges-Pompidou qui est fermé depuis une semaine en raison d'une grève du personnel de sécurité, a décidé, jeudi 6 avril, d'attribuer cinq postes aux agents qui réclament essentiellement des augmentations d'effectifs et des améliorations financières.

Toutefois, les agents en grève ont jugé « insuffisantes » ces propositions et ont décidé la poursuite de la grève. En outre, un appel à la grève de l'ensemble du personnel a été lancé, mercredi, pour lundi prochain.

M. Ahrevelier a demandé aux autorités de tutelle, les ministères des finances et de la culture, des négociations de fond sur le statut de l'ensemble du personnel. En revanche, « elle est opposée à toute augmentation de traitement ponctuelle », une « satisfaction immédiate » qu'elle qualifie de « sucrée », et qui, selon elle, « ne réglerait pas les questions de fond ».

Le numéro du « Monde » daté 7 avril 1989 a été tiré à 485 700 exemplaires.

**GLOBE**  
D'AVRIL  
VOYAGE DANS LA FRANCE GAY  
SONDAGE EXCLUSIF GLOBE/CSA

**REDÉCOUVREZ LA CITOYENNETÉ**  
40 ANS DE LIBERTÉ LE DROIT ET LE FAIT  
NATHAN Le Monde

## AFRIQUE DU SUD : prélude au retrait du chef de l'État

## Le président Botha annonce des élections législatives anticipées

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Il semble désormais acquis que le président Pieter Botha ne sera pas candidat à sa succession après les élections générales qui devraient avoir lieu au début du deuxième semestre de cette année. Dans son premier discours prononcé au Parlement depuis la concession officielle dont il a été victime le 18 janvier, le chef de l'État a annoncé, jeudi 6 avril, que les trois Chambres (blanche, indienne et métisse) seraient dissoutes « à une date appropriée vers la fin du mois de mai ». La Constitution prévoyant un délai minimum de cinquante-six jours entre la dissolution et le scrutin, celui-ci ne pourra donc pas avoir lieu avant la fin de juillet, sans doute en août ou début septembre.

Conformément au compromis intervenu le 21 mars entre M. Botha et le nouveau chef du Parti national, M. Frederik De Klerk, le président de la République a accepté de revenir sur sa décision d'appeler à des élections générales seulement en mars 1990, afin de permettre le redécoupage des circonscriptions. Si le chef de l'État n'a pas dit expressément qu'il avait l'intention de passer la main, il a évoqué l'élection « d'un nouveau président » et a parlé de la cérémonie du passage du pouvoir en citant la Constitution (le Monde du 25 mars).

Il est donc clair que M. Botha, qui avait repris ses fonctions le 15 mars, entend céder la place, dans quatre ou cinq mois, à son rival après avoir été unanimement désavoué par son parti le 13 mars. Il en avait abandonné la direction le 2 février, ce qui avait provoqué une crise politique sans précédent. La voie est donc ouverte à présent pour M. De Klerk après presque onze années de règne pour M. Botha.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Sur le vif

## Chapeau !

Vous avez vu un peu, cette lutte à mort pour le pouvoir à droite ? C'est pas humain. On a l'impression d'assister au combat de rat, comme à Rome, entre des taurins ou des bouquins. Terrifiant. Ils sont vaches quand même, les jeunes Turcs. Ils leur ont fait un coup de vieux pas possible, à tous ces dinosaures de Pasqua, Chirac, Balladur et autres Giscard. On peut plus voir passer à la télé sans avoir envie de les aider à traverser les encombrements de la circulation sur la route de Strasbourg et à se ranger des voitures.

C'est vrai, ils sont là, aveugles au changement, durs d'oreille, ils n'entendent pas un mot de ce qu'on leur sert depuis six mois, complètement sclérosés, radotant. Ils arrêtent pas de raconter leur guerre : Moi, m'sieur, j'ai fait Dunkerque, je suis gaulliste, oui, parfaitement. Et alors ? On s'en fout. Le gaullisme, on sait même pas ce que c'est. C'est comme la Renaissance, le siècle de Louis XIV, la Commune ou le Second Empire, un truc qu'on apprend à l'école, quand on l'a au programme. Ils sont écroulés de rire, les correspondants étrangers à Paris. Non, mais, imaginez, faisait observer ce matin celui de la BBC, Maggie Thatcher

exhauissant les cessants de ce pauvre Churchill pour les brandir au nez de ses contradicteurs torés. Ils en tomberaient à la renverse.

Remarque, il y a pas d'âge pour la connerie, bien, mon petit Léo ! C'est vrai qu'il s'est promis la France si tu l'aides à se fécir l'Europe, papé Valéry ? Et tu l'as cru ? T'aurais pas dû. Les portes du château, c'est pas lui qui te les ouvre. Il a pas le clé. Tu veux que je te dise où elle est ? Perdus au tableau de l'hôtel de ville de Lyon.

Moi, à ta place, j'hésiterais pas, je le tronnerais vite fait, VGE. Les aventures extraconjuguales, ça te connaît. Rappelle-toi, en 1986, tu t'es bien tapé Barre tout en pelotant mon Jacquot sous la table du conseil des ministres. Maintenant, il y a pas à tortiller, faut faire ta cour à Noir. Il est super, ce mec. C'est un joueur d'échecs, un vrai, encore plus fort que mon Mimé. A joué contre Kasparov, lui.

Ouais, je sais, t'es loupé le coche, Simone Vail vient de le demander en mariage. Mais elle, c'est en tout bien tout honneur. L'honneur retrouvé du méfier. Chapeau, madame !

CLAUDE SARRAUTE.

## TURQUIE

## « Les jeunes musulmans » à la défense du Christ

ISTANBUL  
De notre correspondant

Un groupe d'une cinquantaine de jeunes gens barbus et porteurs de tracts signés « Les jeunes musulmans », a tenté d'empêcher, mardi 4 avril, la projection du film *La Dernière Tentation du Christ* de Martin Scorsese, programmée dans le cadre du Festival international du film d'Istanbul. Un policier a été blessé lors d'un affrontement, avant que les manifestants, de plus en plus nombreux, ne remontent, en bloquant le trafic, l'avenue de l'Istiklal, la plus grande artère de la ville, et finissent par se disperser.

Les slogans des manifestants affirmaient que « les prophètes ne commettent pas de péché » et que

« Jésus va revenir, les menteurs vont mourir » : ils rappelaient ainsi la tradition coranique, selon laquelle le prophète Jésus n'a été « ni tué ni crucifié, mais remplacé par un autre qui lui ressemblait » et qu'il est le « Messie attendu », qui reviendra sur terre le jour du jugement dernier. Les manifestants ont également dénoncé dans le film « un complot des forces sionistes », animées des mêmes intentions que celles de Rushdie et de ses défenseurs.

Pour ne pas être en reste sur les manifestations musulmanes, deux fondamentalistes américains ont également distribué des tracts, avant d'être interpellés par la police.

M. F.

## EN BREF

● M. Alain Pompidou soutient les rénovateurs de l'opposition. — M. Alain Pompidou, fils de l'ancien président de la République Georges Pompidou, a apporté, vendredi 7 avril, son soutien à l'initiative des rénovateurs de l'opposition en faveur de la constitution d'une liste de renouvellement aux européennes. « La prise de position rendue publique le 6 avril par douze députés de l'opposition », a ainsi déclaré M. Pompidou, « constitue une initiative positive d'un grand espoir ». « A la suite de réflexions menées au sein d'un groupe réunissant des industriels, des scientifiques et des responsables de la vie socio-économique, a-t-il ajouté, je fais confiance et je suis déterminé à apporter mon soutien actif aux personnes ayant manifesté leur volonté d'un tel renouvellement car je les sais à l'écoute des besoins des Français ».

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**LA QUESTION SOCIALE**

Avec notamment des articles de : J.-M. GAILLARD, R. KOCHNER, J. DRAY, J.-L. GILBERT, R. VIELLE, P. MACLOUF  
Envoyer 80 F (timbre à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 160 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

● Un nouveau commandant des forces de l'OTAN en Europe du Nord. — Le général britannique Patrick Palmer succédera le 24 avril au général Geoffrey Howlett à la tête du commandement des forces de l'OTAN en Europe du Nord. Le général Palmer a été commandant de la septième brigade blindée stationnée en RFA. — (AP.)

● Tchekarov, « premier chef invité » à Leningrad. — Le chef d'orchestre bulgare Emil Tchekarov vient d'être nommé « premier chef invité » de l'Orchestre de Leningrad. Le poste a été créé pour lui. Rappeler que cette prestigieuse formation, longtemps dirigée par Evgeni Mravinski, auquel a récemment succédé Youri Temirkanov, effectue ce

mois-ci une tournée en France qui la mènera à Lyon (le 24), Dijon (le 25) et Lille (le 26) à Paris (les 28 et 29). L'Orchestre de Leningrad sera pour ces concerts dirigé par Marius Jansons, autre chef soviétique en poste à Oslo.

● Trois morts dans un accident d'avion à Nîmes. — Un avion de tourisme en provenance de Bastia (Haute-Corse) s'est écrasé, vendredi matin 7 avril, sur une piste de l'aéroport de Nîmes. Trois de ses passagers ont été tués. Un quatrièmes, gravement blessé, a été hospitalisé. Le pilote de l'appareil, un TB-10, à la suite d'une erreur de pilotage, aurait mal négocié son atterrissage.

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois  
**PIRELLI**  
incalculable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale  
**CAPELOU**  
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75014 PARIS TEL. 43 57 36 35 • MÉTRO PARENTIER

**JOURNÉES DE LA HAUTE FIDÉLITÉ**  
LA PLUS GRANDE MANIFESTATION D'AMATEURS DE MUSIQUE  
8-10 AVRIL 1989  
SOFITEL NIKKO  
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75014 PARIS  
TEL. 1/45 57 30 48

**GLOBE**  
D'AVRIL  
3 MILLIONS D'HOMOS  
SONDAGE COMMENTÉ PAR MONSIEUR GAILLOT

كسوة الحجاب